CHAPITRE I : L'UNIVERS AGRAIRE
********** **********

Il a toujours été affirmé, à juste titre, que le problème clé de la révolution éthiopienne a été la question agraire. D'abord par l'importance de l'agriculture dans l'économie du pays, le travail de la terre étant le seul moyen d'existence de la vaste majorité de la population du pays. Ensuite et surtout à cause des structures socio-économiques et politiques qui faisaient de l'univers agraire éthiopien une véritable caricature de l'injustice.

Le système agraire, vieux de plusieurs siècles dans le Nord et imposé dans le Sud à la suite des conquêtes de ces régions par les armées de l'Empereur Menelike II à la fin du XIXème siècle, vouait les populations à une incroyable misère qui faisait de ce pays pourtant potentiellement très riche, l'un desplus pauvres de la planète.

Depuis les années 60 tout le monde, y compris l'Empereur lui-même, était conscient du blocage de la société qui résultait de ce système archaïque . Il était même question, dans les documents les plus officiels, de la nécessité de réformes urgentes voire "radicales" pour sortir le pays de l'impasse.

Les plans quinquenaux institués depuis cette époque, mais dont l'existence était un argument décoratif pour un Empereur soucieux de son image de modernisateur plus qu'autre chose, évoquait régulièrement le problème. Le troisième (et dernier plan de développement de l'ère impériale) notait par exemple :

"La nécessité d'une réforme agraire est évident. Dans les conditions actuelles de fermage, et vu la superficie des propriétés, très peu de progrès peuvent être accompli dans le secteur agricole. Le but immédiat de la réforme est de surmonter l'apathie de population rurale causée par l'iniquité du système traditionnel de fermage, la concentration de la propriété foncière dans un petit nombre de mains, l'insécurité dans laquelle se trouve le fermier et la part exorbitante de la récolte qui revient au propriétaire".

Mais voilà. De l'avis de beaucoup d'experts, le système agraire était un des plus complexes au monde. Il variait de façon considérable d'une province à l'autre et même à l'intérieur d'une même province. A ceux qui réclamaient des mesures rapides pour mettre fin à cet état de chose on citait l'exemple de Wollo où on enregistrait (officiellement) 101 variations dans le système de tenure. Un véritable maquis fait de mille et un droits que s'était arrogé une infime minorité et d'obligations sans fin imposées à une paysannerie pauvre et corvéable à merci ...

Même si tout le monde semblait d'accord sur la gravité du problème, il ne pouvait cependant être question d'une précipitation quelconque. Il ne fallait pas toucher à l'édifice féodal sans qu'au préalable des études "sérieuses" soient entreprises pour déterminer les contours d'une législation qui devrait tenir compte de "tous les intérêts en jeu".

En 1964, l'empereur crée donc le Ministère de la Réforme agraire (MRA) pour se pencher sur la question. Ce sera le ministère de la quadrature du cercle car ce que l'on cherchait c'était de débloquer la situation, d'émanciper les paysans, mais sans toucher aux intérêts fondamentaux de ceux qui justement détenaient le pouvoir politique du fait de leur emprise exorbitantes sur le produit du paysan voire sur sa personne.

Car au-delà de ces variations, des traits communs, qui seront mis en évidence par des études sérieuses faites par les agents du MRA, qui deviendra très vitre le repère des intellectuels progressistes, donnaient à l'ensemble du système sa cohérence implacable.

I. Une caricature de l'injustice

Dans les campagnes, au Nord comme au Sud, la toile de fond de l'univers agraire était uniformément la même. On trouve partout la "sainte trinité" des bénéficiaires de tout régime féodal : l'empereur, la noblesse et le clergé entourés d'une armée de fonctionnaires, de militaires, de prêtres qui, moyennant une partie du

tribut dû aux classes dominantes, les assitent "à tenir" le pays.

En face, ou plutôt en dessous, on trouve la vaste masse des paysans sans terre, des petits propriétaires "indépendants" et surtout de métayers. Pris dans un dense réseau de devoirs et d'obligations - impôts exorbitants, cadeaux obligatoires, corvées sans fin - ces millions de paysans se maintenaient difficilement à la limite de la survie.

Basé sur le travail de ces paysans qui devaient "porter sur les épaules" toute cette partie de la population qui s'était retirée du travail de la terre, le système engendrait, inévitablement, des mécanismes divers et extrêmement compliqués pour assurer le transfert du "surplus". C'était finalement ces variations qui donnaient au système son caractère "complexe" tant invoqué pour retarder les réformes.

Toujours est-il que les rendements de cette agriculture étaient tellment précaires d'une année à l'autre qu'il serait dérisoire de parler ici de "surplus". Mais ceci n'avait pas d'importance. La philosophie des classes dominantes en la matière se résume bien dans un proverbe selon lequel "le paysan peut ne pas avoir de quoi manger, mais il trouvera toujours de quoi payer".

Ce qui fait que souvent, trop souvent, les droits exorbitants qu'avaient les féodaux sur le produit du paysan, l'état arriéré des méthodes agricoles et les caprices de la nature se conjugaient pour vouer le paysan à une misère incroyable qui se ponctuait, tous les quinze ans en moyenne, par la rupture fatale de l'équilibre flou et fragile entre subsistance et famine.

1. L'empereur, le feudataire, le prêtre ...

Dans l'Ethiopie traditionnelle, toute la vie du pays tournait autour de la personne du monarche. En principe ce dernier était au-dessus des lois. Il était suprême en toutes choses. Son autorité

avait des justifications religieuses et dynastiques. L'Empereur était le "SEYOUME EGZIABHERE" ou l'élu de Dieu. Pendant toute la période chrétienne de l'histoire de ce pays, l'Eglise Orthodoxe, très conservatrice et puissante et l'Empereur formaient toujours une "sainte alliance". La première prêche la divinité du pouvoir du roi des rois et ce dernier à son tour se posait en bienfaiteur de l'Eglise et protecteur de la foi.

L'autre base de légitimité, entretenue par toute une tradition artistique et littéraire, était la légende de la dynastie "Salomonienne". Cette légende, avec la religion, avaient constitué, depuis la "restauration Salomonienne" survenue en 1 270, la toile de fond idéologique de toutes les luttes pour le pouvoir impérial. Ceci est vrai à tel point que depuis cette époque aucun roi ne s' est senti assez fort pour se passer de la légitimité que conférait la prétention de descendre "en ligne directe" de cette union légendaire de la reine de Saba et du roi Salomon d'Israël. La modernisation des instituions du pays et l'octroi d'une constitution par l'Empereur Haile Selassie en 1 930 , n'a fait que consacrer cette légende pittoresque qu'on retrouve même dans la loi suprême du pays :

"La dynastie Impériale d'Ethiopie descend directement de Menelike Ier, fils de la reine de Saba et du roi Salomon de Jérusalem et sans interruption de l'Empereur Sahle Selassie et de Haile Selassie Ier. La dynastie Impériale restera perpétuellement attachée à cette lignée et ne peut être conférée à aucune autre". (1)

Plus concrétement, les rois des rois assoient leur autorité sur le pouvoir qu'ils se voient reconnaître de disposer de toutes les terres du pays. Traditionnellement, il a toujours été admis (du moins théoriquement) que toutes les terres du pays appartenaient à l'Empereur. Et ce dernier ne se contentait pas de ces possibilités théoriques.

---

(1) Article 2 de la constitution révisée de 1 955

Tout au long des siècles, les Empereurs ont toujours essayé de disposer librement de vastes domaines d'abord pour subvenir au besoins énormes de la cour mais surtout pour pouvoir en octroyer comme bon leur semble à l'Eglise, aux membres de la noblesse, aux fonctionnaires et à tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre pouvaient constituer un soutien pour l'administration de l'Empire.

En plus des vastes territoires, qui dans toutes les régions tombaient traditionnellement dans la catégorie "YEMENGISTE MERETE" (domaine de l'Etat), le 'capital foncier', dans lequel le souverain pouvait puiser sans avoir à rendre compte à qui que ce soit, variait au gré des circonstances politiques ou autres. Il y avait les terres GUBRE TELE ou confisquées pour défaut de payer les impôts, des terres abandonnées, celles appartenant aux rebelles et bien sûr des territoires conquis qui entraient d'abord et de plein droit dans le domaine du souverain qui en distribuait ensuite une partie à ses serviteurs.

a) Le GULTEGNA (Le Feudataire)

Si l'Empereur gardait une partie de tous ces domaines, le reste était octroyé aux membres de son entourage dans la pure tradition féodale. Tout en réaffirmant sa souveraineté, le roi des rois acceptait un morcellement de son pouvoir absolu qui se dispersait entre les mains d'un certain nombre de grands seigneurs.

Au niveau régional, ce pouvoir se traduit dans l'office du gouverneur ou le GUEJI, nommé et révocable par l'Empereur souvent considéré comme "le roi présent dans la province". Représentant de ce dernier dans toutes les prérogatives de puissance publique, il se comportait, lui aussi, en Empereur dans sa vie quotidienne. Essayant d'imiter au mieux le mode de vie du souverain et de sa cour, il entretenait un cercle de fonctionnaires et d'officiers nommés et révoqués par lui.

L'expression économique de ce morcellement du pouvoir impérial est le système de GULT ou de FIEF concédé à titre de tenure

aux gouverneurs et autres grands de l'Empire à charge de certains services et bien sûr d'une fidélité sans faille.

Le GULT ne signifie pas possession effective de terres. C'est simplement le droit reconnu au GULTEGNA (feudataire) de s'approprier tout ou une partie du tribut levé sur les paysans dans le territoire concerné.

En échange de ces privilèges Ie GULTEGNA est responsable du bon fonctionnement de l'administration de sa province. Il est le commandant en chef de l'armée, juge suprême, responsable du maintien de l'ordre et surtout, chargé de la perception d'impôts.

Pour s'acquitter de sa tâche, le seigneur morcelle à son tour son Goult avec les pouvoirs et les privilèges qui en découlent. Les bénéficiaires de ce qui sous l'Ancien Régime en France peut correspondre au "Fief servant" appelés MELKEGNA, FERESEGNA ou simplement GULTEGNA selon les régions, sont des auxiliaires de l'administration attachés au seigneurs le plus souvent par des liens personnel si non de parenté. Ils font partie de son entourage et peuvent suivre son mouvement de poste en poste. Détenteurs de droits précaires et en contact quotidien avec les paysans, ces petits chefs étaient les élèments les plus redoutés de toute la hiérarchie féodale.

De par sa raison d'être, le GULT n'est transmissible par héritage que dans la mesure où la fonction elle-même passe à un des fils de feudataire. En principe, au décès du bénéficiaire des faveurs impériales le GULT, ainsi que tous les privilèges qui s'y attachent, reviennent à l'Empereur. Mais il serait erroné d'en conclure que les grandes familles régionales étaient à la merci de telles tentatives de déstabilisation du pouvoir central. En premier lieu, sauf dans les cas où le fils aurait particulèrement "démérité", la succession du père lui était assuré de façon plus ou moins automatique. Pendant des siècles ce problème de succession avait contituait l'enjeu des combats entre les rois des rois et les puissantes famil-

les régionales. Ces dernières cherchaient à rendre ces titres et offices héréditaires, alors que les Empereurs, qui voyaient dans ces tentatives une menace à leur emprise, essayaient d'avoir les mains libres à l'occasion de chaque relève de générations.

Au gré des rapports de forces changeants qui ont traversé les siècles, les grandes familles féodales ont pu résoudre à leur bénéfice ce problème de succession du GULT. L'Empereur était progressivement amené à concéder ce qu'on appelait le "RIST GULT" ce qui, pour en revenir à l'Ancien Régime en France, correspondait à peu de choses près au Franc Alleux. Dans ce cas les droits étaient non seulement concédés en pleine propriété et à perpétuité, mais, à la différence du GULT, le bénéficiaire n'était tenu à aucune obligation de service précis. et transmis

b) L'Eglise

Il est difficile d'avancer des chiffres, même approximatifs, sur l'étendue des domaines sur lequels l'Eglise, ce véritable Etat dans l'Etat, disposait des droits à un titre ou à un autre.

Historiquement, il a été affirmé que par un accord remontant à la "restauration" de la dynastie salomonienne au 13ème siècle, dont le maître d'oeuvre était l'ABUNA TEKLE HAIMANOT, moine originaire de Shoa, l'Eglise pouvait faire valoir, ses droits sur un tiers du territoire. L'inventaire rapide des bienfaiteurs et surtout l'examen des modalités d'octroi permettent de dire que ces estimations, pour ne pas être tout à fait exactes, n'étaient pas fantaisistes.

D'abord l'Eglise recevait des terres de tous les grands de l'Empire. Il y avait dans ce domaine une émulation pieuse qui était tout bénéfice à l'Eglise. L'Empereur était bien entendu le plus grand bienfaiteur. La tranquilité de son règne et le contenu des "chronique royales" qui passaient à la postérité dépendaient des relations harmonieuses qu'il entretenait avec le clergé. Tous les

autres féodaux suivaient dans ce domaine, comme dans tous les autres, l'exemple du souverain.

Le procédé le plus courant d'acquisition des terres était la dotation à l'occasion de construction des églises. Depuis l'aube de l'Ethiopie chrétienne, bâtir des églises était l'activité pieuse la plus répandue des gouvernants. L'Ethiopie moderne de l'Empereur Haile Selassie ne faisait pas entorse à ces règles plus que millenaires.

La construction d'églises s'accompagnait automatiquement de dotations de terres dans la paroisse nécessaire au maintien du clergé. Or, la liturgie de l'Eglise Orthodoxe exige au minimum deux prêtres et trois diacres, ce nombre pouvant s'élever jusqu'à trente et même au-delà selon l'importance de l'église, le nombre de fidèles dans la paroisse et surtout la fortune du bienfaiteur.

Le nombre de prêtres dans l'Empire n'a jamais fait l'objet d'estimations même approximatives. Il existait de vagues suppositions. Il serait exagéré d'affirmer, comme l'ont fait certains, que ce nombre s'élevait à près de deux millions. Il serait plus prudent de ramener ce chiffre aux environs de trois cent à quatre cent mille, ce chiffre ne peuvant être considéré que comme pléthorique lorsqu'on le compare avec le nombre d'enseignants qui était de 20 000 et celui des médecins qui n'atteignait même pas 1000 à la veille de la révolution. Il est vrai qu'à cette époque, le pays comptait presque 15 fois plus d'Eglise que d'écoles et d'hopitaux réunis ...

Quoi qu'il en soit, tout ce monde représentait une masse très importante pour le maintien de laquelle le paysan était mis à contribution.

Les terres sur lesquelles l'Eglise avait des droits étaient connues sous des appellations diverses : KES MERETE (terre du prêtre) MEKSEL MERETE (terre de la croix) SEMONE (l'équivalent du GULT) pour le clergé, etc... . Ces droits n'impliquaient pas tous

possession effective. Suivant le système de GULT, l'Eglise pouvait se contenter de la perception d'impôts ou de fermage, le paysan continuant à exploiter son lopin de terre pour le compte du clergé comme il le faisait pour d'autres propriétaires féodaux. Les membres du clergé continuaient à collecter ces redevances tant qu'ils restaient au service de la paroisse. Le célibat n'existant pas, la fonction de prêtre et les droits qui s'y rattachaient, étaient souvent héréditaires, favorisant ainsi l'institution de véritables castes de "serviteurs de Dieu" et de bénéficaires du système.

En plus, comme c'était le cas pour les autres serviteurs de l'Etat, les droits reconnus au clergé du fait de leur service à l'Eglise, n'excluaient pas d'autres voies d'accès à la propriété féodale. Le système de tenure communautaire, en vigueur dans le Nord leur donnait la possibilité de faire valoir leur droit au RIST (parcelle qu'un paysan reçoit en héritage du fait de son appartenance à la lignée du père fondateur de la communauté et qu'il ne peut aliéner) dans la communauté. Ensuite et surtout, ils bénéficiaient, de généreuses allocations de terres dont l'étendue dépendait de leur rang dans la hiérarchie de l'Eglise. Comme le stipule le FETEHA NEGUESTE (le FETEHA NEGUEST est un recueil de droit religieux sur lequel était basé le droit séculaire avant la promulgation du code civil en 1960). "En premier lieu le roi donnera aux évêques, ensuite aux prêtres, puis aux diacres et enfin à ceux qui sont en-dessous".

Pour complèter cet inventaire, déjà impressionnant, il faut tenir compte du fait qu'à ce patrimoine venaient s'ajouter les cadeaux et legs de la part de fidèles fortunés. En plus, l'Eglise monnayait les multiples services (baptêmes, mariages, funérailles etc ...) qu'ell rendait à la population.

Une autre indication concernant cette fois les règles qui gouvernaient l'octroi des terres à l'Eglise peut aider le lecteur à mieux saisir l'étendue de la fortune de cette institution. En effet, d'après le FETEHA NEGUESTE". Ce qui devient patrimoine de l'Eglise

n'en sortira pas".

C'était une garantie incontournable . On sait que les membres de la noblesse ou même de la famille royale pouvaient se voir déposséder de tout ou d'une partie de leur patrimoine au gré des circonstaces politiques. L'Eglise, ainsi mise à l'abri, ne faisait qu'accumuler les terres sans aucun risque d'en être dépossèdées. Lorsqu'on sait que les premières allocations royales sur lesquelles on dispose de traces écrites remontant au Vème siècle, on comprendra pourquoi et comment beaucoup estimaient qu'à la veille de la révolution, l'Eglise orthodoxe était la plus riche propriétaire terrienne de tout l'Empire.

Ceci dit, dans le cadre général du rapport de domination qui sévisait dans les campagnes, les problèmes caractéristiques du secteur agricole ne se posaient pas partout de la même façon ni avec la même acuité. Les spécificités du système selon que l'on se trouve au Nord ou au Sud du pays doivent être prise en compte pour mieux comprendre les réactions des paysans face à la réforme agraire de 1975 et surtout pour mieux saisir les diverses formes prises par la résistance féodale selon qu'elle s'exprimait dans l'une ou l'autre de ces régions.

2. La tenure collective ou communale dans le Nord

Dans les provinces du Nord - le plateau abyssin qui va d'Addis Abéba jusqu'aux régions Sud de l'Erythrée - la terre est exploitée selon un système de tenure collective coutumière. Tous les descendants de l'ABAT (père fondateur) jouissent d'un droit inaliénable sur une partie des terres qui restent la propriété collective de tous les membres de la lignée. En principe donc tous les paysans dans ces régions descendant du même ABAT (appelé ENDA ABAT en Erythrée, AKGNIE ABAT en Tigrai, WANA ABAT dans le Gojjame etc ...) ont droit au RIST. C'estun lopin de terre qu'ils travaillent selon un système de faire valoir direct.

Un droit sacré reconnu à tous les paysans qui entretiennent des rapports quasi mystiques avec l'ABAT RIST le bout de terre qui leur revient de plein droit du fait de leur appartenance à la lignée et dont chacun fait un point d'honneur de transmettre intact à ses enfants. Un bout de terre dont l'acharnement qu'on met à défendre le DINBERE (frontière) contre tout empiétement du voisin qui en l'occurence, peut-être un frère ou un cousin) est vécu comme une question d'honneur voir de "virilité" du père de famille. C'est cet attachement vicéral du paysan à son RIST qui sera souvent mis en avant pour justifier toutes les tergiversations afin de retarder les réformes radicales.

Il faut dire que le mot d'ordre souverain de la jeunesse contestataire "MERETE LARASHU" (la terre à celui qui la travaille) était, du moins en ce qui concerne les paysans du Nord, pour le moins équivoque. Car ici, c'est justement sur une subtile distinction entre le droit à la terre reconnu au paysan et celui que s'approprie une infime minorité sur une part non négligeable de la récolte que se jouait, si l'on ose dire, l'exploitation féodale.

A la veille de la révolution, même cette donnée du système qui était axé sur le concept " tout le monde propriétaire de son RIST" était, nous le verrons plus loin, en train de devenir une fiction.

Indépendamment de cela, le problème du secteur agricole dans ces régions était double.

Le premier problème, on peut le qualifier d'intrinsèque au système de RIST. Le capital foncier à la disposition de la communauté étant nécessairement limité, la part qui revenait à chacun de ses membres, grignotée au fil de successions, se rétrécissait à mesure que le nombre des ayants droits s'accroissait. De ce fait, la parcellisation progressive était telle qu'en moyenne plus de 65% des exploitations faisaient moins d'un hectare. Dans le Wollo et le Gondar, ce pourcentage s'élevait à 80 et 85% respectivement.

Si les effets néfastes sur le plan de la production agricole qui découlaient de l'étroitesse des surfaces étaient évidents, les conséquences sociales et politiques n'en étaient pas moins redoutables.

Le processus de parcellisation engendrait inévitablement la naissance d'une couche de métayers et, plus grave encore, de celle de paysans sans terre, dans des régions où, en principe, tout le monde était propriétaire.

Des études effectuées par le MRA dans les années 60 aident à mesurer l'importance de ce phénomène. Dans le Tigray par exemple, seuls 61% des paysans étaient classés dans la catégorie "propriétaire" . Pour le reste, 15% travaillaient à la fois sur leur propre RIST et louaient des lopins supplémentaires pour pouvoir se maintenir. 5% étaient réduits au statut de métayers et 19% étaient des paysans "sans terre". Ce dernier groupe représentait 14% dans le Wollo et s'élevait à 23% dans le Gondar. Où, il est vrai, des minorités comme les BETE ISRAEL étaient depuis des siècles exclus de l'accès à la propriété terrienne. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, et au risque de bousculer quelques idées reçues, on peut dire que le pourcentage de paysans sans terre était plus élévé dans le Nord que dans le Sud. Pour s'en tenir à un seul exemple on peut citer celui de la région de KAFFA (au sud) où cette catégorie représentait 9% des paysans de la région.

A ce problème déjà grave s'en ajoute un autre, lui aussi intrinsèque au système en vigueur dans les régions de RIST. Comme chaque paysan pouvait faire valoir ses droits à l'héritage des deux parents, ses lopins sont nécessairement dispersés. Souvent, des exploitations appartenant à un même fermier se trouvaient à plusieurs heures de marche les unes des autres. Pour ne citer que le cas le plus grave : dans le Tigray 16% des paysans travaillaient sur plus de 6 lopins à la fois et à l'autre extremité seuls 16% exploitaient une seule parcelle.

Et puis il y avait cette véritable calamité que représentaient les classes dominantes et tous ceux qui, pour une raison ou pour une autre, s'étaient retirés du travail de la terre et s'étaient habitués, comme disent les paysans, "à dévorer, comme les sauterelles, ce qu'ils n'ont pas récolté".

Tous les paysans étaient en effet des GUEBARES. Ce qui veut dire "celui qui doit tribut à l'Etat". La collecte d'impôts a toujours constitué la fonction majeure du gouvernement. Et dans l'Ethiopie traditionnelle on peut dire que c'était pratiquement le seul domaine où l'imagination était au pouvoir, et où l'appareil d'Etat faisait preuve d'une efficacité redoutable. Le GUBARRE était taxé à la limite de la survie sur tout ce qui poussait ou vivait sur sa ferme.

Les taxes collectées sur mille et un prétexte n'étaient cependant pas le seul fardeau que devaient porter les GUEBARRES. Ils étaient soumis à la corvée sur de vastes étendues de terres que possèdaient les grands propriétaires et à une multitude d'autres services pour le compte de ces derniers.

3. Le système agraire dans le Sud

La politique impériale dans les régions conquises du Sud, incorporées à l'Empire à la fin du XIXème siècle, était essentiellement basée sur la notion de SISSO (un tiers). Ce terme désigne la part laissée soit aux classes dominantes régionales là où ces dernières ont collaboré avec les conquérants (comme c'était le cas de WOLLEGA et de JIMMA), soit aux petits chefs locaux lorsque les grandes familles dominantes étaient éliminées pour cause de résistance à la nouvelle autorité impériale.

Dans tous les cas, les 2/3 des terres revenaient à l'Etat, c'est-à-dire à l'Empereur. Celui-ci était évidemment le plus grand bénéficiaire de la conquête. Des territoires entiers, choisis pour

leur fertilité entraient de plein droit dans le domaine de la couronne sous des appellations diverses : MADEBETE, HOUDADE, KENE GEBE, WARA GUENNOU, BALDERAS etc ... .

Pour le reste les distributions des terres se sont faites de façon à introduire et perpétuer la hiérarchie séculaire de l'Ethiopie traditionnelle.

Tout en affirmant ses droits sur la totalité des terres conquises l'Empereur Menelike II permet aux généraux qui ont mené la conquête de s'approprier de vastes domaines. Le système de GULT est aussitôt introduit. Les généraux bénéficiaires de ces GULTS cèdent à leur tour une partie de leurs droits aux officiers et fonctionnaires qui les ont accompagné. Ces derniers appelés ici des MELKEGNAS étaient chargés de l'administration de territoire du GULT. tous les autres officiers et fonctionnaires (juges, administrateurs des domaines de la couronne, policiers, gardiens de prisons, soldats etc...) se voient attribués le MADERIA MERETE ou terre en guise de salaire. Comme le GULT, le MADERIA MERETE ne signifie pas un droit de propriété sur les terres mais sur une partie de la production paysanne.

Comme il fallait s'y attendre une des premières activités était la construction d'églises partout où s'installe une communauté importante de fidèles. Des dizaines de milliers d'éclésiastiques viennent s'installer et se voient reconnaître les mêmes droits et privilèges dont jouissait l'Eglise dans les régions du Nord. En plus, GULT et RIST GULT étaient octroyés aux dignitaires de l'Eglise au même titre qu'aux autres grand de l'Empire.

Il y a quand même eu des nouveautés dont certains aspects, au terme d'une évolution lente, finiront par donner au système agraire du Sud des spécificités absentes dans le Nord.

D'abord, à force de parler des droits sur les terres, il ne faut pas perdre de vue l'essentiel ; dans ces régions ce que l'Empereur et les généraux avaient"distribué" n'étaient pas seulement des terres mais bel et bien des paysans. En effet, dans un contexte où

la surpopulation ne posait pas un problème majeur comme c'était le cas dans le Nord, il était plus intéressant de "recevoir" des paysans que des hectares. Chaque bénéficiaire recevait donc un nombre de paysans selon son rang et ses fonctions. Pour ne s'en tenir qu'à la hiérarchie militaire : un soldat "recevait" 2 à 5 paysans, un gradé 7 à 10, un officier 30 à 80 et les gouverneurs et généraux des centaines et parfois des milliers.

Parallèlement à l'installation de centaines de milliers de soldats dans les régions conquises, on assistait à l'arrivée massive de paysans qui venaient s'installer sur les "terres vierges". Ces paysans : AMHARAS, TIGRAIE, SHOA OROMO, GURAGUES etc... étaient encouragés par l'Etat pour venir renforcer la présence nordiste dans ces nouveaux territoires, tout réduisant la pression sur les terres surpeuplées du plateau abyssin. Avec les soldats, ils formeront ce groupe redoutable appelé les NEFTEGNAS (hommes en armes) qui jouera un rôle capital dans la consolidation de la conquête.
Par ailleurs, la nouveauté la plus importante est sans doute l'introduction de la notion de titre privatif dans le système agraire traditionnel. Les petits paysans venus du Nord recevaient leur lopin de terre en tenure individuelle et à perpétuité. C'est l'ébauche du système de propriété privée des terres. Avec la modernisation de l'administration de l'Empire, surtout après la deuxième guerre mondiale, ce système connaîtra un développement spectaculaire : les anciens GULT et MADERIA MERETE seront progressivement concédés à perpétuité aux premiers bénéficiaires.

Pour les paysans,il s'agit là d'une évolution lourde de conséquences. Déjà victimes d'abus inommables sous l'ancien système où, en GUEBBARE de l'Etat, ils payaient des impôts, comme le faisaient les paysans du Nord, ils deviennent désormais des TISSEGNA (métayers) à la merci des nouveaux propriétaires à qui ils paient un fermage. La part du produit qui revient à ce dernier peut aller d'un tiers (SISSO) jusqu'à la moitié (ERBO) dans le cas où le propriétaire apporte l'outillage, le cheptel ou les semences.

Mais au-delà des chiffres, ce qui est dramatique pour les paysans, c'est la fragilisation extrême de leur situation. En GUEBBARES de l'Etat ils avaient la sécurité de tenure. Maintenant leur survie dépend du bon vouloir du propriétaire. Rien plus que le paysan du Nord, celui du Sud était tenu à des prestations en nature et en corvée qu'il était obligé d'accepter pour éviter le pire : l'éviction.

Comme le montrent les statistiques du MRA, à la veille de la révolution, des millions de paysans, surtout dans le Sud, se trouvaient dans cette situation d'extrême vulnérabilité.

II. Modernisation et blocage

Le processus de modernisation et de centralisation entamé par l'Empereur Menelike et poursuivi avec vigueur par l'Empereur Haile Selassie, surtout après son retour d'exil en 1941, impliquait nécessairement une certaine évolution dans les structure traditionnelles d'administration et de tenure.

Les deux aspects principaux de cette évolution sont d'abord l'apparition d'une couche moderne d'employés composée des membres de l'armée, des enseignants, des fonctionnaires des ministères, des policiers, de juges etc... . Ce phénomène va de pair avec l'introduction d'un système salarial pour tous ces fonctionnaires de l'Etat, à quelque niveau qu'ils se trouvent et un début de processus de privatisation des terres surtout dans les régions du Sud.

Pour répondre aux besoins engendrés par cette évolution, l'Empereur introduit des réformes fiscales qui bouleversent le système traditionnel à partir de 1942. Le paysan est désormais tenu à payer au trésor un impôt foncier de 15, 10 ou 5 Birr par GASHA (40 hectares) selon la fertilité du sol et un ASRATE (dîme) qui s'élève à 10% de sa récolte. A ces prélèvements viennent s'ajouter la taxe pour l'éducation et celle pour la santé introduites en 1947 et 1959 respectivement. Les corvées en tout genre sont théoriquement

abolies, même si les grands féodaux continuaient à exiger ces services jusqu'à la veille de la révolution.

Le deuxième aspect marquant de l'évolution de la situation dans les campagnes est l'aggravation de la conditions paysanne est en fait la conséquence des mesures de modernisation et des nouvelles possibilités d'accumulation et d'écoulement des produits du paysan offertes par l'avènement de l'économie de marché.

1. Le fonctionnaire - salarié - propriétaire

L'effet Ie plus significatif de ces réformes était la marginalisation de ces piliers du système traditionnel qu'étaient le GULT et le MADERIA MERETE devenus, en principe, sans objet puisque désormais tout le monde était rétribué par le trésor.

Mais dans une société restée essentiellement féodale, où la terre continuait à être le moyen de production le plus important, l'ídée que le service de l'Etat devait être récompensé par l'attribution de terres aux fonctionnaires est restée plus ou moins intacte.

Après 1942, l'Empereur cessera d'octroyer de nouveaux fiefs. Mais pendant un quart de siècle, les anciens feudataires continaueront à prélever les divers impôts, même si désormais ils sont tenus théoriquement, à verser une part plus importante au trésor. Les intérêts politiques du pouvoir central pour s'assurer le soutien des bénéficiaires de ce système étaient évidents. Des mécanismes alléchants étaient prévus pour réduire les "effets négatifs" de ces réformes, vécues par les élèments traditionnelistes comme une véritable "spoliation".
Les ancines fiefs étaient progressivement privatísés au bénéfice des feudataires et de leurs héritiers. Aussi, lorsqu'en 1957, 25 ans après la première entorse au système, une loi vient abolir officiellement le GULT, il n'y aura pas de résistance sérieuse de la part des feudataires, qui sont devenus, entre temps, propriétaires d'une bonne partie de leurs anciens fiefs.

La privatisation, qui constitue l'aspect le plus important

de l'évolution du système agraire, se faisait aussi au bénéfice d'autres serviteurs de l'Etat, grands ou petits, qui commencent à recevoir des allocations généreuses à titre privé.

Le nombre d'hectares ainsi distribué entre les années 40 et 70 est estimé à 2 000 000 dont près de 700 000 aux seuls militaires et policiers. Ces attributions n'étaient ni conditionnées par l'excercice de fonctions gouvernementales ni limitées aux seuls fonctionnaires en exercice. La pratique impériale, de plus en plus répandue, voulait que la retraite de ceux qui ont loyalement servi l'Empereur, devait être recompensée par l'attribution de terres, surtout dans le sud, qui servaient ainsi de réservoir à tous ceux qui à titre ou à un autre devait mérité de l'Etat.

Les conséquences de cette évolution, encore inachevée à la veille du mouvement de février, sont un mélange de vulnérabilité en ce qui concerne les grands féodaux et une force de résistance considérable des couches intermédiaires de la féodalité éthiopienne.

Pour la première fois dans l'histoire du pays, on assiste à un certain divorce entre la puissance politique, militaire et administrative et la propriété foncière. Les RAS, DEJAZMATCHES et autres FITAWRARI qui sous le système traditionnel étaient des chefs de guerre, des juges et des administrateurs n'ont plus nécessairement la préeminence qu'ils avaient dans l'administration de l'Empire. Défendant jalousement leurs privilèges économiques, mais n'étant plus retenus par les nécessités de services dans leur localité, on assiste au développement sans précédent du phénomène d'absentéisme. L'examen des chiffres publiés par le MRA dans les années 60 aide à saisir l'importance de ce phénomène qui affecte surtout les régions méridionales de l'Ethiopie où cette pratique était la plus répandue : le pourcentage de grands propriétaires, les absentéistes était de 27% en Arrsi, 34% dans le SHOA, 24% dans le WOLLEGA, 26,4 dans le WOLLO et s'élevait à 41,8% dans la région la plus touchée qu'était l'ILLUBABOR.

Les grands de l'Empire paieront très cher cet éloignement de leur fiefs et de "leurs" paysans dans les mois qui suivirent l'explosion de février lorsqu'ils s'appercevront que leurs tentatives d'organiser des soulèvements de paysans, lorsqu'elles ont eu lieu, se seront soldées par des échecs lamentables. On le verra avec le RAS Mesfin Seleshi, un des plus grands propriétaires fonciers de l'Empire, qui, parti en province pour organiser la résistance, refera surface dix jours après avoir pris le chemin de la clandestinité pour se rendre au pouvoir militaire. Où avec le Dejazmatche Tsehayou Inqou Selassie, qui sera tué en septembre 1974 quelques semaines seulement après avoir pris le maquis.

Les couches intermédiaires des propriétaires et de l'appareil d'Etat féodal seront plus redoutables et opposeront une résistance qui va au-delà du simple baroud d'honneur.
En effet, malgré les mesures de modernisation, toute une armée d'agents du gouvernement, surtout composée d'auxiliaires de l'administration au niveau local, continuait à être retribuée en nature par le transfert direct d'une partie des récoltes paysannes. Les FERESEGNA (homme à cheval) dans la régionde Gondar, les GULTEGNA au Gojjame et les NETCHE LEBASHE (homme sans tenue militaire) dans le Wolla par exemple, étaient des agents chargés de maintenir l'ordre, d'assister à la collecte de l'impôt et de prêter main forte au pouvoir judiciaire dans leur région respective. Ils vivaient tous sur la partie des impôts qu'ils étaient chargés de collecter pour le compte du trésor.

Le groupe le plus redoutable, du moins dans la perspective du combat anti-féodal, était sans doute cette nouvelle couche de fonctionnaire - propriétaire - salarié secrètée par l'introduction du salariat, sans toutefois faire table rase des privilèges économiques féodaux. Pour ces fonctionnaires qui tenaient l'appareil administratif de l'Etat surtout au niveau local, les salaires étaient des rétributions supplémentaires plutôt qu'une substitution aux droits à la propritété foncière. L'évolution en cours était donc tout béné-

fice pour cette couche.

Elle constituait une force politique considérable. D'abord par son importance numérique; à la veille de la révolution, il était rarissime qu'un administrateur, un juge, un policier d'une certaine importance dans l'administration provinciale ne soit pas aussi propriétaire. Ensuite, par la place qu'elle détenait dans l'appareil d'Etat. L'administration moderne composée d'agents uniquement salariés ne constituait encore qu'un embryon dont l'ossature restait pour l'essentiel au niveau d'AWRAJA ou des WOREDA sans avoir une prise directe sur la vie quotidienne des millions d'administrés. Le fonctionnaire - salarié - propriétaire était, lui, l'auxiliaire de l'administration centrale au niveau de l'unité administrative de base le "TCHIKA" et donc un personnage très important dans l'appareil d'Etat féodal.

Dans le Nord, ces fonctionnaires qui continuent à faire valoir leur droit au RIST perçoivent un salaire qui leur assure un certain standing économique au niveau de leur communauté et font partie, par leur statut social et politique, de l'establishment féodal.

Dans le Sud, ces fonctionnaires constituaient une couche à part du fait de leur appartenance aux deux nationalités du Nord, à la religion chrétienne et pour tout dire à une classe de conquérents dont la "supériorité" sur les populations locales était considérée comme allant de soi.

La révolution prendra tout ce monde qui n'avait aucun doute quant à la pérénité du système, qui au demeurant leur semblait ordonné par Dieu, au dépourvu. Ces fonctionnaires - salariés - propriétaires formeront cette minorité incrédule devant l'écroulement d'un monde. La résistance tous azimuts qu'ils entament et mènent comme un réflexe de survie servira de toile de fond à la guerre civile qui ensanglante le pays après la réforme agraire de mars 1975.

2. L'aggravation de la condition paysanne

Pour les paysans les conséquences de cette modernisation, tant vantée par l'Empereur, étaient pour le moins négatives.

L'exploitation de la paysannerie au sein de l'univers plus ou moins clos de l'Ethiopie traditionnelle se faisait dans le cadre de relations dominantes-dominés qui évoluaient dans les limites imposées par l'extrême sous-développement de l'économie féodale. La société ne disposait pas de mécanismes d'accumulation de richesses sous forme d'un capital commercial ou industriel. Quand la richesse était accumulée, elle ne prenait que la forme de biens de consommation ou d'agrèment, lorsqu'elle n'était pas utilisée pour entretenir des clients supplémentaires. Elle était de toute façon rapidement dilapidée.

Dès lors, en raison du montant extrêmement réduit du surplus dégagé et des difficultés d'accumulation et d'écoulement, les féodaux n'avaient pas l'occasion de vivre à un niveau qualitativement plus élevé que celui de la paysannerie. Ils possèdaient des résidences plus grandes et jouissaient de quelques signes extérieurs de richesse qui restaient dans les limites étroites d'une économie de subsistance, mais ne bénéficiaient pas de luxe extravagant car il n'y en avait pas.

L'ouverture du pays au monde extérieur, l'introduction de la monnaie et de l'économie de marché, la privatisation des terres et la concentration de vastes domaines aux mains d'un petit nombre d'individus..... tout cela finit par introduire des formes nouvelles de richesses et de vastes possibilités d'accumulation.

Une infime minorité peut désormais mener un grand train de vie à Addis Abeba et dans les autres centres urbains du pays, "mettre de côté" des fortunes dans des banques à l'étranger, investir dans l'économie moderne naissante au pays, envoyer ses enfants dans les meilleures universités européennes ou américaines...

Voilà pour la toile de fond.

La poussée vers la privatisation, fléau qui affecte principalement le Sud du pays, aura trois conséquences qui vont toutes dans le sens d'une aggravation de la condition paysanne.

La première, c'est la concentration formidable de la propriété foncière aux mains d'une infime minorité.
Dans la province de Harar, une des régions parmi les plus touchées, on notera que 25 familles, c'est-à-dire 0,2% des propriétaires, parmi lesquels l'Empereur lui-même, disposaient de 74,6% des terres.

De la situation de GUEBBARES de l'Etat qu'ils étaient, les paysans, qui "tombent" ainsi dans les domaines privés, deviennent des TISSEGNAS (métayers) d'un particulier travaillant sur les terres "louées" selon la terminologie officielle. Le contrat de métayage, étant souvent non écrit et aucune garantie sérieuse quant à la stabilité de tenure n'étant offerte, la situation du TISSEGNA face au land lord étaient extrêmement précaire. Quant à la possibilité de faire valoir en justice les droits du paysan, même ceux reconnus par les textes officiels ou le contrat de métayage, devant les tribunaux au rangs desquels siégaient les grands propriétaires eux-mêmes...

Avec ces taux dont le caractère "exorbitant" était reconnu par les textes officiels eux-mêmes, l'insécurité de tenure devenait un problème grave, au point que, toutes les réformes ou presque, envisagées sous l'Empire, avaient pour but de stabiliser les relations propriétaires - métayers en offrant à ces derniers une certaine sécurité de tenure dans l'intérêt il faut le dire d'une "plus grande productivité" du secteur agricole.

"Les données déjà existantes indiquent que le système de tenure en vigueur n'encourage ni l'amélioration des méthodes du travail du paysan ni les investissements. C'est pourquoi la productivité de l'agriculture est maintenue à un niveau très bas. L'absence de toute sécurité de tenure, les taux exorbitants, les contrats de fermage sou-

(1) Seleschi Wolde Tsadike, land ownership in Harar province, Dire dawa, Ethiopie, 1966 pp. 19

vent non écrits et précaires, les corvées, les évictions, les efforts d'amélioration qui ne sont pas récompensés et les abus de certains propriétaires... ont tous eu pour résultat la démotivation du paysan" (1).

Alors que le gouvernement impérial se préoccupait ainsi du problème de l'insécurité de tenure, sans faire quoique ce soit pour le ressoudre, la quête d'une productivité accrue commença à enfanter un autre facteur de destabilisation du TISEGNA.

Dans les années 60, les propriétaires avisés se lancent dans l'agriculture moderne et commencent à mettre sur pied de grandes exploitations mécanisées susceptibles de très hauts rendements, et de rémunérations élevées tournées vers les cultures d'exportation comme le café, les oléagineux etc. On assiste en quelques années, à une véritable ruées vers les "ZEMENAWI ERSHA" (l'agriculture moderne) qui aura pour effet l'éviction de milliers de métayers, qui cèdent leurs places aux tracteurs.

Les bénéficiaires de ces ZEMENAWI ERSHA qui abondent dans les régions de SHOA, ARRSI, KAFFA, WOLLO etc n'étaient pas seulement des grands féodaux "éclairés". On assiste également à la naissance d'une bourgeoisie affairiste et dynamique qui s'enrichit du jour au lendemain à l'ombre du régime féodal et au prix d'une véritable "clochardisation" d'une partie de plus en plus grande de la paysannerie.

Si la transition du statut du GUEBBARE à celui du métayer, même avec tous les dangers qu'elle comporte pour le paysan, s'était effectuée "en douceur", cette descente en enfer que signifiait l'éviction était souvent marquée par des incidents graves. Les paysans qui refusaient d'être ainsi "livrés aux hyènes" essayaient de résister. Mais ce combat n'était pas à armes égales au propre et au figuré Les premiers tracteurs qui arrivaient sur place étaient souvent uti-

(1) A proclamation to provide for regulation of agriculturel tennancy relationships, draft (1 968) p. 4 (cité par Peter Schwab decision making in Ethiopia pp. 77

lisés pour démolir les huttes des paysans récalcitrants, lorsque des familles entières n'étaient pas massacrées par les forces de l'ordre arrivées sur les lieux pour mater cette résitance, qui dans le vocabulaire impérial était une "rebellion".

Le 13 mars 1 974, à peine un mois après le début des évènements de février, ce seront ces "rebelles", évincés de leurs terres quelques années plutôt, qui donneront le signal de révolte au monde paysan en déclenchant une jacquerie en bonne et due forme dans la région de MEKKI, à 120 Km au Sud de la capitale...

La situation du paysan éthiopien semblait pour le moins bloquée. Il navait plus rien à attendre du régime foncier traditionnel qui de l'aveu même du gouvernement impérial, rendait toute velleité de développement socio-économique absolument illusoire.
La "modernisation" quant à elle, entamée sans qu'on procède parallèlement à la moindre démocratisation des structures socio-économiques et politiques et sans tenir compte des intérêts du paysan, n'était pas non plus de nature à pouvoir envisager une vie meilleure.

3. L'impossible retouche

"Les fruits du travail du paysan doivent bénéficier à celui qui les a produits. L'idée de base de la réforme agraire doit-être de permettre, tout en respectant le principe de la propriété privée, à ceux qui n'ont pas de parcelle d'en possèder, d'améliorer les conditions de vie des paysans, et d'instaurer un système de taxation équitable qui doit s'appliquer à tous".

Depuis de jour du 2 novembre 1 961 où l'Empereur Haile Selassie, dans son discours du trône prononça ces belles paroles et déclara"l'insécurité de tenure" comme l'obstacle principal sur la voie d'une meilleure utilisation du potentiel agricole de l'Ethiopie, la réforme des rapports entre propriétaires et métayers et surtout la stabilisation de ces rapports avait constamment figuré à l'ordre du jour des grands desseins de l'Empire.

Mais, même à supposer que l'Empereur était sincère, les forces traditionnelistes n'étaient pas, elles, prêtes à cèder quoi que ce soit dans ce domaine. Ceci sera amplement illustré par le blocage systèmatique des tentatives de réforme entreprises par le gouvernement Aklilu Habte Wolde et le ministre des finances M. Yilma Deressa, pendant presque toute une décenie.

Et pourtant, les propositions contenues dans le fameux "TENANCY BILL" étaient on ne peut plus timides. Tout en réaffirmant l'abrogation des corvées, le projet préconisait la limitation de la redevance dûe au propriétaire à 1/3 de la récolte, cette part pouvant monter jusqu'à 50% dans les cas où les semences, outillages ou cheptel provenaient de ce même propriétaire. Le projet assurait une garantie d'occupation minimum de 4 ans et imposait un préavis de deux ans pour toute éviction qui devait être par ailleurs motivée par "des raisons valables". Notons au passage que l'introduction de l'agriculture mécanisée par le propiétaire pouvait être considérée comme une raison valable pour l'éviction du paysan. Le contrat de métayage devait être "autant que possible" mis par écrit et le projet de loi prévoyait la création de "Tenancy Committes" où siègeaient trois métayers et trois propriétaires pour règler les litiges portant sur le contrat.

En discusion au parlement depuis 1 965, le passage de ce projet sera systèmatiquement retardé par l'assemblée, composée pour l'essentiel de notables locaux dont les intérêts dans le maintien du régime foncier étaient plus qu'évidents.

1 965 était aussi l'année où les étudiants manifestaient pour la première fois en faveur de MERETE LARSHU. Rassemblés devant l'immeuble du parlement, ils interpellaient les députés et demandaient la "proclamation rapide" de la TENANCY BILL. Un tel appel aux représentants du peuple n'ayant rien donné, les étudiants ne recommenceront plus de manifestations devant le parlement. Très vite il ne sera plus question non plus de la Tenancy Bill, même si elle

était en "discussion" devant le parlement jusqu'à la dernière année de l'Empire.

Entre temps, ce projet est complètement oublié par la génération montante qui rejette toute idée de réforme et opte de plus en plus pour une stratégie de rupture totale avec le régime féodal.

Le drame de l'Empire d'Ethiopie aura était finalement cette incapacité des classes dirigeantes de procéder à la moindre retouche du système alors qu'une nouvelle génération, scandalisée par cette société qu'elle considére comme une caricature de l'injustice, était gagnée par l'idéologie marxiste et appelait de ses voeux une tranformation radicale des structures du pays. A la veille de la révolution, il n'y avait dans ce pays aucune force d'interposition entre ces deux "mondes", qui pour des raisons qui leurs sont propres, rejettaient toute idée de réforme.

Ch. II Naissance d'une génération Révolutionnaire

CHAPITRE II : EN QUÊTE DE LA CIVILISATION MODERNE

********** **********

1. Les pesanteurs de la tradition

Ne serait ce qu'impresssionnés par la puissance des armes des Etats d'Europe et motivés par un désir de les imiter au moins dans ce domaine, les Empereurs d'Ethiopie, depuis Tewodros II (1 855 - 1 868) ont souvent été plus ouverts au monde extérieur que ne l'était leur entourage immédiat, les prêtres, la noblesse etc ... .

Dans la lutte pour la réaffirmation du pouvoir impérial qui s'était complètement effondré pendant le ZEMENE MESAFINTE (Ere des Princes), de 1 780 à 1 855, ils avaient besoin d'armes et donc de contacts suivis, et si possible exclusifs, avec ceux qui pouvaient leur en procurer.

Le domaine militaire constituait donc la préoccupation majeure et l'objet principal de ces contacts. Mais il y avait aussi d'autres idées neuves et des tentatives de réformes adminitratives destinées à renforcer le pouvoir central. C'est ainsi que l'Empereur Tewodros, tout en essayant de faire fabriquer les armes sur place et d'introduire la notion d'une armée de métier, envisagea des réformes afin de mettre en place un appareil d'Etat centralisé. Mais il n'a eu le temps que d'entamer ces réformes. Face à l'opposition de l'Eglise Orthodoxe et celle de la noblesse et à la défaite de son armée aux mains d'une force expéditionnaire britanique venue délivrer des prisonniers anglais retenus en Ethiopie, il se suicidera en avril 1 968.

L'accession de l'Empereur Yohannes IV au trône impérial en 1 872 marquera une étape importante dans l'histoire des rapports de l'Ethiopie avec le monde extérieur et surtout avec l'Europe. C'est sous son règne que recommencent les contacts prolongés et souvent agités avec le monde occidental. Ceci s'explique d'une part

par l'ouverture du canal de Suez en 1 869 qui fait de la mer rouge une voie maritime d'une haute importance commerciale et stratégique et d'autre part, par le fait que cette époque était celle du partage de l'Afrique.

Aux prises avec les révoltes des chefs féodaux, les tentatives d'invasion de l'Egypte, la guerre que lui font les Dervishes Soudanais et pour finir les aspirations colonialistes italiennes, cet empereur passera la plupart de son règne sur les champs de bataille et mourra d'ailleurs en mars 1 889 à Mettema, aux frontières occidentales de l'Ethiopie, lors d'une bataille avec les Dervishes. Il n'aura pas eu le temps d'entamer une quelconque réforme pour moderniser le pays.

L'Empereur Menelike devait faire face aux mêmes problèmes de rebellion interne et de convoitise extérieure surtout pendant la première moitié de son règne. Avec la défaite des Italiens à ADWA en 1 896, le pouvoir impérial s'affirme sur le plan intérieur et le prestige de l'Ethiopie et de son Empereur sort grandi sur le plan international.

Des missions dirigées par les membres de son entourage partent pour l'Europe et notamment la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Allemagne et la Russie. Des traités d'amitié sont signés successivement avec tous ces pays et encore beaucoup d'autres.

Nombreux étaient les étrangers qui affluaient vers l'Ethiopie. Les membres des missions diplomatiques permanentes, des commerçants, des marchands d'armes, des aventuriers, et même des mercenaires venaient offrir leurs services à l'Empereur au cas où il aurait à faire face à une reprise d'ADWA ou pour mater des rebellions internes.

Mais la méfiance traditionnelle envers le "ferenge" repris le dessus. L'Impératrice Taitu épouse de Menelike avait des craintes pour l'indépendance du pays. "Mais qu'est ce qu'ils veulent tous ? Pour nous aider de façon désintéressée ? Non. Ils veulent

quelque chose" (1). Le clergé était viscéralement anti-catholique et anti-protestant. Les grands féodaux avaient tout à perdre de ces contacts avec l'étranger que l'Empereur entretenait de façon presque exclusive.

Dans ces conditions, emprunter à la "civilisation d'Europe" autre chose que des armes à feu n'était pas chose facile pour l'Empereur. Le sentiment "anti-ferenge" de l'entourage de l'Empereur et l'obscurantisme du clergé étaient tels que la moindre innovation soulevait une opposition plus ou moins virulente, même si lorsque les liens entre leurs intérêts acquis et un préjudice quelconque causé par ces nouveautés étaient difficiles à établir.

Le clergé, à la pointe du combat si l'on peut dire contre la modernisation, explique le fonctionnement du téléphone, du cinéma et même du moulin à eau par l'intervention du diable. (2). Pour le téléphone, l'opposition était telle que l'Empereur, soucieux de ne pas trop heurter les susceptibilités, était obligé de l'installer, pendant deux ans, chez son AFE NEGUS (garde des sceaux) loin des regards du clergé (note 1 927). Quant au cinéma, les "modernistes" étaient plus astucieux : le premier film porte sur la vie du Christ interdisant ainsi à l'avance tout argument du genre "intervention de Satan".

Plus sérieuse et somme toute plus fondée était l'opposition de ces conservateurs à l'introduction de l'éducation moderne. L'Eglise craignait de perdre son monopole traditionnel sur la formation de l'élite du pays. Il y avait danger d'expa .ion du catholicisme

---

(1) Taitu pp. 227

(2) Ainsi, ce moulin à eau n'aura droit de cité à Addis Abeba qu'en 1 901 lorsqu'un français qui voulait y monter une entreprise, utilisa l'argument massue dans une société facinée par la chose militaire. L'efficacité des forces éthiopiennes pendant la campagne d'ADWA avait été considérablement réduite par les difficultés d'approvisionnement en farine pour préparer l'INJERRA.

ou du protestantisme par le biais de cet enseignement venu d'ailleurs. Déjà les quelques individus intellectuels formés par les missionnaires ou à l'étranger arboraient des idées bizares "sur la modernisation" et allaient même jusqu'à qualifier le système d'"injuste".

Deux personnalités parmi les précurseurs de ces "idées bizarres", que, quelques générations plus tard, le mouvement étudiant éthiopien appellera des "idées anti-féodales", prônaient leurs idées de façon tellement ouverte qu'elles jettaient un discrédit certain sur tout ce qui était moderne.

Le professeur Afeworke Gebre Yessus, envoyé en Italie par Menelike pour étudier "la science" et qui par la suite, avait beaucoup voyagé, écrivait dans son "GUIDE DU VOYAGEUR EN ABYSINNIE".

"From the moment that the fruits of their (the peasants) sweat is taken for the maintenance of soldiers, when the finest stalk they have so carefully raised goes to fattent feudal nobles; when mules and horses which they have kept in order to barter for pedigrée cows or oxen are selected for confiscation by the local authorites ... from that time on what use can they see in regular work" (A.G.Y. guide du voyageur en abysinnie, Rome, 1 908 cité par Ambaw Ayele the dynamique of challenge A case study of the Ethiopian Student Movement).

Negadras Gebra hiwot Baykedagne, un intellectuel du Tigré formé en Allemagne, était plus "out spoken" et virulent dans ses attaques contre l'obscurantisme du clergé. Dans son livre "l'Empereur Menelike et l'Ethiopie", il fustige l'attitude réactionnaire de ses compatriotes et appelle à un sursaut national à l'instar d'autres "nations anciennes comme la Chine et le Japon".

Tous les intellectuels de l'époque misaient sur l'introduction de l'éducation moderne pour "réveiller le peuple éthiopien de son sommeil" et tentaient de persuader l'Empereur Menelike d'ouvrir des écoles.

Aleka Taye, à l'époque professeur de GUEEZE, langue traditionnelle d'Abyssinie d'où sont dérivées l'Amharique et le Tigrinya, à l'école des Etudes Orientales de Berlin, envoie une lettre pathétique à l'Empereur Menelike "Pourquoi nous les Abyssins n'avançons nous pas sur la voie du progrès ? C'est parce que nous ne sommes pas instruits, n'avons pas écouté les paroles de l'Evangile et parce que chez-nous les gens instruits sont méprisés et maltraités"(1). Il demande donc à l'Empereur d'édicter un AWAJE (décret) interdisant les insultes. C'est ce que Menelike fera en 1 908 par un AWAJE (décret) qui punit d'une peine d'emprisonnement d'un an tous ceux qui insultent les "ferronniers, tisserands et pottiers qui dans des pays lointains sont appellés ingeniers et sont respectés".

La même année, passant outre à l'opposition des conservateurs, l'Empereur fonda la première école moderne du pays, le Menelike II School après avoir cèdé, il est vrai, sur un point que le clergé avançait comme condition siné qua non : les enseignants ne seront pas des européens mais des coptes égyptiens recrutés par le patriarche de l'Eglise Orthodoxe, lui-même d'origine égyptienne.

A l'évidence la fondation de cette école restera comme une épine dans les pieds de tous les conservateurs. Il faudra attendre près de 20 ans pour que, sous la régence de Ras Teffari (future Haile Selassie), la deuxième école moderne créée par le gouvernement du pays le Teffari Mekonen voit le jour en 1 926. Cinq ans plus tard, après l'accession au trône d'Ethiopie de Haile Selassie, l'Impératrice Menene créera la première école pour jeunes filles.

2. Haile Selassie et le Groupe "JEUNESSE D'ETHIOPIE"

La disparition de l'Empereur Menelike en 1 913 plongea le pays dans une inévitable guerre de succession. Le Lij Iyassou,

(1) Emperesse Tayiyu ... pp. 301

petit-fils de Menelik et successeur désigné de la couronne, ne pouvant pas s'imposer dans la confusion des années suivantes, le RAS Tefferi Mekonnen, futur Empereur Haile Selassie à la tête de quelques nobles de SHOA, parvint à s'affirmer comme l'homme fort de l'Empire et se fit désigner et prince héritier en septembre 1 916, avec la fille de Menelike, Zawditou, couronnée en tant que Reine des Rois d'Ethiopie.

Même après cette victoire, l'autorité du jeune RAS Tefferi, soutenu par une poignée d'intellectuels, n'était pas complètement reconnu. Face à lui et à ses idées de progrès et d'ouverture, il y avait l'Impératrice Zewditu, le vieux et puissant général Menelike le Fitawrari Habte Girorgis, Ministre de la défence et décrit à l'époque par un Américain de passage comme "l'épine dorsale de la "clique" autour de la Reine, le groupe réactionnaire anti-étranger" (1). Dans leur lutte contre l'emprise croissante du jeune RAS, les conservateurs pouvaient compter sur les grands RAS, gouverneurs des Provinces, hostiles pour des raisons évidentes à toutes les tentatives de centralisation du pouvoir.

Tout en consolidant sa puissance militaire, Tefferi avançait avec précaution et habilité sur un terrain qu'il savait miné. A vrai dire, le combat entre la monarchie et la noblesse qui cherchait une certaine autonomie par rapport au pouvoir central, a toujours constitué la toile de fond de presque toutes les guerres civiles du pays depuis des siècles. Dans cette lutte, les grands féodaux avaient les moyens de leur politique : ils dipsosaient de leur propre armée, le Roi des Rois ne se distinguant des autres grands que par le nombre de soldats qu'il pouvait déployer sur le champ de bataille.

Dans son combat pour réaffirmer le pouvoir central et impérial, le RAS Tefferi et plus tard Haile Selassie cherchait à se

---

(1) Greenfield pp. 152)

donner les moyens de ses ambitions : une bureaucratie moderne dépendant de pouvoir central et surtout, une armée de métier.

Pour cela, il avait besoin de jeunes instruits, non seulement à cause des connaissances techniques requises pour accomplir ces tâches administratives et militaires nouvelles, mais aussi pour accroître le nombre de ceux qui, comme lui, étaient acquis aux idées nouvelles. Il misait sur l'expansion de l'éducation moderne, et sur la montée d'une génération de jeunes instruits.

Inutile de dire que la noblesse, consciente des dangers que représentait cette tendance "à vendre le pays aux catholiques" était farouchement opposée aux idées de Tefferi, ce "mi-homme, mi-serpent" comme l'appellera le patriote et néanmoins réactionnaire DEJAZMATCH Balcha. Aussi, c'est seulement en 1 925 presque dix ans après le début de sa régence, que le RAS Tefferi parviendra à ouvrir la deuxième école gouvernementale à Addis Abebas, appelée l'école Tefferi Mekonnen.

L'autorité relative dont il disposait lui permit d'engager des enseignants autres que des coptes égyptiens. C'était des enseignants Français qui étaient chargés de dispenser les cours de langues (anglais et français), de mathématiques, d'histoire et de géographie. En 1 927, l'école compte 180 étudiants. Tous n'étaient pas des enfants de nobles. Ces derniers ne brillaient pas par un enthousiasme débordant pour envoyer leurs enfants "chez les catholiques". Tefferi prendra en charge beaucoup d'enfants de familles modestes en payant lui-même lesneuf dollars par mois demandés aux élèves comme frais d'entretien de l'internat.

On pouvait débattre à l'infini sur le point de savoir si cet encouragement des enfants d'origine modeste traduisait ou non un esprit démocratique et idéaliste chez le jeune intellectuel qu'était le RAS Tefferi. Mais en tout cas une chose est sûre : il avait besoin de gens "partis de rien" qu'il pouvait placer le moment venu aux postes clés de l'administration pour tenir tête à ses puissants

rivaux issus eux de la noblesse.

Parallèlement à cet effort, il envoyait des jeunes à l'étranger et créait d'autres écoles, surtout après son accession au trône impérial en 1 930.
L'effort était méritoire. En 1 935, au moment de l'invasion italienne, il y avait treize écoles à travers le pays et "un peu moins de mille garçons et filles recevaient ce qu'on pouvait appeller une éducation moderne au moment de l'invasion italienne.

Au début des années trente, la politique de Haile Selassie commence à porter ses fruits. En 1 935, cent vingt-cinq intellectuels étaient déjà retournés au pays et près de deux cents étaient en cours de formation en Europe, aux Etats-Unis et en Egypte (1).

Le retour au pays d'une partie de ces intellectuels constituera un événement historique à plus d'un titre. Pour la première fois dans l'histoire du pays, de jeunes instruits, partisans au progrès et de l'ouverture, ne sont plus des individualités isolées, comme c'était le cas au début du siècle. Au sein de la société éthiopienne il y a désormais un groupe, si petit soit-il, déterminé à s'ériger "en pont" entre ce pays et la "civilisation européenne".

Plus important sans doute, ces jeunes qui soutenaient l'Empereur se consituèrent en groupe en 1 932 pour mieux faire entendre leur voix dans les affaires de la nation. Ce groupe dont une majorité de me mbres fondateurs est composée de francophones, prendra le nom de "Jeunesse d'Ethiopie".

Yilma Deressa, jeune fonctionnaire au ministère des affaires étrangères formé à l'université de Londres (qui survivra au massacre de l'occupation italienne pour devenir un des piliers du régime impérial dans les années cinquante et soixante), et un des membres fondateurs de ce groupe, parlait avec enthousiasme des tâches et du rôle de "Jeunesse d'Ethiopie" en ces termes :

(1) M.S.W. Kirkos Zekre Negere pp. 618/2

"Nous, jeunes Abyssins, nous avons des devoirs envers notre pays. Nous constituons le pont que l'Empereur a jeté au-devant de la culture européenne... Nous devons payer de nos propres poches pour les études que nous avons reçues et ensuite servir le gouvernement sans être payés". (1)

Pour historique qu'il soit, ce groupe en tant que tel n'aura pas le temps de faire ses preuves. L'invasion italienne en finira par interrompre les réformes entamées par Haile Selassie et ce premier "groupe de pression" d'intellectuels (civil aussi bien que militaire).Leurs rangs seront décimés par l'occupant et le groupe ne se reconstituera plus jamais.

Même si une minorité parmi laquelle le Professeur Afework GY collabore avec le fascime, la vaste majorité des jeunes intellectuels, dont beaucoup d'anciens de "jeunesse d'Ethiopie", se lancera dans la guerre de résistance.

L'unanimité d'antan sur les structures monarchiques du pays n'était plus de mise. Tous les intellectuels tenaient le féodalisme pour responsable du "retard" de l'Ethiopie sur le reste du monde. Ce "retard" était également à l'origine de la victoire facile des italiens dans la phase classique ou conventionnelle de la guerre qui avait duré sept mois. A partir de ce moment, certains, dont le Professeur Afeworke GY rejoindront ce qu'on peut appeler le groupe d'intellectuels collaborateurs. Autant par opportunisme que par la haine viscérale qu'ils vouaient au système féodal. Il fait remarqué que les intellectuels resistants étaient divisé sur l'après fascisme.

L'organisation des jeunes résistants, le TEKOUR ANBESSA (lion noir), dont beaucoup de membres étaient des anciens de "jeunesse d'Ethiopie" préconisait le retour de l'Empereur pour

---

(1) Q. Fargo, Abyssinia on the eve, London 1 935, cité par Green field pp. 315

reprendre la tâche qu'il avait commencée avait l'agression italienne.

D'autres opteront pour la république. Quelques exilés à Khartoum demandirent l'aide de la France, ou feront des démarches auprès du gouvernement britannique pour que ce dernier empêche les tentatives de retour de l'Empereur. Le défi le plus sérieux est venu cependant de l'intérieur même du pays où 900 commandants de la résistance se réunirent sous la présidence du patriote, le BLATA Takele Wolde Hawariate, et envoyèrent un document à la Société des Nations et "à qui de droit" pour annoncer leur option républicaine.

Ces démarches resteront sans lendemain. Après son retour d'exil en 1 941, l'Empereur aura quelques difficultés à s'imposer face aux résistants qui ne devaient rien à un Empereur "fuyard". Mais avec l'aide des anglais et dans l'euphorie des jours de libération, Haile Selassie reprendra les rênes et le pouvoir.

Pour cette génération d'intellectuels, l'invasion italienne et l'occupation de cinq ans aurait des conséquences désastreuses. Tous les témoignages confirment que le traitement qui leur a été réservé par les forces d'occupation était particulièrement barbare.

Pour ceux qui ont survécu aux massacres, il ne sera plus question de s'organiser en groupe de pression politique quelconque, Haile Selassie ne le permettrait pas.

Pendant l'occupation italienne, tous les grands dignitaires de l'Empire qui avaient collaboré avec l'occupant étaient déconsidérés aux yeux de la population. Leur autorité ayant été complètement brisée , ils ne pouvaient plus résister aux entreprises centralisatrices de l'Empereur. Il est significatif de noter que si, avant la guerre la résistance contre l'ascension de Haile Selassie avait été dirigée par des NEGUS, RAS et autres DEJAZMATCHES qui avaient à leur disposition de puissantes armées féodales, les rebellions de la période d'après-guerre n'avient aucun de ces grands à leur têtes.

L'Empereur n'a plus d'adversaire sérieux "à droite".

Du côté de la jeunesse, l'Empereur n'est plus ce pôle d'attraction des jeunes intellectuels qui préconisent la modernisation du pays. Au dire même de l'Empereur, la victoire italienne était celle de la "civilisation". Et pour une partie de ces jeunes résistants et pour ceux qui reviennent d'exil, l'accès à cette civilisation exige des réformes rapides et profondes voire d'abolition de la monarchie. C'était une tendance très minoritaire, même si parmi ceux qui s'opposent "au retour de l'ancien système" on compte des anciens comme le Dejazmatche Takele un des plus grands, si non le plus grand, des résistants anti-fascites.

L'Empereur peut donc craindre un dérapage du côté des modernisateurs même si à cette époque beaucoup s'accordent à lui reconnaître un rôle clé dans l'oeuvre de modernisation du pays.

En tout état de cause, il ne prend pas le risque de laisser les jeunes s'organiser même pour l'épauler dans sa tâche. Pour asseoir son pouvoir il compte plutôt sur des individualités et manifeste une fâcheuse tendance à encourager la formation de factions rivales de façon à ce qu'aucune décision politique majeure ne soit prise en dehors de lui.

Les résistants contre les collaborateurs, les exilés contre ceux qui sont restés au pays, les roturiers contre les nobles, les modernistes contre les conservateurs... tous ou peu s'en faut, se rivalisant de loyauté envers l'Empereur.

Au lendemain de la guerre les postes les plus importants seront confiés aux figures de proue de la veille garde. Mais dès cette époque la montée des jeunes intellectuels de retour des universités étrangères sera encouragée par l'Empereur pour des raisons à la fois techniques et politiques. Partout dans les ministères et au palais impérial ils sont placés aux postes de responsabilité en tant que directeurs ou sécrétaires. La liste de ces jeunes intellectuels des années 40 est longue : Aklilu Habte Wolde, son

frère Akale Work, Tadesse Yacob, Menassie Lemma, Kiflé Erguetu, Haddis Alemayehu, Zewde Belaynehe, Yilma Deressa, etc...

Le moins qu'on puisse dire est que ce groupe fera preuve d'une remarquable longévité au pouvoir, puisqu'il ne sera délogé des postes de commandes politiques du pays que 30 ans plus tard avec l'avènement de la révolution !

Si leur engagement initial s'explique par les services qu'ils rendent dans la conception et l'application des réformes administratives dont a besoin l'Empereur pour moderniser le pays et accroître son emprise, les promotions dont ils bénéficient et leur permanence au pouvoir reposent sur des facteurs essentiellement, pour ne pas dire exclusivement politiques.

Ce monopole du pouvoir pendant près de trois décennies est d'abord dû au fait que ce groupe se distinguait par une loyauté sans faille envers l'odre socio-économique de la société traditionnelle auquel il s'est progressivement et complètement intégré. Cette assimilation, parfois facilitée et concrétisée par des liens de mariages, était telle que dans les années 60, lorsque le mouvement étudiant se lève contre le "système féodal séculaire", c'est à peine si on reconnaît à ce groupe, qui en 30 ans d'effort continu et de modernisation a tout de même permis l'avènement d'une nouvelle génération contestataire, une place qui le distingue des éléments les plus arriérés de la société traditionnelle.

Par ailleurs, cette remarquable longévité s'explique par la fidélité sans faille dont on fait preuve les membres de ce groupe envers l'Empereur. Sous d'autres cieux, on les auraient appellé des "self-made men". En Ethiopie, ils se considéraient tous comme des "créatures" de l'Empereur à qui ils devaient tout. Dans ses moments de colère, Haile Selassie était réputé pour la fameuse question avec laquelle il apostrophait ses Ministres : "MAN FETEREHE"? (qui t'a crée) ? On a souvent raconté l'histoire de cette personnalité qui, en niant l'évidence,avait répondu par un "Majesté, le bon Dieu

qui vous a créé, m'a créé moi aussi", et a été démis de toutes ses fonctions et envoyé en résidence surveillée dans la région lointaine d'Illubabor.

Dès le milieu des années cinquantes, il devenait en tout cas clair que les changements de structures, que de plus en plus de citadins tenaient pour souhaitables pour engager le pays sur la voie de cette fameuse "YEZMENU SELITANE" (la civilisation moderne), ne pouvait venir que d'une autre génération. Celle qu'on commença à appeler les "YETEMARU WOTATOCHES" (les jeunes instruits).

3. La faillite des Yetemaru (1)

Lorsqu'on sait que suite aux ravages de l'occupation italienne le pays et dans le domaine de l'instruction, parti de rien ou presque, le développement de ce groupe jusqu'au début des années 60 ne peut-être qu'impressionnant. Déjà en 1 950, moins de dix ans après la libération il y avait 500 écoles et 4 lycées comptant 56 000 élèves (2). En 1 954, le premier groupe d'intellectuels d'après-guerre retourne au pays après des années d'études dans des universités américaines et européennes. Ils s'appeleront Endalkatchew, Michael Imeru, Zewdé Gebre Selassie, tous des nobles mais aussi des jeunes issus de familles modestes comme Gurmamé Newaye, Ketema Yefru, Mengistu Lemma , Seyoume Sebehate etc. L'année 1 950 ayant vu la création de l'U.C.A.A. (University College of Addis Abebas), le nombre de ceux qui retournent de l'étranger est renforcé par ceux que l'on appellera des "produits locaux". Les lycées continuent à produire beaucoup de jeunes appelés à occuper des postes plus ou moins importants dans l'administration. En 1 960, 750 jeunes sont déjà de retour après des études universitaires à l'étranger et la même année 1 019 étudiants éthiopiens y sont en cours de formation !

Ne serait-ce que parce qu'ils étaient les premiers à rendre

---

(1) Jeunes instruits

(2) I.E.G. Ministry of education Year-book 1 948-51 AA 1 954

populaire au sein des populations urbaines, les idées de progrès et de changements, beaucoup comptaient sur les YETEMARU pour assurer une rapide relève de génération qui ne soit pas un simple changement de visages.

C'est effectivement cette génération qui délogera les intellectuels des années 40 à la faveur du mouvement révolutionnaire de février 1 974. Mais cette fausse relève par une génération "éclair" ne durera que l'espace de six mois. C'est qu'entre le moment de l'entrée sur scène de ces "nouveaux jeunes" et les années soixante dix, cette génération a eu le temps, elle aussi, de contester, de focaliser sur elle tous les espoir de changement, de s'intégrer au système dont elle assure la gestion moderne, de décevoir et finalement de céder sa place à une autre génération de contestataires plus conséquente dans ses démarches si non plus patriote. Ces idées de changement, radicalisées, seront reprises par les jeunes étudiants qui se hisseront à la tête de la révolution en 1 974.

La révolution éthiopienne, victoire des peuples de ce pays, est de ce point de vue aussi l'histoire de l'échec pathétique de cette génération des YETEMARU. Incapables d'assumer le rôle de "modernisateurs dans la continuité" qu'ils s'étaient eux-mêmes attribués et que beaucoup leur reconnaissaient, ils ne constitueront même pas, lors du réveil brutal de février, cette force d'interposition entre l'ancien et le nouveau qui aurait pu amortir la violence inouie avec laquelle la révolution s'est heurtée avec le régime impérial.

Il serait cependant cruel de ne pas reconnaître à cette génération un certain patriotisme ou de l'assimiler complètement au système féodal qu'elle rejettait.

Si dans les années 60 les étudiants éthiopiens à l'étranger évoluaient dans un milieu marqué par une formidable effervescence révolutionnaire de la jeunesse occidentale, il n'en était pas de même pour leur aînés.

41

Le monde auquel ces derniers étaient exposés est celui des euphories d'après-guerre, du libéralisme tiomphant et surtout de la guerre froide. Ils n'auront doncpas l'occasion d'élargir leur horizon au-delà des valeurs et idéologie de la société occidentale. Impressionnés par les réalisations de cette dernière et bien sûr scandalisés par le retard accumulé par leur pays, ils ont tous en tête l'idée de changement et de réformes qui feront franchir l'Ethiopie le seuil du XXème siècle.

Dans le contexte où ils opéraient, le projet libéral ne consituait pas un handicap en soi. Appliquées avec conséquence et une certaine suite dans les idées, les réformes que cette génération appelait de ses voeux auraient constitué une révolution. Mais les YETEMARU n'avaient ni la force, ni la cohérence requise pour les imposer à une société où les pesanteurs de la tradition étaient considérables.

Comparées aux décennies qui les ont précédées ou suivies les années 50 sont aussi marquées par la toute puissance impériale. C'est l'époque où le pouvoir de Haile Selassie connaît un essor sans précédent. Ayant choisi "le monde libre", il fait appel aux américains pour former une armée puissante, à Israël et aux allemands de l'ouest pour la police et les services de sécurité, aux jésuites canadiens pour former la jeunesse universitaire dans la"discipline et l'amour de l'ordre", aux autres experts étrangers pour créer les mass média qui accréditent les thèmes de la propagande officielle sur l'Empereur libérateur, le "Tsehaou Negous" (le roi soleil) le père de la nation et le bâtisseur d'une Ethiopie moderne. On a souvent parlé de l'Ethiopie comme étant une société moyenâ geuse. Il ne faut pas oublier qu'à partir de cette époque, le peuple éthiopien avait aussi à faire à un Etat policier moderne.

Mais à notre avis, le facteur décisif dans la faillite des YETEMARU, est le fait que le système féodal centralisé que l'Empereur est en train de mettre sur pied, avait de la place pour tous les in-

tellectuels pour peu qu'ils acceptent de jouer le jeu. Maniée avec habilité par l'Empereur, cette capacité d'obsorption, était une arme extrêmement redoutable.

On a parlé à leur propose de dilemme et de "cas de conscience", même si en l'occurrence, le choix laissé aux YETEMARU était comme le dit un proverbe éthiopien entre "l'enfer ou le paradis".

Ils choisiront donc de s'intégrer progressivement au système. Ce mélange de gestionnaires efficaces du système féodal et d'aspirants réformateurs, d'opposants et de bénéficiaires du système, animés de sentiment de réussite personnelle et de faillite en ce qui concerne l'ambition sincère qu'ils avaient pour leur pays, donnera naissance à une "nouvelle race" d'éthiopiens. On les appellera par dérision les "RAS RADICALS" (~~le Ras Hotel~~), par référence à la fois au RAS HOTEL, lieu de prédilection des intellectuels des années 50 et 60 et leur statut privilégié au sein du système féodal.

Beaucoup comptaient sur l'ère post Haile Selassie pour faire enfin leurs preuves. En attendant, ils ne voyaient pas d'un mauvais oeil la naissance et le développement du mouvement étudiant tout en mettant leur penchant pour un certain extrêmisme sur le compte de leur jeunesse et la méconnaissance des "réalités" du pays. Ils ne s' apercevront pas que les aspirations révolutionnaires de la jeunesse des années 60 étaient au moins en partie, le résultat logique de leur échec qui aurait eu au moins le mérite d'avoir épargné à la nouvelle génération des illusions réformistes.

L'échec des YETEMARU WOTATOCHE en tant que groupe ne signifiait pas absence de toute opposition de la part des membres de cette génération. Mais ces opposants resteront des individualités. Certains s'enfermèrent dans un système d'opposition qui préconisait l'honnêteté et l'efficacité au travail, une attitude méritoire dans un contexte où la corruption et le népotisme constitutaient la règle

43

du jeu. D'autres seront plus politiques et plus "out spoken". Ils ne monteront pas dans la hiérarchie ou seront éloignés du pays pour servir dans les ambassades à l'étranger. Selon leur rang dans la hiérarchie féodale. Michael IMERU sera ambassadeur pendant plusieurs années, Mengistu Lemma, poète écrivain connu pour ses idées anti-féodales mais d'origine modeste, sera envoyé en Inde en tant que sécrétaire. Seyoume Sebehate connaîtra la prison et l'exil. Guermamé Newaye, l'individualité la plus marquante de cette génération sera envoyé en tant qu'administrateur dans les provinces lointaines de Wollemo et ensuite de Jijiga.
En décembre 1 960, il reviendra à Addis Abeba pour tenter un coup d'Etat dont l'échec le mènera au suicide.

2. Le mouvement étudiant ou la génération de la rupture

- Le Contexte historique
- La radicalisation du Mouvement
- Création du Meison et du PRPE

Chapitre III Février 74
LE RÉVEIL BRUTAL

~~CHAPITRE IX : LA REVOLUTION DANS LES VILLES~~
****

7 & 14

N2 45

I. Les étincelles

Le 19 février 1974, lorsque les étudiants, qui manifestent depuis cinq jours, descendent dans la rue, ils ne sont plus tout seuls. Les chauffeurs de taxis de la capitale qui protestent contre l'augmentation du prix de l'essence intervenue un mois plutôt et les enseignants également en grève contre une réforme scolaire et pour appuyer leur revendication salariale qu'ils avaient présentée à l'Empereur sont au rendez-vous.

Très vite cette manifestation unitaire voit grossir ses rangs lorsque les jeunes chômeurs de la capitale et les rescapés de la famine de WOLLO et de TIGRAI qui croupissent dans la périphérie d'Addis Abébé, déferlent vers le centre ville.

Voilà l'étincelle qui marque le début de manifestations quasi insurrectionnelles constituant les premiers soubresauts d'une histoire qui touche à sa fin : celle de l'Ethiopie féodale et impériale.

A vrai dire, les premiers signes d'agitation pour extrêmement violent soient-ils, n'avaient rien de particulièrement subversifs. Les revendications sectorielles des chauffeurs de taxi et des enseignants pouvaient être satisfaits moyennant quelques sacrifices et ajustements budgétaires. Les demandes des étudiants portant sur les libertés démocratiques, la réforme agraire etc ... bien que politique, n'avaient rien de nouveau.

Et pourtant, beaucoup estiment qu'en ce début de l'année 1 974 l'Ethiopie se trouvait à la veille d'évènements graves d'autant plus que le gouvernement semblait paralysé et laissait le désordre se développer.

M. Aklilu Habtewolde, premier ministre de l'Empereur depuis treize ans, ne semblait pas vouloir ou pouvoir réagir. Pendant plus d'une semaine la police était presque invisible dans les rues. La capitale était livrée aux manifestants ayant une multitude de reven-

dications sectorielles auxquelles les étudiants, les groupes d'opposition clandestin et même une faction des classes dirigeantes (celle de M. End Alkatchew Mekonnen) s'efforçaient de donner une coloration politique.

Comment comprendre cette inaction du gouvernement ?

M. Aklilu était encore sous le choc de deux mutinerie survenues en l'espace d'un mois qu'il avait dû règler dans la discrétion, après avoir céder aux revendications respectueusement armées des militaires.

Le 10 janvier, les jeunes recrues de la quatrième brigade (MENGEZEME WODEFITE) une unité prestigieuse stationnée à NEGELLE à la frontière avec le Kenya, se révoltent après avoir vainement demandé que de nouveaux puits d'eau potable soient creusés. Ils emprisonnent les officiers, puis le commandant de l'armée de terre lui-même, le général Dressé Dubale, venu enquêter sur place. Ils l'obligent même à partager leur ordinaire. La ration "homme de troupe" ne semble pas avoir convenu au commandant. Libéré après avoir donné satisfaction aux demandes des jeunes mutins, il sera hospitalisé aussitôt de retour à Addis Abeba.

Un mois plus tard, le 2 février c'est au tour des pilotes de l'armée de l'air de prendre le chemin de la dissidence. il s'agissait presque du même scénario. Les mutins commencent par mettre sous contrôle les officiers et à paritr de cette position de force avancent leurs revendications. Il s'agira cette fois de demander une augmentation de salaire et une meilleure assurance vie. Le général ASSEFA AYANA, commandant de l'armée de l'air, parviendra lui aussi à règler ce problème en promettant de porter ces doléances à l'Empereur. Cette mutinerie sera elle aussi réglée dans la discrétion. Ou peu s'en faut. Car déjà on admet ça et là dans les cercles gouvernementaux un certain mécontentement dans les casernes. A la mi-février la nouvelle a déjà fait le tour des petits groupes clandestins, des dirigeants étudiants et surtout des casernes un peu partout dans le pays.

Le premier ministre M. Aklilu dont l'autorité est passablement malmenée lors de ces mutineries plus ou moins discrètes sait aussi que, dès le début des évènements, il doit faire face à une coalition formidable quoique contre-nature : l'aristocratie dite "libérale" est en train de faire cause commune avec les opposants démocratiques pour le renverser. Ce groupe, dont les figures de proue sont Lij Endalkatchew Mekonnen, le prince Asrate Kassa et le général Aiy Abeba, poussent à la radicalisation du mouvement en empêchant M. Aklilu de réagir et en essayant surtout de politiser le mouvement purement corporatiste de l'armée.

C'est donc sans conviction que le 22 février, le gouvernement Aklilu sort enfin de son mutisme, plus d'une semaine après le début du mouvement.

La "sortie" se fera d'abord sous forme de bilan dont la publication était censée impressionner et jusitifier d'avance les tentatives de reprise en main envisagée. Ce bilan est effectivement lourd : 75 auto bus, 36 voitures particulières, 26 voitures officielles et 7 voitures diplomatiques détruites ou endommagées, 3 personnes tuées et 558 arrêtées. Tout ces faits sont mis sur le compte d'une "poignée d'agitateurs" que le gouvernement se dit décidé à mettre hors d'état de nuire.

Le même jour, la police reçoit l'ordre de tirer à vue sur les "fauteurs de troubles". Les parents d'élèves sont priés de garder leurs enfants chez-eux. Dans un geste d'apaisement, l'Empereur annonce une baisse du prix de l'essence et le report sine die de la réforme scolaire.

Les mesures d'apaisement et la répression aidant, l'effervescence semble tomber. Pour la première fois depuis dix jours, la capitale est calme. A peine commencé, le vaste mouvement semble s'essoufler. Apparemment le pays ne semble plus pouvoir compter sur le militantisme forcené de sa jeunesse et des petits groupes clandestins qui se battent désespérement contre la démobilisation qui se fait

jour. Mais ce calme sera précaire.

1. Une coalition contre nature

Les groupes d'opposition démocratiques ne désespèrent pas de rallumer l'agitation anti-aklilu. Des tracts, que le gouvernement qualifie d'alarmistes, commencent déjà à circuler massivement dans le pays et surtout dans la capitale. Un de ces premiers tracts, publié par Me isone, le 18 février, c'est-à-dire une semaine avant la révolte de l'armée à Asmara, tente, en des termes un peu exagérés il est vrai, de combattre cette démobilisation :

"En ce moment tout le monde est en train de bouger. Depuis le 4 Yekatite (11 février) et jusqu"à ces derniers jours, l'armée de l'air était en grève. Des soldats à Neguellé, dans l'Ogadent et partout, excédés par la faim, et la soif, l'arbitraire et les brimades se sont déjà révoltés et ont arrêté les généraux et les autres officiers supérieurs... Le mouvement est en train de gagner d'autres unités de l'armée qui, avec la police, est entrée en rebellion. Elles se sont soulevées avec le peuple. Refusant de continuer d'être l'instrument aux mains de l'ennemi, l'armée a décidé de faire cause commune avec le peuple. Le seul responsable de la crise est le régime criminel. La seule solution c'est le combat dans l'unité pour renverser le gouvernement". (1)

Les forces progessistes n'étaient cependant pas les seules à vouloir la chute de M. Aklilu . La rivalité des clans au sein des classes dirigeantes battait son plein au point que la survie politique du gouvernement dependait autant, si non plus, de l'issue de ces luttes intestines que de l'état d'agitation de la rue.

L'autre composante de cette coalition contre-nature qui va très vite emporter le cabinet Aklilu est celle de l'aristocratie dite "éclairée".

---

(1) Andinetatchinene Atenkirene Initaguele, Yekatit 11/66)

Depuis presque dix ans en effet, elle avait un combat plus ou moins feutré contre le groupe de roturiers, dont le premier ministre Aklilu passait pour être le représentant le plus en vue.

Ces rivalités noblesse/roturiers étaient, en effet, aussi anciennes que la cours d'Ethiopie elle-même. Pour faire front à des multitudes de prétendants issus de l'une ou de l'autre des familles puissantes de l'Empire, les rois des rois d'Ethiopie ont toujours essayé de constituer un carré de fidéèles à toute épreuve composé de gens "partis de rien" et qui devaient tout au bon vouloir du souverain. Ces fidèles qui étaient réduits "en poussière" aux-moindres vélléités d'indépendance étaient utilisés comme contre-poids à l'influence des membres de la noblesse, toujours prêts à défier l'Empereur dès que la moindre occasion se présentait.

L'Empereur Haile Selassie ne constituait pas une exception à cette règler d'or dont dépendait la survie de tout souverain. Utilisant avec habilité ces rivalités, il faisait en sorte qu'aucune décision d'importance ne puisse être prise sans son accord.

Depuis plus de deux ans le roturier Aklilu se sentait menacé par une coalition de tous lespuissants de l'Empire. Ces derniers, quoique divisés étaient tous d'accord sur un point : se débarrasser d'Aklilu. Il s'agissait d'un "front uni" puissant, même s'il était d'ivisé en sous-clans et une multitude de groupuscules les un plus sectaires que les autres.

Il y avait d'abord ceux qu'on peut appeler les "légitimistes", c'est-à-dire ceux qui voulaient que l'ordre de succession établie par la constitution soit respecté. C'était un groupe partisan du prince héritier Asfa Wossen, personnage sans envergure et plus que jamais hors course suite à une maladie et demeurant plus ou moins paralysé, dans un hôpital Suisse. Mais il y avait son fils, le prince Zera Yakobe, étudiant à Oxford, mais encore trop jeune pour monter sur le trône. Par rapport à ses cousins, fils du prince Mekonnen mort dans les années 50, celui-ci passait pour être discret et bien

élevé ne serait ce que parce que son nom n'avait jamais été mêlé à des scandales mondains qui ternissaient l'image de la famille royale et surtout de ses jeunes cousins.

Pour les personnages en vue de ce clan, la jeunesse de ce prince "respecté de tous" ne constituait pas un handicap majeur. Le seul RAS (prince) Asrate Kassa, personnage ambitieux, pouvait bien s'accomoder de l'office de régent et de tuteur du jeune roi des rois, faute de pouvoir obtenir la couronne impériale, lui-même.

Il n'était pas le seul à aspirer à ce poste. Il y avait aussi la fille aînée de l'Empereur, la Princesse Tenagne work Haile Selassie, ambitieuse elle aussi et tellement partie prenante dans les intrigues byzantines qui se jouaient dans les anti-chambres du palais, qu'Aklilu, dans sa déposition à la commission d'enquête constituée après sa chute, parlera d'elle comme étant un premier ministre bis. La Princesse, quant à elle, voulait le trône pour son fils, le prince Iskander Desta, jeune commandant de la marine impériale.

Il y avait ensuite, dans ce trop plein de prétendants, ceux qu'il faut bien appeler les "outsiders". Les fils du Prince Mekonnen, mal chanceux pour la succession, à cause de leur moralité pour la moins douteuse et handicapés en plus par l'absence d'un chef de fil d'envergure, ce qui, étant donné leur âge constituait un handicap majeur.

Sans oublier "la maison de Tigrai" dont la figure de proue, le Prince Mengesha Seyoum, arrière petit fils de l'Empereur Yohannis IV, dont les prétentions à la consécration impériale étaient au moins aussi légitimes que celle des descendants de l'Empereur Haile Selassie. Il y avait même l'Abuna Texoflos, patriarche de l'eglise Orthodoxe, qui voulait, lui, imiter l'exemple du Mgr Makarios de chypre ...

Chaque clan disposait, bien entendu, d'hommes bien placés au sein de l'armée, de l'administration et des forces de sécurité et de ce fait, les intrigues du vieux Empereur aidant, détenaient une parcelle du pouvoir.

Le Prince RAS Asrate Kassa et ses amis Endalkatcew Mekonnen, futur premier ministre et le général Abiy Abeba, ex-mari de la princesse Tehai Haile Selassie morte dans les années 40, tenaient des généraux parmi lesquels, le commandant de l'armée du nord, le général Seyoume Gelde Giorgis et le général Debebe Haile Mariame qui passait pour disposer d'appuis solides au sein de la garde impériale qu'il commandait avant d'être nommé administrateur de l'Erythrée.(1)

La Princesse Tenagne Work misait quant à elle sur le général Assafa Ayana, chef d'état Major de l'armée, les généraux Worku Mekonnen et Nega Tegnagne, gendre de la Princesse mais surtout commandant de la troisième division stationnée dans le Harargué.

L'Empereur laissait jouer ces diverses factions qui s'entre-déchiraient autour de lui. Mais non sans avoir imposer au préalable quelques règles minimum destinées à lui éviter des bousculades : il continuerait à règner jusqu'à ce que "la volonté de Dieu en décide autrement". En clair, ces déchirements ne devraient avoir pour enjeu que sa succession et non la fin de son règne qu'il voulait, et il faut le comprendre, au moins tranquille si non heureux. C'était du

Côté prétendants on s'accordait à ne pas oublier cette règle du jeu dans une mêlée qui s'annonçait très dure. D'autant plus qu'aucune des factions en présence ne se sentait assez forte pour combattre un "front" composé de l'Empereur et d'autres prétendants. Au contraire, étant donné le peu de temps qui restait à régner à l'Empereur et le prestige dont-il semblait jouir auprès de la population, chaque faction aspirait à l'avantage politique supplémentaire que

---

(1) Dans ce groupe il y avait aussi d'autres puissants de l'Empire : col Tamrat Yegezu, administrateur de Gondar, Dejazmatch Workneh Wolde Amnel (Harargue), Dejazmatch Tsehayou Enkou Selassie (Kaffa) et son frère Worku (Balé) et Bitwodede Zewdé Guebre Hiywote ancien ministre de l'intérieur et en 1 974 Inderasé de Sidama

pouvait conférer l'image d'héritier désigné de Haile Selassie.

Mais, à 80 ans passé, l'heure de la succession approchait. Les luttes intestines gagnaient en intensité et en nervosité. Deux ans avant les événements de février 74, le camp anti-Aklilu décide de prendre l'intiative. Au mois d'août 1 972 un complot pour "demander" à l'Empereur d'abdiquer en faveur de son fils le Prince Asfa Wossen de façon à permettre à ce dernier, devenu Empereur, d'introduire des réformes indispensables, échoue.

Aklilu, qui dispose de services parallèles, découvre ces machinations dirigées, selon lui contre son pouvoir plutôt que celui de l'Empereur. Il avertit ce dernier qui se trouvait en vacances à Dire Dawa. De retour précipitement à Addis Abeba, Haile Selassie "convoque" les responsables du complot dans son palais pour demander des explications. L'un des cerveaux, Bitwodede Zewdé Guebre Hiwote, lui expose alors les "suggestions" qui, de l'initiative précisera-t-il ne sont nullement dirigées contre l'Empereur, mais proposées à sa haute considération dans l'intérêt supérieur de la nation.

Haile Selassie, non seulement refuse d'abdiquer, mais, en plus, tous les conjurés sont disgrâciés. Le Betwodede sera démissioné de son poste de ministre de l'intérieur et nommé gouverneur de la région de Sidamo. Le Prince Asrate Kassa prend la voie de garage et occupe un poste très honorifique de membre du Conseil de la couronne. D'autres seront rétrogradés, envoyés comme ambassadeurs à l'étranger...

Il s'agit d'une petite victoire pour M. Aklilu. Pour ses adversaires, ce ne sera que partie remise. A la faveur du mouvement naissant de février, ils reviendront en force et prendront un moment leur revanche et le pouvoir.

8

2. L'armée entre en scène

Le 24 février 1 974, pour la troisième fois en moins de deux mois, des unités de l'armée entrent en dissidence en mettant en avant des revendications corporatistes. Cette fois la situation est plus dangereuse à plus d'un titre : au lieu d'une seule unité ou caserne, ce sont trois corps (l'aviation, les communications, et les transports) qui se révoltent à la suite d'une action coordonnée. Les faits se passent à Addis Abeba et les possibilités de règler le conflit dans la discrétion s'évanouissent lorsqu'une fusillade éclata à la caserne de l'aviation entre loyalistes et mutins. On voit même les troupes venir encercler la résidence du premier ministre sans qu'on sache si elles y sont pour le protéger ou pour le prendre en otage jusqu'à ce que les revendications soient satisfaites. En tous cas le mal est déjà fait, puisque, pour la première fois, tout le monde peut s'apercevoir qu'il y a une crise profonde et que l'armée est en train d'entrer sur la scène politique, même si pour le moment ce sera encore par une porte dérobée, celle de revendications sectorielles.

L'Empereur, qui se trouvait à Asmara, rentre précipitement à Addis Abeba. Il consulte sa famille et toutes les factions. Mais dès le début il est clair que tous ne parlaient pas le même langage et ne se préoccupaient pas du même problème.

Le groupe anti-Aklilu, tout en maintenant l'agitation, bombarde le roi des rois de "renseignements" les uns plus alarmistes que les autres sur l'état d'esprit dans les casernes. Salomon Kadir, chef d'un de nombreux réseaux parallèles affirme à l'Empereur que l'armée toute entière est sur le point de se soulever, si le gouvernement Aklilu n'est pas démissionné et remplacé par des personnes ayant la confiance du peuple et des forces armées. Les autres adversaires du premier ministre "conseillant" dans le même sens et insistent sur l'urgence de la situation.

Le premier ministre, tout à fait au courant de ces manoeuvres, tente de parer au plus pressé en essayant d'éteindre la mutinerie qu'il a sur les bras. Il sait que l'un des thèmes de la propagande de l'adversaire consistait à le faire passer pour quelqu'un "qui refuse les augmentations légitimes demandées par toute l'armée". Son premier souci est donc de persuader l'Empereur d'accèder aux demandes des troupes. Il y parviendra. Le 24 février au soir Haile Selassie annonce lui-même une augmentation des salaires qui passent de 75 birr à 100 birr pour les soldats. Pour le premier ministre c'est une petite victoire mais sans lendemain au propre comme au figuré.

Dans la nuit du 25 au 26 février, c'est la mutinerie de la IIème Division à Asmara qui viendra administrer un véritable électrochoc au pays tout entier.

En effet, après les augmentations de soldes qualifiées de "dérisoires", par les clans anti-aklilu, les casernes, un peu partout dans le pays, sont "travaillées" par les soldats et les sous-officiers (avec l'appui de leur commandement surtout à Asmara et à Harar) sur le thème : " c'est la faute au premier ministre qui refuse de prendre en considération nos demandes légitimes.

On ne saura peut-être jamais le rôle exact joué par le groupe Endalkatchew/Asrate dans la mutinerie d'Asmara. Un mois après les évènements alors que les divers clans commenceront à déballer leurs querelles intestines en utilisant les tracts "anonymes" il y en aura un, probablement diffusé par les partisans d'Aklilu, qui accuse carrément le RAS Asrate et son groupe d'avoir été à l'origine de cette mutinerie. Ce tract intitulé "les crimes de RAS Asrate Kassa" parle d'un complot préparé de longue date par le Prince visant à renverser "le premier ministre issu de famille modeste et à instaurer un régime dominé totalement par les Mesafintes (Princes)". Les auteurs qui semblent savoir de quoi ils parlent accusent le RAS d'avoir créer, lors de son séjour en Erythrée en tant

qu'Inderasse (représentant), du Negus, un petit groupe de soldats et de sous-officiers organisés dans un comité appelé "association des exilés" (ye sedetegnotch mahebere).

Effectivement, on sait qu'un tel groupe existant en Erythrée et qu'il avait joué, tout au début des évènements, un rôle capital dans la mutinerie d'Asmara. En plus d'après le tract (et même de notoriété publique), le commandant de la deuxième Division le général Seyoume Gelde Giorgis et l'Inderassé en Erythrée, le général Debeba Haile Mariame et quelques officiers supérieurs de l'armée et de la police étaient des partisans du groupe Endalkatchew/ Asrate.

Ce qui est certain, c'est que, comptant sur ces hommes "sûrs", le groupe n'hésite pas à jouer avec le feu en poussant à la politisation du mouvement qui était purement corporatiste.

Le fait que les mutins arrêtent tous les officiers supérieurs de l'armée et de la police dès le début de leur mouvement n'inquiète pas outre mesure les adversaires du premier ministre. C'est un scénario devenu "classique" depuis la mutinerie de NEGUELE. De toute façon cela aidait à dramatiser la situation et favoriser les démarches pressantes qu'ils entreprennent auprès du Negus pour qu'il se débarasse de son premier ministre.

Pourtant cette mutinerie n'avait rien à voir ou presque avec celles qui la précèdaient. Pour la première fois, les mutins sont dans la rue et contrôlent totalement la deuxième ville du pays. Le moins qu'on puisse dire c'est qu'ils ne cherchaient pas la discrétion. Leurs revendications, par exemple, portant sur les salaires et les conditions de travail étaient lancées sur les ondes de la radio.

L'Empereur dépêche alors pas moins de quatre généraux, dont Assafa Ayana et Assafa Demassie pour négocier avec les mutins. C'est le comble de lèse majesté : les émissaires du Negus sont à leur tour arrêtés et retenus en otage "jusqu"à ce qu'il soit annoncé à la radio que nos demandes aient été satisfaites".

Ayant ainsi assuré leurs arrières, les mutins envoient une mission composée de huit sous-officiers accompagnés d'un des emissaire impérial pour négocier directement avec le roi des rois. En plus des 21 revendications déjà annoncées à la radio, il y aura "six demandes supplémentaires" qui ne sont pas rendues public. On le saura par la suite, l'une d'elles demande le départ du premier ministre.

Le gouvernement Aklilu, sinon l'Empereur lui-même, se trouve au pied du mur. L'idée de mater la rebellion, entraîne l'espace de quelques heures dans la journée du 27, est très vite abandonnée.

M. Aklilu sait que ce mouvement est manipulé par des puissants de l'Empire qui veulent sa perte. L'Empereur est soumis à une pression extraordinaire de la part du groupe Asrate/Andalkatchew qui le bombarde avec des renseignements sur l'état d'esprit dans les casernes. L'argument massue utilisé par les forces anti-Aklilu : les risques d'une guerre civile qui ne pourra que servir les intérêts des ennemis extérieurs de l'Ethiopie.

Plus grave encore, alors que le destin de ce fidèle de l'Empereur est en train de se jouer dans les anti-chambres du vieux Gubbie (Palais de Menilik), les représentants des unités stationnées à Addis Abeba et dans ses environs se réunissent à quelques centaines de mètres de là pour arrêter leur position face à la révolte d'Asmara. Il n'a pas fallu longtemps à M. Aklilu pour être fixé sur l'attitude des militaires. Il ne saurait être question d'une "marche sur Asmara" pour mater les mutins avec lequel la IV Division (dont une partie stationnée à Addis Abeba) était déjà entrée en contact. Le premier ministre sait aussi qu'une des décisions prises par ces militaires était d'exiger son départ à l'Empereur.
Dans la journée du 27, ces décisions étaient non seulement prises, mais aussi sur le point d'être annoncées de façon spectaculaire, dans les heures qui suivent.

En même temps, l'Empereur réunit les membres de la famille Royale et les autres dignitaires de l'Empire et sur leur conseil, très intéressé, décide de se passer des services de celui qui, en trente ans de carrière, dont treize en tant que premier ministre, n'avait rien entrepris pour faire démentir son image de "fidèle parmi les fidèles" à son Empereur.

Ainsi accablé et abandonné de tous, le premier ministre essaie, comme il peut, de devancer les évènements et de sauver la face en présentant lui-même sa démission, avant d'être remercié par Haile Selassie.

La victoire du camp anti-aklilu aura un goût amer. Plus tard, beaucoup trop tard, ils s'apercevront que dans la tempête qu'ils ont eux même contribué à soulever, ils avaient fait preuve d'une incroyable myopie politique et s'étaient trompés de cibles et d'alliès.

Erreur sur la cible : alors que des manifestations quasi-insurrectionnelles secouent Addis Abeba et que les unités de l'armée se mettent les unes après les autres à défier le gouvernement, ils n'y voient qu'autant d'occasions pour miner l'autorité de leur adversaire. Erreur sur l'allié ensuite, car dans la lutte pour le pouvoir, ils n'hésiteront pas à politiser le mouvement militaire considéré comme un allié sûr car "tenu" par des officiers déjà gagnés à leur cause.

La récupération de ce mouvement n'aura jamais lieu comme elle a été prévue au programme ...

II. Naissance d'une dynamique incontrolable

L'annonce, faite le 27 février au soir, de l'acceptation par l'Empereur de la démission du premier ministre et de son cabinet aura l'effet d'une bombe. C'est en effet la première fois dans l'histoire "constitutionnelle" du pays qu'un gouvernement démissionne

ainsi en bloc. Le terme "démissionner" n'existait d'ailleurs pas dans le vocabulaire impérial. Les ministres étaient souvent remerciés ou changeaient de postes à l'occasion des fameux "SHUM SHIRE" (litteralement promotion/démotion) périodiquement opérées par l'Empereur. Il s'agissait d'une véritable entreprise de "destabilisation" conçue par le souverain afin d'empêcher les ministres de se constituer une clientèle à force de rester trop longtemps au même poste de responsabilité.

Tout cela était donc du domaine du jamais vu. Mais ne suffissait pas à freiner l'élan du mouvement.

Le lendemain, la IVème Division, stationnée à Addis Abeba investit la capitale et occupe l'aéroport, les centres de télécommunication, les banques et tous les endroits jugés stratégiques de la ville. Les soldats se répandent dans la rue à la recherche d'anciens ministres et d'autres hauts fonctionnaires du cabinet déchu. En fin de journée, plus de deux mille personnalités se trouvent sous les verrous au quartier général de la Division.

Au même moment, des tracts signés par des "représentants des forces armées" (en fait ceux de l'armée de l'air, des paras, de la IVème Division et du génie) commencent à circuler dans la ville.

Les auteurs de ces tracts commencent par remercier l'Empereur "d'avoir accepter la démission de Aklilu, prouvant ainsi l'amour que Sa Majesté porte à son peuple". Mais ils passent ensuite aux choses sérieuses et affirment leur soutien "aux frères de l'armée du nord" dont les revendications sont "justes et expriment les aspirations de toute l'armée".

Faisant état de rumeurs qui circulent sur l'éventualité d'une tentative de marché sur Asmara, les signataires, qui adressent leur tract "à tous les membres des forces armées et de la police impériale" refusent d'intervenir contre les mutins. D'abord parce que l'armée du nord ne s'est soulevée ni contre le pays ni contre

l'Empereur. Et ensuite parce que "tout conflit entre nous pourrait ouvrir la porte aux ennemis extérieurs qui peuvent en profiter pour destabiliser l'intégrité territoriale et l'unité du pays".

C'est une position claire et d'autant plus représentative de l'état d'esprit dans l'armée que la IIIème Division stationnée dans le Haragué et d'autres unités à Jimma et Nazareth sont entrées en mutinerie depuis la veille déjà pour soutenir, elles aussi, les "frères du Nord".

Voilà pour le côté rebellion que tout le monde croît déceler dans l'action de ces soldats et officiers. Mais déjà, l'armée déroute par l'incohérence de ses démarches. Le même jour, l'Empereur reçoit 400 représentants des forces armées venus le "remercier" pour l'augmentation des salaires et pour lui réaffirmer leur loyauté. Dans un discours improvisé et éclatant en sanglots, dit-on, Haile Selassie parle d'ennemis de la patrie qui "cherchent sa perte" et demande à l'armée de se tenir prête pour recevoir des ordres.

Encore une fois, tout semble rentrer dans l'ordre. Le premier mars, les militaires remettent à l'Empereur les ministres et les autres personnalités arrêtées la veille. La IVème Division va même jusqu'à épauler la police qui intervient contre les manifestants qui, eux, n'ont pas perdu de temps pour descendre dans la rue et demander la démission du nouveau premier ministre, Lij Endalkatchew Mekonnen, nommé aussitôt après la démission du cabinet Aklilu. Il y aura deux morts et trois blessés par balles.

Mais rien n'arrêtera plus l'engrenage de la radicalisation. Au-delà des causes fondamentales qu'on peut expliquer par la nature moribonde du système féodal décadent et la crise profonde de la société, plusieurs facteurs, qui teinnent à la conjoncture du moment, militent en faveur de la continuation du mouvement.

Il y a d'abord ce formidable malentendu sur la paternité de la victoire contre le gouvernement déchu.

La rue et les officiers contestataires et avec eux tout le peuple, peu au fait des manoeuvres et intrigues dans les anti-chambres du palais et les manipulations dont l'armée a été victime, croient que cette victoire est belle et bien la leur.

Avec la chute d'Aklilu, les"aristocrates éclairés" croient avoir atteint leur objectif après "avoir fait un parcours sans faute". C'est leur victoire. Pour M. Endalkatchw, il s'agit maintenant de la parachever afin de prévenir toute tentative de "come back" de l'ancien premier ministre et de demander le retour au calme pour procéder aux "réformes profondes" qu'exige la situation. Il lance, alors, un des "mots d'ordres", qui, pour avoir été mélangé à toutes les sauces, présent sur toutes les lèvres des partisans du "nouveau cabinet" et au bout de toutes les plumes des journalistes "pro-Endalkatchew", fera fortune durant toute cette période : le FATA (ou repit).

On peut évidemment débattre à l'infini sur le point de savoir qui, des clans anti-aklilu ou de la pression des forces démocratiques, à jouer le rôle majeur dans la chute du gouvernement. Mais l'essentiel n'est pas là.

L'essentiel c'est que fortes de "leur victoire", la rue et les casernes croient possibles d'autres victoires plus éclatantes encore et vivent, c'est le moins que l'on puisse dire, cette nomination de M. Endalkatchew comme une provocation.

La découverte d'une alliance "contre nature" qui a facilité la chute de M. Aklilu ne fait qu'accroître la frustration chez-eux qui, croyant se lancer dans un combat contre le régime féodal et pour l'instauration d'un gouvernement démocratique, voient maintenant que leur mouvement a été manipulé et que le groupe Endalkatchew a utilisé le mécontentement populaire pour arriver à ses fins. Comme le dira un jeune officier :

"Au fur et à mesure que les choses évoluent favorablement pour nous, nous avons constaté qu'une force occulte, puissante, mieux

16

organisée que nous-même nous manoeuvrait..." (1).

La deuxième cause de destabilisation n'est autre que la personnalité même du nouveau premier ministre.

Il y avait deux candidats serieux à la succession de M. Aklilu. Le général Abiy Abebe, qui passait aux yeux de beaucoup d'officiers et même d'une partie de l'opposition civile, comme étant une des rares personnalités intègres de l'Empire. L'autre, c'est M. Endalkatchew, proche de la famille royale, auréolé du titre princier de LIj, lequel titre s'ajoutant à sa réputation, vraie ou fausse peu importe, d'avide et d'excessivement ambitieux, fait de lui le candidat le moins indiqué pour cette succession délicate.

Alors que le général Abiy, du fond de sa retraite forcée justement à cause de ses idées réformistes, a pu cultivé son image, le jeune Endalkatchew occupait l'avant scène jusqu'à être membre, depuis quelques années déjà, de ce même cabinet qu'on accusait maintenant de tous les pêchés du monde.

Autant dire qu'étant donné les circonstances, l'Empereur ne pouvait pas faire pire. Aurait-il voulu encourager l'effervescence dans la rue, il ne s'y serait pas pris autrement. A tel point que certains, à l'époque, sont allés jusqu'à parler d'un complot machiavélique du premier ministre démissionnaire qui aurait conseillé ce choix au souverain afin de permettre au mouvement de s'amplifier et ceci dans l'espoir de revenir en "sauveur" après avoir organiser la ripote qui s'imposait ...

Toujours est-il que le "répit" que demandait le nouveau premier ministre ne sera jamais à l'ordre du jour des forces démocratiques.

Le 29 février, les enseignants à l'université se mettent en grève pour protester contre cette nomination et les étudiants

---

(1) Jeune Afrique n° 688, 16 mars 1 974)

descendent dans la rue au cri "à bas le gouvernement Endalkatchew". Aussitôt après l'annonce de cette nomination, un tract "assassin" très injurieux pour la personne du premier ministre, sortira de la plume de Daniel Tadesse, qui à l'époque rédige la plupart des tracts de Me isone. Intitulé "Tishaline Titche Tibisene Agebahou" un proverbe éthiopien qu'on pourrait traduire "du mieux au pire". Ce tract viendra donner le ton au tollé général qui se lève dans la capitale.

L'argument central contre le FATA que demande M. Endalkatchew et qui revient dans tous les tracts est un peu sommaire mais très porteur "le FATA qu'ils nous demandent, c'est le temps qui leur est nécessaire pour diviser l'armée et pour instaurer un gouvernement de Mesafintes (princes) et pour replonger le pays dans la nuit féodale".

Dans ces conditions le gouvernement ne pourra compter que sur l'armée. Mais elle sera elle-même, un autre facteur d'instabilité. Avec ses divisions qui éclateront très tôt au grand jour, elle n'est plus crédible en tant que "force de l'ordre". Les appels au calme et à la discipline qu'elle lance entre deux mutinerie bien à elle, n'impressionnent plus personne.

Par le fait même d'avoir exister, la révolte de l'armée, au vu et au su de tous, a déjà administré à la société entière un extraordinaire électrochoc. De plus, tout le monde prend conscience du rôle capital que les militaires pourraient jouer dans le processus politique.

Dans la véritable bataille pour l'armée qui s'engage entre le nouveau cabinet et les forces progressistes, le jeu des militaires était déjà tellement équivoque que chacun avait des raisons pour espérer.

Officiellement, les unités rebelles avaient non seulement accepté de retourner dans leur caserne une fois leurs revendications satisfaites, mais elles semblaient être d'accord pour donner à M.

Endalkatchew le répit qu'il réclamait. Si, dès son installation, ce dernier clamait à qui voulait l'entendre, qu'il avait le soutien de l'armée qui aurait décider de lui "donner sa chance", il n'avait pas tout à fait tort. Comme on l'a vu dans ses actions de maintien de l'ordre, la IVème Division ira jusqu'à tirer sur des manifestants.

Mais le même jour, les premières fissures apparaissent. Un tract "anonyme", mais en fait diffusé par quelques jeunes officiers contestataires dirigés par "army aviation" et les éléments du génie, est distribué à Addis Abeba. Le titre "Kegne Houala Zur ?" (machine arrière ?) est on ne peut plus éloquent. Le contenu ne l'est pas moins

"Faire machine arrière après avoir reçu satisfaction grâce aux sacrifices des travailleurs et des étudiants; ne s'agit-il pas là d'une trahison ? Sachant que plusieurs millions de paysans meurent de faim et de maladies, nous avions inclu dans nos revendications le problème de la réforme agraire. Mais nous sommes retournés dans nos casernes sans qu'aucune solution ne soit trouvée à ce problème. N'est-ce pas là un acte pour lequel nous serons appelés à répondre devant l'Homme et devant Dieu ?

"Est-ce-que notre combat visait simplement quelques améliorations dans nos conditions de vie ? Troquer Endalkatchew pour Aklilu, est-ce-que c'était le seul objectif de notre combat ?"

L'unanimité dont semblait faire preuve l'armée lorsqu'il s'agissait de faire tomber M. Aklilu ne semble plus résiter à l'épreuve de la contestation dans la rue. Même si l'on est pas encore fixé sur le rapport de forces entre "modérés" et "radicaux" à l'intérieur de l'armée, cette petite cacophonie dans les casernes ne pouvait qu'encourager tous ceux qui s'opposaient à Endalkatchew de continuer à le faire. Ceci d'autant plus que par son incapacité à gérer le peu de capital de sympathie qu'il avait auprès d'une fraction de l'armée, M. Endalkatchew finira par exacerber le clivage modérés/radicaux qui se faisait jour.

Dans un premier temps en effet, le gouvernement ne s'inquiètera pas outre mesure et choisi d'ignorer les groupuscules "extrêmistes" qui semblaient ne représenter qu'eux-mêmes. Il pensait pouvoir se permettre une telle attitude d'autant plus que la contestation n'était le fait que de quelques jeunes officiers déjà identifiés par les services du colonel Alem Zewde Tessema, commandant des parachutistes et très actif dès le début des évènements. Ses troupes étaient prêtes à intervenir contre les "foyers d'agitation" le moment venu.

En attendant, conscient de l'effet démobilisateur du retour de l'armée dans les casernes, le gouvernement axa sa propagande sur l'aspect purement corporatiste du mouvement militaire. Mais très vite on s'est aperçu qu'il s'agissait là d'une arme à double tranchant.

L'insistance avec laquelle le gouvernement et tout l'appareil de propagande à son service mettaient en avant la thèse du retour au bercail de l'armée avait peut-être impressionné les populations. Mais elle finit par irriter beaucoup d'officiers et de soldats qui vivaient ce retour comme une trahison. L'agitation des étudiants et des intellectuels ne fera qu'accroître ce malaise. Tout en essayant de localiser et de faire cause commune avec les petits groupes de radicaux qui s'agitaient au sein de l'armée, ceux-ci axent leur propagande sur le thème de la "trahison" dont l'armée serait coupable en ayant abandonné la lutte une fois ses propres revendications satisfaites.

Les mass média ne font qu'accréditer cette thèse. Les contestataires dans l'armée y voient une provocation et décident de réagir.

Le 4 mars, le groupe qui s'était déjà signalé par son opposition à Endalkatchew revint à la charge. Cette fois, le tract est signé par un "comité des forces armées". Aucune précaution d'usage n'est plus de mise. Les tracts sont tout bonnement "distribués"

par des hélicoptères appartenant à l'Army aviation (aviation de l'armée).

Ces tracts, adressés "au peuple éthiopien" opposent un démenti catégorique à la progagande gouvernementale. Ils apparaissent d'abord comme une manifestation de mauvaise humeur et commencent par s'attaquer aux mass média, qui en insistant de façon exagérée sur l'aspect corporatiste du mouvement militaire "chercher à semer la confusion dans l'esprit des gens ont poussé le peuple à la haine des militaires et ont crée une ambiance de suspicion".

Pour être plus clair sur ce point. Ces "radicaux" divulgent les revendications politiques de l'armée qui ont été soumises à l'Empereur lors des mutineries de la fin février et l'accord en 11 points "conclu comme condition du retour de l'armée dans ses casernes.

1. Liberté de la presse;
2. Droit d'association et de manifestation;
3. Droit d'organiser les partis politiques;
4. Une réforme agraire radicale rendant la terre à celui qui la travaille;
5. Une meilleure législation sociale;
6. Libération de tous les prisionniers politiques;
7. Enseignement gratuit pour tous;
8. Un meilleur contrôle des prix;
9. Inculpation et jugement des anciens ministres corrompus;
10. Augmentation des salaires des ouvriers et des soldats;
11. La mise en place d'un comité de civils et de militaires pour veiller à l'application de ces mesures.

Après ces précisions, le tract conclu sur un ton menaçant et annonce de "nouvelles initiatives" si le gouvernement ne respecte pas ses engagements dans "un bref délai".

Ces tracts "tombés du ciel", c'est le cas de la dire, auront pour premier mérite de montrer de façon claire et spectaculaire que face aux modérés dirigés par le colonel Alem Zewde Tessema, il y

avait au sein des forces armées un groupe qui non seulement refuse le FATA au premier ministre, mais qui en plus se sent assez fort pour se manifester de façon aussi peu orthodoxe. De plus, en divulgant ainsi les accords secrets que le gouvernement aurait sûrement aimé garder en dehors de la place publique, les constestataires prennent à témoin le peuple éthiopien et mettent le gouvernement et ses partisans au pied du mur.

En tout cas, il n'a pas fallu plus aux forces de gauche pour exploiter cette brèche en insistant, elles, sur l'aspect "politique et populaire" du mouvement militaire et pour soutenir ce que désormais il faut bien appeler "le mouvement démocratique" de l'armée.

L'association des enseignants de l'université Haile Selassie publie une longue déclaration soutenant "les revendications démocratiques des forces armées et de la population civile". En rejettant d'abord, de façon catégorique, le nouveau cabinet parce qu'il est dirigé par M. Endalkatchew "coupable au même titre que les autres membres du cabinet déchu", et ensuite parce qu'au delà de la personne du premier ministre, la procédure de sa nomination "en dehors de toute élection démocratique est désormais une méthode révolue". Les professeurs se mettent en grève illimitée "jusqu'à ce que les revendications sur un gouvernement provisoire populaire soient satisfaites". (1)

Les étudiants ne sont pas en reste. Dans un des rares moments de retrouvailles étudiants et militaires, ils acclament ces derniers et vont même jusqu'à leur reconnaître le "rôle d'avant garde du mouvement en cours".

"Il est désormais clair que la lutte populaire pour un changement radical aboutira sous la direction des forces armées. Conscients de la nécessité de soutien de la population, l'appui que

---

(1) Communiqué publié le 4 mars - 26 yekatite 1 966

nous apportons aux forces armées est sans réserve ni équivoque. Il doit être clair qu'il s'agit pour nous du devoir qui nous incombe ent qu'Ethiopiens et que nous sommes prêts à sacrifier notre vie pour l'accomplir" (1).

Dans un communiqué Me isone apporte son soutien "aux revendications des forces armées exprimées le 4 mars et à savoir qu'il continuera la lutte jusqu'à la satisfaction complète de ces demandes (2).

Le 5 mars, le premier ministre convoque une conférence de presse pour"lâcher"ce qui est déjà plus ou moins arraché dans les faits, puisque des tracts en tout genre circulent plus ou moins librement dans la capitale. "Je vous donne mon accord pour que notre pays ait désormais une presse libre et responsable".

Le jour même, on annonce que l'Empereur s'adressera à la nation le soir même et fera une déclaration pour faire part au pays de ce

Au journal télévisé de 20 heures, c'est un Empereur vieilli et fatigué qui apparaît sur les écrans pour promettre des réformes constitutionnelles "dans les six mois" dont le volet principal sera d'introduire la notion de responsabilité du gouvernement devant le parlement démocratiquement élu.

C'est donc l'idée d'une monarchie constitutionnelle à l'anglaise que beaucoup, même parmi les intellectuels, considéraient comme valable pour la période "après Haile Selassie". Une concession historique à coup sûr qui aurait pû peut être désarmorcer la crise et changer le cours des évènements si elle avait été quelques

---

(1) Ye University Temariwothce Dimtse - goulitcha bikeayayirou wot Aytafutime 25 juin 1 966

(2) Ye Ethiopia hizbe tarikawi enkisikasé 26 juin 1 966

mois plutôt ou même si elle était assortie d'autres composantes de ce système de gouvernement comme le multipartisme, les libertés démocratiques etc ...

Mais il n'y avait rien de tel dans la déclaration "historique". En tout cas ce qui aurait pu constituer un pas de géant dans un contexte plus calme est apparu dérisoire et trop vague vu les circonstances. Etant donné, la campagne médiatique qui avait précédé cette intervention et les rumeurs plus ou moins folles faisant état de l'abdication du souverain, du renvoi du premier ministre et son remplacement par quelqu'un de plus acceptable, de l'octroi immédiat des libertés démocratiques etc ... Le sentiment qui prévalait était celui de la déception. Beaucoup se demandaient si l'Empereur avait compris ce qui se passait vraiment dans le pays.

Comme du côté du gouvernement on avait l'impression de n'avoir convaincu personne, il est démandé à l'Empereur de s'adresser une fois de plus au pays. Le 11 mars, vêtu de son grand uniforme de chef suprême des armées, celui-ci donne une conférence de presse pour "clarifier" ses propos.

"La monarchie en Ethiopie se devait d'évoluer avec le temps. Notre monarchie a été façonnée par le peuple. Elle est garante de l'unité du pays. C'est toute l'histoire de notre pays qui vit aujourd'hui à travers son Empereur... Les désirs de notre peuple dicteront désormais l'attitude des monarches éthiopiens. Toutes nos institutions doivent désormais être élaborées avec l'accord de notre peuple. Les attributions du souverain elles-mêmes dépendront de la volonté populaire".

Pressé par les journalistes, entre autre d'étrangers, de préciser sa position sur le problème des partis politiques, le monarche qui ne semble avoir rien perdu de son humour, déclare tranquillement : "Bien-sûr, ici on ne peut pas dire que les partis politiques sont interdits. Il y a autant de partis que de membres du parlement". Plus sérieusement, il conseille tout de même un système

à parti unique.

"L'élu de Dieu" déclarant vouloir se soumettre à la "volonté populaire"! Même si, sur le moment, elle était passée inaperçue, il s'agissait bien là d'une petite révolution constitutionnelle. De toute façon le fait qu'elle ait été obtenue sous la pression de la rue et des casernes, ne fera qu'encourager tous ceux qui pensaient déjà que tout cela ne sera qu'un début et que d'autres concessions plus fondamentales pouvaient être exigées sans faire appel à la répression. Une véritable fièvre de revendications pouvait désormais s'emparer de tous les secteurs de la population.

II. Le débordement

1. La fièbre de revendications

Le 5 mars, journée décidément chargée pour le premier ministre, la centrale syndicale, CELU (Conferation of Ethipian Labour Unions) présente au gouvernement une liste de revendications en 16 points et, se sentant en position de force, ou plutôt consciente de l'extrême faiblesse de ce dernier, menace de lancer un mot d'ordre de grève générale si des doléances ne trouvent pas de réponse favorable dans les 48 heures.

Au chapitre des revendications : salaire minimum de 3 Birr (9 FF) par jour, droit pour les fonctionnaires de se syndiquer, une meilleur législation sociale, un contrôle efficace des prix, Ethiopianisation des entreprises etc... Rien, soit dit en passant, sur la réforme agraire. Pas de revendications sur les libertés démocratiques si non la reconnaissance du droit de grève pour les fonctionnaires et la liberté d'expression pour le journal syndical "The voice of labour".

Il n'y a pas eu de miracle. Le gouvernement n'a pu répondre à toutes ces demandes qui voulaient faire table rase, en 48 heures, des injustices accumulées au fils des ans. Le 7 mars, c'est la première grève générale de l'histoire du pays. Elle durera quatre

jours.

Les dirigeants syndicaux, qui craignent un débordement, avaient voulu cantonner le mouvement dans les stricts limites des revendications sectorielles. Peu sûrs de leur base qui, dans la foulée, commence à contester la légitimité de ses dirigeants trop compromis avec l'ancien régime, ils essaient d'éviter toute politisation. La consigne donnée aux travailleurs est donc de rester chez eux et de ne pas manifester dans la rue comme les y invitent les étudiants.

Ces derniers décident quand même de descendre dans la rue pour "soutenir les travailleurs en lutte", mais aussi pour demander "la terre à celui qui la travaille " et bien sûr avec l'inévitable "Endalkatchew démission", revendication cette fois appuyée par la mise à feu de l'effigie du premier ministre. Ils cherchent une rencontre avec les dirigeants syndicaux et manifestent devant le siège de la centrale où ils affrontent les forces de l'ordre. Le dialogue n'aura pas lieu.

Le gouvernement met fin à la grève le 11 mars en cèdant presque sur tous les points. Le salaire minimum quotidien, sans atteindre les 3 birr demandés par la centrale, passe d'1 birr à 1.50 ou 1.75 selonles secteurs, le droit des fonctionnaires à se syndiquer est reconnu, il y a une promesse d'une législation sociale, le paiement des quatre jours de grève...

Mais il s'avère très vite que cette grève générale, pour historique et victorieuse qu'elle soit, n'aura finalement constitué que le coup d'envoi à la fièvre de revendications qui s'empare de tous les secteurs. Les travailleurs eux-mêmes, pour des raisons multiples, seront obligés de continuer leur mouvement.

Une fois la grève officiellement terminée, il apparaît en effet que beaucoup de travailleurs avaient des comptes particuliers à régler avec leurs employeurs. Les revendications en 16 points avancées par la CELU étaient trop générales pour tenir compte de toutes

les situations. Ou alors c'était des revendications en "mille et un points" qu'il aurait fallu négocier avec le régime. Comment inclure par exemple les doléances des ouvrières d'Etegue Handicrafts qui réclamaient l'arrêt des bastonnades auxquelles elles étaient soumises pour quelques minutes de retard prises sur l'heure de travail ? Comment faire avec les forçats de la mine d'or d'ADOLA, appartenant à l'Empereur, qui demandaient qu'on mette un terme à l'administration hebdomadaire du KOSSO (purgatif traditionnel), à côté duquel le sel d'Angleterre pourrait passer pour du Coca Cola, pour s'assurer qu'ils n'avaient pas avalé de pièces d'or ? Chacun, un peu partout y allait donc de son combat particulier.

Il y avait ensuite ceux qui n'avaient pas su prendre part à la grève générale comme les 350 ouvriers de "Imperial Tobacco Company" qui se mettent en grève le 14 mars après avoir expliqué dans une lettre adressée à la CELU qu'ils n'avaient pas pu participer à l'action à cause "de la sévérité de la répression à laquelle nous somme soumis et de la présence de plusieurs saboteurs dans nos rangs". (1)

Mais, à vrai dire, le gros de l'agitation ouvrière était alimenté par les patrons eux-mêmes qui ne faisaient pas grand chose, pour faciliter la tâche au gouvernement en ne respectant pas l'accord signé par ce dernier. Ils estimaient que le premier ministre avait trop cédé sous la pression de la "populace" et avait promis un peu n'importe quoi pour se maintenir au pouvoir. Ils ne se sentaient pas liés par ces accords et étaient décidés à le faire savoir.

Lors d'une audience qui lui avait été accordée par l'Empereur, le 13 mars, le président de la "Fédération des employeurs" M. Bekle Beshah fait état de "l'opposition" de son organisation à la grève et poursuit "Our chersihed national asset and pride being our age old independance ant the traditions which we have preserved from the onslaught of foreign influence, it is imperative that we should

---

(1) Teglatchine Zena n° 4, juin 1 974

stamp out certain modern day influences, like strikes, which are foreign to our national history and contrary to our customs".(1)

Le ton était donc donné seulement deux jours après la fin de la grève que les travailleurs, croyaient avoir gagnée. L'opposition des patrons aux grèves passées et à venir, au nom du combat contre "les influences de la modernité" ne tardera pas à se traduire dans les faits. Le 20 mars, à peine dix jours après la fin de la grève générale, la Fédération engage une action judiciaire contre la CELU visant à faire reconnaître le caractère illégal de la grève. En attendant la décision de "labor relations board" beaucoup d'employeurs refusent de payer les salaires des quatre jours de grève, comme il avait été convenu dans les accords.

D'autres engagent une véritable chasse aux sorcières et commencent à renvoyer purement et simplement les "agitateurs". Le 30 mars, la CELU annonce qu'en moins de 15 jours, 590 travailleurs avaient déjà été licenciés pour "activisme" et fait savoir que la centrale continuera la lutte au côtés des travailleurs pour la réintégration de ces militants et pour le respect des accords conclus avec le gouvernement.

Visiblement le seul mérite de la grève générale aura été d'avoir ouvert la voie à des actions de travailleurs qui se mènent désormais usine par usine et entreprise par entreprise et s'étendent à d'autres secteurs avec leurs revendications propres. Sur fond de remise en cause de toutes les hiérarchies qui semblaient immuables, la série d'évènements "jamais vus" continue pendant les semaines qui suivent la fin de la grève.

Le 12 mars, c'est la stupéfaction générale. Les petits prêtres d'Addis Abebas qui se proclament "représentants des 200 000 prêtres du pays" présentent eux aussi leurs cahiers de doléence. L'alliance entre le sabre et le goupillon, déjà serieusement malme-

---

(1) Addis Zemene 13 mars megabit 4 1 966

née par la "défection" de l'armée, est mise à rude épreuve.

Fait significatif qui en dit long sur l'état d'esprit et les rapports de forces dans le pays, le tract distribué par les prêtres "Yekahenate Dimtse" (la voix des prêtres) ne s'adresse ni à l'Empereur ni au gouvernement, mais "aux forces armées et au peuple éthiopien".

"La voix des prêtres" commence par un Mea Culpa sur l'opportunisme du passé en déclarant d'entrée de jeu :

"A partir d' jourd'hui, nous, prêtres méprisés, nous déclaront notre soutien total au mouvement en cours. Nous regrettons notre silence du passé alors qu'il était de notre devoir de dénoncer les injustices".

Ils expliquent ce retard par, entre autre chose, le "manque de ronéo". Mais ce petit mot d'excuse, venant des serviteurs d'une Eglise qui, en 15 siècles d'histoire, n'avait jamais brillé par son engagement social, ne passa pas inaperçu.

Suit alors une description pathétique des conditions de vie des prêtres "obligés de mendier pour survivre".

"Nous saisissons cette occasion pour faire savoir à tous que notre salaire mensuel de base n'est que de 3 birr pouvant atteindre 15 birr en fin de carrière. Le maximum que certains d'entre nous peuvent espèrer est de 30 birr. Mais cela ne concerne que ceux qui sont "bénis dès leur naissance".

Décrivant les hauts dignitaires de l'Eglise comme les complices des responsables politiques et aussi corrompus que ces derniers, "la voix des prêtres" demande qu'ils soient traduits en justice "au même titre que les autres exploiteurs".

Après avoir affirmé que l'étendue des terres sous le contrôle de l'administration centrale de l'Eglise pouvait atteindre des millions d'hectares, les prêtres font état de leur ignorance quant à l'utilisation des revenus collosaux, ceux-ci étant un mystère con-

nus "des seuls dignitaires et du Dieu tout puissant".

Les revendications en quatre points avancées par le tract sont les suivantes :

1. L'augmentation des salaires qui sont"bloqués" depuis plus d'une génération;
2. La fin de "l'opportunisme" de l'Eglise au profit de l'enseignement de l'évangile du Christ;
3. La confiscation de la propriété des membres du Haut Clergé et la réduction de leur salaire mensuel de 1 500 birr à 100 birr au "maximum";
4. La création d'une commission d'enquête chargée d'étudier l'administration générale de l'Eglise.

Le tract termine par l'inévitable "le peuple éthiopien vaincra" et "la lutte continue" qui fait craindre à beaucoup des dignitaires de l'Eglise une action de grève générale de tous les prêtres du pays.

Dans ce pays qu'on dit profondement religieux et qui compte 15 fois plus d'Eglises que d'écoles et hôpitaux réunis et au moins 10 fois plus de prêtres que d'enseignants, l'impact psychologique et bien sûr politique d'une grève générale des prêtres n'échappe à personne et surtout pas au gouvernement et aux dignitaires de l'Eglise.

Le 18 mars, l'Abuna Tewoflos (Patriarche de l'Eglise Orthodoxe) cède aux revendications et annonce une augmentation des salaires des petits prêtres.

Dès lors, il n'y aura plus d'action concertée et spectaculaire de la part des prêtres contestataires. Mais pour la hiérarchie ainsi dénoncée pour corruption et cupidité par les gens qui sont censés savoir de quoi ils parlent, le mal est déjà fait. Le mouvement des prêtres entame sérieusement son crédit et son autorité auprès des populations des villes.

Un mois plus tard, un autre événements viendra démontrer aux chefs de l'Eglise Orthodoxe que l'Ethiopie "cette île de chrétienté" n'est plus exactement ce qu'elle était.

Le 20 avril la population musulmane d'Addis, renforcée par des représentants venus d'autres régions du pays, organise une des plus imposantes manifestations qu'ait jamais connue la ville. Ils demandent l'égalité religieuse et la séparation de l'Etat et de l'Eglise consacrée comme officielle par la constitution. Encore un événement sans précédent, quoi qu'étant donné les circonstances et la poussée des revendications démocratiques qui fussent de partout, on est obligé de la classer comme étant dans la logique des choses.

Ce qui est moins "normal" et plus grave pour un régime qui a toujours entretenu les divisions comme garantissant pérennité, c'est que sur les 100 000"muslmans" dans la rue, la moitié était des chrétiens venus soutenir "leurs frères".

Ebranlés comme ils étaient et malgré cette manifestation éclatante d'unité, les chefs de l'Eglise n'en voient pas moins une occasion rêvée pour se ressaisir et pour galvaniser la population chrétienne. La riposte sous forme de croisade pour sauver l'Ethiopie chrétienne ne tardera pas à se manifester. Mais ce sera une croisade sans troupes.

Des "représentants de la population chrétienne d'Addis Abeba ", encadrés par quelques membres de haut clergé (qui ne bénit pas officielement cette initiative) font une tentative de "sortie" deux jours plus tard. Condamnant les demandes des "musulmans" comme inacceptables et "contraire au passé historique de l'Ethiopie" et au cri "l'Ethiopie restera une île chrétienne", ils manifestent devant le bureau du premier ministre qui reçoit les dirigeants du mouvement. L'entreprise sera un échec lamentable. Dans une ville qui en a vu d'autres, la manifestation est passée presque inaperçue. Et pour cause. Elle ne réunit même pas 500 personnes. Pour la défense de l'Ethiopie "éternelle" le moins que l'on puisse dire est

que ce nombre laisse beaucoup à désirer.

Le 17 mars cette série d'événements "jamais vus" s'enrichit d'une autre action revendicative venant cette fois des femmes d'Addis Abeba et des usines des environs de la capitale. Les manifestantes ouvrières et employées de bureau, encadrées par des intellectuels qui ont des liens avec les groupes d'oppositions et l'université, sont bientôt rejointes par les prostituées de la capitale. Les demandes sont on ne peut plus classique même si, dans le contexte éthiopien, elles sont sûrement révolutionnaires : égalité des sexes, salaire égal pour travail égal, meilleures conditions de travail, congé de maternité etc ...
Les prostituées, elles, demandent en plus le droit de se syndiquer, des soins médicaux gratuits et réguliers, la fin de harcèlement policier etc ...

Dispersées par la police à proximité du Palais, elles parviendront tout de même à envoyer une délégation à l'Empereur pour présenter leurs doléances. Aucune des revendications n'aura de suite. Mais cette manifestation servira de coup d'envoi au combat pour l'égalité de la femme qui sera une des idées forces de la révolution (1).

Dans la deuxième moitié du mois de mars, le mouvement s'étend pour englober les fonctionaires et gagne surtout les provinces. Le 13 mars, une des grèves les plus dures sera lancée par les employés de l'aviation civile et elle durera plus de trois semaines.
En quelques jours d'autres employés suivront au point qu'en l'espace de moins d'un mois tous les fonctionnaires des départements gouvernementaux entreront en action les uns après les autres.

En plus des revendications portant sur les salaires et les conditions de travail la plupart des fonctionnaires se mettent en grève après avoir dévoilé au public des scandales financiers et la

---

(1) Voir pour plus de détails "Women in the Ethiopian révolution

corruption de leurs supérieurs. Ils demandent le renvoi de ces derniers et leur remplacement par des gens plus compétents et surtout plus honnêtes. Ils demandent tous le droit de se syndiquer conformément aux accords conclus à la suite de la grève générale.

Mais l'évènement le plus marquant de cette période est sans conteste l'extension du mouvement vers les villes de provinces. Il ne s'agit pas d'une simple extension géographique. La contestation en province est plus "unitaire" plus "politique" et surtout plus violente.

Ce à quoi on assiste à Addis Abeba c'est une juxtaposition de revendications plus ou moins disparates et strictement corporatistes, la lutte se menant usine par usine et département par département. Seuls les étudiants et les intellectuels tentent de politiser le mouvement, de poser des problèmes plus généraux, et surtout d'accompagner ces revendications par des manifestations de rue.

Lorsque le 28 mars, 5 000 manifestants descendent dans les rue de la ville de Jimma, c'est pour demander le renvoi de l'administrateur régional, pour "merete larashu" (la terre à celui qui la travaille), contre la corruption dont ils accusent les fonctionnaires et surtout les policiers. C'est une manifestation très violente. La police ouvre le feu et plusieurs manifestants sont tués ou blessés. Le lendemain les manifestants sont plus nombreux et plus déterminés. Après avoir encerclé le commissariat principal où se trouvaient les policiers pour les empêcher de sortir, les manifestants se réunissent pour "prendre en main provisoirement" l'administration de la ville. Ils élisent un "comité populaire de la ville de Jimma" composé de 34 membres chargés de la supervision de l'adminsitration de la région, qui est confiée au vice gouverneur...

Sans être aussi spectaculaires, les manifestations qui se développent dans les chef-lieux de provinces n'en sont pas moins politiques et violentes. Une des premières manifestations de masse

et aussi une des plus représentatives de celles qui se sont déroulées en province réunissait, le 9 avril, 10 000 personnes à Assela, capitale de la région administrative d'Arrsi. Les manifestants, rejoints par des paysans des environs, réclament la terre à ceux qui la travaillent, la fin des évictions des paysans pauvres au profit de"l'agriculture mécanisée", "une solution durable" au problème de la famine et des réformes fiscales au bénéfice des petits commerçants du pays.

Ces problèmes généraux, surtout celui de la réforme agraire, se trouvaient dans la plupart des manifestations en province, surtout au sud du pays. Il se trouvait aussi que chaque région avait ses problèmes et ses revendications particulières. A Dessie, les manifestants dénoncent les ravages de la famine et demandent des comptes aux responsables qui avaient violement réprimé les manifestations d'élèves en avril 1 973, organisées justement pour attirer l'attention du gouvernement sur la situation dramatique de Wollo, et qui s'était soldée par la mort de 17 jeunes manifestants.

Toutes les régions entrent en mouvement les unes après les autres. Les forces de l'ordre, à supposer qu'elles soient disponibles, ne sont plus capables de contenir l'agitation. Là où la police tire sur les manifestants, comme à Gondar, Dire Dawa etc, elle se voit tout de suite accusée d'employer des méthodes "fascites" qu'on croyait révolues avec la chute de l'ancien gouvernement que tout le monde, y compris le nouveau cabinet, dénonce avec véhémence. Elle ne se sent plus couverte par les autorités. Dans ces conditions, certaines unités optent carrément pour la sédition en avançant leurs revendications propres. A Goba, capitale de la région de Balé, les policiers se révoltent, dénoncent leurs supérieurs et demandent le rappel des fonctionnaires corrompus. En attendant une réponse d'Addis Abeba ils se mettent, eux aussi, en grève. La confusion qui règne dans les villes de provinces est telle que beaucoup de haut fonctionnaires, estimant que leur sécurité physique n'est plus assurée,abandonnent leurs postes et viennent se réfugier à Addis Abeba...

Le pays sombre donc dans un désordre indescriptible. Pour que toutes les forces vives de la nation soient au rendez-vous, il ne manque qu'une pièce, mais qui est de taille : l'entrée sur scène du vieux monde paysan qui s'effectue parfois de manière brutale. Le 13 mars, les paysans des environs de la petite ville de Mekki, à 120 Km au sud de la capitale, se lancent dans une révolte armée pour récupérer les terres d'où ils avaient été évacués par des propriétaires désireux de s'engager dans l'agriculture mécanisée. Cette Jacquerie, qui frappe a beaucoup l'imagination paysanne dans d'autres régions du pays pour avoir été annoncés à la radio nationale, se solde par onze morts et plusieurs dizaines de blessés.

2. Les bouillonnements des esprits

Revendications sectorielles et spontanéité. Voilà les deux mots qui viennent à l'esprit lorsqu'on examine l'histoire de la révolution éthiopienne et tout particulièrement celle de ses débuts.

De cette malheureuse histoire de puit dans une caserne perdue aux confins de l'empire jusqu'aux jacqueries de Me en passant par la revendication de soins médicaux gratuits des prostituées d'Addis Abeba, le refus du Kosso (purgatif traditionnel) des forçats de la mine d'or d'Adolla ou celui des bastonnades à l'entreprise Mehateme Selassie, toutes ces manifestations sont parties de revendications catégorielles. Mais en l'espace d'à peine deux mois, la révolte, pour être "locale", n'englobe pas moins tout le pays. Dans un indescriptible désordre, chacun se lève contre "ses" Akorquaje (exploiteurs), "son" hiérarchie, "ses" fonctionnaires ou supérieurs corrompus. En fait de revendications catégorielles, ce sont donc toutes les catégories de la société qui revendiquent, et presque toujours en même temps.

Dans un pays où aucun parti ou organisation politique n'a jamais eu droit de cité, tout ce mouvement ne peut être que spontané.

Et à ce stade du processus révolutionnaire ceci ne constituait pas un handicap majeur. Il semble jouer plutôt en faveur d'un approfondissement de la prise de conscience politique de secteurs entiers de la société.

Le mouvement révolutionnaire est d'autant plus profond que personne ne peut confier son sort à un groupe ou organisation qui représenterait ses intérêts au plan national. Les classes dirigeantes n'ont pas plus un "interlocuteur" avec qui discuter pour négocier. On peut donc parler d'un vide politique qui débouche sur "un désordre salutaire" dans la mesure où il oblige chacun à se réveiller et à se prendre lui-même en charge. Vaste drame qui se joue sans acteur principal ou metteur en scène ? Non. Tout le monde, jusqu'au plus petit village perdu dans l'Ethiopie profonde, s'attribue le rôle principal.

Sans l'incroyable bouillonnement des esprits qui s'empare de toute la société, cette juxtaposition de révoltes et de revendications disparates aurait pu rester sans lendemain. Mais cette "anarchie" tant dénoncée par tous les partisans du FATA (répit) projette sur le devant de la scène des millions de simples gens qui commencent à remettre en cause tout ce que l'Ethiopie "éternelle" affichait comme valeur et idéologie. Tout commence à être remis en cause par tout le monde presqu'en même temps. C'est mai 68, octobre 1 917 et 1 789 tout à la fois. Le siècle des lumières fait enfin son entrée brutale dans ce pays, en principe en plein XX siècle, mais où l'Eglise officielle continue à enseigner, avec une assurance tranquille, que la terre est plate ...

Un concours exceptionnel de circonstances, s'ajoutant au militantisme forcené dont on fait preuve les jeunes citadins, se trouve bien-sûr à l'origine de ce réveil. Mais il est impossible de comprendre cette période si l'on ne garde pas à l'esprit la souffrance d'un peuple accablé de misère et excèdé par les injustices sur laquelle le nouveau langage des mass média et le message

démystifier et galvanisant des tracts opéraient comme une secousse sismique.

Il y a d'abord les mass média. On a beaucoup épilogué sur le rôle primordial qu'avaient joué la presse et la radio nationale dans la démystification de la personne du roi des rois et sur l'utilisation habile de la télévision à la veille de sa déposition. Mais ceci n'est que la partie la plus spectaculaire de l'impact à la fois politique et psychologique qu'ont eu les mass média, aussi bien avant qu'après spetembre 1 974.

Un des leitmotiv des accusations portées contre le gouvernement de M. Aklilu concernait l'absence totale de libertés démocratiques et notamment celle de la presse. La revendication d'une presse libre s'imposait d'une manière si évidente qu'elle a été la première concession lâchée par le nouveau premier ministre, avant même que le gouvernement ne soit constitué au complet.

En"donnant son accord", pour que le pays ait désormais une "presse libre et responsable", le premier ministre avait à l'évidence deux objectifs : il voulait d'abord apaiser l'opposition démocratique en montrant sa détermination à procèder à des réformes profondes. La liberté de la presse était ensuite conçue comme un instrument de combat contre le gouvernement déchu dont les membres et partisans avaient déjà commencé leur oeuvre de déstabilisation.

Effectivement, pour les partisans de M. Endalkatchew, la liberté de la presse se résumait au droit de tirer à boulets rouges sur l'ancien régime et au devoir d'appeler le peuple à donner sa chance à Endalkatchew.

L'offensive contre les "méthodes révolues" commence dès le 5 mars avec un article dans le journal "Ethiopian Herald" où le vice-ministre de l'information M. Tegegne Yeteshawork, dénonce l'absence de libertés de la presse et demande un "nouveau départ" pour le journalisme éthiopien. M. Paoulos Gnogno, journaliste vedette de la petite bourgeoisie urbaine, lui, préfère faire son "auto-cri-

tique". Dans un article intitulé "confessions" (nuzazé), il divulgue l'existence d'une "liste noire" contenant des sujets et des événements sur lesquels il était interdit aux journalistes d'écrire. Parmi ceux-ci il y a évidemment la famine de Wollo mais aussi une foule de sujets allant des manifestations étudiantes jusqu'à la santé chancellante de l'Empereur.

Jour après jour la presse et la radio dénoncent la corruption des personnalités jusqu'alors intouchables, les tortures, l'arbitraire policier, l'exploitation du peuple et l'enrichissement illégal. En mettant tout cela sur le dos du seul M. Aklilu et de ses ministres.

Mais cette arme comme presque toutes les autres qu'essayait de manier le Premier Ministre dupe. Les pratiques décrisées par tout le monde allaient bien au-delà des membres de l'ancien cabinet dont au demeurant M. Endalkatchew, lui-même, avait été un des piliers.

Le seul aspect positif de cet acharnement était le discrédit que ces dénonciations jettaient sur toutes les personnalités de l'establishment et au-delà sur le système qui avait permis de telles pratiques.

Pour le peuple éthiopien rien de tout cela n'était vraiment de l'ordre de la "révélation". Ce qui était nouveau, c'était simplement le fait que ces pratiques soient aujourd'hui dénoncées par les mass média qui, pour la première fois adoptaient le langage de la vérité. Au-delà du formidable impact psychologique et du réveil politique occasionnés par cette véritable "agitation anti-féodale" entretenue par les mass média, les effets immédiats sur le processus politique étaient considérables.

Le premier de ces impacts était l'effet "dissuasif" que cette liberté de parole créait . Comment demander aux forces de l'ordre et surtout à la police qui de toute façon à ses états d'âme de réprimer les manifestations populaires, d'arrêter les constesta-

taires et de torturer, alors que ces mêmes méthodes, décriées comme "arbitraires" et relevant d'une époque définitivement révolue, étaient dénoncées quotidiennement par les mass média censé être contrôlés par le gouvernement lui-même. Les policiers ne se sentant plus "couverts", il y avait comme une hésitation dans la répression qui n'était plus aussi ni systématique ni aussi dure qu'elle l'avait été du temps de "l'ancien régime".

Sûrement plus important était le rôle de catalyseur que commençaient à jouer les mass média. Les reportage publiés dans les journaux et surtout diffusés par la radio reflètaient, pour la première fois dans l'histoire du pays, l'agitation, dont de plus en plus de régions devenaient le théâtre. Les manifestations qui se déroulaient à Dire Dawa, Goba, Dessie, Gondar, Assela ... étaient dûment portées à la connaissance du peuple éthiopien tout entier. Des grévistes et des contestataires passaient à la radio et à la T.V. Toutes les revendications et actions étaient ainsi étalées au grand jour. Autant dire que pour la population ces reportages étaient reçus comme autant d'appels à la révolte et à la revendication ou à la poursuite sur la voie de la dissidence là où la fièvre avait déjà gagné. Est même lâché dans la foullée le mot d'ordre subversif parmi les plus subversifs, banni du vocabulaire impérial, mais enjeu de toutes les batailles livrées par la jeunesse du pays depuis dix ans : Merete Larashu (la terre à celui qui travaille).

Comment résister dans ces conditions à la tentation de comparer ce nouveau langage avec la "langue de bois" d'antan (même début) lorsque les mass média , pour peu qu'ils daignaient évoquer les manifestations qui régulièrement secouaient les villes, les mettaient toutes sur le compte de quelques "voyous" ou une "poignée d'agitateurs vendus à l'étranger". Comment s'étonner dès lors que ce Merete Larashu lancé sur les ondes. Des reportages des manifestations qui s'organisaient pour sa défence et sur les débuts des jacqueries déclenchés par des paysans comme Mekki, n'aient

pas eu l'effet d'un véritable électrochoc sur des millions de paysans pauvres ?

Alors que la radio était en train de secouer ainsi le pays, les intellectuels et les habitants des villes vivaient le premier "printemps d'Ethiopie". Des débats étaient organisés sur tous les problèmes fondamentaux de la société : les partis politiques, les libertés démocratiques, les grandes réformes dont avait besoin le pays, les structures politiques et économiques de l'Ethiopie nouvelle ... Tous ces sujets faisaient l'objet de débats contradictoires. Même la monarchie n'échappait pas à l'examen critique. Mais elle n'était pas remise en cause. Curieusement le débat sur ce sujet ne semblait pas intéresser grand monde. Pour beaucoup de gens l'idée de la monarchie constitutionnelle "à l'anglaise" semblait aller de soi. Pour ceux qui s'y opposaient, ce débat semblait être secondaire par rapport aux autres questions fondamentales de la révolution : la réforme agraire, les libertés démocratiquesetc...

Pour la première fois le pays disposait d'une presse libre à peu près digne de ce nom. Signe des temps, dans les rues d'Addis Abeba, on s'arrachait les journaux. Addis Zemene (le quotidien gouvernement) quadriple son tirage en quelques semaines sans pour autant satisfaire toutes les demandes. On assiste ainsi à la naissance d'un véritable marché noir, les petits "listros" (cireurs de chaussures) de la capitale allant jusqu'à organiser la pénurie pour profiter de la situation en vendant des journaux à des prix parfois exorbitants.

Il y avait aussi les tracts anonymes. Infiniment plus libre que ne l'auraient souhaité les classes dirigeantes, la presse ne l'était pas assez pour permettre aux groupes progressistes de passer tous leurs messagesde révolte et de faire leur travail de démystification. La censure écartait les articles pas trop défavorables au gouvernement en place et surtout à M. Endalkatchew. La nécessité d'une "presse parallèle" sautait aux yeux. C'est ainsi qu'on assistait au développement de tracts, multiples et variés, strictement

politiques ou pas, à la mesure de ce formidable bouillonnement des esprits qui résultait de la tempête de liberté et d'enthousiasme qui dépoussiérait la vieille société éthiopienne.

On n'insistera jamais assez sur le rôle primordial joué par les tracts dans le processus révolutionnaire en général et pendant les mois tumultueux du début de l'année 1 974 en particulier. Les premiers d'entre eux, préparés par Pape et Me isone étaient encore "anonymes", et des étudiants de l'université commencèrent à circuler dès la mi-février, alors que rien ne laissait présager que les grèves des chauffeurs de taxis et des enseignants, même appuyées par des manifestations particulièrement violentes, déboucheraient sur un vaste mouvement révolutionnaire qui, en l'espace de quelques mois, balayera l'Empire.

Ces tracts étaient au début dans la pure tradition du mouvement étudiant éthiopien, même lorsqu'ils étaient diffusés par des organisations "adultes". Dénonciation du régime "féodo-fasciste", soutien "aux justes revendications" des secteurs en lutte, appel à l'intensification et à la coordination du combat anti-féodal et bien-sûr l'inévitable réitération de la foi inébranlable dans la "victoire finale".

Sans doute ces formules paraissaient incantatoires à l'observateur lointain, mais dans le contexte éthiopien, ces paroles lancées par les opposants du fond de leur clandestinité, n'ont jamais été prises à la légère par le règime impérial. Auteurs et distributeurs de tracts avaient toujours été les "bêtes noires" des forces de sécurité du pays. Comme leur langage de vérité était mis sur le compte de "la propagation de fausses nouvelles", leurs messages d'espoir étaient travestis en "propos alarmistes" et leur patriotisme forcené en "activités anti-éthiopiennes". Les auteurs des tracts et ceux soupçonnés de l'être traqués, arrêtés, torturés et déportés. Voilà qui peut paraître "de bonne guerre" de la part d'un régime dont les observateurs soulignaient le caractère moyenâgeux, mais qui était

aussi, pour le peuple éthiopien, un état policier moderne. Ce qui peut paraître moins normal, mais tout à fait dans la logique répressive, c'est que tout citoyen surpris en train de lire ces tracts était censé être impliqué dans cet acte hautement subversif. Concevoir, distribuer ou lire un de ces tracts, était donc considéré comme un acte de rebellion avec tout ce que cela impliquait. Cette complicité ainsi imposée mais souvent voulue et consciente entre les groupes d'avant-garde et la population se transformera en solidarité militante lorsque vient le moment de la prise d'assaut de la citadelle impériale. Il serait impossible de comprendre l'influence, pour ne pas dire la fascination, qu'excercent les tracts clandestins sur la population sans prendre en compte tous ces facteurs.

Dès les premiers jours du mouvement, les cercles progressistes à Addis Abeba, qui sont au courant des mutineries réglées dans la discrétion, sentent que le pays se trouve à la veille d'événements historiques. Ils savent que des batailles se préparent plusieurs fronts et que l'agitation et la propagande seront appelés à jouer un rôle important.

Une fois le mouvement déclenché, il ne suffit plus de dénoncer en termes généraux le système féodal qui est condamné par tout le monde. Désormais l'information et des propositions précises, les revendications concrètes et la guerre psychologique sont plus importantes que l'association d'idées générales, tâches confiées par ailleurs à la presse officielle.

Les tracts changent donc d'aspect. Leur contenu ? Un mélange d'attaque personnelle contre toutes les personnalités, sans oublier au passage le système moribond qui a permis et nourri leur corruption. Les informations vraies ou qui le sont moins viennent "confirmer" des troubles et des révoltes qui ont eu lieu ou qui sont présentés comme imminents dans l'espoir de les provoquer. Qualifiés à juste titre d'alarmistes par le gouvernement, c'est à peine si le premier de ces tracts "new look" diffusé par Me isone ne fait pas

état d'un pays déjà installé dans l'effervescence révolutionnaire une semaine avant l'entrée en scène de l'armée (1).

L'autre "front" est celui de la démystification. On assiste à la naissance de ce qu'il faut bien appeler des tracts "mondains" particulièrement efficaces contre ce qui reste d'image de "respectabilité" des personnalités de l'Empire, à commencer par l'Empereur lui-même. Des véritables "who is who", des maîtresses entretenues par "quelqu'un au grand palais", par les ministres, des dignitaires et des membres de la famille impériale, des noms publiés par des gens qui semblent très bien informés. Les montants des "pensions alimentaires", les voitures, les villas et le train de vie des femmes "sans profession" sont étalés au grand jour à l'appréciation du public.

Reflètant le vent de liberté qui souffle sur le pays, des tracts humoristiques et satiriques, qui pour être "légers" n'en constituaient pas moins un instrument redoutable du combat politique, viennent complèter l'arsenal, tout en contribuant à l'ambiance bon enfant qui caractérise ces premiers mois de la révolution.

Il serait erroné de cantonner l'influence des ces tracts aux grandes villes où ils sont préparés et diffusés, ou de la limiter aux seuls cercles des gens alphabétisés. Disons d'abord que même dans ce cas les tracts jouent un rôle considérable dans la mesure où ils mobilisent constamment et orientent le combat de la petite bourgeoisie urbaine qui constitue le fer de lance du mouvement en cours. Pour le reste, la plupart de ces tracts, faute de signatures, portent systèmatiquement la mention "lisez et faites passer le message". On voit dans le Merkato et ailleurs des séances de lecture publique tenues par les jeunes à l'intention des gens ne sachant pas lire et écrire. Les thèmes les plus significatifs et les scandales dénoncés par ces tracts sont aussi portés à la connaissance du public

---

(1) Voir tract de Meisone du 18 février 1 974

par "radio trottoir". Pour finir, à l'exception des scandales mondains, la plupart des messages politiques que ces tracts essaient de transmettre sont repris par la presse ou la radio, soit spontanément par les journalistes eux-mêmes, soit à la demande d'un auteur "anonyme" qui envoie un article aux journaux après avoir apporter au texte original, les quelques modifications qui s'imposent.

L'efficacité des tracts était telle que dès le mois de mars, ils deviennent le canal de communication privilégié par lequel tous les secteurs annoncent leur entrée sur scène en étalant au grand jour leurs doléances non pas au régime en place que tout le monde préfère ignorer, mais "au peuple éthiopien et aux forces armées".

L'attitude des classes dirigeantes face au danger que représente cette forme de combat est pour le moins équivoque. D'abord, elles font une tentative de retour pur et simple aux méthodes d'antan. Dès la fin mars, quelques deux semaines seulement après la fameuse déclaration sur la liberté de la presse, le gouvernement annonce que la police a reçu l'ordre de tirer à vue sur les fauteurs de troubles et les propagateurs "de nouvelles alarmistes". Mais cette menace lancée sans conviction ne met fin ni aux troubles ni à la diffusion massive des tracts de façon presque quotidienne.

Les classes dirigeantes se rendent à l'évidence et vu la popularité des tracts, elles décident de se lancer, elles aussi, dans la bataille.

Malheureusement, les tracts "anonymes" diffusés par les divers clans étaient facilement reconnaissables. Ils se distinguaient par des attaques plus ou moins voilées contre les étudiants, les enseignants, les intellectuels et les militaires progressistes, tous qualifiés "d'irresponsables" et par des injures plus appuyées contre toutes les factions de l'establishment à l'exeption d'une d'entre elles, laquelle se trouve évidemment à l'origine du texte "clandestin".

Ils ne trompaient ni gênaient personne dans le camp progres-

siste. Au contraire, les attaques personnelles, les incriminations réciproques, les accusations de corruption, forcement très précises dans la mesure où chaque clan connaissait les points faibles de l'autre, ne faisaient que tenir un peu plus l'image des gouvernements pris dans leur ensemble. Considérant cependant qu'il fallait dénoncer ces "faux clandetins" un tract de Me isone vient crier au scandale et accuse l'adversaire d'empiéter sur un domaine réservé à ceux qui ne disposent que de moyens réduits pour faire entendre leur voix : "non contents de disposer de la radio, de la télévision et des journaux, ils déclarent maintenant la guerre des tracts au peuple". (1)

CHAPITRE IV

LA TRIPLE FACTURE

1. M. ENDALKATCHW ou l'Impossible Renouveau
2. Les Forces de gauche : Combler le vide
3. L'armée - La valse hésitation

---

(1) Titkatchinine Indanefeta : Tiglu Yiketelale 5 juillet 1 966

II. L'engrenage de la radicalisation

La prise de conscience et la radicalisation des paysans (et de la révolution) pour être rapides ne brûleront aucune étape. En simplifiant un peu un processus extrêmement complexe on peut distinguer deux étapes. La radicalisation commence par le désenchantement des paysans quant à la volonté politique et à la capacité de l'appareil d'Etat local à faire respecter la légalité révolutionnaire et à participer à la mise en oeuvre de la proclamation. Ce véritable phénomène de "désobéissance civile" de la part des autorités elles-mêmes débouchera, spontanément, sur des tentatives de l'alliance Zematche/paysan de court-circuiter l'administration.

Ces actions des paysans visant à "prendre les choses en main" allait de pair avec un (autre) phénomène de débordement, autrement plus grave pour le pouvoir central. Très tôt dans l'attitude d'opposition qu'ils adoptent vis-à-vis de la proclamation, les propriétaires hors la loi et leurs alliés découvrent qu'ils peuvent contrarier la marche de celle-ci en mettant à profit les lacunes qu'elle contenait elle-même. Mais l'expérience ayant montrer aux paysans l'existence de ces lacunes et l'utilisation que la réaction en faisait, ils décident, aidés en cela par les Zematches et les fonctionnaires du MRA, tout simplement de la compléter. Ils sortent ainsi consciemment et délibérement du cadre étroit de la proclamation et deviennent, ainsi aux yeux du Dergue, des hors la loi.

1. L'administration

Le scénario est presque partout le même. Dans plusieurs localités, les propriétaires, escortés par des partisans armés, viennent réclamer leur dû comme si de rien n'était. Le refus des anciens métayers entraine des conflits sanglants qui se soldent souvent par mort d'homme ou plutôt par mort de paysans pauvres. Ces derniers, face au propriétaire armé, n'ont rien pour se défendre et pour repousser l'agression.

2

Le réflexe normal dans ce cas est évidement d'en appeler aux autorités légales afin qu'elles fassent respecter la loi et l'ordre et fassent cesser ces actes de banditisme caractérisés.

Mais la confiance, déjà fragile, que les paysans portaient, par expérience, à l'endroit des membres de l'appareil d'Etat, liés jusqu'à s'y confondre avec les féodaux, ne tarde pas à se dissiper. Les "forces de l'ordre" s'avèrent incapble de faire respecter l'ordre et la loi enfreints par les féodaux récalcitrants. Le rapport Kiros décrit encore une fois cette "démission collective" des agents gouvernementaux.

"Dans certaines localités, les paysans, les Zematches et les agents du MRA demandent à ce qu'un individu, connu pour ses attitudes d'obstruction soit arrêté et déféré devant les tribunaux. Oubliant qu'il s'agit là d'une lutte de classes, la police exige des preuves formelles. D'autres part, même si cette dernière arrête l'individu en question et le déférer devant les tribunaux, le juge, invoquant le caractère foncier du litige se déclare incompétent. Sur ce, la police relâche l'accusé au nom de la loi qui interdit la garde à vue au-delà de 24 heures... S'abritant derrière des procédures bureaucratiques, et invoquant la loi , l'ordre , les preuves formelles, les ordres des supérieurs etc ceux qui font traîner les choses et parfois sèment la confusion la plus totale ce sont tout particulièrement les juges et les policiers".

C'est presque dans les mêmes termes que la VMP presqu'au même moment fait état de cette démission et de ce sabotage "légale" . (1)

Cette attitude offrira l'occasion aux partisans de la Réforme de franchir le premier pas vers des actions "indépendantes". Les associations paysannes qui n'ont pas en principe le droit d'arrêter qui que ce soit essaient de "combler" cette carence de la police.

---

(1) voir VMP N° 28

Comme le note encore la VMP.

"La population consciente de la nécessité de ne compter que sur elle-même, s'organise, encercle la maison du hors-la-loi, l'arrête au prix de sacrifices et le livre à la police. Cette dernière le relâche aussitôt sous caution. La population arrête encore une fois l'individu et l'amène elle-même devant le juge. Ce dernier, lui même ancien propriétaire et corrompu, se déclare imcompétent pour une affaire relevant du conflit foncier. Il classe l'affaire. Le comité judiciaire des aps juge lui-même le hors-la-loi. Mais celui-ci est aussitôt relâché par la police".(1)

Sûr de la protection des autorités locales, le propriétaire ainsi libéré revient harceler les paysans. La nouvelle confrontation est d'autant plus dure que le notable se sent conforté par les dépositaires de la légalité et les paysans frustrés par le lâchage de ces mêmes autorités.

Face à l'arrogance et l'immunité des féodaux, le sentiment de frustration, de déception et d'impuissance ressenti chez les paysans est grand. Mais grâce à la présence des Zematches et des agents du MRA et à leur travail de conscientisation et d'encouragement, les paysans ne désarment pas.

"La population entre ainsi dans une phase de conflit ouvert avec la police et l'administration. C'est un conflit qui n'est pas à l'avantage des villageois car le camp réactionnaire est armé. Mais c'est aussi une occasion pour le peuple de voir qui est partisan de qui. Il apprendra que s'il ne remplace pas la police réactionnaire par sa police à lui, le juge par son propre juge, le bureaucrate par un administrateur élu, les forces armées par sa milice à lui, la situation serait sans issue. Et lorsqu'il voit que les forces d'intervention du gouvernement central viennent l'attaquer, il comprendra que même au niveau central il aura besoin d'un "gouvernement populaire" élu et responsable devant lui". (1)

(1) voir VMP N° 28

Il devenait clair en tous cas, qu'à peine deux mois après la proclamation agraire, la loi sur les aps était déjà dépassée. Elle menait tout droit à une impasse meurtrière pour les paysans. La seule façon de sortir de cette impasse était de ne plus tenir compte des limites imposées par la proclamation concernant les compétences reconnues aux associations paysannes. Après quelques flottements, beaucoup franchiront cette limite. Face à l'arrogance féodale et aux menaces qu'elle faisait peser sur les villageois, ces derniers, dans un réflexe de "légitime défense" commencent à s'armer en désarmant les féodaux venus les attaquer ou parfois en organisant eux-mêmes des attaques surprises aux domiciles de ces derniers. Confrontés à la défaillance de la bureaucratie, les paysans commencent à agir en dehors de la loi : ils arrêtent; jugent et même emprisonnent les élèments qu'ils jugent dangereux. Ce faisant ils provoquent des scènes de guerre civile qui opposent "forces de l'ordre" et propriétaires/hors-la-loi à la coalition paysan/Zematche/agent du MRA.

A ces conflits qui ont finalement pour origine le vide délibérement créé par les fonctionnaires censés prêter leur concours à l'application sricte de la loi, viendront s'ajouter d'autres débordements qui, eux, n'ont pas grand chose à voir avec les provisions de la loi ou de son application "Stricto Sensu".

2. Déborder la proclamtion

Une des armes qui maniaient les propriétaires, c'était de s'en tenir strictement à la proclamation. Dans certaines situations, on s'apercevait que cette adhésion à la légalité, affichée par la réaction, devenait une arme redoutable contre les paysans pauvres.

Avant la réforme agraire par exemple, beaucoup de paysans, dont la récolte ne permettait pas souvent de tenir jusqu'à la prochaine saison, avaient pour habitude d'emprunter des céréales aux propriétaires, moyennant des taux exorbitants. Maintenant, les pro-

priétaires, même lorsqu'ils avaient des greniers pleins à craquer, refusaient d'avancer quoi que ce soit à leurs anciens métayers. La loi ne les y obligeait pas.

C'était donc légal. En plus, par peur d'une action incontrolée des Zematches et des paysans qui pouvaient procèder à la confiscation pure et simple des céréales stockées, certains propriétaires commençaient à prendre le devant en vidant leurs greniers pour brader leurs stocks sur les marchés avoisinants. La famine menaçait des villages entiers.

Dans certaines régions les propriétaires de moulins qui étaient souvent des "land lord " ou des parents de ces derniers refusaient de faire marcher leurs entreprises. Cette démarche n'était pas illégale non plus.

Par ailleurs, suite à des rumeurs bien orchestrées selon lesquelles "une loi confiscant le bétail" serait en préparation, beaucoup de propriétaires (et parfois des paysans eux-mêmes) procédaient à l'abattage. Dans d'autres cas encore, les paysans, qui dans le passé louaient le bétail pour travailler leurs lopins de terre, s'étaient vus, d'après le rapport Kiros, "arracher leurs instruments de travail sous la menace des armes".

Vu la gravité de la situation, les agents du MRA envoient rapport sur rapport au gouvernement demandant que des "mesures urgentes" soient prises visant à interdire les ventes de bétails, l'obligation du "land lord" à prêter comme avant la part de la récolte nécessaire à la survie du paysan et celle de sa famille, et enjoignant les propriétaires de moulins à continuer "leur service public". toutes ces mesures étant présentées comme seules aptes à éviter une situation extrêmement grave pour les paysans.

Mais le gouvernement ne réagit pas. Encore une fois, la situation sur le terrain oblige les Zematches et les paysans à prendre les choses en mains. Ils débordent les provisions de la proclamation. Ils procèdent à la confiscation des greniers, "nationalisent"

b

les moulins et le bétail. Les élèments gauchistes étaient manifestement à l'oeuvre. Mais ils n'étaient pas seuls. Ces mesures, dictées plus par l'attitude du propriétaire et par l'incapacité du gouvernement à réagir promptement à des "sabotages légaux" que par un penchant "anarchiste" de ceux qui étaient déjà gagnés par la logique révolutionnaire et déterminés à suivre la dynamique de celle-ci, seront source d'autres conflits parfois très violents.

Pour le Dergue, déjà incapable d'assumer les conflits qui naissent des tentatives d'application stricte de la proclamation, ces actions relèveront du domaine de débordement "gauchiste" caractérisé. Elles seront en tout cas des facteurs déterminants pour un certain virage à droite du régime et alimenteront des communiqués virulents stigmatisant les Zematches "réactionnaires".

III. Le dergue ou l'apprenti sorcier

Si en procédant à une réforme aussi radicale qui répondait assurément aux voeux du peuple éthiopien, le dergue espérait inaugurer une période de paix sociale, ce à quoi on assiste en réalité était l'aggravation des troubles et du chaos, surtout dans les campagnes du pays. L'opposition armée des grands de l'ancien régime et la dynamique de débordement démocratique déclenchés par la proclamation mettent le régime dans une position extrêmement inconfortable, celle de l'apprenti sorcier.

Pour grave et sanglante qu'elle était, la rebellion armée, surtout dans le nord, ne menaçait pas la survie des militaires. Le débordement démocratique était autrement plus grave puisqu'il mettait le gouvernement au pied du mur : le choix qui lui était laissé était soit d'assumer les conséquences politiques de la réforme et de suivre la dynamique entamée de démantèlement de l'appareil d'Etat sur lequel il comptait pour assurer l'ordre dans le pays, soit de refuser cette dynamique et s'engager dans une voie qui, à plus ou moins longue échéance, l'amènerait à revenir carrément sur la réforme elle-même.

Le refus de choisir entre la radicalisation nécessaire ou la remise en cause de cette réforme seront, pendant quelques mois encore, source de toutes les confusions de la situation dans le pays. A l'époque, la contradiction que le dergue devait résoudre était on ne peut plus claire :

"Le problème dans lequel s'est empêtré le régime; qui prétend "distribuer" les terres aux paysans tout en baffouant les libertés fondamentales du peuple, résulte de cette contradiction fondamentale : il cherche à traduire dans les faits une proclamation révolutionnaire en s'appuyant sur un appareil d'Etat réactionnaire, hérité de l'ancien régime". (voir vmp n°28)

Le dergue mettra longtemps avant de choisir la voie de la radicalisation dont dépendra sa survie. En attendant, obligé de se défendre sur sa droite et de tenter de réduire le débordement sur sa

gauche, le gouvernement finit non seulement par mécontenter tout le monde mais aussi par aggraver la confusion, qui menace sa propre survie.

Côté rebellion armée, ce sont surtout les régions nord du pays et le Shoa qui font parler d'elles. Au mois d'avril, la révolte dans le Gojjame, dirigée surtout par un ancien parlementaire s'intensifie. Plusieurs milliers de paysans s'opposent aux forces de l'ordre dans cette région montagneuse, propice à l'action de guerilla. Le gouvernement fait intervenir l'aviation dont les bombardements font des centaines de morts dans la région de Betechena.

Plus au nord, le Gondar et le Tigrai, addossés à l'Erythrée, sont complètement aux prises avec la sédition féodale. Le Ras Mengesha Syoum, se bat sous les bannières du "Front de libération du Tigrai". Il a beaucoup de partisans chez les fonctionnaires provinciaux qui sont lésés par les mesures révolutionnaires annoncées par le "régime de Shoa". Il parcourt l'Europe à la recherche d'armes et, quelques mois plus tard, présidera à la création de l'Union Démocratique Ethiopienne (U.D.E.). C'était une entreprise soutenue par le prince héritier dont l'appartenance active à cette chouannerie est souvent niée par le dirigeant du groupe. Dans le Menze, au centre de la région de Shoa, les terres Birru tiennent encore tête à de nombreuses expéditions militaires lancées contre eux.

Début juin le Bitwodede Ali Mirah, prince des Afars et un des derniers grands de l'empire à rester "fidèle" aux militaires, réussit à son tour à prendre tranquillement le chemin de l'exil. Ses partisans, une fois leur chef bien à l'abri à Djibouti, se lancent dans une offensive contre la capitale de la région Assaita et parviennent à couper la route Addis Abeba-Assab dont le contrôle est vital pour l'approvisionnement de la capitale. Dans le Wollo, sous la conduite du Dejazmatch Berhane Meskale Desta (proche parent du Ras Asrate Kassa), les maquisards attaquent la ville de Lalibela et incendient un DC-3 des lignes aériennes éthiopiennes.

Il ne restait plus à cette opposition de droite qu'à accomplir l'unité et à préparer les conditions d'une meilleure coordination. Ce sera chose faite à Djeda en Arabie Saoudite où se réunissent, le 7 septembre 1975, les chefs de la rebellion au grand complet. En plus du Ras Mengesha Seyoum, des généraux Nega Tegene et Eyassu Mengesha, du Bitwodede Adane et Ali Mirah, il y aura Osma Salahe Sabé, à l'époque représentant à l'étranger de ce qui sera un an plus tard le F.P.L.E.

Un mois plus tard, l'Union Démocratique Ethiopienne rend public son programme politique d'où il ressort que ces anciens piliers du régime féodal se sont découvert une vocation tardive à la démocratie et aux droits de l'homme, au nom desquels ils préconisent la remise en cause de l'essentiel : l'abrogation de la proclamation agraire et son remplacement éventuel par un autre texte qui, lui, sera l'oeuvre d'un parlement "élu par le peuple".

En principe tout ceci devait arranger les affaires du dergue. Ces rébellions qui se menaient à des centaines de kilomètres d'Addis Abeba, et contre lesquelles l'armée semblait unanime dans une opposition résolue, ne menaçaient pas sérieusement le pouvoir des militaires. Au contraire, malgré les pertes en vies humaines considérables, elles offraient au régime l'occasion d'afficher une "position intransigeante" contre ceux qui "préconisent un retour au régime de Mesafinte" et de se poser ainsi en leader résolu du camp anti-féodal.

Mais très vite ce combat anti-féodal du régime est relegué au second plan, pour ne pas dire complètement éclipsé, par son attitude anti-démocratique et parfois franchement réactionnaire face aux revendications des forces progressistes et surtout aux débordements dans les campagnes.

1. Le virage à droite

Pendant la première moitié de l'année 1975, la gravité des conflits qui mettent aux prises partisans et adversaires de la réfor-

me agraire et le chaos et l'anarchie qui règnent dans les campagnes sont constatés par tous.

Les protagonistes en appelant à l'arbitrage du gouvernement à coup de rapports contradictoires quant aux origines des conflits, à leurs enjeux, aux responsabilités et bien entendu aux mesures à prendre pour rétablir l'autorité de l'État selon les rapports de l'administration ou "pour faire avancer la révolution" selon les partisans de la réforme.

Les autorités locales présentent ces conflits comme autant d'affrontements entre partisans de l'ordre, de la légalité et de l'unité nationale et des "éléments extrêmistes et nationalistes étroits".

En parlant de menaces pour l'unité nationale, la réaction jouait sur un trait indiscutable de la lutte des paysans dans les régions mériodionales où les "NEFTEGNA" constituaient l'essentiel de la classe des propriétaires et des fonctionnaires lésés par la réforme, alors que les paysans affranchis par cette même réforme étaient, dans leur majorité, orginaires de ces régions. Il n'empêche que cet argument était d'autant plus crédible à Addis Abeba que les contours ethniques et religieux épousaient inévitablement les contradictions de classes.

L'accusation de "fauteurs de troubles et d'anarchie" lancée contre tous les partisans de la révolution agraire ne pouvait être, elle non plus, prise à la légère par un gouvernement qui vivait sous la hantise de voir se constituer, sur sa gauche, un mouvement puissant, radical et indépendant. Il s'agissait pour le régime d'une menace d'autant plus dangereuse que ce mouvement était animé par des Zematche et des jeunes fonctionnaires dont la loyauté envers le pouvoir militaire laissait beaucoup à désirer.

Un exemple parmi les centaines de cas de conflits et de rapports contradictoires : les incidents graves qui s'étaient produits dans la région de Shashamene à quelques 200 kms au sud d'Addis Abeba au mois de mai 1975.

Deux enseignants responsables de la Zemetcha dans la région, le Dr. ZEMEDEHOUNE, Mr. BERYHOUNE et quatre jeunes Zematches sont arrêtés par la police pour "manque de discipline" et surtout à la suite de leur action "d'incitation des paysans" à arrêter un propriétaire féodal connu pour son attitude d'obstruction à la bonne application de la réforme. Les enseignants sont envoyés sous escorte à Addis Abeba pour y subir des interrogatoires.

Ces mesures provoquent la réaction immédiate des paysans qui manifestent aux portes de la ville de Shashamene. Ils demandent la libération immédiate de ceux "qui nous ont fait comprendre le contenu de la proclamation et les directives du gouvernement et nous ont aidé à ouvrir les yeux".

Il en fallait pas plus pour que les autorités à Shashamene dépêchent un rapport circonstancié à Addis Abeba. Ce rapport non seulement justifie l'action "disciplinaire" prise contre les Zematches et les enseignants mais contient aussi des accusations très graves :

1. Sous l'incitation des Zematches, des Arrsi (les paysans d'origine Oromo habitant la région) armés ont encerclé la ville et sont sur le point d'y pénétrer pour massacrer les habitants;

2. Ces paysans armés ont déjà commencé à dépouiller de leurs biens les passagers innoncents en arrêtant les autocars voyageant dans les deux directions (vers Shashamene et vers Addis Abeba).

On peut qualifier ce rapport de "classique" par l'aptitude de la bureaucratie locale à déformer les faits et par son insistance sur l'aspect ethnique du conflit puisqu'il évite de parler de "paysans" mais bel et bien des "Arrsi".

Déformation des faits puisqu'un autre rapport rédigé par une mission dépêchée par le MRA donne une autre version plus proche des réalités et en tout cas plus favorable à l'alliance Zematche/paysans.

Ce rapport sur"la situation des Association paysannes et les conflits dans la région Haikotche et Butajira", dépêché au Minsitère de la réforme agraire déclare (1) :

"A la suite des manifestations pacifiques des paysans des environs de Shashamene, des rumeurs faisant étaient d'attaques contre les habitants de la ville, des arrêts d'autocars et de pillage des voyageurs ont été répandues à Addis Abeba. Après avoir enquêter sur place où je me suis rendu le 20 guenbote 1967 (le 28 mai 1975) je soumets ci-dessous un rapport général sur la situation.

La gravité de la situation ayant été reconnue par les autorités, j'ai rencontré sur place levice-gouverneur général de la région administrative de Shoa, Ato Abeba Tilahun, le gouverneur de la province, des Haikotches et Goutajira, Ato Guebru Mersha, ainsi que le commandant de la police de l'Awraja.

Avec ces responsables nous avons pu avoir des entretiens avec :

a) les responsables des associations paysannes de la région de Shashamene;
b) les responsables de la Zemetcha de Shashamené;
c) les Zematches du district de Shashamené;
d) les propriétaires (kebertewoches) de Shashamené;
e) des enseignants à l'école de Shasmené.

Ce rapport s'appuie donc sur les faits qui nous ont été fournis lors des entretiens avec les personnes citées ci-dessus. Les avis sont partagés quant aux causes qui avaient conduit à cette situation.

D'après les Zematches, les enseignants et les responsables des Aps, les deux enseignants avaient beaucoup fait pour organiser les paysans et pour élever la conscience politique de ces derniers.
En outre, ils nous ont déclaré que les deux personnes, soucieuses de la bonne marche de l'action gouvernementale, avaient pris l'habitude

(1) Ministère de la Réforme Agraire GUENBOTE 1967 (mai, 1975)

de réunir les responsables locaux des ministères qui se trouvaient dans les villes afin que ces derniers puissent coordonner leurs actions.

Les avis des Keberte (riches propriétaires) de la ville et ceux du commandant responsable militaire de la Zematche sont différents. Leurs accusations qui sont marquées par un sentiment de haine à l'égard de ces deux personnes se résument par la phrase "Ils ont essayé d'inciter les Arssis afin de nous faire massacrer et de nous saccager".

Après l'arrestation de ces deux personnes, les Kerbertés de la ville se sont montrés très arrongants alors que les Zematches et les responsables des Aps cherchaient à savoir pourquoi ces mesures avaient été prises.

Deux Zematche du Campement de Zuwaye, venus enquêter sur l'affaire, sont arrêtés par le commandant responsable militaire de la Zematcha. A la suite de cet incident, les Zematches de Shashamené désertent leurs quartiers et vont se cacher chez les membres des Aps des environs. Les paysans les reçoivent et les cachent chez-eux.

Les arrestations des deux enseignants et des deux Zematche étant considéréescomme graves, une manifestation pacifique (et dans l'ordre) fut organisée par les paysans pour demander la libération des détenus et la reprise des travaux des Zematches. La manifestation a eu lieu sur la route venant d'Addis Abeba et qui mène vers la région Balé et les villes d'Arba Minche et d'Awasa. Le message principal qu'ils ont essayé de transmettre en stoppant les autocars aux portes de la ville, "nous demandons que les détenus soient libérés et que les Zematche ne soient pas relevés de leurs fonctions. Si nous entrons en ville pour y porter nos pétitions nous craignons d'être massacrés par les propriétaires prétextant que "les Arrsi sont entrés en ville pour nous exterminer". C'est pour cela que nous demandons, à vous voyageurs, de transmettre nos demandes à Addis Abeba et à Shashamené".

Des rapports contradictoires donc. Mais ceux rédigés par les membres du Dergue envoyés pour enquêter sur le terrain ne le sont pas moins. Ils sont tous d'accord pour reconnaître la gravité de la situation , ils sont partagés sur la responsabilité des uns et des autres et surtout sur les mesures à prendre pour à la fois maintenir l'ordre et appliquer la réforme agraire.

Accueillis partout où ils allaient avec les égards dûs aux chefs d'Etat, ils étaient tous impressionnés par l'apparente "loyauté" et le souci du "maintien de l'autorité gouvernementale" affichés par la bureaucratie locale. Dans les conflits entre l'appareil d'Etat et les associations paysannes, ils tranchent presque partout contre ces dernières.

Les membres du Dergue les plus sanguinaires comme le capitaine Ali Moussa tranchent sur le champs et font exécuter des dizaines de paysans, de Zematch et de fonctionnaires "extrémistes". D'autres les font emprisonner. D'autres encore relèvent sur le champ des fonctionnaires progressistes.

De retour à Addis Abeba, les rapports que ces membres du Dergue présentent au gouvernement épousent pour l'essentiel les thèses de la bureaucratie locale et recommandent des mesures de maintien de l'ordre et de rétablissement de l'autorité gouvernementale qui passent par des "châtiments exemplaires des jeunes extrêmistes", des paysans "nationalistes étroits" et le renvoi de hauts fonctionnaires, "complices" de ces agissements.

C'est ainsi qu'à la suite de recommandations du commandant Sisaye Habté, n° trois du Dergue et figure de proue de la tendance "modérée" au sein du gouvernemnt, le gouverneur de la région de Kaffa, Aba Biya Aba Jobir, est relevé de ses fonctions après des incidents graves entre paysans et Zematches d'une part et policiers et propriétaires féodaux d'autre part.

La majorité des membres du Dergue, qui ne s'attendaient pas à un tel débordement, sont plus attentifs aux arguments des partisans de la loi et de l'ordre. Le gouvernement multiplie donc les

communiqués virulents contre les Zematche "réactionnaires et pseudo-progressistes" qui entravent la marche de la révolution.

Les forces de droite y voient les signes du reflux tant attendu. Elles saisissent l'occasion pour règler leurs comptes et harcèlent le camp progressiste. Les meurtres des Zematche et de paysans non seulement s'intensifient mais restent de plus en plus impunis. Dans le Kaffa, quatre jeunes paysans sont brûlés vif et une vingtaine de paysans sont massacrés le 21 juillet à la suite d'une "expédition punitive" organisée par les propriétaires. Au même moment dans le Sidama, un certain commandant Takele Wolde, gouverneur provincial à Hagere Hiwote, fait exécuter 101 paysans.

Le gouvernement ne réagit pas du moins pour le moment. Il procèdera au contraire à des meurtres légaux : un militant de longue date, Solomon Wada, accusé d'inciter les paysans à la rebellion et de "complot contre l'unité du pays", du seul fait qu'il était suivi dans son combat par des paysans de l'ethnie Wolamo à laquelle il appartenait, est exécuté au mois de juillet 1975.

Face à ce virage à droite, ceux qui plaidaient en faveur d'une radicalisation du mouvement comme seul moyen de sauver la révolution étaient très minoritaire . Le commandant Kiros, dans le rapport déjà cité, attribue la responsabilité des conflits dans les campagnes aux "forces réactionnaires" et demande à ce que le gouvernement soutienne "sans tergiversation les partisans de la révolution d'une part et la prise de mesures énergiques contre les partisans de la contre-révolution d'autre part".

Les recommandations portant sur les moyens que doit se donner la révolution pour concrétiser ces "mesures énergiques" sont dans la ligne de tous les rapports envoyés par les agents du MRA et des revendications de toutes les forces progressistes du pays et celles des paysans eux-mêmes :

"Les Associations paysannes doivent disposer de leurs propres milices afin de pouvoir se défendre. Il faut pour cela prendre

des mesures nécessaires pour armer les paysans. Il faut aussi élargir les compétences des Associations paysannes de façon à ce qu'elles puissent statuer sur les affaires pénales et civiles".

Le gouvernement attendra plus de six mois pour prendre ces mesures qui seront acceptées par la proclamation de décembre 1975 portant sur le "renforcement des Associations paysannes".

2. Le désarroi des Zematche

Il ne serait pas exagéré de dire qu'à cette époque les jeunes Zematche sont la cible principale de la réaction féodale et de tous ceux qui s'opposent à la réforme agraire, dont la traduction dans les faits dépend pour une large part, du moins à ce stade du processus révolutionnaire de la présence des ces jeunes auprès des paysans. Déjà au mois d'avril, le fameux rapport Kiros indiquait :

"Le complot de la "sainte alliance" des réactionnaires consiste à mener campagne tout particulièrement contre les Zematche afin de débarrasser les zones ruralesde leur présence et de freiner ainsi la marche de la révolution. Ce fait doit être clairement reconnu".

Face à ce complot anti-Zematche et aux harcèlements dont ils font l'objet les paysans font tout pour les protèger. Dans une déclaration qui témoigne de cette sollicitude paysanne les métayers de la région de Shashamene affirmaient :

"Il est clair que le gouvernement a envoyé les Zematche dans les campagnes pour le bien des masses populaires d'Ethiopie qui jusqu'ici étaient opprimées et vivaient dans l'ignorance et dans l'obscurantisme. Le gouvernement nous a demandé aussi de les recevoir les bras ouverts et de prendre soin d'eux.

"Ils sont en train de nous expliquer le sens de la réforme agraire et du mouvement en cours et de nous aider à ouvrir les yeux. Il ne faut pas qu'ils soient arrêtés à cause des machinations des pro-

priétaires réactionnaires. Nous, les paysans pauvres, sommes le témoignage vivant de leur oeuvre. Nous affirmons qu'ils nous ont aidés. On ne comprend pas pourquoi on arrête les progressistes comme s'il s'agissait de réactionnaires". (1)

Il n'y a pas lieu d'insister sur l'alignement des forces dans les campagnes et les positions respectives des paysans et des féodaux sur la question de savoir si, oui ou non, la Zemetcha devait continuer.

Pendant l'été 1975, traqués par les féodaux, harassés par la police et les autorités locales, dénoncés par la propagande du régime, les Zematche sont dans le désarroi. La situation est inespérée pour le PRPE qui, depuis le début, voyait dans le Zemetcha un complot conçu "pour écraser la lutte des étudiants après l'avoir divisé et pour éloigner les jeunes de l'épicentre de la lutte politique". (2)

Beaucoup de Zematche sont sensibles aux arguments du PRPE. Les premières semaines qui suivirent la réforme avaient été vécues dans l'enthousiasme auprès des paysans dont les conditions de vie plus que misérables étaient découvertes pour la première fois par des jeunes citadins. Beaucoup ne tarderont pas à déchanter. Il y avait de quoi.

Tout naturellement, le débat qui sommeillait rebondit de plus belle. Ce débat était féroce, très agité. D'une part ceux, qui voulaient tout abandonner et rentrer en ville pour "continuer le combat contre le Dergue" dont l'attitude anti-démocratique était, à juste titre, perçue comme la source de l'impasse dans laquelle se trouvait la Zemetcha. D'autres étaient tout simplement fatigués, désabusés ou avaient peur. Car en plus des arguments du PRPE, il y avait ceux des féodaux, plus redoutables, parce qu'ils

---

(1) Mission d'enquête du MRA, Haiqoth Ena Butajira, Guenbot 1967

(2) Democracia vol. 2 n° 14 2 meskerem 1968

s'exprimaient par les armes.

Ceux qui voulaient continuer, très minoritaires, avaient tout contre eux sauf les paysans qui eux s'acharnaient pour maintenir la Zemetcha et garder les jeunes auprès d'eux. Les éléments activement engagés du côté du PRPE les traitaient déjà "d'agents du Dergue fasciste". Les féodaux et les fonctionnaires les considéraient comme des menaces dans leur entreprise de "vider les campagnes". Ils n'avaient aucun soutien de l'extérieur. L'organisation "progressiste" dont on entendait parler c'était le seul PRPE. Le Me'isone ? On entendait à peine parler "d'une autre ligne". Sans plus.

Il était de toute façon très difficile de soutenir l'idée de la continuation de la Zemetcha alors que les meurtres, les harcèlements et les emprisonnements en masse continuaient dans les campagnes. Dans une ambiance surchauffée, il n'était pas possible aux gens de poser les vrais problèmes, d' engager le vrai débat.

La position de ceux qui, comme Me'isone, militaient contre l'abandon de la Zematcha était plus que délicate. Les jeunes qui voulaient continuer étaient pris entre plusieurs feux : leurs revendications démocratiques et leur opposition aux tergiversations du Dergue les exposaient à la répression. Leur prise de position en faveur d'une présence continue aux côtés des paysans les exposait à la colère de Zematches eux-mêmes, gagnés par la propagande du PRPE.

Beaucoup de ces jeunes que le PRPE commencera à appeller les "fidistes" (même s'ils n'avaient jamais entendu parlé de Hailé Fida dont ils seraient les agents) suivront le mouvement de désertion et reviendront en ville et notamment à Addis Abeba.

Pendant l'été et l'automne 1975, le mouvement continuera sans relâche. Le PRPE avancera le chiffre de 20 000 désertions sur les près de 60 000 participants à la campagne. Après avoir dresser un bilan catastrophiste de la Zemetacha, Democracia tente d'accélérer le mouvement :

« Il faut absolument que [illegible]

VMP aussi bien que les publications de l'UEE) et organisaient et animaient des cercles d'études plus ou moins cladestins puisqu'il fallait se protèger, non seulement de la répression du Dergue, mais aussi de l'harcèlement des membres du parti.

Soutenant à fond toutes les proclamations révolutionnaires du gouvernement mais opposés aux mesures anti-démocratiques, à la répression et aux tergiversations de ce dernier, confusément hostiles à la politique "objectivement contre-révolutionnaire" du PRPE, beaucoup de jeunes découvraient "l'autre ligne" comme une révélation. Membres de Me'isone avant la lettre, ils rejoindront l'organisation par centaines.

Par le biais de ce débat qui prend corps entre partisans de ce qu'à l'époque on appellait "Sefiw" et "Demo" (1), les premiers à rejoindre les rangs de Me'isone étaient des jeunes déjà profondement engagés dans le processus en cours et qui étaient souvent membres du PRPE lui-même.

Si ce débat n'incite personne dans les rangs de Me'isone à passer de "l'autre côté", on ne pouvait pas dire autant en ce qui concerne le PRPE qui, lui devait faire face à des problèmes de"désertions". Beaucoup de membres de l'organisation et non les moindres, tels que Guebre Egziabhere Hagos, Berhané Tekle Mariame, Demeke Haregewoyne, Shimelis Olana, Denbi Diassasa, aujourd'hui tous assassinés, par les agents du parti, exécutés par le Dergue ou morts sous la torture, seront parmi les premiers à quitter le parti.

Ayant eu des responsabilités et une certaine audience au sein du parti, ils ne viendront pas à Me'isone tous seuls. Ils entraient avec eux des dizaines de leurs camarades et jusqu'à leur disparition violente joueront un rôle de premier plan au sein de Me'isone. Ils seront les premières victimes des tueurs du PRPE lors-

(1) Sefiw, diminutif de Yesefiw Hizbe Dimts (la voix des masses populaires)

que ce dernier déclenchera la campagne de terreur en septembre.

2. La bourgeoisie et la révolution : la méfiance mutuelle

Force est de constater que malgré cette clarté théorique, la politique vis-à-vis de la bourgeoisie nationale ne constituait pas, pour l'ensemble de la gauche, un enjeu stratégique important. Depuis les années 60, en effet la place et l'importance de cette classe faisait l'objet de débats qui étaient inachevés au moment de la révolution. Certains niaient jusqu'à son existence. D'autres insistaient sur le peu de poids dont elle disposait sur l'échiquier politique et la tenaient pour quantité négligeable dans le combat révolutionnaire. Beaucoup, que ce soit au Me'isone ou au PRPE estimaient que sa faiblesse l'empêchait de jouer un rôle tant soit peu indépendant et l'obligeait à osciller entre la révolution et les ennemis de cette dernière.

La prise de position de Me'isone vis-à-vis de cette classe tient compte de tous ces facteurs. Tout en affirmant la nécessité d'une vaste alliance "anti-féodale et anti-impérialiste" la VMP, essaie de faire la part des choses et de relativiser l'importance à reconnaître à cette couche.

Il s'agit là d'une classe qui compte peu dans le processus révolutionnaire :

"Le destin de la révolution éthiopienne sera décidé par les masses populaires elle-mêmes c'est-à-dire par les paysans et les travailleurs. Même si nous affirmons la nécessité d'une politique qui permettrait à l'aile progressiste de la bourgeoisie nationale et de la petite bourgeoisie de rejoindre les rangs révolutionnaires plutôt que celui de nos ennemis, ces couches ne peuvent constituer rien de plus que des forces d'appoint à la révolution".(1)

La tendance fâcheuse de cette "force d'appoint" à osciller entre la révolution et la contre-révolution n'avait rien d'étrange

---

(1) VMP n°24

puisque cette constatation faisait partie "du bagage théorique" du mouvement révolutionnaire éthiopien. Le tout était de savoir comment la fixer dans le camps de la révolution et comment s'y prendre pour gagner la "bataille pour la bourgeoisie nationale" engagée par les forces franchement contre-révolutionnaires. Me'isone craignait que cette bataille était mal engagée, à cause notamment de la politique du régime "qui manque de clarté et de ce fait laisse la porte grande ouverte aux manoeuvres des forces contre-révolutionnaires".(1) Stigmatisant cette politique le journal écrivait au printemps de 1975 :

"Lorsqu'une couche oscille entre l'ennemi principal et la révolution, la tâche de l'avant-garde consiste à la rassurer en lui montrant où se trouvent ses intérêts. Si cette couche ne constitue pas un élément sûr c'est parce qu'elle n'a pas confiance dans la révolution. C'est aux forces d'avant-garde de faire en sorte qu'elle retrouve confiance en définissant une politique claire à son égard".

Cette "politique claire" ne devait pas avoir pour seul objectif de "fixer" la bourgeoisie dans le camp de la révolution. Au-delà de sa faiblesse actuelle, la bourgeoisie naissante était appellée à jouer un rôle grandissant dans le développement du pays. Me'isone la considérait comme une force de progrès qui devrait avoir une place importante dans l'économie de l'Ethiopie nouvelle. Un an plus tard, lors du débat sur le programme de la révolution nationale démocratique qui sera rendu public en avril 1976, Me'isone parviendra à faire accepter par le Dergue non seulement la nécessité d'"encourager" le secteur privé mais aussi celle de la possibilité de créer, en plus du parti de la classe ouvrière, "d'autres partis et organsisations démocratiques".

Malgré, cette clarté, les forces de gauche ne parviendront à aucun moment à intègrer la bourgeoisie nationale dans le processus révolutionnaire. Dans la période tourmentée qu'était en train de vi-

---

(1) VMP n°24

vre le pays et dans le contexte d'un engrenage de "méfiance mutuelle" entre cette couche et les forces révolutionnaires, tout ceci était plus facile à dire qu'à appliquer.

Le rendez-vous manqué entre la bourgeoisie et la révolution, dont la responsabilité revient essentiellement à la gauche éthiopienne dans son ensemble, sera partiellement à l'origine de la défaite de la révolution.

Ne disposant d'aucune garantie quant à la sauvegarde de ses intérêts, le secteur privé dans son ensemble se méfiera. Aucune déclaration gouvernementale, aucune mesure concrète ne viennent apaiser les appréhensions de ces couches sociales. Au fur et à mesure que l'opposition "féodo-bourgeoise" gagne les villes, elle n'éprouvera aucun mal à entrainer dans la sédition ceux qui ont la haute main sur le secteur privé de l'économie du pays.

Pas suffisamment organisée pour mener son propre jeu entre le féodalisme et la révolution et encore moins pour s'opposer ouvertement au régime, la bourgeoisie s'enferme dans une attitude de haine, qui est à la mesure de son impuissance. Elle ne cherchera pas à renverser elle-même le régime. Elle veut le faire renverser par d'autres. Car, entre les fondateurs d'union démocratique éthiopienne (l'U.D.E.) dont les dirigeants les plus en vue ne s'étaient pas distingués par une attitude résolument anti-féodale du temps de l'empire et le mouvement révolutionnaire qui se proclame "marxiste-léniniste", elle ne parviendra jamais à constituer un groupe démocratique qui prendrait la tête d'une opposition bourgeoise au régime militaire. Parmi les groupes d'intellecteuls capable de remplir ce rôle certains, comme le Lij Michel Imeru, rejoindront les rangs du Dergue et essaieront de donner une idéologie au mouvement. D'autres, effrayés par la tournure de plus en plus radicale et la violence du mouvement, préféreront l'exil. D'autres encore se tairont. L'opposition proprement bourgeoise était non seulement faible, et inorganisée mais aussi orpheline de figure de proue.

Cette faiblesse l'amènera à opposer une résistance diffuse et sourde au gouvernement militaire. Du fait de la complicité des anciens propriétaires terriens et des fonctionnaires locaux, l'opposition du secteur privé est plus ouverte et audacieuse dans les villes de province. Mais dans l'ensemble elle s'exprime par le soutien discret à tout ce qui va dans le sens de la déstabilisation du régime, l'aggravation de la crise économique et du mécontentement des couches sociales censées soutenir la révolution. Elle tentera d'exacerber les divisions au sein du Dergue, de guetter les possibilités de putchs qu'elle peut éventuellement soutenir sans vraiment y prendre part de façon organisée ou encore moins de pouvoir prendre une telle initiative.

Les militaires qui ont fort à faire avec l'opposition démocratique qui s'exprime avec force dans les villes étaient conscients des dangers que représentait cette attitude des "Kebertés" qui disposaient encore de moyens financiers considérables pour intervenir dans le jeu politique (en soutenant une partie dissidente de l'armée, en alimentant l'agitation anti-Dergue dans les villes et même en jouant une partie du Dergue contre une autre considérée comme plus radicale).

L'attaque contre les "Kebertés" devient partie intégrante (au même titre que l'agitation anti-féodale) du vocabulaire "révolutionnaire". La propagande anti "Keberté" s'accompagne de mesures radicales sur le plan économique destinées à ôter à la bourgeoisie les ressources que la révolution avait encore laissé entre ses mains et qu'elle utilisait pour déstabiliser les régime. En choisissant la radicalisation et en poursuivant sur la voie de la nationalisation-confiscation, le Dergue croyait faire d'une pierre deux coups. Il cherchait à priver la bourgeoisie des moyens économiques pour sa politique anti-Dergue. En même temps les militaires pensaient que ces mesures seraient de nature à couper l'herbe sous les pieds des forces progressistes urbaines et à leur assurer une adhésion qui devenaient de moins en moins acquise.

32

Ces considérations seront à la base de la réforme urbaine même si les résultats escomptés seront loin d'être obtenue.

Les forces progressistes ne seront pas à la hauteur pour contrer cette politique de surenchère qui fait basculer les bourgeois nationaux et une bonne partie de la petite bourgeoisie urbaine dans le camps de la contre-révolution.

Le PRPE, désireux de faire feu de tout bois dans ses efforts de mobilisation des couches urbaines en faveur de son PPG ne pouvait pas se permettre de se poser comme élément modérateur face aux excès "anti-capitalistes" du gouvernement militaire. Au contraire, lorsqu'au terme d'un combat mouvementé et plein de rebondissements le parti parvient à se hisser à la tête de la CELU à la fin mai 1975, la direction de cette dernière fera passer des résolutions qui demandera, entre autres, la poursuite des nationalisations y compris "des terres urbaines et des maisons" afin, dit-elle, de "mieux combattre les activités contre révolutionnaires des forces réactionnaires".

Malgré ses dissertations théoriques sur la nécessité d'intégrer la bourgeoisie nationale et la petite bourgeoisie dans le processus révolutionnaire Meisone ne se distiguait pas par des prises de positions concrètes et courageuses face à ces excès dont le résultat ne pouvait être qu'un renforcement dangereux du camp contre-révolutionnaire. Il est vrai qu'à l'époque, le virage à droite qu'était en train d'opérer le Dergue et le combat contre la répression qui s'est abattu contre les forces démocratiques n'incitaient pas l'organisation à disperser ses forces sur la défense d'une cause qu'elle considéraient, à tort, comme marginale. Les couches qui, de toute façon, étaient considérées comme "force d'appoint" étaient laissées à leur propre sort face à la politique de fuite en avant du régime. Ce sera une grande erreur qui coûtera très cher au mouvement démocratique en cours.

II. L'opposition de Gauche

Les ouvriers, les petits fonctionnaires, les enseignants et toute une fraction de la petite bourgeoisie urbaine espéraient beaucoup et tout de suite de la révolution. La proclamation du "Socialisme éthiopien" et la réforme agraire étaient toutes les deux censées augurer d'autres mesures radicales aptes à améliorer le sort quotidien des couches populaires urbaines.

Mais au fil des semaines et des mois, rien ne venait répondre à leur espérance. Le blocage des salaires, les prélèvements obligatoires (un mois de salaire par an) imposés sur tous ceux qui gagnaient plus de 250 Birr par mois en guise d'"impôts sécheresses", la pénurie des denrées alimentaires, l'augmentation des prix de consommation de base, le rationnement de l'essence, le chômage croissant etc, tout cela donnait l'impression que la révolution n'aura pas pour eux d'effets bénéfiques, du moins dans l'immédiat.

Ces problèmes quotidiens de survie qui se posaient de plus en plus à des couches toujours plus nombreuses alourdissaient le climat politique à Addis Abeba. La tâche de tous ceux qui, pour une raison ou une autre, cherchaient à déstabiliser le Dergue ne sera que plus facile.

Le fer de lance de l'opposition démocratique qui se développait était sans conteste le PRPE. Le parti disposait d'une emprise quasi hégémonique sur tout ce que les villes comptaient de forces vives : les étudiants et les élèves bien sûr mais aussi les travailleurs, les enseignants, les fonctionnaires, les employés... reconnaissaient au parti le rôle dirigeant de l'opposition.

Sur la lancée de février, toutes ces forces demandaient la poursuite du processus révolutionnaire et la satisfaction des revendications démocratiques et, notamment, la proclamation des libertés publiques y compris le droit d'organiser librement les partis politiques. Du fait des tergiversations sur ces questions que toutes les

composantes de la gauche considéraient comme essentielles, du virage à droite et de la répression qui s'abattait sur les campagnes d'abord et sur les forces de gauche dans les villes ensuite, le Dergue était de plus en plus perçu comme l'obstacle principal à la réalisation des objectifs de la révolution.

La méfiance envers le Dergue s'installait et s'intensifiait.

Du côté de Me'isone, l'argument décisif qui avait fait basculer la balance en faveur des tenants de la position du "soutien critique", la proclamation agraire, était battu en brêche par l'évolution qui se faisait jour dans les campagnes. La répression dans les villes amenait l'organisation à une position qui n'était pas très loin de considérer le Dergue comme "l'ennemi principal" du mouvement révolutionnaire. La lecture des numéros de la VMP de cette époque montre à l'évidence que Me'isone et PRPE étaient tous les deux sur la même ligne d'opposition virulente au régime militaire.

Mais le sectarisme du PRPE empêchera tout rapprochement entre les deux composantes de la gauche. Dans ce contexte que le parti considérait comme plus que "favorable", les actions qu'il menait s 'articulaient autour de troix axes principaux, même si dans la confusion de l'époque il était difficile d'en saisir la cohérence.

Il y avait d'abord une politique de véritable prise d'assaut des directions des organisations de masse et notamment de celle de la CELU et de l'association des enseignants. Pour y arriver, le parti acceptait de se poser en force d'opposition "constructive" vis-à-vis du régime et allait même jusqu'à prôner une certaine collaboration avec ce dernier. Une attitude qui était pour la moins étonnante lorsqu'on sait, qu'à cette époque, DEMOCRACIA n'avait pas de mots assez durs pour stigmatiser la "collaboration" entre les "intellectuels fascistes" de Me'isone et ce même régime. Collaboration qui soit dit en passant n'existait que dans les esprits des dirigeants du parti.

Décidé à jouer sur tous les tableaux, le PRPE cherchait en-

suite à prendre la tête de l'agitation estudiantine et, par ce biais, à compenser les positions "modérées" qu'il adoptait à la tête d'organisations légales. Ce faisant le parti cherchait à passer aux yeux de tous comme "LE" mouvement révolutionnaire et seul héritier de la tradition de combat et d'opposition du mouvement étudiant éthiopien.

La politique du parti, à la poursuite de ces deux objectifs était faite d'un dosage plus ou moins réussi de compromis avec le Dergue et de mobilisation intense contre ce même Dergue. Côté organisations légales, dont le PRPE convoitait les directions, le parti cherchait l'entente et le compromis avec le régime. Mais en même temps, il mobilisait tout ce qui pouvait l'être, et notamment les étudiants, et publiait des articles extrêmement virulents contre ce même régime.

Tout cela était somme toute juste et raisonnable. Mais il y avait aussi un troisième volet de la politique du parti qui sera dangereux à la fois pour lui-même et pour la révolution. Alors que Me'isone s'opposait de plus en plus au Dergue, condamnant ce dernier avec plus ou moins la même virulence et avançait les mêmes revendications démocratiques, le parti s'entêtait à faire abstraction de ces réalités. Soucieux de garder son hégémonie et d'éviter tout processus de "rééquilibrage" au sein de la gauche, comme c'était le cas à l'étranger, qui ne pouvait en tout état de cause se faire qu'au détriment du PRPE, ce dernier se lance dans une campagne violente contre Meisone. Les excès de cette campagne "anti-intellectuels fascistes" seront eux-mêmes à l'origine de la perte de vitesse du parti et finiront justement par accélérer le processus de "rééquilibrage" auquel la campagne était censée barrer la route...

1. Une opposition "constructive"

L'histoire mouvementée de la CELU (Confédération Of Ethiopian Labour Union) et accessoirement celle de l'Union des Ensei-

gnants Ethiopien, est une illustration parfaite non seulement de l'attitude pleine de modération et de compromis du parti envers le régime, mais aussi de son attitude sectaire vis-à-vis du Me'isone.

Après l'arrestation au mois de septembre 1974, des dirigeants syndicaux trop compromis avec l'ancien régime, le gouvernement militaire cherche à prévenir toute "infiltration" des éléments indésirables au sein de la direction de la centrale. Il essaie d'y placer ses hommes à lui et y parviendra en faisant nommer, par des moyens plus ou moins douteux, un certain Alem Abdi comme secrétaire général.

La nouvelle direction "jaune" abandonne les revendications démocratiques avancées après la chute de l'empereur et se distingue par son approbation des orientations politiques du gouvernement. Il est vrai que dans le contexte des retrouvailles qui marqua la fin de 1974 et le début de l'année 1975, cette tâche n'était pas particulièrement difficle. Mais la direction ne parvient pas à suivre les mouvements d'humeur de l'opposition de gauche. Au fur et à mesure que le mécontentement contre le Dergue gagnait de plus en plus de secteurs de la population, la direction se démasquera par son alignement trop affiché sur la politique du régime.

Cette situation était d'autant plus intenable pour elle que le PRPE, pas encore majoritaire au sein de la direction mais disposant d'appuis solides dans les sections syndicales à travers le pays, cherchait à renverser Alem Abdi afin de le remplacer par Marcos Hagos, un des responsables du parti à Addis Abeba. Plus grave encore pour Alem, il était soupçonné par le parti d'appartenir à un groupuscule animé par un certain Docteur Senav Lekké, futur fondateur de la Ligue prolétarienne et bête noire du PRPE depuis la rupture au sein de l'ESUNA (Ethiopian Students Union in North America) survenue en 1971. (1)

---

(1) voir première partie page n°

37

Au mois d'avril 1975, le travail d'implantation dans les usines et les sections syndicales ayant portés ses fruits, et la fronde anti-Dergue dans les villes aidant, le parti s'estime en mesure de défier ouvertement l'équipe dirigeante de la centrale. Il demande donc la convocation rapide d'une assemblée générale qu'Alem refuse de convoquer arguant qu'une telle démarche ne serait pas conforme au statut de la CELU qui ne prévoyait un tel congrès que pour le mois de septembre.

Le PRPE passe outre et convoque lui-même, une assemblée générale pour le 26 avril. Donnant la preuve, si besoin en était de l'implantation du parti, toutes les sections ou presque envoient leurs délégués à ce congrès.

Des représentants des sections d'Asmara, de Dire Dawa, de Nazareth et des usines et établissements de la région d'Addis Abeba se réunissent au secrétariat générale de la CELU et se proclament "Assemblée Générale des travailleurs éthiopiens". Ils décident non seulement la révocation pure et simple d'Alem et de ses amis mais exigent en plus son arrestation immédiate "pour activités contraires aux intérêts des travailleurs". Remis à la police, il sera aussitôt relâché sur ordre du gouvernement. Un comité directeur provisoire de 11 membres ayant à sa tête Marcos Hagos sera nommé par l'Assemblée.

Face à cette offensive d'une audace inattendue et parfaitement conscient du fait que ces mesures avaient été rendues possibles par la grogne qui gagnait tous les travailleurs du pays, le Dergue préfèrera négocier. Les représentants du nouveau comité et ceux du gouvernement se rencontrent pour discuter. Ces derniers font valoir que l'on ne pouvait pas se permettre une "telle rupture" à l'approche de "la fête des travailleurs" et demandent à ce que l'équipe d'Alem soit laissée à la direction jusqu'à la célébration du 1er mai. "Après ce sera son affaire" dira un fonctionnaire. (1)
On décidera donc de laisser les choses en l'état.

---

(1) Démocracia vol. 2 n° 2 page 29 guenbote 1967)

Une fois passé le premier mai, le Dergue revient sur ses engagements et sa promesse de "laisser faire" et décide de garder Alem "jusqu'à la convocation d'une assemblée statutaire prévue pour le mois de septembre 1975".

Le PRPE passe outre et convoque une nouvelle fois une Asemblée des travailleurs, et destitue encore une fois Alem, et remet en place, le 17 mai,plus ou moins la même direction "provisoire" dirigée par le même Marcos Hagos.

Le Dergue réagit violemment et décide le lendemain la dissolution pure et simple de la CELU et la fermeture de son secrétariat. Il dénonce la"paralysie" dans laquelle se trouve la centrale "suite aux rivalités entre factions petites bourgeoises". Il promet l'ouverture du secrétariat dès que ces "agissements petits bourgeois et contre révolutionnaires auront cessés."

C'est la levée de boucliers et l'union sacrée contre cet acte, "fasciste" selon le PRPE et "une intervention inadmissible dans les affaires des travailleurs" comme le qualifiera la VMP. Le sentiment anti-Dergue chez les travailleurs est à son comble et oblige le gouvernement à faire machine arrière. Après avoir insisté pendant quelques jours, et sans convaincre personne, sur les aspects "purement provisoires" de cette mesure, il entame encore une fois des négociations secrètes avec la nouvelle direction.

Celle-ci promet de mettre de l'eau dans ses ardeurs anti-Dergue et affirme sa volonté de travailler avec de dernier en échange de la réouverture de la centrale et de la reconnaissance de la direction issue d'une autre assemblée qui sera convoquée par ses soins.

Pour la troisième fois en deux mois les dirigeants syndicaux se réunissent en "assemblée générale des travailleurs éthiopiens" et confirment les choix antérieurs en plaçant un comité directeur composé de 13 membres à la tête duquel se trouve toujours Marcos Hagos.

Un seul membre de Meisone Negussie Desta, parviendra à se glisser au sein de cette direction entièrement dominée par le PRPE. Comme promis, la CELU se range désormais du côté du Dergue.

"Désormais, les travailleurs ont le devoir de mener le mouvement en cours à son terme en se battant côte à côte avec les militaires. Maintenant notre maison nous a été rendue. Au nom des travailleurs nous exprimons notre joie face aux mesures prises par le gouvernement militaire provisoire pour écarter les réactionnaires et nous rendre notre secrétariat". (1)

Curieusement cette éloge du régime militaire ne figurera pas dans le texte de la résolution finale publiée à la fin des travaux. Il s'agissait tout de même d'un texte pour le moins prudent qui tranchait non seulement avec la position d'opposition totale que préconisait le parti, mais aussi nettement en retrait sur la résolution du congrès syndical de septembre 1974 où les thèmes principaux étaient le G.P.P., l'opposition à la campagne de Zemetcha et la demande d'octroi immédiat des libertés démocratiques, le tout assorti de menaces de grèves généralessi le gouvernement ne répondait pas favorablement aux demandes des "travailleurs d'Ethiopie".

La résolution contient bien-sûr des revendications sectorielles : la promulgation d'une meilleure législation sociale garantissant l'emploi, la sécurité sociale et le droit des travailleurs de s'organiser librement. La réolution fait état de la décision de la Centrale de rompre tous les liens avec la A.F.L. - CIO et la ICFETU accusée d'être l'instrument de l'impérialisme américain. Le droit de grève est aussi demandé .

Au-delà de ces revendications sectorielles,la résolution demande la reconnaissance des libertés démocratiques aux masses populaires et la possibilité pour les élèves et les étudiants de former leurs associations. Si tout ceci n'avait rien de particulier vu qu'il s'agissait là de revendications avancées par tous les progres-

(1) Procès-verbaux de l'A.S. du 1 au 3 juin cité dans VMP n°38

sistes du pays, la résolution se distinguait par son souci de dépasser le Dergue sur "sa gauche" en demandant des mesures radicales contre la bourgeoisie et la petite bourgeoisie urbaine.

Un chapitre consacré aux "questions de nationalisation des entreprises" demandait la nationalisation des entreprises de transport, des firmes exportatrices de café et d'haricots, des entreprises d'imprimeries, des fabriques de chaussures, des grands hôtels et des écoles et hôpitaux sous le contrôle des missionnaires et l'interdiction du syndicat des patrons.

Une autre recommandation que le Dergue, déjà en train d'étudier des moyens appropriés pour "couper les vivres" à la bourgeoisie, ne voyait pas du tout d'un mauvais oeil : la CELU demandait une réforme urbaine radicale : "afin de miéux résister aux complots contre-révolutionnaires des réactionnaires et aussi de permettre aux travailleurs de faire face à l'accroissement du coût de la vie", la résolution demandait "la nationalisation des terres dans les centres urbains et des maisons qui s'y trouvent et la réductions des loyers".

L'Association des Enseignements Ethiopiens, elle aussi sous l'emprise du PRPE, adopte les mêmes positions prudentes vis-à-vis des militaires. Le congrès annuel, tenu du 7 au 10 mai 1975, soutient le gouvernement et va même jusqu'à faire l'éloge de ce dernier "pour ce qui a été fait jusqu' ici" tout en avançant des revendications précises portant sur les libertés démocratiques. Sans appeller au démantèlement de la Zemetcha, elle condamne les "pressions" exercées sur les jeunes et demande "l'armement des masses populaires et des progressistes" afin que ces dernières puissent mieux faire face à la contre-révolution armée.

On ne trouve ici non plus aucune trace de la revendication du G.P.P. et encore moins de condamnation sans appel du gouvernement militaire.

Se posant en force d'opposition constructive, l'Asso-

ciation avance des propositions et des mesures que devrait prendre le gouvernement. Parmi ces demandes, il y en a une qui ressemble fort à "Provisional Office for Mass Organisational Affaires" (le P.O.M.O.A.) que le Dergue proposera en octobre 1975 et auxquelles le parti s'opposera.

Afin de mieux "diffuser l'idéologie révolutionnaire" les enseignants demandent la création "dans le plus bref délai, d'une institution où seront formés des cadres versés dans l'idéologie révolutionnaire , ces derniers peuvent être élus par les masses opprimées et des organisations progressistes. "En attendant, nous demandons à ce que des individus ayant des connaissances théoriques approfondies soient désignés d'urgence pour aller enseigner aux masses l'idéologie révolutionnaire".

Une telle modération dans les prises de position qu'affichaient les organisations légales sous le contrôle du parti n'était cependant pas représentatives de l'état d'esprit dans le camp progressiste. Elle ne durera pas non plus.

A y regarder de plus près on s'aperçoit en effet que ces résolutions, pour modérées qu'elles soient, ne donnaient pas carte blanche au régime. Tout au plus elles appelaient au dialogue. Elles avançaient une série de revendications démocratiques tout en prenant soin de les assortir de menaces plus ou moins voilées concernant la suite des évènements, si le gouvernement ne faisait rien pour répondre positivement à ces revendications.

"Si ces revendications fondamentales ne sont pas satisfaites rapidement, les travailleurs prendront les mesures qui s'imposeront" dira la fin de la résolution de la CELU. Quant aux enseignants, ils demandent aux responsables de l'Association de transmettre "à qui de droit" ces décisions, d'en assurer le suivi et de faire un rapport sur l'état de leur réalisation au congrès qui se tiendra le 3 hamlé 1967.

L'incapacité du régime à répondre positivement à cet appel au dialogue et encore moins à satisfaire les demandes d'octroi de libertés démocratiques contenues dans ces résolutions, mettront rapidement fin à cette expérience "d'opposition constructive" tentée par le parti.

2. Tous contre le Dergue

A partir du mois de mai, toutes les forces politiques urbaines, qu'elles soient organisées ou non, sont de plus en plus opposées à la politique du Dergue et à son entêtement à refuser toutes les revendications démocratiques.

Dans ces conditions, la modération des organisations légales sous le contrôle du parti deviendra de plus en plus à contre-courant. Déjà toutes les positions qu'elles prenaient, étaient révisées "à la hausse" par Democracia qui continuait la ligne dure. Les numéros de la VMP sont tellement violents à l'encontre du régime que beaucoup, même parmi les membres de l'organisation, commenceront à se demander si Me'isone était toujours sur une position de "soutien critique". Comme le notera plus tard Halé Fida en parlant de cette période "The temptations were strong for a change of policy towards the Dergue". (1)

L'opposition au régime affichée par Democracia et la VMP était relayée par les étudiants et les élèves qui montaient en première ligne pour exiger, manifestations et grèves à l'appui, une halte à la répression et la satisfaction des revendications démocratiques avancées par la gauche dans son ensemble.

Déjà, lors de la fermeture du secrétariat de la CELU, ils étaient les premiers à descendre dans la rue pour exiger la réouverture de la "maison des travailleurs", et pour dénoncer le Dergue fasciste. Sur leur lancée, ils continueront leur action pour appuyer une série de demandes dont le thème central était le droit de cré-

(1) VMP n°50

er des associations dans les lycées.

Face à l'intransigeance du gouvernement, les mois de mai et de juin seront marqués par des grèves et agitations qui n'avaient rien à envier aux semaines et aux mois mouvementés qui avaient jalonné les années scolaires du temps de l'Empire.

Le 28 mai, le gouvernement réagit de façon à la fois simpliste et maladroite. Mettant l'agitation de la jeunesse sur le compte "d'enfants d'anciens dignitaires" qui cherchaient à empêcher "les enfants des masses populaires de s'instruire", il annonce une série de mesures (et de menaces) dont le seul effet sera d'aliener pour longtemps la jeunesse citadine sans en rien faire tomber l'effervescence.

Dans ce communiqué le gouvernement "ordonne" la reprise des cours pour le 2 juin. Toutes les réunions sont interdites dans les écoles où les élèves sont mis en demeure de se présenter "sans armes à feu ni armes blanches". Dans une tentative un peu ridicule qui cherchait à "discréditer" ceux qui se trouvaient à la tête du mouvement, le communiqué interdit aux élèves de venir à l'école "en état d'ébriété" et de "trainer dans les cafés et débits de boissons en ville".

Tout élèves qui ne respecterait pas ces consignes "ne sera plus admis dans aucune école de l'Ethiopie socialiste". Ceux qui, pendant les heures de cours, seront surpris "désoeuvrés" seront arrêtés sur le champs par les forces de sécurité et amenés "pour un temps indéterminé dans les camps de travail où ils apprendront "la discipine populaire de l'Ethiopie socialiste".

Pour ceux qui seront surpris en train de commettre des "crimes contre-révolutionnaires" le gouvernement promet des châtiments extrêmement sévères "sans distinction aucune portant sur l'âge ou le sexe de l'individu concernés". Comme au vieux bon temps de l'Empire, la municipalité d'Addis Abeba convoque le même jour les comités

des parents d'élèves à une réunion pour discuter "de la situation dans les écoles et des problèmes du maintien de l'ordre".

A cette véritable déclaration de guerre, les jeunes, soutenus par toutes les forces démocratiques, répondent par un tract, lui aussi extrêmement sévère à l'égard du gouvernement militaire. Ils défient ce dernier en décrètant le boycott total des cours et en organisant une série de manifestations dans les rues de la capitale.

Le 2 juin, au lieu de reprendre les chemins des écoles, des dizaines de milliers de jeunes descendent dans la rue pour ce qui sera la plus imposante manifestation anti-gouvernementale depuis l'instauration de ce dernier. La répression sera aussi violente qu'aveugle. Près de 5 000 manifestants sont arrêtés et amenés par camions entiers vers les postes de police, les casernes et des camps de détention improvisés à Addis Abeba et à Holeta.

La levée de boucliers face à cette répression et l'entêtement du Dergue à refuser tout dialogue est tel qu'en simplifiant un peu, on peut dire que le pays était revenu un an en arrière à l'époque où le gouvernement de M. Endalkatchew faisait l'unamité contre lui.

Pour Meisone la nature "secondaire" des contradictions entre le régime militaire et les masses populaires qui justifiait justement la position de "soutien critique" était en passe d'être démentie par le virage à droite du Dergue.

"Jusqu'à une époque récente, la contradiction entre le gouvernement militaire et les peuples d'Ethiopie était une contradiction secondaire. La proclamation du socialisme, la réforme agraire, la nationalisation de quelques entreprises, la lutte menée contre le féodalisme et l'impérialisme qui sont les ennemis principaux des peuples d'Ethiopie, faisaient que les points communs entre le gouvernement et le peuple étaient plus nombreux que ceux qui les séparaient. Mais aujourd'hui nous constatons que la campagne contre ces ennemis a perdu de son élan alors que la répression contre les masses popu-

laires et ceux qui se battent à leurs côtés a pris de l'ampleur. Ceci fait que la contradiction entre le gouvernement et le peuple est en passe de devenir une contradiction principale". (1)

La VMP ne se contentait pas de ces analyses sobres pour dénoncer le Dergue. Dans une "lettre ouverte aux progressistes au sein du Dergue" elle stigmatise ce qu'elle appelle "un régime asexué" (ce qui n'est évidemment pas aimable pour un régime de militaires) et la "politique en zig-zag" qui a finalement fini par ranger le conseil militaire dans le camp de la réaction. "Aujourd'hui nous savons à quoi nous en tenir. Votre démarche est claire. On sait qui sont vos amis et qui sont vos ennemis. Vos ennemis principaux sont les forces progressistes". (2)

Meisone, le PRPE et toutes les forces de gauche étaient donc unanime à condamner l'évolution qui se faisait jour et la répression qui s'abattait contre les étudiants, les Zematches et l'ensemble des forces démocratiques dans le pays.

Les divergences sur des questions de fond entre ces dernières et le conseil militaire n'étaient pas moins évidentes. Leur revendication des libertés démocratiques et leur opposition à l'idée d'un "grand parti socialiste", dont la création était annoncée comme imminente par plusieurs responsables du conseil militaire, resteront les faits marquants de la scène politique à Addis Abeba pendant l'été 1975.

Le 17 juillet 1975, le chef de l'Etat, le Général Tefferi Benti annonce la création prochaine d'un "grand parti socialiste unique qui regroupera toutes les forces progressistes du pays". Quelques jours plus tard Menguistu apporte quelques éclaircissements sur la composition de ce parti qui aura pour seuls membres "les paysans et les ouvriers".

Face à cette politique gouvernementale les positions préco-

---

(1) VMP N° 26 du 24/09/1967

(2) VMP N° spéciale du 14/09/1967

nisées par Meisone et le PRPE et au-delà d'eux par l'ensemble de la gauche ne brillaient pas par leur cohérence démocratique. Tout le monde étaient contre cette idée de parti unique. La VMP et DEMOCRACIA réclamaient la reconnaissance de la liberté d'organisation et la possibilité pour toutes les forces "anti-féodales et anti-impérialistes" de pouvoir s'organiser librement. (1)

Mais tout en acceptant la possibilité de l'existence d'autres partis politiques, toute la gauche du pays est encore et toujours sur la notion de la dictature du parti de la classe ouvrière. Personne à l'époque appellait de ces voeux et clairement l'avènement du multi-partismes et encore moins se battait pour cela. La seule chose claire était le refus du parti unique tel qu'il était proposé par le conseil militaire et la revendication des libertés démocratiques y compris le droit à s'organiser librement.

La VMP consacrera plusieurs numéros à cette question en insistant toujours sur quelques idées simples qui reflètaient les positions du PRPE et de l'ensemble des forces progressistes :

1. le refus de toute idée de parti unique qui ne mènera qu'à la "dictature d'une poignée d'individus et à celle de la bureaucratie et de la petite bourgeoisie" d'autres pays à parti unique "y compris de ceux où il y a eu des révolutions populaires" a démontré que l'instauration d'un tel parti ouvre la voie à la corruption, à la poursuite des intérêts égoïstes et au népotisme sans que nul-

(1) Les partisans du PRPE à l'étranger, regroupés au sein de la fédération mondiale des étudiants éthiopiens constitueront une exception. Partisans de l'idée d'"un seul parti des travailleurs" ils s'opposeront (mais sans succès) à une résolution de l'Union des Etudiants Ethiopiens en Europe revendicant cette liberté d'organisation à toutes les forces anti-féodales et anti-impérialistes du pays. Leur argumentation : 1. la tâche des forces progressistes est de s'occuper de l'organisation de la classe ouvrière. 2. Reconnaître ce droit à des forces autres que les travailleurs serait ouvrir la voie à la création d'un parti fasciste. (voir résolution du XIVème congrès l'U.E.E. Tiglatchine Zena septembre 1974).

le part le peuple n'y ait trouvé son compte". (1)

2. La question clé du moment est celle des libertés démocratiques. Une fois cette liberté acquise le peuple aura la possibilité de s'organiser librement. La classe ouvrière aura alors son propre parti de classe. D'autres forces progressistes s'organiseront aussi comme bon leur semble. Il faut laisser toutes ces forces "anti-féodales et anti-impérailistes" s'organiser non seulement en partis politiques mais aussien toutes sortes d'organisations (culturelles, religieuse, professionnelles etc...). Il faut que les couches et secteurs divers de la population soient en mesure de s'organiser librement et séparemment "puisque l'ouvrier, le paysan, l'intellectuel, l'étudiant, le dignitaire religieux, l'artisan, l'employé de banque, le Koulli (le porteur) ne peuvent tous se rassembler au sein d'un seul parti pour défendre le même intérêt de classe". (2)

3. La victoire de la révolution passe par l'organisation d'un front anti-féodal et anti-impérialiste, regroupant tous les partis progressistes et organisations de masse capables de mobiliser l'ensemble de la société. Elle ne peut être acquise que si le parti de la classe ouvrière parvient à prendre la direction du front uni.

Du classique tout cela pour peu qu'on se place dans la perspective de la Révolution Nationale Démocratique telle qu'elle était préconisée par l'ensemble des forces de gauche depuis les années 60.

Malheureusement, cette communauté de vue, tant en ce qui concerne les revendications du moment que les perspectives d'avenir ne sera pas mise à profit par les forces progressistes pour préconiser l'unité d'action qui s'imposait.

---

(1) VMP N° 29

(2) VMP N° 29

Forte de son emprise quasi hégémonique sur les secteurs progressistes urbains et poussé par un sectarisme incroyable, la direction du PRPE refusait de voir les choses comme elles étaient. Elle cherchait à maintenir cette emprise en prévenant toute amorce de rééquilibrage au sein de la gauche qui ne pourrait se faire qu'à son détriment.

N'ayant jamais reconnu Meisone en tant qu'organisation la tactique utilisée pour atteindre ce but était de faire en sorte que "des individus opportunistes" soient déclarés PERSONNA NON GRATA dans le camp progressiste. Les attaques personnelles et l'étalage du passé douteux de ces "intellectuels venus d'Europe", dans les cafés parisiens, berlinois, et de Californie constitueront un des volets du combat politique et idéologique de la direction du PRPE. Mais au-delà de cette stratégie qui visait la vie personnelle des militants en vue de Meisone, il y aura d'autres méthodes, plus politiques cette fois mais qui n'auront pas, loin s'en faut, les résultats escomptés.

Contre toute évidence la direction du parti tentera d'abord d'associer Meisone à toutes les actions répressives perpétrées par le conseil militaire contre le camp progressiste. Alors que pendant les mois de mai et juin 1975 l'axe de combat de Meisone, tel qu'il était exprimé par son journal la VMP, consistait à condamner sans équivoque la répression contre les progressistes et notamment les étudiants et à demander dans presque tous les numéros de l'époque l'unité d'action pour faire face aux agissement anti-démocratiques du Dergue, DEMOCRACIA accusait "les intellectuels fascistes d'être à l'origine du virage à droite du régime et de son refus, de rectifier son erreur.

Déjà au moment de la fermeture du secrétariat de la CELU, alors même que la direction du parti était en négociation avec le conseil militaire, DEMOCRACIA mettra l'intransigeance du régime sur le compte des "pseudo-progressistes qui lui prodiguent des conseils et qui empêchent le gouvernement militaire de se rendre compte de

ses erreurs et de les rectifier". (1)

Le communique virulent du gouvernement contre "les jeunes réactionnaires" et que la VMP avait condamné avec violence, est lui aussi présenté comme étant l'oeuvre "des renégats du mouvement étudiant qui lui ont souflé ces pharases dures". (2)

La déformation délibérée de la position de Meisone concernant les tentatives du Dergue d'instaurer un parti unique sera aussi flagrante que ridicule. Les préparatifs en cours pour la création d'un "grand parti socialiste" sont présentés comme un complot par "les petits bourgeois fascistes tel que l'opportuniste Hailé Fida, l'agent de la C.I.A. Senaye Likké, son ami le traitre Testaye Tadesse, Andargatchew Assegid, Negede Gobezie, Desalegine Rahmeta et Zenebeowork Tadesse...". (3)

L'ardeur et la demesure dont faisait preuve la direction du parti dans la poursuite de cette stratégie aura l'effet contraire de celui qu'elle escomptait. Elles finiront par accélèrer le processus de rééquilibrage au sein de la gauche éthiopienne, au profit de Meisone.

3. Un rééquilibrage accéléré

Les relations entre Meisone et PRPE qui de toute façon n'avaient jamais été au beau fixe se détérioreront rapidement à partir des mois de mai et juin 1975. Depuis février 1974 jusqu'à la fin de cette même année les divergences s'exprimaient surtout à l'étranger où la section extérieure de Meisone était sur la question du gouvernement provisoire populaire notamment, en rupture avec la direction à l'intérieur. Au pays même, chaque organisation avançait de son côté même si les mots d'ordre tactique, les revendications

---

(1) DEMOCRACIA vol. 2 N° guenbote 11 1967

(2) DEMOCRACIA

(3) DEMOCRACIA vol. 2 N°

démocratiques étaient exactement les mêmes.

La direction du parti ne voyait pas pourquoi elle se lancerait dans une attaque contre les dirigeants de Meisone. Ceci d'autant plus que face à l'ascension fulgurante du PRPE, plus audacieux et entreprenant dans ses efforts de recrutement, Meisone ne représentait qu'une force négligeable. Les relations étaient donc cordiales.

L'abandon du mot d'ordre du gouvernement provisoire populaire et l'adoption de la position de "soutien critique" qui s'accompagnèrent d'un remaniement au sein de la direction de Meisone en février-mars 1975 allait de paire avec un changement d'attitude du PRPE.

C'est à cette époque que commencèrent les discussions secrètes entre représentants des directions des deux organisations. Les premières rencontres eurent lieu entre Hailé Fida et Adargatchew Assegid pour Meisone et Dr. Tefaye Debessaie et Kiflu Tadesse représentant la direction du PRPE. Elles n'iront pas loin. Les discussions buttèrent sur le choix d'ordre du jour. Testaye et Kiflu insistaient pour que les discussions soient axées sur la question du Gouvernement Provisoire Populaire alors que les représentants de Meisone cherchaient à élargir le débat de façon à intégrer cette question dans le cadre plus large de l'alignement des forces politiques dans le pays et donc des discussions préalables sur l'anlyse respective des deux organisations concernant les tenants et aboutissants du processus révolutionnaire en cours.

Au mois d'avril Negede remplacera Adargatchew alors que du côté du PRPE seul Tesfaye Debessai représentera le parti.

Rien ou presque ne sortira non plus de ces rencontres. Les discussions furent l'occasion du constat d'un accord sur les grandes lignes et les objectifs à long terme de la révolution en cours. Fort de l'emprise dont croyait disposer le parti sur l'ensemble des forces progressistes à Addis Abeba, Tesfaye demandait l'abandon "de la nouvelle position opportuniste concernant le GPP et l'attitude

vis-à-vis du gouvernement" comme condition préalable à toute unité d'action.

Les échanges de vues à coup d'arguments déjà développés au sein du mouvement étudiant à l'étranger n'ayant rien donné, Haile et Negede proposèrent de maintenir les contacts et surtout de coopérer dans certains domaines : impliquer les membres des deux organisations dans le débat en cours en distribuant notamment la VMP et DEMOCRACIA à l'intérieur de chaque organisation; coopérer dans la diffusion du Marxisme; maintenir les contacts afin de définir les moyens qui permettraient d'avancer ensemble les revendications démocratiques communes et pour dénoncer les tergiversations et les mesures anti-démocratiques du régime.

Aucune de ces propositions, acceptées pourtant par Tesfaye, ne seront appliquées par le parti. Au mois de mai, Tesdaye Debessaie, parti pour prendre contact avec le commandement de l'Armée Populaire Révolutionnaire d'Ethiopie (installée dans le Tigrai) ne regagnera plus son poste au Ministère de la Réforme Agraire à Addis Abeba. Tout contact direct avec le parti sera ainsi perdu.

Alors que Meisone continuera à encourager ses membres à lire DEMOCRACIA, la lecture de la VMP par les membres du PRPE sera considérée comme "acitivté anti-parti" et activement découragée. Quant à la coopération dans le domaine de la diffusion de la littérature révolutionnaire, Meisone révèlera de son stock de la "librairie progressiste" tenue par Hail Fida quelques centaines de livres et de brochures pour être vendus à l'International Book Store, tenu par le PRPE. Cette fourniture faite à crédit dont le montant était estimé à 3 000 Birr ne sera jamais payée...

L'échec de ces contacts finira par éloigner les deux organisations l'une de l'autre. La nécessité d'un large débat démocratique s'imposait de toute évidence. Mais le PRPE s'acharnait à l'éviter. L'expérience à l'étranger où les rapports de forces entre les deux organisations étaient plus ou moins équilibrés justement du

fait de l'existence d'un tel débat avait fini par convaincre le parti qu'il n'aurait rien à y gagner. Pour ces mêmes raisons, beaucoup de membres de Meisone plaidaient en faveur du lancement d'un tel débat entre "les deux lignes". Mais la direction de Meisone, impressionnée par l'âpreté de la polémique et les divisions à l'étranger refusait une telle démarche. Il faudra donc attendre l'automne 1975, pour entamer officiellement la politique de dénonciations de la ligne "aventuriste et objectivement réactionnaire" préconisée par le parti.

En attendant, c'était paradoxalement la virulence des attaques du parti contre les militants en vue de Meisone, plus que la diffusion de la VMP qui soulevait la curiosité de beaucoup de gens et les amenait à se poser des questions sur la politique prônée par ceux que le parti appellait une "poignée de petits bourgeois socio-fascistes".

Le débat qui s'était instauré ainsi au sein de petits cercles d'intellectuels à Addis Abeba même et dans les camps des Zematch en province était à la fois discret et à sens unique.

C'était un débat discret parce que l'organe officiel de Meisone, était exclusivement utilisé à la dénonciation de la politique anti-démocratique du régime et à avancer des revendications qui étaient communes à toutes les forces progressistes. Il n'y avait aucune attaque contre la ligne du parti et encore moins contre les individus. Il n'y avait pas non plus de réponses aux attaques personnelles, aux déformations systématiques de la position prônée par Meisone.

En énonçant clairement et simplement ses positions Meisone avait opté pour une tactique qui faisait confiance à l'intelligence des lecteurs de la VMP. Mais en même temps, l'organisation procèdait à la diffusion systèmatique des publications de l'Union des Etudiants Ethiopiens en Europe (UEEE) qui défendaient justement les positions de Meisone sur toutes les grandes questions de la révolution

en dénoncant parfois avec virulence la ligne du PRPE et des partisans regroupés autour de la Fédération Mondiale des Etudiants Ethiopiens (FMEE) laquelle était systèmatiquement qualifiée de "Mouvement de jeunesse du Prince Asfawosen et du Ras Menguesha Seyoum".

C'était aussi un débat "à sens unique". Les publications de l'UEEE, reproduites à Addis Abeba même étaient diffusées à des milliers d'exemplaires chez les jeunes, aux intellectuels, aux militants ouvriers etc... Mais le PRPE n'y répondait pas. Il continuait à nier jusqu'à l'existence de divergences politiques entre groupes politiques et continuait à privilégier les attaques personnelles.

Il faut noter que cette négation de Meisone en tant qu'organisation politique sera un constat de l'attitude de la direction du parti qui ne parlera que de Banda (1) regroupés autour de celui qui était présenté comme le plus rusé d'entre eux : Hailé Fida. On les appelera aussi des Fidistes (2), terme qui deviendra "l'injure" tarte à la crème des années 1975-1976 utilisée à l'encontre de tous ceux qui se posaient des questions sur la ligne du parti.

Qu'ils soient d'accord ou non avec les positions que préconisait "l'autre ligne", beaucoup de jeunes et d'intellectuels, au départ sympathisant voire membres du PRPE, étaient sérieusement indisposés par cette série de maladresses commises par la direction du PRPE. L'attitude de cette dernière commence par éveiller les soupçons. La rage de lire, de savoir, de comparer et de prendre parti se développait de façon soutenue.

---

(1) Nom donné aux collaborateurs pendant l'occupation italienne

(2) Pas de "Hailésiens" ou des "Haisasistes" comme l'aurait suggéré le système d'état civil en vigueur en Ethiopie qui veut que les gens soient appelés par ce qui peut paraître un prénom d'Europe mais qui en réalité leur sert de nom. Ce choix n'était évdemment pas fortuit. C'était un clin d'oeil aux éléments chauvins qui cherchaient à expliquer l'engagement sans faille de Meisone aux côtés des paysans (notamment ceux du Sud) par l'origine "Oromo" de l'organisation.

La réaction du parti face à ces développement était comme d'habitude, disproprotionnée et maladroite. Le terrorisme qui n'était encore qu'au stade "intellectuel" se traduisait par l'interdiction de toute lecture de matériel provenant des "fidistes" y compris celle des livres marxistes, forcément révionnistes, vendus par la librairie d'Hailé Fida.

Vu la rage de lire qui s'emparait de la jeunesse et d'une bonne fraction de la petite bourgeoisie urbaine cette interdiction était pour le moins à contre courant. La campagne "anti-lecture" ne suffisait donc pas à stopper ce travail de conscientisation que le parti considérait, à juste titre, comme un travail de sape de ses positions. La direction passa donc à l'emploi de grands moyens. Des manifestations violentes sont organisées devant la librairie "révionniste" aux cris de "Fida à mort". A Illubabor, on fait carrément l'autodafé de livres. Il ne s'agissait pas d'une action d'élèments incontrôlés. Le parti en assumait la responsabilité dans l'organe officiel du PRPE à l'étranger Abyot par exemple.

"De nombreux étudiants et autres militants opposés à Hailé Fida ont manifesté leur indignation prenant d'assaut la librairie. Par ailleurs, des paysans et des jeunes Zematche à Illubabor ont mis le feu à la librairie de Haile Fida qui s'y trouvait".(1)

Tous ces excès, à commencer par le mythe Hailé Fida que le parti créait de toute pièce, allaient désservir la cause du PRPE.

A force de ne parler que de lui le parti finira par soulever beaucoup de curiosité autour de la personne de Hailé Fida. L'oeuvre de dénigrement systèmatique était elle que l'image que l'on se faisait de cet homme discret, voire effacé, qui n'avait jamais apparu en public à Addis Abeba, était celle d'une épouvante, du diable en personne, d'un opportuniste rusé, d'un ambitieux sans foi ni loi.

---

(1) Abyot feb/march 1976

La première rencontre avec Hailé constituait pour tous ceux qui l'approchaient, le premier choc. Rien de ce que l'on imaginait. L'image qui se dégageait était au contraire celle d'un intellectuel posé, honnête et sans passion. Rien d'un tribun ou d'un agitateur agité. Il se révèlait à tous comme une personnalité hors du commun, désintéressé, désarmant par sa sincérité et son humilité. Dans l'esprit de l'interlocuteur, sûr de ses clichés "anti-fidistes", c'était au moins le doute qui s'installait. L'hypothèque de l'"épouvante Hailé" était en tout cas très vite levée. Le reste était affaire de discussions de débats d'idées et de haut niveau.

Par le biais de ce débat qui prenait corps entre partisans de ce qu'à l'époque on appellait "Sefiw" (la VMP) et "Demo" (pour Democracia), les premiers à rejoindre les rangs de Meisone sont des jeunes et intellectuels déjà profondement impliqués dans le processus en cours et qui étaient souvent membres du parti lui-même.

En effet, si ce débat encore timide, n'incitait personne dans les rangs de Meisone à passer "de l'autre côté", on ne pouvait pas en dire autant en ce qui concerne le PRPE, qui, lui devait faire face à des problèmes de désertions. Beaucoup de membres du parti, et non les moindres, tel que Guebre Egziabhere Hagos, Berhane Teklemariame, Demeke Hareguwoyne, Shimelis Olana, Denbi Dissasa etc... aujourd'hui tous assasinés, exécutés ou morts sous la torture, étaient parmi les premiers jeunes à quitter le parti pour rejoindre Meisone.

Ayant eu des responsabilités dans le parti, ces jeunes ne viendront pas tout seuls. Ils entraîneront derrière eux quelques dizaines de leurs camarades et jusqu'à leurs disparitions violentes, joueront le rôle de premier plan au sein de Meisone. Guebre Egziabhere sera parmi les fondateurs du mouvement de jeunesse de Meisone "le mouvement de la jeunesse révolutionnaire d'Ethiopie" et son premier président. Shimelis responsable du POMOA pour la région de Keffa et ensuite à Wollegna, sa région natale. Demeke, sera vice-président du POMOA à Kaffa, région dont il était responsable pour le compte du PRPE.

56

La dissidence de ces "transfuges", que beaucoup de membres du parti considéraient comme des militants exemplaires, posera dès le début, des problèmes délicats à la direction du parti.

Le cas de Guebre Egziabhere Hagos est à cet égard significatif. Orphelin de paysans pauvres, enfant rescapé de la famine dans le Tigrai en 1959, il avait grandi à Addis Abeba où il avait été recueilli par une famille (adopté par une famille). Militant intègre et sérieux, beaucoup trop pour son âge, diront des jeunes et moins jeunes qui avait travaillé avec lui, respecté par tous, il était déçu par l'attitude de la direction du parti.

Le parti ressentira longtemps les effets de cette "trahison". Lorsque la direction dressera pendant l'été 1976, une liste noire de 101 "Fidistes" à abattre, le nom de Guebre Egziabhere aura droit à la première place, loin de celui de Hailé Fida lui-même qui, lui n'était même pas parmi les dix premiers. Guebré sera abattu dans une rue d'Addis Abeba au moins d'octobre 1976, deux semaines à peine après le début de la campagne de terreur déclenchée par le PRPE. Il était à peine âgé de 20 ans.

Dans ce contingent de militants qui viennent grossir les rangs de Meisone, ces transfuges du parti n'étaient pas les seuls. Il y avaient aussi ceux qu'on pourrait appelé des "malgré nous". Il s'agit de centaines de jeunes, d'intellectuels, de Zematche, de militaires et de fonctionnaires et d'ouvriers qui, sans être membres de Meisone, se voyaient attaqués par le parti comme "fidistes". Ceci pour avoir osé poser des questions sur la jeunesse de la politique du PRPE ou simplement parce qu'ils avaient été surpris en train de lire la VMP ou les publications de l'UEE.

Soutenant à fond toutes les proclamations révolutionnaires du gouvernement, opposés aux mesures anti-démocratiques, à la répression et aux tergiversations de ce dernier, confusément hostiles à la politique peu réaliste du parti... ces élèments découvriront "l'autre ligne" comme une révélation. Membres de Meisone avant la lettre,

57

ils rejoindront l'organisation par centaines.

Pour le PRPE ce fut l'amorce d'une perte de vitesse, qui s'accélérera avec le débat public, entamé au printemps de 1976. Mais ce ne sera pas la fin du parti. Il continuera à représenter la force d'opposition la plus importante et la plus organisée dans les centres urbains. Ceci d'autant plus que la proclamation du 26 juillet 1975 sur la nationalisation des terres urbaines et des maisons le rapport viendra jeter la bourgeoisie et une bonne fraction de la petite bourgeoisie urbaine dans le cap de la contre-révolution et lui incitera à prodiguer sympathie et soutien à la ligne d'opposition intransigente affichée par le PRPE.

4. La proclamation urbaine : un radicalisme équivoque

Le 26 juillet 1975, faisant suite à une campagne aussi violente que démagogique et primaire contre les "Kebertes" (les bourgeois) et tous les "nantis" qui vivent dans les "villas luxeuses alors que les enfants du peuple sont obligés de dormir à la belle étoile", le Dergue rend publique la proclamation portant sur la nationalisation des terres urbaines et des maisons de rapports.

Cette proclamation préparée par une commission présidée par un militaire et installée au Minisètre de l'Intérieur, abolit la propriété individuelle des terres urbaines et interdit à toute personne ou famille d'être propriétaires de plus d'une maison d'habitation. Tous les baux entre locataires et propriétaires sont abolis et les loyers en vigueur à la date de la proclamation sont transférés au gouvernement ou aux Sociétés Coopératives des Résidents Urbains dont la création est prévue par la loi. Ces dernières perçoivent les loyers dont le montant mensuel est inférieur à 100 birr alors qu'un organisme gouvernemental "l'agence pour l'administration des maisons louées" s'occupe de la collecte des tranches supérieures à 100 birr.

La rigueur de la loi qui affecte tous les propriétaires, quelque soit l'importance du loyer qu'ils perçoivent, est adoucie

4. La proclamation urbaine : un radicalisme équivoque

Le 26 juillet 1975, faisant suite à une campagne aussi violente que démagogique et primaire contre les "Kebertes" (les bourgeois) et tous les "nantis" qui vivent dans les "villas luxueuses alors que les enfants du peuple sont obligés de dormir à la belle étoile", le Dergue rend publique la proclamation portant nationalisation des terres urbains et des maisons de rapport.

Cette proclamtion préparée par une commission présidée par un militaire et installée au Ministère de l'Intérieur, abolit la propriété individuelle des terres urbaines et interdit à toute personne ou famille d'être propriétaire de plus d'une maison d'habitation. Tous les baux entre locataires et propriétaires sont abolis et les loyers en vigueur à la date de la proclamation sont transférés au gouvernement ou aux Sociétés Coopératives des Résidents Urbains dont la création est prévue par la loi. Ces dernières perçoivent les loyers dont le montant mensuel est inférieur à 100 birr alors qu'un organisme gouvernemental "l'Agence pour l'Administration des maisons louées" s'occupe de la collecte des tranches supérieures à 100 birr.

La rigueur de la loi qui affecte tous les propriétaires, quelque soit l'importance du loyer qu'ils perçoivent, est adoucie par une provision qui permet à une personne ou famille qui n'avaient comme ressources que les revenus provenant des loyers de bénéficier d'une aide financière qui, dans les cas les plus favorables, ne dépassera pas les 250 birr par mois.

Les loyers inférieurs à 300 birr sont réduits de 15 à 50%, les plus fortes réductions touchant ceux qui sont les plus bas.

Comme dans tous les secteurs de l'économie prérévolutionnaire, les inégalités dans celui de la propriété urbaine étaient criantes. Les données statistiques pour la ville d'Addis Abeba fournies par le Ministère du Logement et du développement urbain sont à cet égard éloquentes. Dix membres de la famille royale, dix "land lord', douze hommes d'affaires et vingt églises disposaient de 4 195 620 m2

de terres urbaine soit le cinquième de la superficie totale de la capitale.

A l'autre bout de l'échelle, 90% des résidents de la ville gagnaient moins de 100 birr par mois et payaient parfois jusqu'à 30% de ce salaire en loyer.

La réduction de 50% de tous les loyers inférieurs à 50 birr par mois était donc destinée à satisfaire l'immense majorité des résidents urbains et notamment les couches les plus défavorisées dans les villes. Des milliers de foyers ouvriers bénéficieront donc pour la première fois et de façon substantielle du mouvement révolutionnaire en cours.

Mais le soutient des plus démunis s'accompagnera d'un mécontentement profond de toute une couche de propriétaires dont certaines composantes étaient aussi si non plus misérables que leurs locataires.

En effet, à force d'axer sa propagande sur les trentaines de gros propriétaires qui partageaient le cinquième des terres urbaines à Addis Abéba, le régime faisait abstraction des milliers de petits propriétaires qui partageaient les quatre cinquième des terres et des maisons dans les centres urbains. La proclamtion était trop radicale pour tenir compte des intérêts des petits propriétaires (des petits et moyens) : beaucoup de petits commerçants, de fonctionnaires, de retraités disposaient de revenus supplémentaires provenant de la location de maisons. D'autres petits propriétaires vivaient dans de véritables taudis pour pouvoir retirer des revenus des petites maisons construites au terme d'une vie d'économie et de privation. D'autres encore, incapables de joindre les deux bouts, dressaient des murs de fortune pour louer la moitié de leur chambre à des "debales" (co-habitants).

La proclamation urbaine, en rangeant un peu sommairement tous les propriétaires sans exception dans le camp des exploiteurs.

60

et tous les locataires dans celui des exploités pêchait par trop de simplisme et surtout par un radicalisme effréné qui jettait des milliers de familles de la petite bourgeoisie et même des couches modestes dans les bras de la contre révolution.

Ces anomalies étaient trop criantes pour ne pas être remarquées par les forces progressistes. Mais encore une fois, personne dans ce camp ne semblait vouloir apparaître comme une force moins radicale que le Dergue, de plus en plus accusé d'abandonner la voie révolutionnaire et de virer à droite.

Les organisations de masses sous l'emprise du PRPE et notamment la CELU qui comme on l'avait déjà signalé, avait demandé dans la résolution du mois de mai, "la nationalisation des terres urbaines, de maisons qui s'y trouvent et la réduction des loyers" ne pouvait pas condamné cette proclamation.

Meisone qui s'était élevé tout au long de l'année contre des mesures "qui puissent jetter la bourgeoisie et la petite bourgeoisie dans le camp du féodalisme et de l'impérialisme" et qui demandait le respect "des droits économiques et politiques" de la bourgeoisie nationale et de la petite bourgeoisie, ne saisit pas cette occasion pour réaffirmer son adhésion aux préceptes de la "révolution nationale démocratique" et prendre position en faveur des couches populaires lésées par cette proclamation.

Quelques mois plus tard, lors des discusions en vue de la création de POMOA, et même après la mise sur pied du bureau, les responsables de l'organisation soulèveront avec Menguistu, Atenafu et Alemayehu la question d'un éventuel amendement de la proclamation "en vue de tenir compte des intérêts des couches populaires lésées par ces mesures trop radicales". Les dirigeants du Dergue, conscients d'avoir réaliser un coup politique qui avait privé l'opposition bourgeoise des moyens de sa politique de sabotage de la révolution, se montreront intransigeants sur cette question d'amendement. Meisone reviendra à la charge lors de la publication de son programme politi-

que mais ce sera, il faut bien le dire, sans conviction. Alors que dans la section consacrée à la réforme agraire, l'organisation se dit prête à combattre pour "la réalisation intégrale de la proclamation du 4 mars", elle affirme la nécessité de revoir la proclamation urbaines "le dêcret du 26 juillet portant nationalisation des terres urbaines et des maisons supplémentaires sera amélioré de façon à servir les intérêts de la classe ouvrière et des masses laborieuse".

Personne ou presque ne remarquera cette prise de position de Meisone. Et pour cause. L'organisation n'élaborera plus avant dans aucun autre texte ultérieur ce qu'elle entendait par le terme "amélioration", au fil des mois elle fera comme si cette proclamation faisait partie des "grands acquis" de la révolution.

En tout cas pour le moment une chose était sûre. Si les "Kebertes" et même des milliers de gens de condition modestes, lésés par cette réforme, étaient définitivement jetés dans le camp de l'opposition anti-Dergue, le soutien que ce dernier attendait des bénéficiaires de cette même réforme et des forces démocratiques du pays n'était pas, loin s'en faut, au rendez-vous. Ni Démocracia ni la Voix des masses ne voyaient la nécessité de publier des numéros spéciaux pour saluer cette mesure comme ils l'avaient fait lors de la proclamation agraire. La manifestation de "soutien" organisée le lendemain était à coup sûr aussi imposante que celle du 5 mars. Mais elle était, c'est le moins que l'on puisse dire, extrêmement équivoque.

Elle n'avait rien de la spontanéité et encore moins de l'enthouiasme qui avait marqué la manifestation de mars. Il y avait bien sûr quelques pancartes de soutien à la réforme urbaine, exprimant la satisfaction des travailleurs. C'était la moindre des choses puisque cette mesure était en conformité avec les résolutions de la CELU et surtout parce que ces centaines de milliers de locataires à travers le pays voyaient leurs loyers réduits de moitié.

Mais d'autres pancartes, beaucoup plus nombreuses, dominaient cette manifestation et lui donnaient du même coup le caractère d'une

62

démonstration de force des groupes anti-gouvernementaux. Certains slogans condamnaient le Dergue pour ses tergiversations concernant d'autres mesures de nationalisation et notamment celles des entreprises de transport. D'autres stigmatisaient le refus de Dergue de proclamer les libertés démocratiques et affirmaient l'imposssibilités de réaliser le socialisme sans "la participation du peuple". Pour finir, les slogans demandant l'instauration immédiate" d'un gouvernement provisoir populaire "dominaient de bout en bout cette manifestation de "soutien" au gouvernement.

L'amertume ressentie chez les militaires était telle que le lendemain, le 28 juillet, une réunion spéciale du Dergue était convoquée d'urgence pour examiner les causes de cet échec et pour envisager des mesures à prendre. Cette réunion sera marquée par un incident qui montrera non seulement le degré de frustration et de désarroi qui s'était emparé des membres du Dergue, mais aussi celui de la méconnaissance de la majorité du conseil quant à l'alignement des forces politiques dans le camp de la gauche civile.

Le constat d'échec, la nécessité de mettre fin à cette agitation et celle de mesures exemplaires et énergiques pour y parvenir, amènera quelques membres à "demander des têtes". Dans une ambiance surchauffée les noms de ceux qui étaient supposés être à l'avant garde de cette agitation anti-gouvernementale et pour la création immédiate d'un GPP commençaient à être avancés. On retiendra ceux de deux "intellectuels extrêmistes venus d'Europe" : Hailé Fida et Negede GOBEZIE.

Pour ceux qui suivaient, même de très loin, le débat au sein de la gauche civile, cela sentait évidement la provocation. Alors que les partisans de "mesures énergiques" demandaient l'arrestation et l'exécution de ces deux "Tesfentaris" en invoquant l'exemple de Mao-Tse-Toung qui avait "réussi sa révolution en se débarassant des intellectuels extrêmistes, d'autres (Demessie Deressa, Berhanou Baye, Alemayehu Hailé, Teka Tulu etc tenteront désespéremment à amener l'assemblée à plus de raison. L'intervention de Menguistu, qui n'avait

jamais eu de contacts avec les militants en question, mais qui suivait quand même le débat, connaissaît les positions respectives des uns et des autres, et qui qualifiera ces propositions de "folies", sera décisive. Il plaide contre cette mesure et parviendra à faire échouer cette manoeuvre dont les instigateurs, on le saura par la suite, étaient les partisans du PRPE, même si la direction du parti en tant que telle n'avait rien à voir dans cette affaire...

CHAPITRE X : VERS LA CREATION DU POMOA(1)

(1) Provisonal Office For Mass Organisational Affairs
(bureau provisoirepour les affaires d'organisation des masses)

Pendant les mois qui suivirent la proclamation urbaine, plusieurs facteurs viennent s'ajouter à l'isolement dont souffrait le Dergue, qui persuadèrent le PRPE à opter pour une politique de confrontation. Se fiant à des rumeurs persistantes qui faisaient état de l'intention du régime d'annoncer en septembre 1975, la création d'un "grand parti progressiste", à l'occasion du premier anniversaire de la révolution. Le PRPE essaie de devancer les évènements en annonçant lui-même, dès le mois d'août 1975, sa propre existence, en rendant public son programme politique.

Même assuré du contrôle des organisations de masse comme la CELU et l'association des enseignants et fort de son emprise sur la jeunesse urbaine, le parti s'inquiètait de la percée réalisée par Meisone et du rééquilibrage qui se faisait jour dans le camp progressiste. L'ascension de ce dernier était perçue comme d'autant plus dangereuse qu'elle se faisait par le biais d'une clarification qui démontrait que, contrairement aux affirmations du parti, Meisone n'avait rien d'une organisation alignée sur les positions du régime.

Dans ce contexte, le parti se devait de démontrer qu'il était la seule organisation à s'opposer concrètement et clairement au gouvernement militaire.

Ce fut donc le débat d'une période marquée, par ce qu'il faut bien appeller, des "résolutions-ultimatums", lancées par les organisations contrôlées par le PRPE et de ripostes sous forme de répression accrue et d'état d'urgence de la part du gouvernement, dont l'emprise sur les villes était très sérieusement menacée.

Cette confrontation Dergue/PRPE que beaucoup de membres et sympathisants de Meisone mettaient sur le compte d'une lutte pour le pouvoir "entre deux factions petites bourgeoises" jettait le camp progressiste dans la confusion la plus totale, propice à toutes les aventures de la droite. Il était en tout cas clair que les DIVISIONS de la gauche, le refus que le PRPE continuait à opposer aux appels de Meisone à l'unité d'action et les difficultés sur la voie de la cons-

titution d'un "vaste front anti-féodal et anti-impérialiste" que ce dernier appellait de ses voeux, ouvraient la voie à une telle éventualité.

C'est dans ces conditions que, pour la première fois depuis le début de la révolution, la direction de Meisone décide de sortir de la réserve qu'elle s'était imposée face aux attaques du PRPE et d'engager le combat politique sur deux fronts : contre la ligne "objectivement contre-révolutionnaire" du parti et les agissements anti-démocratiques du Dergue qui se conjuguent pour créer une situation extrêmement dangereuse pour les acquis de la révolution.

C'est à cette même époque qu'un débat s'instaure au sein de la direction de Meisone quant aux suites à donner à l'initiative du régime visant à créer un "bureau d'organsiation du peuple" avec la participation d'intellectuels progressistes. Les mois d'octobre et de novembre, assombris par l'état de siège décrèté à Addis Abeba, seront aussi ceux d'activités intenses faites de rencontres, d'échanges de vues et de négociations entre membres du Dergue et intellectuels, choisis à titre individuel, mais dont certains étaient connus pour leur appartenance à Meisone ou au PRPE. Ces pourparlers aboutiront, en décembre 1975, à la mise sur pied, encore officieuse, de ce qu'on appellera pendant longtemps le "Politburo", dont l'existence sera consacrée par une proclamation au mois d'avril 1976.

I. La spirale confrontation/répression

L'offensive du PRPE commence avec le congrès de l'Association des enseignants. Tenu du 1 au 10 septembre 1975, dans la ville de Jimma, le congrès rompt avec la prudence et les positions nuancées dont l'association faisait preuve lors de ses assises du mois de mai. Les résolutions sont cette fois-ci extrêmement hostiles au gouvernement militaire et demandent, ultimatum à la clé, l'instauration immédiate d'un Gouvernement Provisoire Populaire.

Les cérémonies du 12 septembre marquant le premier anniversaire de la révolution, que le PRPE avait appellé à boycotter, se ter-

67

minent dans l'équivoque. Ignorant l'appel du parti, les travailleurs sortiront en masse. Mais cette participation des travailleurs et des citadins était tout sauf une manifestation de soutien au gouvernement militaire. Traduisant le mécontentement profond de la population, ces manifestations étaient dominées par des mots d'ordre hostiles aux militaires et se distinguaient surtout par leur rejet d'un socialisme "sans la participation du peuple" et par l'omniprésence des pancartes demandant l'instauration immédiate d'un gouvernement provisoire populaire. Le PRPE qui choisit de ne retenir que l'aspect anti-Dergue de ces manifestion se trouve conforté dans ses thèses.

Il cherche donc à consolider ces gains en accentuant la pression sur le régime. L'occasion en est fournie lors du congrès statutaire de la CELU prévu pour le 21 et 24 septembre.

Mais alors même que les 183 délégués syndicaux venus de toute l'Ethiopie étaient en train de délibérer dans une ambiance marquée par une hostilité franche et massive contre le régime militaire, ce dernier commence à prendre des mesures destinées à faire taire cette opposition des organisations de masse. Le mercredi 22 septembre, des militants de l'association des enseignants, surpris au secrétariat du syndicat en train de roniotyper le texte de la résolution de leur congrès, sont arrêtés par les forces de sécurité. Le communiqué qui annonce cette descente de police est sans nuance et sommaire trahisant ainsi une certaine nervosité du régime :

"Une poignée d'enseignants oeuvrant à saper l'unité du pays et perturber la paix, à semer la division au sein de la population sur des bases tribales, à créer la discorde au sein des forces armée et opposés aux mesures gouvernementales prises dans l'intérêt du peuple... ont été arrêtés alors qu'ils s'apprêtaient à diffuser des écrits subversifs".

La CELU fait semblant d'ignorer cette répression et continue ses travaux, comme si de rien n'était. Constatant à juste titre que la révolution était dans une situation extrêmement dangereuse et que

le seul moyen de sortir de l'impasse était de proclamer immédiatement les libertés démocratiques, les congressistes rappellent que ces revendications, déjà avancées à plusieurs reprises, n'ont pas encore abouti. Face aux "entêtements anti-démocratiques" du régime, ils font savoir que cet appel sera le dernier puisque "si d'ici un mois une solution n'est pas trouvée à ce problème, nous affirmons que nous prendrons les mesures qui s'imposeront". La fin du document est plus explicite et menaçante :

"Si une mesure répressive quelconque est entreprise contre ceux qui ont organisé ce congrès ou les délègués qui y ont assisté, ou si, comme cela a été le cas dans le passé, des mesures sont prises pour fermer le secrétariat de la CELU, ou encore contre les travailleurs qui distribuent le texte de cette résolution, nous faisons savoir que nous déclencherons immédiatement la grève générale et que nous ne reprendrons le travail qu'après avoir eu satisfaction sur les revendications votées par le congrés".

L'affrontement ne tardera pas à venir. Le lendemain, le 25 septembre, les dirigeants syndicaux à l'EAL sont arrêtés sur leur lieu de travail alors qu'ils étaient justement en train de distribuer aux employés le texte de cette résolution ultimatum. Les autres employés tentent d'empêcher les forces de l'ordre de partir avec les dirigeants. Dans l'échauffourée qui suit, les militaires ouvrent le feu et 7 employés sont tués sur le coup. Une vingtaine sont blessés.

Encore une fois c'est le tollé général. Dans un communiqué spécial intitulé "les massacres fascistes n'arrêteront pas la lutte des masses populaires "Meisone dénonce cet"acte barbare" et, soutenant les revendications contenues dans la résolution de la CELU, demande encore une fois à toutes les forces progressistes de surmonter "leurs contradictions secondaires" et de faire face dans l'union à ces "complots des forces réactionnares".(1)

Le PRPE lui, lance, comme prévu,un ordre de grève générale.

---

(1) vmp n°spécial 26 septembre 1975

69

Elle n'est suivie que par une infime minorité de travailleurs sauf à l'EAL ou les employés répondent à cette appel en paralysant la compagnie pendant quatre jours.

La situation était suffisamment tendue pour amener les militaires à décrèter l'état d'urgence à Addis Abeba et dans ses régions. Les manifestations, la distribution des "écrits subversifs", les grèves (même des grèves du zèle), la propagation de "nouvelles fausse et alarmistes" sont interdites et les forces de sécurité ont carte blanche pour arrêter ou même tirer à vue sur tout ceux dont l'acte "serait contraire à la révolution et à l'ordre public".

En moins d'une semaine, plus de 400 personnes, y compris l'état major de la CELU dont le secrétaire général Marcos HAGOS, sont arrêtés. Pour alourdir encore plus le climat dans la capitale, l'explotion d'une bombe, (le 2 octobre) endommage sérieusement le centre des télécommunications.

Plus nerveux que jamais, le gouvernement, qui se sent assiègé, finit par déclarer la guerre à tout le monde. Le soir même de cette explosion,un communiqué officiel vient affirmer que désormais la "révolution" va intensifier la lutte sans merci contre ceux qui tentent de compromettre l'unité et l'intégrité territoriale du pays, les réactionnaires féodaux, les pseudo-progressistes et les gauchistes etc... tous qualifiés d'ennemis du peuple et de la révolution.

Le tableau que dressent Meisone et le PRPE de la situation est identique. Même si les conclusions qu'ils en tirent sont diamétralement opposées.

La révolution est en danger. La responsabilité revient avant tout au régime militaire dont la politique anti-démocratique et "réactionnaire" est jugée très sévèrement par Democracia et la Voix des masses. Soulignant la responsabilité du régime dans le renforcement des forces de droite, cette dernière écrit :

"Dans les régions du Sud, l'élan révolutionnaire des masses paysannes qui s'était fait jour après la proclamation agraire est en train de se briser à cause de la politique du Dergue qui soutient les forces de la réaction.

"Aux revendications portant sur les libertés démocratiques et l'armement des masses, le Dergue répond par la proclamation d'un état d'urgence fasciste, l'emprisonnement, la torture et l'exécution sommaire des paysans".

"Dans les villes, après le massacre perpétré à l'EAL, la proclamation de l'état d'urgence et l'échec de la grève générale, les travailleurs se trouvent dans un océan de désespoir...".

"La petite bourgeoisie, poussée par sa haine du régime anti-démocratique est en train de rejoindre le camp de la contre-révolution. De nombreux frères et soeurs, dont le seul "crime" est de se battre pour le bien du peuple éthiopien, croupissent en prison".

"Tout ceci montre à l'évidence que le Dergue s'est aligné sur des positions anti-démocratiques, anti-populaires et contre révolutionnaires"...(1)

Democracia fait le même constat sur le virage à droite du régime. Convaincu que "les jours du fascisme sont désormais comptés" et que son renversement serait l'oeuvre du seul PRPE, ce dernier refus de répondre positivement aux offres de Meisone, qui depuis septembre lance des appels àl'unité d'action des forces progressistes, y compris celles (de plus enplus minoritaires il est vrai) qui se trouvent au sein du Dergue.

L'analyse du PRPE qui l'amène à rejetter cet appel est claire,
et même du bon sens. Les féodaux et toute la réaction s'organisent et demandent eux aussi, comme le reconnaît le parti lui-même "le renversement du gouvernement". Mais ce combat entre deux forces anti-popu-

---

(1) vmp n° 31

laires est mis sur le compte d'une "simple lutte pour le pouvoir"et les forces progressistes n'ont pas à choisir entre "ces deux ennemis". "Ce n'est pas le moment pour le peuple de préconiser une alliance avec l'un pour combattre l'autre". (1)

Une position apparement "neutre" mais à parcourir ce numéro de "Democracia" intitulé : "le féodalisme, l'impérialisme et le fascisme sont trois ennemis en un". Il est clair que le parti considère que l'ennemi à abattre et d'abord et avant tout le Dergue, parce que ce dernier "constitue un obstacle dans notre lutte contre les réactionnaires".

"Le maintien au pouvoir des fascistes et de la clique d'officiers non seulement empêche la révolution de continuer sur le droit chemin, mais est aussi la cause principale du renforcement des réactionnaires".

Il faut donc se débarrasser de cette force d'interposition pour mieux combattre le féodalisme et l'impérialisme. Mais dans ce combat le parti ne cherche aucune alliance avec d'autres forces progressistes et notamment avec Meisone. Dans le contexte d'alors, un front uni Meisone/PRPE était non seulement possible, mais aurait aussi été une démarche qui aurait pu éviter à la révolution les revers qui viendront plus tard. Mais le PRPE ne l'entendait pas de cette oreille. La logique implacable qui faisait du Dergue "l'ennemi à abattre pour mieux combattre les vrais ennemis du peuple" était poussée jusqu'à ses conséquences mortellement sectaires.

L'obstacle majeur dans la lutte contre le Dergue c'était les "intellectuels socio-fascistes" qui cherchaient à redorer le blason d'un régime honni par tout un peuple. Il fallait donc s'acharner contre ces opportunistes qui étaient les ennemis du peuple au même titre que les militaires, eux-mêmes alliés, objectifs de la réaction. On le voit, le féodalisme et l'impérialisme étaient loin, très loin.

La boucle semble dont être bouclée. Le PRPE considére le

(1) Démo n°23

renversement du régime comme une condition préalable pour le succès de la lutte contre le féodalisme et l'impérialisme. Le Dergue, lui, affirme que les "pseudo-progressistes et les gauchistes" sont des ennemis de la révolution au même titre que les féodaux et les impérialistes. Ainsi l'impasse semble totale.

La voie du bonsens préconisée par Meisone qui cherche à rapprocher les forces démocratiques et à consituer un "vaste front anti-féodal et anti-impérialiste" comprenant Meisone, le PRPE et toutes les forces progressistes du pays y compris celles qui se trouvent au seindu dergue semble impraticable. L'attitude anti-démocratique du Dergue et de ceux que la VMP appelle "les provocateurs petits-bourgeois" empêche la consitution d'une force formidable et crédible seule apte à sortir la révolution de la voie dangereuse dans laquelle elle s'était engagée.

Pour la première fois depuis le début des évènements de février Meisone se résigne, à son tour, à attaquer ouvertement la ligne "objectivement réactionnaire" du PRPE.

Dans ce même numéro, intitulé "confusion et démocratie" l'attaque contre l'entêtement anti-démocratique du Dergue est mis sur le même pla que les agissements du PRPE.

"Alors que la violence contre révolutionnaire et les mesures fascistiques du dergue vont en semultipliant, il doit être claire pour tous que dire et écrire n'importe quoi n'est pas la meilleure façon d'indiquer la voie que doit suivre la révolution".

Tout en rangeant du côté du peuple "dans sa lutte contre le Dergue anti-démocratique et contre révolutionnaire" la VMP affirme qu'elle ne peut plus se taire "par opportunisme" face aux agissements de 'quelques groupes petits bourgeois qui sèment la confusion dans le camp progressiste et représentent donc un danger pour la révolution".

"Le seul moyen pour sortir de la situation dangereuse dans laquelle nous nous trouvons est de démasquer ces "semeurs de confusion" par un débat idéologique conséquent qui jettera ainsi la base pour

l'unité des forces progressistes". (1)

Ce début d'offensive de Meisone contre le PRPE s'accompagne d'avancées sur le plan organisationnel. Au mois d'octobre, après des travaux préparatifs qui ont duré pendant des mois, le congrès constitutif du mouvement de jeunesse de Meisone "le mouvement révolutionnaire de la jeunesse d'éthiopie" a lieu à Addis Abeba. A ce congrès clandestin des jeunes représentants des sections dans 9 régions administratives sur 14 sont présents. Gubere Egzoabher Hagos, ancien militant du PRPE, qui sera parmi les premiers à déserter le parti pour rejoindre Meisone sera élu président de l'organisation. Quelques semaines plus tard, le journal du MRJE "YEABIOT FANA" commencera son travail d'agitation et d'organisation parmi la jeunesse du pays. Il aura la tâche difficile et fonctionnera dans des conditions de "double clandestiné" puisque ses militants devaient se cacher non seulement des services de sécurité du régime mais aussi des agressions des militants du mouvement de jeunesse du PRPE "La ligue Populaire et Révolutionnaire d'Ethiopie", pour qui les méthodes démocratiques de débat n'étaient pas les vertus premières.

Au même moment, Dr. NEGISTE ADANE, ATNAF YEMANE et d'autres femmes membres ou proches de Meisone créent "le mouvement révolutionnaire des femmes d'Ethiopie" et le journal "Tagay Ethiopiawit" qui, lui, devait faire face au mouvement des femmes du PRPE regroupé autour du journal "Derib Tagaye".

Les mois d'octobre et novembre seront aussi marqués par d'autres évènements qui auront des conséquences très importants sur le cours de la révolution. Tout en tenant d'instaurer un débat public avec le PRPE Meisone entame des pourparlers discrets avec quelques progressistes au sein du Dergue pour les avertir des dangers qu'est en train de courir la révolution et pour étudier les conditions qui pouvaient aider à la création d'un vaste front composé de toutes les forces démocratiques du pays.

(1) VMP n°31

II. Les pourparlers Dergue-Progressistes

"Des préparatifs sont en cours pour l'établissement d'un parti politique national qui prendra en charge l'administration du pays. Ce parti sera guidé par les principes du socialisme éthiopien et regroupera les paysans, les ouvriers et les forces progressistes du pays.(1)

Lorsque pendant l'été 1975, des déclarations comme celle-ci, venant du général Teferi Benti, de Menguistu et d'autres responsables du pays viennent confirmer les intentions des militaires, les milieux progressistes sont plus ou moins vanguement au courant de la création d'une mystérieuse "Commission suprême d'organisation du peuple" qui travaille sous la présidence de Menguistu. Ils sont tous unanimes pour rejetter cette idée du parti unique.

Cette "Commission suprême d'organisation du peuple" censée présider à la création de l'appareil politique qui manquait au Dergue était composée de 7 militaires (tous membres du Dergue) et de quatre civils. Mengistu en était le président alors qu'Alemayehu Hailé en était le secrétaire général. Parmi les autres membres il y avait Sisaye Habté, Mogues Wolde Michael et Berhanou Daye. Les civils étaient Haile Guebriel Dagné (Ministre de l'Education National), Lij Michael Imiru (Conseiller politique auprès du chef de l'Etat), Zegyé Asfaw (Ministre de la réfore agraire) et Tekalegine Guedamu (Ministre des postes et des télécommunications).

Même Hailé Guebriel Dagné et Zeguyé Asfaw, à l'époque membres, de Meisone et d'Etchat (2) respectivement avaient des réserves quant à la mission de la création d'un tel parti unique, la tâche principale des membrels de la Commission étaient de contacter les militants plus ou moins connus et d'en amener au moins une partie d'entre eux à collaborer dans la mise sur peid d'une telle organisation. L'idée avancée dès le début était de créer, sous la responsabilité de la haute commis-

(1) Discours du chef de l'Etat cité dans VMP n°29

(2) Lutte révolutionnaire des opprimés d'Ethiopie : organisation fondée par BARA TUMSA et recrutant principalement chez les OROMO et d'autres nationalités de l'Ethiopie méridionale.

sion, un "bureau d'organisation du peuple".

Haile Gabriel Dagné, un des membres fondateurs de Meisone, plaidait pour que l'organisation examine sérieusement les offres du Dergue et pour qu'elle présente au moins des contre-propositions aptes à servir de base pour une collaboration éventuelle. Déjà, lors du lancement de la Zemetcha dans la préparation de laquelle il était très impliqué en tant que Ministre de l'Education Nationale, il était parmi les rares membres de Meisone à préconiser une participation à l'organisation et à l'encadrement de ce programme. Il y voyait une occasion inespérée pour l'implantation de Meisone à travers tout le pays. Mais à l'époque, étant donné la position de Meisone qui voyait dans le Dergue un pouvoir fasciste manipulé par l'impérialisme américain, les partisans d'une telle politique était extrêmement minoritaires.

Depuis, la proclamation agraire et la position de soutien critique adoptée par l'organisation militaient en faveur d'un examen sérieux de ces propositions. La direction était profondément divisée quant à l'opportunité d'une telle "alliance" entre les militaires et les forces progressistes du pays. A l'occasion du débat sur cette question on voit ressurgir les vieux clivages entre partisans et adversaires de la position de soutien critique.

Les anciens dirigeants de Meisone, pas encore complètement acquis à la nouvelle position, avaient du mal à franchir le pas, même si, à la base de ce débat, il y avait quelques principes sur lesquels tout le monde était d'accord. Il ne portait pas sur la question de savoir si oui ou non il fallait travailler pour le Dergue mais plutôt sur le point de savoir comment et dans quelle condition il serait possible de travailler avec le régime pour faire avancer la révolution. Jamais il n'avait été question pour quiconque de participer à la création d'un parti unique pour le compte du Dergue

Les Dr. Teffera Wondé et Worku Ferede, un vieux de la vieille du mouvment progressiste éthiopien, était contre toute idée

d'alliance avec les militaires. D'autres, Haile Gabriel bien sûr, mais aussi Hailé Fida, Negede, Andargatchew, Tesfaye Tadesse, Tereffe Wolde Tsadike, Mesfin Kassu etc... proposaient des négociations sur la base d'une plateforme démocratique. D'autres enfin, comme Kebede Menguesha, Daniel Tadesse étaient pour le moins sceptiques quant à l'éventualité d'une acceptation par les militaires des conditions que les partisans d'une telle alliance tactique voulaient imposer à ces derniers. Il est vrai qu'à l'époque les déclarations sur le parti unique et les agissements anti-démocratiques du régime semblaient donner raison à une telle méfiance.

Toujours est-il qu'une majorité s'est très vite dégagée pour préconiser des contacts "individuels et informels" entre quelques militants de Meisone et les membres de la Commission suprême. Il était entendu que ces démarches se feraient à titre purement individuel et qu'elle n'engageraient en rien l'organisation. Des contacts purement exploratoires destinés à sonder plus concrètement les intentions des militaires et surtout à faire passer les arguments de Meisone sur les revendications des libertés démocratiques sur l'armement des APS et sur toutes les questions importantes de la révolution.

C'est ainsi que pendant le mois de septembre des contacts auront lieu directement avec Alemayehu, Berhanou Baye, Sisaye, Lij Michael et indirectement Menguistu lui-même. Côté Meisone ce sont entre autre Hailé, Negede, Andargatchew, Tesdaye Tadesse qui engagent des discusions et rédigent des rapports à la direction de l'organisateur.

Ces rapports laissaient prévoir la possibilité d'un alignement du Dergue, du moins de ses dirigeants principaux, sur les positions et les thèmes avancés par l'organisation. Mais ces propos tenus au cours de discusions privées n'engageaient personne et de toute façon n'étaient pas assez fermes pour permettre une décision de la part de la direction de Meisone.

Ainsi lorsqu'en octobre 1975 commencèrent les fameux entretiens entre les responsables de la haute commission et des intellec-

77

tuels progressistes invités pour "un tour d'horizon", les positions des uns et des autres étaient parfaitement claires. Les membres de la haute commission et notamment menguistu et Alemayehu étaient convaincus de la nécessité de faire des concessions substantielles sur les revendications fondamentales avancées par les partisans d'une éventuelle alliance. Déjà en septembre 1975, Menguistu disait que ce qu'il fallait "ce ne sont pas des "Tifosi" mais des gens prêts à un travail commun sur des bases claires et dans l'intérêt suprême du pays".

Sans que le débat de fond sur une éventuelle alliance soit clos, il était décidé non seulement d'accepter les invitations (qui de toute façon étaient lancées à des intellectuels progressistes à titre individuel), mais aussi de préparer sérieusement ces discussions et les propositions que devaient faire les invités.

Chaque membre convié à ces discusions recevront des instructions sur les principes généraux qu'il devait faire passer et qui s'articulaient autour des points suivants :

1. Rejet de toute idée de parti unique et insistance sur la nécessité de la proclamation des libertés démocratiques y compris le droit d'organiser des partis politiques qui devait être reconnu à toutes les forces anti-féodales et anti-impérialistes;

2. Rejet de toute notion d'une collaboration entre "une poignée d'intellectuels" et quelques membres progressistes du Dergue en insistant sur la nécessité d'une vaste alliance entre toutes les forces progressistes du pays;

3. La nécessité, pour réaliser cet objectif, d'un programme démocratique qui servira de plateforme à une telle alliance étant entendu que soncontenu devait faire l'objet d'un débat démocratique et public et qu'il devait être officiellement proclamer comme plateforme commune sur la base de laquelle toutes les forces progressistes du pays seraient appelées à coopérer;

4. Ne pas accepter l'idée sebn laquelle l'organisme à mettre sur pied aurait pour tâche "d'organiser le peuple" (Hezbe Aderaji) et proposer, à la place, la notion d'un organisme dont la tâche serait d'aider le peuple à s'organiser lui-même.

A vrai dire, il n'y avait rien de nouveau ni de particulier à Meisone dans ces prises de position. A quelques nuances près, ces idées étaient celles de toutes les forces progressistes du pays y compris celles du PRPE.

En plus de ces idées à souligner par tout le monde, chaque militant devait insister sur quelques points particuliers. Fikré Merid devait plaider pour une solution pacifique et démocratique de la question érythréenne. Hailé Fida sur les problèmes des libertés démocratiques, Negede Gobezie sur le caractère "non anti-capitaliste" de la révolution en cours...

D'autres points à soulever par les invités concernaient les problèmes en rapport avec la conjoncture : la levée de l'état d'urgence, la libération des syndicalistes emprisonnés, une amnestie générale pour les Zematches ayant déserté leur poste, le lancement d'un débat démocratique dans les mass-média sans attendre la proclamation du décrêt sur les libertés publiques, dont la préparation serait l'une des premières tâches du bureau à mettre sur pied etc ...

Un peu plus de 60 militants étaient conviés à ces entretiens qui commencèrent à la mi-octobre. Chaque membre de la Haute Commission était invité à proposer des noms et, une fois la liste dressée, Alemayehu était chargé de les contacter et de s'occuper de la préparation matérielle de ces entretiens.

Face aux militants invités par groupe de trois, Menguistu flanqué d'Alemayehu et de Lij Michael Imiru menait ces discusions à bâton rompu. Il posait des questions sur ce que les invités pensaient, de ce qui avait été fait jusqu'ici, et surtout sur ce qu'ils pensaient de l'avenir de la révolution. Il demandait si les invités avaient des propositions concrètes aptes à permettre une meilleure coordina-

tion entre forces progressistes à "faire front dans l'unité face aux aussauts des ennemis de la révolution". Alemayehu prenait soigneusement des notes. Lij Michael écoutait avec beaucoup d'intérêts, mais sans intervenir ou très rarement.

De toute façon tous les trois connaissaient les positions respectives des uns et des autres. Mais ces entretiens n'étaient pas inutiles. Ils permettaient à chacun de réaffirmer sa position et surtout de répondre à une question capitale : vers la fin des entretiens chacun était prié de dire si oui ou non il acceptait de devenir membre du "Politburo".

Pour la plupart d'ent e-nous, il s'agissait du premier contact avec Mengistu. La première impression qui se dégageait était celle d'un personnage poli et posé mais aussi prêt à toutes les offensives de charme pour séduire au moins une partie des invités afin de leur faire accepter l'idée d'une telle alliance. "Nous avons porté le fardeau tout seuls jusqu'ici. Il nous faut l'appui de tous ceux qui se disent progressistes pour pouvoir continuer, pour mieux organiser le peuple, pour faire face aux attaques de la contre-révolution". Le leitmotif des interventions de Menguistu pouvait être résumé par ces quelques mots.

Les membres de Meisone acceptèrent de participer au "Politburo" à condition que le Dergue réponde positivement aux revendications déjà énumérées.

Ceux du PRPE refusèrent d'engager des discusions sérieuses. Certains poussaient la mauvaise foi jusqu'à affirmer que rien de positif n'avait été fait depuis l'arrivée des militaires au pouvoir. D'autres invoquaient des "raisons de santé" pour décliner l'offre qui leur avait été faite. Zeru Keshene, figure de proue du mouvement étudiant des années soixante invoquera toute une série de maladies pour justifier son refus. Menguistu, qui n'était pas dupe, le remercia : de " s'être quand même dérangé pour venir jusqu'au palais malgré toutes ses maladies". D'autres encore ne manquaient pas de souligner "l'ignorance" de l'ABC des principes d'organisation dont faisaient

preuve les militaires en essayant de "mettre sur pied un politburo alors que le parti n'était pas encore créé...".

Le refus était donc clair et dédaigneux. L'analyse de la conjoncture politique que faisait le PRPE le poussait à adopter une telle attitude. Victime de sa propre propagande la direction croyait que l'isolement sans précédent dont souffrait le régime ne manquerait pas de précipiter sa chute dans un bref délai. Il ne servait dont à rien d'essayer de se "mouiller" avec de dernier et encore moins de faire quoi que ce soit pour le "sauver". Il croyait ensuite, victime là aussi de sa propre propagande, que l'objectif principal et unique des "fiançailles" entre le régime et les "intellectuels socio-fascistes" était de créer un parti unique dans le pays. Dans cette perspective à laquelle le parti croyait dur comme fer, le refus de toute alliance avec les progressistes au sein du Dergue avait au moins un double avantage : si le Dergue tombait, le parti n'aura pas été mouillé et compromis avec la dictature "fasciste". Si l'alliance durait, la création d'un parti avec la participation active de Meisone permettrait au PRPE de continuer la lutte en tant que seul dépositaire de la légitimité révolutionnaire et de porte-drapeau des traditions militantes du mouvement étudiant et des aspirations démocratiques du peuple éthiopien.

Le PRPE était tellement sûr de sa politique et peu convaincu de la pérénité d'une telle alliance et de l'influence qu'elle sera amenée à exercer sur l'évolution politique du pays qu'il n'estimait même pas nécessaire d'infiltrer sérieusement l'organisme qu'on était en train de mettre sur pied. Quelques mois après la création du POMOA et étant donné l'emprise de plus en plus importante du bureau sur le processus révolutionnaire, le parti tentera, parfois avec succès, une politique d'infiltration. Un document interne du parti, qui parvient à Meisone au mois d'août 1976, souligne cette nécessité en la justifiant par le fait qu'une telle politique "permettera au moins de se procurer des armes "dans la perspective d'une "guerilla" urbaine qu'il était en train d'envisager. Un de ces militants du parti, infiltré à l'école politique sera d'ailleurs à l'origine de l'explosion qui ra-

vagera cette école en novembre de la même année...

Pour l'heure, le refus du parti s'accompagne d'attaques virulentes contre toute idée d'alliance et de tentatives d'intimidation de tous ceux qui seraient tentés par une telle aventure :

"En ce qui concerne les quelques intellectuels "progressistes" qui en invoquant la nécessité de se concerter, ont engagé des pourparlers avec la clique, nous disons que sauf une petite poignée, ils sont tous des opportusites jusqu'à la moëlle qui n'hésiteront pas à retourner leur veste pour profiter de la situation. Leur carrièrisme n'étonnera pas ceux qui ont suivi leur itinéraire".(1) Et de dénoncer un peu hâtivement des "fiancailles socio-fascistes" dont l'ojectif serait de créer un parti pour les militaires.

La conception de parti concernant la nature et le processus de la révolution était, à l'époque décrite comme suit:

"La notion de "Démocratie Nouvelle "implique la reconnaissance des libertés démocratiques sans restriction aux classes opprimées et aux forces progressistes. C'est un système qui doit permettre à ces derniers de s'organiser sur une base anti-féodale et anti-impérialiste en divers partis politiques dont le nombre dépendra de la conjoncture politique et de la situation objective. C'est un système qui sera instauré par ces forces, regroupées au sein d'un front et, qui sera dirigé par le prolétairiat".(2)

A peine six mois plus tard, le programme de la révolution nationale démocratique (NDRP) reprendra presque mot à mot (dans sa section III intitulée les tâches urgentes du moment) ces propos du PRPE. Mais à l'époque, comme le démontreront les prises de position pour le moins surréaliste que le parti était amené à prendre face aux pas en avant successifs du processus révolutionnaire, le PRPE avait atteint le point de nons retour.

III. Les premiers pas du POMOA

Lorsque le 14 décembre 1975, les intellectuels retenus pour former le secrétariat de ce qu'on appellait le "Politburo" se présentèrent devant le chef d'Etat le général Teferi Benti, l'ambaince était à un optimisme mesuré. Comme promis lors des entretiens d'octobre/novembre, l'état de

(1) Démocracia n° 1975

(2) Démocracia op cite

siège proclamé le 30 septembre avait été levé par une proclamation du 5 décembre 1975. Des militants arrêtés à cette occasion commencèrent a être libérés. Les derniers à bénéficier de ces mesures d'élargissement, les dirigeants de la CELU, seront libérés au mois de mars avec 97 autres prisonniers politiques. La loi d'amnistie s'appliquant aux participants de la Zematche qui n'avaient pas rempli leurs obligations avait été déjà approuvée. Elle sera votée le 18 décembre.

C'est donc dans un contexte apaisé que se tient la première réunion des 15 membres du secrétariat du POMOA qui aura lieu le 15 décembre. Y assistent : Hailé Fida, Mesfin Kassu, Kedir Mohamed, Fikre Merid et Negede Gobezie tous membres de Meione, Senay Likké de la Ligue Prolétarienne, Baro Tumsa d'Itchat, Youssouf Yassin dirigeant du Mouvement de Libération Nation Afar, Yonas Admasu dont on apprendra plus tard qu'il était membre du PRPE. Il y avait aussi Eshetu Cholle dont on a jamais su l'appartenance organisationnelle, et ceux que, faute de mieux, on appella des "individus patriotiques" même s'il finiront par la suite par sympathiser avec Meisone : il s'agit d'Assefa Medehené, Wonde Wossen Hailu, Tesdaye Sewayé, Melese Ayalew et Bezabehe Maru.

Dr. Kedir Mohame quittera le secrétariat quelques semaines plus tard pour s'occuper, sur décision de la direction de Meisone dont il faisait partie, de la branche du POMOA dans l'Illubabor où il travaillait déjà comme responsable régional du Ministère de la Réforme Agraire. Shewandagne Belete (de la Ligue Prolétarienne) et les Dr. Negiste Adane et Alemu Abeba rejoindront le secrétariat quelques semaines plus tard.

Le capitaine Alemayehu Hailé,chargé d'assurer la liaison entre le secrétariat et la Haute commission ouvre la séance inaugurale avec un discours de bienvenue. Il fait savoir que la définition du statut de ce bureau, de ses méthodes de travail, de ses structures internes etc... est laissée à ses membres eux-mêmes et demande que les textes appropriés soient rédigés dans un bref délai pour être présentés à la Haute commission.

83

Quant au texte de la plate-forme commune qui servira de base à une éventuelle alliance de toutes les forces progressistes du pays, il propose comme document de travail un texte déjà préparé par les soins de la Haute Commission. La Plate-Forme ainsi proposée est assez vague sur les problèmes des libertés démocratiques et des nationalités. Pour le reste elle ne se distingue en rien des grandes lignes de n'importe quel programme de "révolution nationale démocratique" et est en tous cas proche de tous les programmes politiques des organisations de gauche. Ceci ne saurait étonner lorsque l'on sait que Haile Gebriel Dagné et Zegeyé Asfaw avaient joué un rôle prépondérant dans l'élaboration dece texte.

Alemayehu parti, les premiers échanges de vue entre les animateurs du POMOA porteront sur une question apparemment simple : "Qui sommes nous ? Militants de la révolution ou fonctionnaires du gouvernement"?

"Des militants de la révolution" répondent les membres de Meisone et Barro Tumsa. L'argumentation était simple : personne ne nous a obligé de venir siéger au sein du secrétariat. Si nous l'avons fait c'est pourproposer une plate-forme commune et si le régime ne l'accepte pas, nous partirons.

Les "individus patriotiques" penchent plutôt pour une définition qui fait des membres du POMOA des fonctionnaires du gouvernement. Certains diront qu'ils sont là malgré eux ou parce qu'ils n'avaient pas la possibilité de refuser. Eshetu Chollé proposera une définition pour le moins originale. Nous sommes ici parce qu'obligés par le gouvernement. Mais notre situation n'est pas dramatique. L'obligation qui nous est faite est pour faire avancer la révolution et en tant que révolutionnaires nous n'avons pas à nous plaindre.

C'est cette conception d'une participation conditionnelle qui amènera la direction de Meisone à donner des instructions à ses militants au POMOA qui devaient insiter sur le caractère "officieux" de ce bureau jusqu'à la définition d'une plate-forme commune et à son

acceptation publique par le gouvernement.

Au-delà d'une simple question de principe, cette démarche se voulait porteuse d'un double message. Le premier de ces messages était destiné à la population et aux forces progressistes. Il fallait démontrer clairement que l'objectif du POMOA n'était pas du tout comme l'affirmait le PRPE et le crouait beaucoup de progressistes abusés par la propagande du parti, de chercher une alliance entre une poignée d'intellectuels et d'officiers et encore moins de créer un parti unique pour le Dergue.
Une proclamation portant création d'un tel organisme devait venir après celle d'un programme commun publiquement et solennellement accepté par le gouvernement comme base de l'alliance entre toutes les forces progressistes du pays.

Il s'agissait aussi d'adresser un message au gouvernement militaire. La pérénité de toute coopération dépendra de l'acceptation d'un tel programme et de son respect par tous. Faute de quoi les animateurs du POMOA, du moins ceux qui sont membres de Meisone n'hésiteront pas à interrompre leur participation à ce bureau.

C'est dans ces conditions de clarté que le POMOA commence l'élaboration des trois textes fondamentaux qui seront présentés à la Haute Commission et acceptés par le Dergue dans les trois mois qui suivirent la création de cet organisme. Il s'agit de la proclamation portant création d'un Provisonal Office For Mass Organisational Affairs, du programme de la Révoltuion National Démocratique et d'un projet de loi permettant l'exercice des libertés démocratiques.

85

CHAPITRE XI : LE DEBUT D'UN DEUXIEME SOUFFLE

****

86

L'élaboration de ces trois textes se déroule dans un climat d'effervescence et de regain d'optimisme aussi bien à la campagne que dans les villes du pays. Aux mesures d'apaisement déjà signalées vient s'ajouter, le jour même de la création du POMOA, la proclamation n° 71 portant sur le renforcement des Associations paysannes. Ce sera ni plus ni moins une deuxième révolution agraire qui ouvrira la voie à la liquidation définitive du féodalisme dans le pays. Bientôt cette bouffée d'oxygène qui relance la révolution dans les campagnes sera accompagnée dans les villes par "le printemps d'Addis Abeba" qui sera marqué par un débat, "rare en Afrique", comme le notera David OTTAWAY journaliste du Washington Post et qui sera en tout cas sans précèdent dans l'histoire politique du pays.

1. La deuxième révolution agraire

Depuis des mois, le conseil militaire est le théâtre d'intenses débats entre partisans de "l'ordre" et ceux qui plaident pour un renforcement des APS de façon à leur permettre de prendre en main l'administration de leur communauté de base. Ce faisant ces derniers ne faisaient qu'essayer de suivre la dynamique déjà créée par la proclamation agraire qui, de toute façon était en train d'instaurer un phénomène de double pouvoir dans les campagnes. Sous l'impulsion des Zematcha, les paysans avaient déjà commencé à "enfreindre" la loi et à dépasser les limites légales de leurs compétences, prévues par la proclamation. Les premières milices paysannes avaient déjà commencé à voir le jour sans qu'aucun texte ne vienne consacrer leur existence.

Il s'agissait donc de savoir s'il fallait, oui ou non, accompagner et systèmatiser ce développement du pouvoir paysan en le légalisant et surtout en lui donnant les moyens nécessaires pour faire face aux assauts de la contre révolution armée.

Effrayés par la tournure "anarchique" qu'étaient en train de prendre les événements dans les campagnes beaucoup de membres du conseil militaire pensaient que la seule façon d'enrayer ce "débordement gauchiste" était de donner plein pouvoir aux agents de l'adminis-

tration locale et surtout aux forces de l'ordre. Mais avec tous les progressistes dupays, les partisans du renforcement des associations paysannes, Menguistu, Aten-fu, Kiros etc... cherchaient à mettre hors jeu ce même appareil dont le comportement ne laissait aucun doute sur les sympathies féodales de ses membres. En cas de "coup dur" à Addis, ces dirigeants savaient pertinement que cet appareil, qui n'avait jamais vraiement accepté la proclamation agraire, sera le premier à se ranger aux côtés des putchistes. Cette constatation amena certains d'entre eux et notamment Mengistu à envisager, dès cette époque, la possibilité de continuer la lutte armée dans les campagnes en cas de coup d'Etat contre-révolutionnaire à Addis et à chercher un appuis structuré (et armé) chez les grands bénéficiaires de tout ce qui avait été fait depuis un an : les paysans. L'alliance entrain de naître, avec une partie des forces progressistes civiles, les encourageait à poursuivre dans cette voie.

La conjoncture politique et notamment la situation au sein des forces armées favorisaient les thèses des partisans de la révolution agraire. En effet, demander à l'armée déjà fatiguée de courir le pays pour éteindre les incendies qui s'allumaient partout, de mâter l'alliance Zematche/paysans en plus de la rébellion féodale, n'était pas du tout évident. Le ras-le-bol qui gagnait les troupes se manifesta de façon pour le moins bruillante le 31 octobre. Ce jour-là, une unité, rentrée tout juste d'une campagne dans la région de Gondar, est invitée à repartir aussitôt pour mâter une rebellion qui menaçait dans le pays Afar à l'est du pays. Et ce sans que les soldats aient eu le temps de se reposer et de revoir leur familles dans la capitale.

Pour protester et pour "faire entendre leur voix" les soldats qui traversaient la ville en convoi le firent en tirant des raffales enl'air. L'espace d'une demi-heure, on croyait à un coup d'Etat militaire. Le soir, un communiqué du gouvernement vint rassurer la population de la capitale en mettant l'incident sur le compte de "l'ivresse de quelques soldats indisciplinés".

L'incident était donc clos. Mais le Dergue s'apperçut, si besoin en était du fait qu'il ne pouvait pas compter éternellement sur la discipline et la fidèlité des troupes. Etant entendu que, travaillée comme elle était par l'agitation des forces progressistes civiles et même des jeunes officiers gagnés à la cause défendue par ces dernières, la tâche d'utiliser l'armée contre ceux qui défendaient la réforme agraire était encore plus difficile à réaliser que celle qui consistait à se battre contre la rébellion féodale.

Cette indisponibilité de l'armée pour des tâches de maintien de l'ordre partout dans le pays et contre des "ennemis" aussi bien de droite que de gauche, donnera une arme supplémentaire à ceux qui préconisaient la création de milices paysannes qui seraient chargées du maintien de l'ordre. Dans ces conditons, ils n'avaient plus de mal à présenter leur position radicale comme le seul moyen de sauver le pays de l'anarchie qui se développait.

Une fois la décision de principe acquise, il n'avait pas fallu longtemps pour passer à l'acte. Un comité présidé par M. Zegyé Asfaw, Ministre de la réforme agraire et auquel participaient un certain nombre d'intellectuels parmi lesqels des membres de Meisone et du PRPE, avaient depuis quelques mois déjà préparé un projet de loi dans ce sens. Il sera proclamé le 14 décembre.

Comme il ressort de son intitulé, la proclamation portait sur le "renforcement" des associations paysannes. Ces dernières sont désormais dotées d'une personnalité juridique, voient leurs compétences considérablement élargies et se voient dotées, pour la première fois, de moyens pour asseoir leur nouveau pouvoir.

Le pouvoir judiciaire, limité dans la proclamtion du 4 mars, aux seuls litiges portant sur les contentieux fonciers, est élargi pour inclure toute une série de contentieux qui font d'eux de véritables tribunaux de première instance.

Il est à noter que déjà, la proclamtion n°31, en confiant les litiges fonciers locaux aux tribunaux populaires avait amorcé une

certaine réorganisation des juridictions inférieures. La proclamation de décembre peut-être en ce sens considérée comme une prolongation de ce début de refonte des structures judiciaires du pays. Il n'en reste pas moins que les changements introduits par la proclamation n°71 étaient profonds.

En matière civile, le tribunal, élu par les associations paysannes elles-même, est désormais compétent pour juger tout litige dans lequel le montant en cause ne dépasse pas les 300 birr, les litiges entre époux, ceux relatifs aux droits à payer pour l'usage collectif d'endroits et d'instruments de travail et des contentieux qui mettent en présence une association paysanne et un ou plusieurs de ses membres.

En matière pénale, le tribunal est compétent en cas d'infraction aux réglements ruraux prévus par le code pénal, violation des règelements internes de l'association et de cas qui menacent l'ordre public, la sécurité ou le bien-être de l'association.

Les sanctions vont du simple avertissement à une amende d'un à 300 birr et de peines de prisons jusqu'à 3 mois. Le travail obligatoire de 15 jours ou, dans des cas moins graves,les excuses publiques sont également prévues.

Une autre innovation sans laquelle ces pouvoirs judiciaires et administratifs reconnus aux associations paysannes seraient sans aucune portée pratique, c'est la création d'une milice paysanne. en plus du comité exécutif, la proclamtion dote chaque association d'une milice dont le chef est élu par l'assemblée générale de chaque association, pour un mandat de deux ans. Les membres de ces "milices de défense de la révolution" sont désignés par le comité exécutif parmi les jeunes répondant à une série de conditions prévues par la loi : tout candidat doit-être âgé d'au moins 21 ans, de bonne moralité, en bonne santé, issu des masses paysannes et partisan de leur cause.

En procédant à cette nouvelle proclamation dont l'objectif était "de permettre aux aps d'assurer et de préserver les droits

politiques,économiques et sociaux de leurs membres et de permettre à la lutte contre le féodalisme et l'impérialisme...". Le Dergue introduit dans les campagnes (jette dans les campagnes) les bases d'un véritable pouvoir démocratique à côté et surout contre les structures administratives et judiciaires héritées de l'ancien régime.

En acceptant ainsi de suivre la dynamique révolutionnaire le Dergue fait savoir de façon on ne peut plus claire que les arguments portant sur le nécessaire "maintien de l'ordre" au non duquel tant de militants paysans et de jeunes ont été exécutés ou jettés en prison, n'étaient plus de mise :

"Jusqu'ici, faisant comme si les représentants des associations paysannes n'avaient aucune existence légale et inconscients du fait qu'on vivait dans une époque révolutionnaire où ce qui devait primer était l'intérêt de cette dernière et noncelui du maintien de l'ordre révolu des KEBERTES, les fonctionnaires, gardiens des intérêts de l'ordre déchu, ont essayé de contrarier la marche de la révolution et l'accomplissement des tâches historiques des associations paysannes". (1)

Affirmant ainsi la primauté du pouvoir révolutionnaire des paysans issu d'élections démocratiques dans chaque localité ou communauté de base, le Dergue répondait positivement aux revendications de toutes les forces progressistes du pays et surtout des paysans eux-mêmes.

Pour Meisone cette volonté politique et l'arsenal juridique qui la consacrait laissait la porte grande ouverte à la consitution d'un pouvoir parallèle dans les campagnes. La proclamation ouvrait ainsi des perspectives considérables pour peu que les forces progressistes du pays soient prêtes à relever le nouveau défi. En prenant, encore une fois, la proclamation au pied de la lettre, comme le feront des millions des paysans d'Ethiopie, Meisone entendait s'engager à fond dans cette nouvelle aventure dont l'aboutissement logique serait

---

(1) Communiqué du PMAC Addis Zemene 36 ème année n° 883

la prise de pouvoir complète des paysans dans leur communauté de base. Le POMOA sera l'instrument privilégié de ce nouveau combat.

Toutes les mesures d'apaisement et surtout cette nouvelle proclamation prenent le PRPE complètement au dépourvu. L'embarras est d'autant plus grand que cette "deuxième révolution agraire" vient à un moment où le parti avait déjà commis l'erreur de refuser toute participation au "Politburo" en prévoyant une exacerbation des contradictions entre les forces progressistes du pays et le régime, et par conséquent la chute imminente de ce dernier.

Occupé comme il l'était à tirer à boulets rouges sur le Dergue et les intellectuels "socio-fascistes", il n'était donc pas question de soutenir en quoi que ce soit cette proclamation. Il s'y opposera.

Le numéro de Démocracia, consacré à l'analyse de cette proclamtion, restera comme un morceau d'anthologie que nous citerons longuement non seulement parce qu'il s'agit d'un des derniers numéros consacrés à l'analyse d'une proclamation du Dergue, mais aussi parce qu'il donne la mesure de la mauvaise foi et du sectarisme du parti dans son traitement des grandes questions de la révolution.

Aucun des articles ou des dispositions de la proclamation trouve grâce aux yeux du parti.

Le numéro commence par l'éternel procès d'intention. Cette proclamation n'est que le résultat d'un "isolement croissant" du régime et ne fait que traduire le désir de ce dernier "de freiner le processus révolutionnaire".

"Face à la vague montante de la lutte populaire, le seul moyen pour l'endiguer était le subterfuge. Il a donc décidé de faire semblant de répondre positivement aux revendications populaires en procèdant à cette proclamation préparée par des opportunistes notoires aux ordres du régime. (1)

---

(1) n°28 du 28/04/68 à revoir

La consitution de milices paysannes ? De toute façon le peuple était en train de s'armer lui-même pour intensifier la lutte et cette provision ne faisait que traduire le désir du régime de faire face à ce processus en créant " des comités de défense à la solde de la dictature". Les membres de ces comités n'étant que des "espions" placés au sein du peuple.

La composition de cette milice ? La proclamation parle "de partisans du peuple et de ses intérêts". Le parti répond "on sait que des propriétaires qui sont revenus des maquis ont déjà été accueillis comme des partisans du peuple. La proclamation invite donc ces individus à faire partie de la milice".

Il s'agissait donc d'une milice des propriétaires d'autant plus qu'une autre provision de la loi venait exclure de façon indirecte la participation de paysans pauvres dans ces comités de défense paysanne. C'est du moins ce que le parti croît pouvoir affirmer en se référant à un article de la proclamation qui, dans un souci pour le moins évident d'efficacité, écarte de cette milice paysanne les malades et les handicapés en imposant la condition de "bonne santé physique" comme un des critères de recrutement des jeunes. Démocracia proteste et dénonce ce complot anti-handicapés en ces termes :

"Combien existe-t-il de paysans pauvres qui ne soient pas diminués par la sous-alimentation, l'ignorance et la maladie ? Comment peut-on exiger comme on le fait pour les mercenaires, une musculature redoutable et une santé parfaite lorsqu'il s'agit de recruter une milice paysanne dont les membres devaient au contraire être choisi en tenant compte de leur esprit et combativité révolutionnaire. En imposant de tels critères qui veut-on recruter ? Qui veut-on exclure ?"

Quant aux compétences reconnues aux tribunaux en matière civile et pénale, le parti ne sait plus quoi dénoncer. Ont-ils trop de pouvoir ou pas assez ? La proclamtion limite les compétences de ces tribunaux aux litiges dont l'enjeu ne dépasse pas les 300 birr.

03

Pour le parti ce n'est pas assez puisque cette limitation laisse de côté des contentieux "entre féodaux" qui mettraient en jeu des fortunes considérables. Ceci en oubliant au passage le fait que tout litige portant sur la propriété féodale était déjà du ressort de ces tribunaux. De toute façon, quelques lignes plus loin on lit que ce pouvoir et celui reconnu aux tribunaux en matière pénale est trop grand et même injuste :

"Les paysans pauvres s'organisent pour mieux défendre leurs intérêts et non pour être accablés par les problèmes encore plus graves. Prenons le cas de deux paysans pauvres qui se disputent pour 5 birr. Où est la justice si l'on inflige à l'un d'entre eux une amende de 300 birr ou si on le condamne à 3 mois de prison en l'obligeant ainsi à abandonner sa famille et livrer cette dernière à une mort certaine ? Où est la justice et l'équité si ce paysan pauvre est obligé d'abandonner sa propre ferme pour effectuer des travaux forcés sur les champs des autres et perd ainsi sa récolte annuelle ?"

C'est cette même attitude de refus et de condamnation sans appel que le parti affichera face à la proclamation n° 64 du 6 décembre 1975, portant sur l'ensemble de l'organisation juridique du travail salarié dans le pays. Cette loi organique de 115 articles règlemente, dans sa première partie,l'emploi et les conditions minimales de travail reconnues à tous les travailleurs du pays. Les heures de travail, les heures supplémentaires, les congés annuels, le temps de repos et de repas, les jours de congé, congé de maladie, de maternité, de formation ou pour activité syndicale et le mode de détermination des salaires et de l'avancement sont règlementés de façon précise.

Le droit de s'organiser est reconnu pour tous les travailleurs au niveau de l'entreprise ou de plusieurs d'entre elles, ces syndicats de base pouvant se regrouper par secteurs d'activités à l'échelle du pays. Les principes d'organisation syndicale prévoient l'élection de responsables à d'autres niveaux.

Les syndicats, regroupés par branches d'activités, qui sont au nombre de 9 (transport, travailleurs agricoles, secteur tertiaire, banque et assurance...) formeront ensemble le Syndicat Panéthiopien des Travailleurs (S.P.E.T.).

Quant aux conflits de travail, leur règlement est prévu par un comité ad hoc créé obligatoirement dans toute entreprise qui emploie plus de dix travailleurs. Si cette procédure échoue, le Ministère du travail désigne un conciliateur et si ce dernier ne parvient pas à résoudre le conflit, la Haute cour peut-être saisie par une des parties. Il s'agit là des conflits collectifs. Dans les cas ou les protagonistes seraient un seul travailleur et son employeur, une des parties peut saisir le Tribunal de district, les décisions de ce dernier pouvant faire l'objet d'un recours devant la Haute cour.

Le droit de grève, bien que reconnu, est règlementé de façon très contraigante pour les travailleurs. Elles ne peuvent avoir lieu que 5o jours après que le conflit ait été soumis à la Haute cour et seulement à condition que celle-ci ne s'oppose pas à l'exercice de ce droit.

Même avec cette limitation du droit de grève, les conditions minimales de travail qui ne dépendent plus du bon vouloir de l'employeur, le droit de s'organiser démocratiquement reconnu à tous les travailleurs et les perspectives de la création d'un syndicat pan-éthiopien sur des bases nouvelles amènera Meisone à prendre, encore une fois, cette proclamation au pied de la lettre et à accélérer son travail d'organisation au sein de la classe ouvrière.

Le PRPE quant à lui, décidera aussitôt de "combattre cette proclamtion et de tout faire pour qu'elle ne soit pas traduite dans les faits". Les arguments avancés étaient aussi sommaires que ceux qu'il employait contre la proclamation, sur les associations paysannes :

"Les travailleurs d'Ethiopie ont lutté pendant des années

années pour une législation garantissant le droit au travail et de grève. Ce que la clique est en train de proposer est une législation qui piétine ces droits de façon plus grave que ne le faisait l'ancien régime. Cette proclamation qui consacre l'esclavage a été élaboré pour sauvegarder les intérêts des employeurs, des bureaucrates et des forces anti-ouvrières. La clique et les Banda ont ainsi clairement démontré ce qu'ils veulent dire lorsqu'ils parlent de progrès, de démocratie et de révolution. Il faut tout faire et lutter pour que cette proclamation ne soit pas traduite dans les faits".

2. Le printemps d'Addis Abeba

La définition du statut du Pomoa et l'élaboration des deux autres documents fondamentaux, le programme de la révolution démocratique et le projet de proclamation portant sur l'exercice des libertés démocratiques, ne constituaient pas des tâches particulièrement ardues. Ils seront tous prêts à la fin janvier c'est-à-dire à peine deux mois après la création du Pomoa.

Cette facilité dans la préparation des textes s'explique par plusieurs facteurs. Il y a d'abord l'influence prépondérante de Meisone au sein du secrétariat central chargé d'élaborer ces documents. Mais ceci n'expliquait pas à elle seule la rapidité avec laquelle un accord d'ensemble fût obtenu au sein du bureau. Plus important était peut-être le fait que tous les membres du bureau, qu'ils soient organisés ou non étaient issus de la même génération de militants du mouvement étudiant des années 60. Malgré quelques nuances ils appartenaient tous à la même mouvance idéologique plus ou moins proche du "Maoisme". Toutes les composantes du mouvement progressiste dans le pays, y compris le PRPE, s'inscrivaient dans la perspective de la "Révolution Nationale Démocratiques".

Il n'y avait pas non plus de difficultés avec les membres de la Haute commission d'organisation du peuple qui était l'organisme de tutelle du POMOA. Les animateurs principaux de ce dernier mettaient au courant la Haute commission, presqu'au jour le jour, de l'état

Ab

d'avancement des travaux à travers des discusions informelles qu'ils entretenaient avec les dirigeants du Dergue comme Menguistu, Atnafu, Alemyehu, Mogues etc. Aussi, lorsqu'à la fin janvier les projets sont soumis à la Haute commission, ses membres étaient pour l'essentiel au courant de leurs contenus et les approuvaient dans leurs grandes lignes. Seul Sisaye Habté, à l'époque n°3 du Dergue, avait des réserves quant à l'adoption du marxisme comme idélogoie de la révolution.

En attendant de présenter les textes à l'Assemblée du Dergue, le POMOA se lance donc dans un vaste travail de conscientisation sur les notions de base de la révolution nationale démocratique et décide d'engager un débat public qui permettrait aux deux principaux protagonistes sur la scène politique, Meisone et le PRPE de présenter leurs thèses et de les défendre.

Il est vrai que l'aspect le plus spectaculaire de ce que beaucoup d'observateurs appelaient à l'époque le "printemps d'Addis Abeba" était ce débat entre les "deux lignes" (hulete mesmere). Mais ce débat avait aussi un autre objectif : amener le Dergue dans son ensemble à s'aligner sur les positions démocratiques que préconisaient toutes les forces progressistes du pays et déblayer ainsi le terrain pour l'acceptation du "Programme de la Révolution Nationale Démocratique" (P.R.N.D.), par le régime faute de quoi celui-ci n'aurait aucun partisan à gauche.

L'intensité du débat public dont l'essentiel de l'initiative reviendrait à Berhanou Zrihoune, membre de Meisone et rédacteur en chef du journal gouvernemental Addis Zemene et le contexte démocratique dans lequel il se déroulait étaient soulignés par tous, y compris des observateurs étrangers, comme René LEFORT qui notait :

"Le grand bon en avant" idéologique de la révolution se déroule du mois de février au mois d'avril 1976, dans le cadre de l'Abyot Forum, le forum révolutionnaire. Pour la première fois à travers le journal en langue Amharique Addis Zemene mais aussi par la diffu -

97

sion quasi officielle de journaux théoriquement clandestins, s'engage un débat de fond sur la situation en Ethiopie et les perspectives qui en découlent. Avec une liberté de ton stupéfiante, il ne manque pas d'intervenants pour accabler le Dergue de pires qualificatifs, tout est passé au cribles d'une critique incroyablement vigoureuse, ouverte à des points de vues très divers, rebondissant jour après jour avec des répliques aux interventions précédentes. Pour la premières fois aussi le public accède à un débat politique d'ampleur nationale et peut éventuellement y participer. Mais il se déroule dans un cadre bien limité".(1)

Voilà pour l'ambiance démocratique qui règnait dans le pays pendant les premiers mois de 1976, et à laquelle le terrorisme du PRPE mettra fin en septembre de la même année. Mais malgré le caractère démocratique et l'intensité du débat, beaucou de gens aussi bien éthiopiens qu'observateurs étrangers ne parviendront pas à saisir toute l'importance historique de ce "Printemps". Les références constantes au marxisme et l'accord général sur les principes de base de la Révolution Nationale Démocratique amenant beaucoup à fustiger le caractère "élististe" et "fatricide" du conflit Meisone/PRPE.

"Le Forum révolutionnaire se réduit du fait à un dialogue entre deux protagonistes et deux seuls : le Meisone et Le PRPE. Les paysans ne saisissent pas un traître mot de ce dialogue réservé aux invités puisque y participer exige une bonne maîtrise du vocabulaire et des principaux écrits marxistes". Ce débat est donc considéré comme l'exclusivité d'une petite partie d'une minuscule élite à l'échelle du pays".

Il est vrai que les deux organisations et au-delà d'elles les étudiants, les intellectuels, les jeunes officiers, les fonctionnaires et les militants ouvirers, ne constituaient qu'une minuscule minorité qui orientait le mouvement révolutionnaire en cours. Les enjeux du débat étaient considérables pour la simple raison que son résultat était décisif dans l'orientation et les choix tactiques du

(1) Lefort pp 226

combat révolutionnaire.

Dans un pays où deux ans auparavant le socialisme était une idéologie proscrite, ces débats qui se mènent à coup de citations marxistes, ces analyses avec tout ce qu'elles ont de subtil, de jargon, de phraséologie révolutionnaire peuvent paraître surréalistes. Mais il faut comprendre qu'ils ne s'adressaient pas aux masses paysannes. Il visaient plutôt cette minorité urbaine agissante (activiste), prête à une rupture totale avec l'ancien régime et gagnée à cette idéologie de façon aussi massive que spontanée et fascinée par la phraséologie marxiste du PRPE même si parfois ses prises de position incroyables et franchement réactionnaires (comme l'opposition à la réforme agraire "réactionnaire" avancée au nom du marxisme) semaient le doute dans quelques esprits.

C'est seulement aux yeux de cette minorité que Meisone prend la peine de prendre les prétentions marxistes du PRPE au pied de la lettre et de tenter d'empêcher au parti de se poser en "seul dépositaire de l'idéologie révolutionnaire". Nous disons bien "aux yeux de cette minorité" car en ce qui concerne les campagnes on n'avait pas besoin de tout ça pour combattre la ligne "révolutionnaire" du parti. La politique de forfait pratiquée par le parti en ce qui concerne les campagnes où Meisone avait fait tout pour s'implanter y rendait tout débat pour le moins superflu. L'appel comme le faisaient les féodaux au démantèlement de la Zemetcha, à l'opposition sans nuance à un gouvernement qui aux yeux des paysans avait au moins le mérite d'avoir proclamer la réforme agraire, l'entrée en dissidence armée des jeunes du PRPE "aux côtés de leurs parents de l'U.D.E." etc... ne pouvaient être justifiés par des références au marxisme, qui de toute façon n'a aucune prise sur les campagnes.

On ne peut en dire autant en ce qui concerne l'élite urbaine. Etant donné le fait que toutes les positions du parti, mêmes les plus réactionnaires étaient avancées au nom du marxisme, c'est en se référant constament à l'A.B.C. de cette idéologie que Meisone tentait de les combattre.

99

Ceci dit, que ce soit sur le plan des constructions théoriques les plus sophistiquées ou sur celui du bon sens le plus élémentaire, on peut affirmer que le plus grand des bénéficiaires, parmi toutes les forces politiques en présence de ces débats était Meisone.

Disons tout d'abord que le premier mérite de ce débat était d'avoir existé sur la place publique. Le contexte démocratique dans lequel il se déroulait et le fait que les articles traitant systématiquement le régime de "fasciste" continuaient à être publiés dans les journaux et lus à la radio et à la télévision, censés être conrolés par ce même régime, ne manquaient pas de frapper beaucoup de gens et de mettre en question les thèses sur la "dictature militaire" qui sévirait dans le pays. Evoquant le "viraga à gauche" de la révolution lors de la proclamtion du PRND en avril 1976, David OTTAWAY notait :

"Ces transformations ont été accompagnées par un débat public rare en Afrique. Depuis quelques mois, la presse sous contrôle gouvernemental s'est livrée à des critiques rudes et parfois vicieuses des nouveaux maîtres du pays avec en apparence l'encouragement du gouvernement militaire".

"Le quotidien en langue Amharique Addis Zemene accusa par exemple le gouvernement d'être "une dictature fasciste" en le comparant avec le socialisme d'Hitler".

"Jamais dans son histoire l'Ethiopie n'a connu une telle critique du gouvernement portée par les mass média. Sous Haile Selassie, mort l'été dernier, elle n'était tout simplement pas tolérée. Même dans d'autres pays d'Afrique il est rare qu'un gouvernement militaire permette des attaques aussi rudes et vicieuses comme l'est en train de faire ce régime". (1)

Les partisans de Meisone ne manquaient évidemment pas de relever cette contradiction entre les affirmations du parti et la réalité d'un débat démocratique sous un régime systématiquement

---

(1) Ethiopia moves further left : David OTTAWAY, Washington Post tuesday april 22 1976

qualifié de "fasciste".

Ce débat public offrait ensuite l'occasion à Meisone de faire connaître à l'échelle du pays tout entier ses thèses sur les grandes questions de la révolution qui étaient jusqu'ici systématiquement et sommairement caricaturées par le PRPE. Il est vrai que ce dernier avait, lui aussi, profité de l'Abioyt forum. Mais ses positions, simples et accessibles à tous, étaient déjà beaucoup plus connues que celle défendues par Meisone. Les réseaux de distribution bien structurés que le parti avait mis sur pied à travers le pays et les moyens financiers considérables (autrement plus importants en tout cas que ceux dont disposait Meisone) permettaient la diffusion massive du journal Democracia. La Voix des Masses n'était par contre tirée qu'à 3 ou 4 milles exemplaires et sa diffusion se limitait à Addis Abeba et à quelques grandes villes du pays. L'avantage de l'Abioyt forum était de ce fait plus évident pour ce dernier qu'il ne l'était pour le PRPE puisque pour la première fois, sur le plan de la diffusion du moins, ces deux organisations étaient plus ou moins sur un pied d'égalité.

1. Soutien critique : contre les "traitres"et les "opportunistes"

L'aspect "polémique" de ce printemps était sans doute celui qui a frappé le plus tous les observateurs qu'ils soient éthiopiens ou étrangers. Mais le débat public engagé dans les mass média n'apportera rien ou presque de nouveau quant au fond des divergences entre Meisone et PRPE, du moins pour les jeunes et les intellectuels qui avait accès aux journaux "théoriquement clandestins" des deux organisations.

Lorsque les premiers articles commencèrent à paraître dans les journaux gouvernementaux au début de 1976, les deux organisations avaient déjà commencé à livrer leurs analyses et à polémiquer sur toutes les grandes questions de la révolution. A partir de novembre 1975, le PRPE consacrait une série de numéros de son journal Democracia à la clarification de sa théorie du "Fascisme en Ethiopie".(1)

(1) vol. IIn° 23

sa position sur la question des contradictions au sein de la société éthiopienne et la question des alliances (1) et à la "défense et illustration" de sa revendication portant sur "le Gouvernement Provisoire Populaire" (2).

La première réplique de Meisone et les analyse critiques de la position du PRPE viendront avec le n° 23 du journal VMP consacré à la question que l'organisation considérait comme étant la plus importante et la clé de toutes les autres prises de position : les contradictions au sein de la société éthiopienne. Ses critiques du "gouvernement provisoire populaire"et de la théorie du fascisme en Ethiopie viendront plus tard dans les n° 35 et 45 de la VMP.

Le fond de la pensée du PRPE dans le domaine des contradictions et celui des alliances tactiques et stratégiques qui en découle est exposé dans le numéro déjà cité au titre on ne peut plus éloquent "le féodalisme, l'impérialisme et le fascisme sont trois ennemis en un".C'était une formule choc empruntée au dogme de l'église Orhtodoxe éthiopienne portant sur le mystère de la trinité.

L'objectif déclaré de ce numéro était de résoudre une fois pour toute cette question, devenue épineuse, des alliances à un moment où "les révolutionnaires aussi bien que les forces réactionnaires ont les yeux braqués sur le même ennemi". Voilà résumé en une seule phrase, peut-être lancée inopinement, l'enjeu du débat entre les deux organisations. Que penser du Dergue avec lequel les forces progressistes ont des divergences sérieuses mais qui est aussi en même temps combattu, les armées à la main, par ceux que tout le monde, y compris le PRPE, considère effectivement comme les ennemis "principaux" du peuple éthiopien ! Qui sont en effet les amis et les ennemis de la révolution ? Democracia répond :

"Etant donné que la révolution est anti-féodale et anti-impérialiste la force principale (de cette révolution) en est la classe ouvrière alliée à la paysannerie et à la petite bourgeoisie. Les

---

(1) Vol. II n°24

(2) Vol. II n° 27

chômeurs, les soldats, les pauvres, les étudiants et les enseignants progressistes sont les de cette révolution. Ses ennemis sont les gultegnas (les grands féodaux) les diverses couches de la bourgeoisie (industrielle, commerçante, comprador etc...) et l'impérialisme international".

Cette analyse estprometteuse dans la mesure où Democracia promet d'aller au fond des choses pusqu'il ne faut pas parler d'ennemi ou d'ami en général nous essayons de distinguer entre l'ennemi stratégique et tactique

Tout en affirmant que la contradiction et la lutte principale sont entre les deux camps indiqués ci-dessus, Démocracia continue en faisant état d'une autre contradiction "qui s'est crée et s'est développée en un laps de temps très court : celle entre la clique d'officiers élitiste et les masses populaires".

Que faire de ce "nouveau troisième ennemi"? Les leçons proférées dans ce même numéro sur la "juste solution des contradictions au sein du peuple" et les considérations sur les ennemis tactiques ou stratégiques etc... ne sont plus de mise :

"Ce nouveau troisième ennemi est perçu différemment par les uns et les autres. Il y a ceux qui invoquent quelques-unes de ses mesures "progressistes" pour le considérer comme une force anti-féodale et anti-impérialiste. D'autres le considérent comme un ennemi particulièrement dangereux, pire que les deux autres ennemis des masses. S'appuyant sur ces analyses certains invoquent les contradictions entre les fascistes et les féodaux pour prôner une alliance avec la clique des officiers élitistes dans le combat anti-féodal, alors que d'autres conseillent, si besoin en est, une alliance tactique avec les féodaux pour écrasser la terreur fascistes".

Entre les deux "extrêmes" le PRPE refuse de choisir :

"Nous avons dit et répété qu'étant donné les liens multiples qui unissent les fascistes aux féodaux et à l'impérialisme on ne

peut pas percevoir les premières comme des ennemis plus importants ou moins dangereux. Ils doivent tous être traités de la même façon".

Le parti ne va évidement pas jusqu'à nier l'existence des contradictions entre ces deux ennemis. Mais cette contradiction est mise sur le compte de rivalités pour le pouvoir. "Il ne fait aucun doute que le conflit vient du fait que chacun cherche le pouvoir pour opprimer et exploiter le peuple. Puisque les féodaux n'ont pas, eux non plus, confiance dans le régime et cherchent à prendre le pouvoir politique, ils demandent, eux aussi, le départ du gouvernement".

Dans ces conditions on ne peut pas préconiser "une alliance tactique avec l'un pour essayer de détruire l'autre. Il ne serait jamais question (pour nous) de s'allier avec les réactionnaires et les féodaux contre les fascistes ni d'alliance "tactique" ou "stratégique" avec la clique d'officiers"élitistes". Préconiser une telle alliance entre les masses et ces officiers serait "ouvrir la voie au renforcement des réactionnaires et permettre à ces derniers de renverser le cours de la révolution". Democracia ne parle pas du comment et du pourquoi de cet éventuel renforcement des réactionnaires qui résulterait d'une alliance Dergue/progressistes dont la conséquence la plus évidente serait l'isolement de ces mêmes réactionnaires.

De toute façon la conclusion est claire et sans appel. "Notre lutte est contre les féodaux, les impérialistes et les fascites. Même si ces ennemis paraissent être trois, ils sont non seulement intimement liés mais ont en plus la même attitude face à la révolution. On peut donc les considèrer comme étant un seul et unique ennemi. C'est pourquoi nous disons que les "féodaux, les impérialistes et les fascistes sont trois ennemis en un".

Le numéro de la Voix des masses consacré à l'analyse critique de la position du PRPE, rompt avec la retenue qui caractérisait le journal jusqu'alors. Après avoir dénoncé les thèses du parti comme "confusionnistes et contre-révolutionnaires", la VMP fustige la prise de position du PRPE qui "sous le titre obscurantiste ayant plutôt trait

au "mystère de la trinité" ... fait du féodalisme, de l'impérialisme et du "fascisme" un ennemi unique en trois et appelle le peuple éthiopien à se battre contre les trois ennemis en même temps".

"Tout révolutionnaire authentique qui aura lu ce numéro ne pourra échapper à une conclusion évidente : ou bien ces gens cherchent à dessein à semer la confusion ou ils n'ont rien compris à la situation actuelle du pays, à l'alignement des classes, aux contradictions au sein de la société et ne peuvent de ce fait indiquer la voie que doit suivre la gauche éthiopienne".

Après ces préliminaires, la VMP prend acte du fait que Democracia lui aussi considère le féodalisme et l'impérialisme comme les ennemis principaux du peuple et s'inquiète, comme le fait le journal, du fait que les forces réactionnaires sont en train de se renforcer, de s'organiser avec le soutien de l'impérialisme et des régimes réactionnaires arabes de la région.

L'enjeu des contradictions qui existent entre le Dergue et ces ennemis principaux, dont la réalité est reconnue aussi bien par Meisone que par le PRPE, n'est pas une simple "lutte pour le pouvoir" comme l'affirme Démocracia. Les ennemis du peuple éthiopien cherchent à stopper "le processus révolutionnaire avant qu'il ne soit trop tard" et un des moyens pour y parvenir est de renverser le Dergue.

Poussant plus loin cette question de "rivalité pour le pouvoir" la VMP affirme que dans ce domaine c'est plutôt le sectarisme et la lutte pour le pouvoir engagée entre le PRPE et le Dergue, tous les deux qualifiés de "petits bourgeois oscilliants entre la révolution et la contre-révolution" qui pose problème dans le camp de la révolution.

"Lorsqu'on voit les choses de façon concrètes, on peut dire que la lutte entre Démocracia et le régime du Dergue est un conflit pour le pouvoir entre deux factions à l'intérieur de la classe petite bourgeoise. Le fait que Democracia et le Dergue invoquent sans cesse les masses populaires ne doit tromper personne".

Dans sa lutte contre ce rival, le parti soutient non seulement qu'il n'y aurait aucune différence entre les féodaux et le Dergue mais aussi va jusqu'à accuser le régime d'être capable de "chercher à se réconcilier et collaborer avec les féodaux s'il estime qu'une telle attitude lui permettera de rester au pouvoir". (1) La Voix des masses, lui, estime qu'une telle affirmation non seulement "sombre dans l'invraisemblable mais aussi réconforte les positions des ennemis du peuple en empêchant celui-ci de faire la différence entre ses amis et ses ennemis du moment".

Quant à la position sur les contradictions de la société éthiopienne et les tactiques que doivent suivre les forces progressistes, la voix des masses ne fait que répéter les thèses que l'organisation n'a cessé de faire prévaloir depuis la proclamtion agraire :

"En ce qui concerne l'alignement des classes et des forces politiques dans le pays, notre position est claire. La contradiction principale est toujours celle qui existe entre le féodalisme et l'impérialisme d'une part et les masses populaires d'autre part. Le danger principal qui guette le pays est la montée de la contre-révolution des Menguesha Seyoume, Alim Mirah et d'autres féodaux, tous appuyés par l'impérialisme. Les forces sur lesquelles s'appuyaient le féodalisme et l'impérialisme, la bourgeoisie bureaucratique et compradore, les réactionnaires au sein même du Dergue sont tous des éléments toujours liés par des intérêts communs et capables d'unir leurs forces pour faire aboutir ce complot contre-révolutionnaire. Qu'ils le veuillent ou non, les dirigeants réactionnaires des fronts érythréens se sont rangés aux côtés de ces forces. La position des régimes arabes et d'autres réactionnaires de la région n'est pas différente. Il est clair qu'ils cherchent tous à stopper le processus révolutionnaire en Ethiopie avant qu'il ne soit trop tard. Il est également clair qu'un des moyens pour y parvenir serait de renverser le Dergue, qui, par un accident de l'histoire se trouve à la tête du

(1) Democracia n°22

mouvement.

On ne peut pas cependant affirmer qu'il n'existe aucune contradiction entre les masses populaires et le Dergue. A ce jour, ce dernier a constitué une force anti-démocratique et a empêché, par son attitude, la conscientisation et l'organisation des masses populaires et, de ce fait, entravé les préapratifs de ces dernières en vue du combat inévitable et décisif contre les féodaux, les impérialistes et la bourgeoisie bureaucratique. Il s'est distingué à plusieurs reprises par ses atrocités et des actes fascistes . Les massacres fascistes perpétrés contre les travailleurs des villes et la paysannerie à la campagne sont des actes qui resteront dans la mémoire du peuple en lutte. Mentionnons à ce propose que prendre "des mesures fascistes" et instaurer un système fasciste sont deux choses différentes.

"D'autre part, il y a les proclamations progressistes du Dergue qui touchent à l'essentiel. C'est contre ces proclamations que les forces réactionnaires se sont levées à l'unisson. La rébellion de ces forces contre révolutionnaires, ennemis jurés du peuple éthiopien, a relégué au second plan la contradiction entre les masses populaires et le Dergue, qui sans cela, serait resté la contradiction principale. De ce fait, qu'on le veuille ou non et à moins qu'on ne cède au révolutionnisme petit bourgeois ou qu'on ne refuse de voir la réalaité concrète, on ne peut pas affirmer, comme le fait Democracia, que les Menguesha, l'impérialisme et le Dergue contituent un seul et unique ennemi et prétendre combattre tous les trois avec la même énergie. la tâche des progressistes est d'unir et de coordonner la lutte des amis, même temporaires,contre l'ennemi principal, de concentrer toute leur énergie contre ce dernier et de jetter dans la bataille toutes les forces qui peuvent se dresser contre lui. Mettre l'allié tactique et l'ennemi dans le même sac et affirmer qu'on peut les combattre tous à la fois, équivaut, concrètement, à une tactique qui fini par livrer les masses à leurs ennemis. C'est pourquoi nous

affirmons que la seule position juste que peuvent préconiser les progressistes est la nôtre qui se résume par la formule Critique Révolutionnaires.

"Que signifie cette position de critique révolutionnaire ? Le souci majeur est la recherche de la voie à suivre pour que le pouvoir revienne au peuple. Nous lutterons pour cet objectif jusqu'au bout. Nous combattons le Dergue dans la mesure où ce dernier est anti-populaire, anti-démocratique et contre-révolutionnaire. Nous luttons pour que le peuple soit conscient, organisé et armé afin d'être capable d'arracher le pouvoir des mains du Dergue ou de celles de tout gouvernement semblable qui parviendrait à prendre la place de ce dernier. L'essentiel est la poursuite du processus révolutionnaire. Pour cela nous nous battons pour que les éléments d'avant garde, les forces progressites et les masses populaires mènent leur combat en s'organisant toujours mieux. Nous refusons de servir de tremplin aux réactionnaires et aux forces contre révolutionnaires qui, aveuglés par l'ambition du pouvoir, cherchent à s'y hisser en catimini. Nous refusons aussi de collaborer avec les ennemis jurés du peuple. Nous distinguons entre les divers ennemis en tenant compte du degré de danger qu'ils représentent. Et comme on ne peut grimper deux arbres à la fois parce qu'on a deux jambes, nous ne pouvons déclarer la guerre sur deux fronts en même temps. Soucieux de la poursuite du processus révolutionnaire nous combattons les ennemis secondaires par d'autres moyens sans les pousser dans les bras de nos ennemis principaux. Nous ne préconisons pas non plus une tactique qui nous mettrait du côté de ces derniers pour combattre les premiers. C'est là l'aspect révolutionnaire de notre critique".

Sur le fond, la position de soutien critque découle de l'analyse de la société éthiopienne et des contradictions qui la traversent. Le thème central, souligné par de nombreux articles de Meisone et de l'U.E.E.E., insistent sur l'incapacité de la petite bourgeoisie (et donc du régime militaire petit bourgeois) à mener la révolution jusqu'à son terme mais aussi sur la possibilité qu'a cette classe à

accompagner le processus voire à en prendre la direction pendant une certaine phase du processus :

"Dans le rôle d'avant garde qu'elle joue pendant une certaine phase, la petite bourgeoisie, à la recherche d'appuis pour son propre combat, peut soulever des mots d'ordre qui peuvent mobiliser le peuple. Mais lorsque ces mots d'ordres, assimilés par des millions de gens deviennent des forces motrices capables de soulever des tempêtes, la petite bourgeoisie est épouvantée. Elle se retourne contre ces mêmes slogans. Là se terminera son rôle historique en tant qu'avant garde. Elle commencera alors ses tentatives effrénées et anti-populaires qui visent à briser l'élan de combat populaire qu'elle ne peut plus diriger". (1)

La question de la place du Dergue dans ce processus, les limites historiques de son rôle et la problématique du "soutien critique" étaient largement abordés lors du débat public qui "saoulait littéralement l'Ethiopie" comme le notait J.C. GUILLEBAUD, même si l'on peut difficilement affirmer que les échanges entre le protagonistes brillaient par leur sérénité.

L'ABIYOT FORUM était ouvert à tous ceux qui voulaient s'exprimer. Sans qu'on puisse l'affirmer de façon catégorique, puisque tous les participants ou presque utilisaient des noms d'emprunt, on peut dire que des individus sans aucune appartenance organisationnelle non seulement exprimaient leur point de vue sur les divergeances mais envoyaient aussi des articles de fond sur des questions qui ne prêtaient pas à controverse.

Notons aussi que Meisone et le PRPE ne s'engageaient pas non plus dans ce débat à visage découvert. Tous les articles parus étaient censés exprimer les points de vue de leurs auteurs et d'eux seuls. Mais très vite tout le monde y a vu une polémique entre les deux organisations. Les phrases "partisan de la voix des masses" ou "partisans de Democracia" étaient utilisées par désigner le ou les auteur(s) de l'article qu'il s'agissait de défendre ou de critique. Ceci d'au-

(1) VMP n°25 17/08/1967

tant plus que ces partisans prenaient comme point de départ et se proposaient d'analyser les positions connues et déjà exprimées par les organes officiels des deux parties, quitte à renvoyer le lecteur "aux prises de positions et déclarations officielles des parties pour plus de détails".

Les "partisans de Démocracia" attaquaient le "régime fasciste" même si dans le feu du débat la thèse "d'un ennemi unique en trois" se rafinait pour considérer le Dergue et "ses intellectuels opportunistes" comme des ennemis pires et plus dangereux que les féodaux et les impérialistes, lesquels étaient rélégués au simple rôle de "mot-épouvantail lancé par des éléments opportunistes" pour distraire le peuple du véritable combat. Comme le notait un certain Gourdé Houndessa, qui, dans un article virulent, attaquait les "partisans de la Voix des Masses".

"Ces petits bourgeois de droite essayent de détourner la révolution des vraies questions de l'heure et des problèmes qu'elle doit affronter en semant la panique par des mots d'épouvantes, tels que l'impérialisme et les réactionnaires. Il est vrai que le complot des impérialistes, des féodaux, et des bureaucrates capitalistes ne peut-être sous-estimé et exige une vigilance de toutes les heures. mais force est de constater qu'à l'heure actuelle la situation concrète de notre pays demande que la lutte soit engagée contre la clique des officiers et de leurs intellectuels opportunistes". Cette présentation des priorités fera couler beaucoup d'encre.

Les "partisans de la voix des Masses Populaires" utilisent l'ABIYOT FORUM pour exprimer aussi clairement que possible les thèses avancées par le journal d'autant plus qu'ils avaient l'impression que la diffusion relativement restreinte de la VMP, s'ajoutant aux attaques délibérement simplistes du PRPE, avaient fini par caricaturer la position de Meisone en général et celle portant sur le "soutien critique" en particulier.

Force est de constater que malgré une relative sobriété et

une tentaives plus conséquente d'aller un peu plus au fond des choses, les articles issus des plumes des partisans de Meisone n'étaient pas, eux non plus, des modèles de nuance et de sobriété.

Il y aura beaucoup d'articles sur la place respective des ennemis principaux du peuple et du régime militaire sur l'échiquier politique. la position de "soutien critique" décrite dans un de ses articles comme "seule à indiquer la voie révolutionnaire à suivre" sera développée comme suit :

"La position de soutien qui s'appuie sur la notion de critique révolutionnaire ne se réduit pas à une attitude qui consiste simplement à apprécier les actes isolés du Dergue pour applaudir ceux qui sont progressistes et condamner ceux qui sont réactionnaires. Dans l'Ethiopie d'aujourd'hui, il est impossible de condamner ou de soutenir le Dergue totalement et sans nuance. Une telle attitude équivaut à une tentative d'applaudir avec une seule main. soutien et critique son indissociables. Prenons par exemple la proclamation agraire. On soutient le Dergue parce qu'il a procédé à cette proclamtion. tous les progressistes doivent se ranger aux côtés du peuple pour qu'elle soit traduite dans les faits. Toutefois cette position ne se contente pas du simple soutien au Dergue. Chaque fois qu'on exprimer ce soutien il y a autre chose qu'il faut affirmer sans relâche. Seul le peuple éthiopien, organisé et armé, peut traduire dans les faits concrètement ces proclamations progressistes. Pour que le peuple soit organisé et armé rapidement, il faut des libertés démocratiques. C'est sur ce plan que le régime anti-démocratique du Dergue, devenu un obstacle à la révolution, doit-être condamné, démasqué et opposé..."

"Mais prenant prétexte de cette opposition au Dergue on ne s'oppose pas aux proclamtions progressistes comme le font les féodaux endurcis, les impérialistes et les intellectuels traitres. On n'accorde pas non plus un soutien total au Dergue prétextant ces proclamations révolutionnaire. On laisse le soin de défendre de telle positions aux réformistes et aux intellectuels opportunistes qui cherchent à confier le destin de la révolution aux mains d'une poignée d'individus et à la place des opprimés d'Ethiopie". (1)

(1) Aquame be Ye Ferju A.Z. 3 miazia 1968

La position de soutien critique, véritable pierre de touche de toutes les constructions théoriques et des prises de position de Meisone, cherchait donc à s'affirmer en seule "voie révolutionnaire" apte à éviter toute alliance, en serait qu'objective, avec ceux que l'organisation ne cessait de considérer comme les ennemis jurés.

Malgré cette clarté biblique, le PRPE et beaucoup d'autres intellectuels ne choisiront pas de retenir que l'aspect "soutien" de cette position même si Meisone qualifiait une telle attitude de "tentative d'applaudir avec une seule mai". De là à estimer que cette position, très vite travestie en allégeance inconditionnelle au régime militaire, était motivée par un souci d'opportunisme et de carréisme d'une poignée d'individus douteux auquels on déniait tout sens de patriotisme et d'idéalisme il n'y avait qu'un tout petit pas que beaucou n'hésiteront pas à franchir allégrement.

C'est pour cela qu'il n' y aura pas d'article de fond analysant de façoncirtique la position de Meisone. Le rejet par ce dernier du slogan "gouvernement provisoire populaire", son appel à l'unité de toutes les forces anti-féodales et anti-impérialistes sur des bases démocratiques et claires "y compris les progressistes au sein même du Dergue", le fait que quelques uns parmi les militants en vue de l'organisation étaient rentrés au pays après le début de la révolution, même si du côté du PRPE certains dirigeants et non les moindres tels que Tesfaye Debessaie, Kiflu Tadesse etc... arrivaient eux aussi de l'Europe presqu'en même temps etc... exposaient Meisone à des attaques aussi sommaires que virulentes et fausses. Les dirigeants du parti savaient pertinement qu'à la tête de Meisone se trouvaient des personnes tels que le Dr. KEBE Menguesha, Worku ferede, Daniel Tadesse, tous occupant des postes plus importants dans la direction de l'organisation que celui de simple membre du bureau politique qu'était celui de Hailé Fida. Pour l'avoir connu au sein de L'U.E.E.E. TESDAYE DEBESSAIE et ses amis savaient qu'Hailé était un intellectuel sans ambition mais redoutable sur le plan du débat d'idées. cependant il sera particulièrement choisi comme cible ayant pour thème central "des carrièristes venus d'Eu-

"des carriéristes venus d'Europe, tels les hyènes qui se précipitent sur une proie pour partager des strapontins, même au prix de la libération du peuple éthiopien qu'ils méprisent de toute façon".

2. Le débat public : Invectives et Caricatures

Beaucoup d'articles de fond, parfois publiés en série pendant plusieurs jours, et venant des deux côtés et d'intellectuels sans appartenance organisationnelle, prennaient la peine d'utiliser l'Abiyot Forum pour présenter des analyses sobres de la situation et populariser les idées révolutionnaires.

Cependant le débat proprement dit sera marqué par des attaques et des ripostes caricaturales tant sur la position d'opposition totale que sur celle de outien critique.

En effet, les partisans de la Voix des Masses, attaqués sur ce que ceux de Democracia considéraient comme des "points faibles" de Meisone n'entendaient pas rester sur la défensive. Ils choisissent de riposter en mettant en avant la "complicité" ou"l'alliance objective" entre les féodaux et les impérialistes d'une part et le PRPE d'autre part. Attaqués pour leur "alliance inconditionnelle" avec le Dergue, ils ripostent par un "PRPE" et les féodaux même combat".

Rien de nouveau là non plus du moins en ce qui concerne la polémique engagée à l'étranger où les militants de l'U.E.E.E., dénoncés comme "agents du régime fascistes", avaient commencé de qualifier, dans leurs publications officielles, la fédération mondiale des étudiants éthiopiens de "mouvement de jeunesse d'Afowossen/Menguesha Seyoume". Ces mêmes thèmes étaient utilisés par les deux parties au pays même lors des dizaines de conférences débats très animées qui se tenaient dans les usines, les entreprises, les écoles, les départements gouvernementaux et qui constituaient un autre aspect souvent négligé de ce printemps.

En ce qui concerne les mass média, un des articles marquant de cette offensive des partisans de Meisone sera "Shatir Beye Ferju" paru le 7 meguabite 1968. Un certain Tadesse Mekonnene (Daniel Tadesse) y dresse un véritable "inventaire des actes et thèses visant à

"saboter la révolution". tout en dénonçant le complot contre-révolutionnaire des "Mesafinte et Mekouaninte, de l'impérialisme et de la bureaucratie ", Tadesse pose la question de savoir si ces éléments "se sont lancés tout seuls dans la lutte contre révolutionnaire et si leur seule tactique de combat est celle qui consiste à avancer à visage découvert". La réponse était évidemment négative. "Ils ne sont pas fous à ce point. Ils ont eux aussi appris de leur expérience".

"Aujourd'hui, leur tactique de combat ne se limite pas à une confrontation ouverte avec le peuple. Ils s'infiltrent dans ses rangs déguisés en progressistes. Tout en versant des larmes de crocodiles, ils cherchent à empêcher la prise de toute mesure apte à faire avancer la révolution et la victoire de celle-ci en semant la division dans le camp progressiste".

"Il est clair qu'aujourd'hui il existe des pseudo-progressistes qui brandissent des phrases révolutionnaires et se sont infiltrès dans le camp progressiste pour y perpétrer des actes réactionnaires. Nous les appelons des pseudo-progressistes parce qu'ils ne sont pas ouvertement partisans de l'ancien régime et que, prétendant être des partisans du peuple, lèvent leur voix contre le féodalisme et l'impérialisme".

"Nous les qualifions de réactionnaires par les actes (Betegbare Adhariotches) parce qu'au moment où le peuple est confronté et lutte contre les trois ennemis, le féodalisme, l'impérialisme et le capitalisme bureaucratique; alors que cette lutte est particulièrement difficile et que la contre-révolution menace de tous les côtés à cause notamment du fait que le peuple n'est pas organisé et armé pour y faire face; alors que de leur côté les grands du régime déchu et l'impérialisme bien organisés et armés, eux,sont en train d'intensifier leur combat contre-révolutionnaire; alors qu'ils savent que le peuple doit jeter dans la balance tout son poids en s'organisant rapidement et mieux; alors qu'ils savent que dans l'intérêt de la révolution il faut faire pression sur le Dergue pour qu'il cesse de tergi-

verser entre la droite et la gauche, qu'il se rallie encore plus à la cause du peuple et aux révolutionnaires en réduisant l'influence de son aile réactionnaire, et qu'il choisisse clairement son camp; alors qu'ils savent que cette tâche est non seulement appropriée mais aussi possible, ils font la sourde oreille".

Pour étaler ses thèses,l'auteur passe en revue toute une série de positions communes entre "les pseudo-progressistes et les éléments franchement réactionnaires". Un peu plus tard, le 3 un autre article "Aquame Beye Ferju" vient enfoncer le clou et sans s'embarrasser de nuances, analyse de façon très tranchée "l'alignement des forces qui sont engagées dans une lutte à mort dans le pays et les positions des uns et des autres". Après avoir averti qu'aucune des affirmations qui suivent n'étaient "le fruit d'une invention mais bel et bien basée sur des documents existants". L'auteur classe les acteurs politiques sur la scène éthiopienne en deux groupe désignés comme étant partisans des "position n°1 et position n°2".

Dans le premier groupe, l'auteur range "toute les forces progressistes du pays, les journaux comme la Voix des Masse, "netsanete" "le prolétaire", "révolution" "Yabiote Fana" "Tagaye Ethiopiawite" et des organisation comme l'U.E.E., l'UPESUNA, l'Union Démocratique des femmes éthiopiennes en Europe, l'Union des étudiants éthiopiens en Afrique et au Moyen-Orient".

Dans le deuxième groupe viennent "toutes les forces de la réaction éthiopienne, l'U.D.E., le PRPE, la Fédération mondiale des étudiants éthiopiens et d'autres groupements qui se désignent eux-même comme "anti-fascistes".

Citations à l'appui et lançant un défi "au groupe de petits bourgeois-traitres" d'oser démentir une seule de ces affirmations auquel cas il promet d'y revenir avec des "documents supplémentaires", l'auteur essaie de démontrer la "communauté de vue" qui règne au sein de chaque camp sur toutes les grandes questions de la révolution éthiopienne; les ennemis du peuple; la question du gouvernement provisoire

populaire; la question d'organisation, la proclamation agraire; le Dergue et les forces progressistes, la Zematcha.

Piqués au vif, les partisans de Democracia ripostent par un véritable tir groupé à cette "Lekefa" (provocation) par une série impressionnante d'articles dont le premier "Ye Abayene Ikeke Be Imye Lekeke" paru quatre jours après l'article de Tadesse donne le ton :

"Les Tadesse Mekonnen, les Ewnetu Ferede sont en train de chercher à entraîner les progressistes dans des querelles stériles qu'ils ont commencé dans les cafés des grandes villes d'Europe, ceux des Champs Elyssés à Paris, de la bundesstrasse à Berlin et de la First Avenue de San Francisco".

Une réponse sur le fond viendra de la plume d'Ewnetu Feleke et Belatchew qui dans un article intitulé "le mensonge érigé en méthode de débat" (Yetederaje Ketfete be kirikir meke) dénonce la "mauvaise foi" des partisans de la voix des masses qui assimilent sommairement le PRPE et le féodaux "du seul fait de l'existence de mots d'ordres communs".

Sur les question de la nature du régime, le gouvernement provisoire populaire, les auteurs déclarent qu'il est vrai que le groupe Democracia, l'a qualifié de gouvernment fasciste d'une clique d'officiers élitistes. Les raisons de cette position ont été analysées dans diverses publications du groupe. Mais il n'a jamais dit que toutes les mesures prises par ce gouvernement étaient des mesure fascistes".

Quant à la proclamation agraire, les auteurs affirment que toutes les publications du parti avaient "applaudi cette proclamation tout en condamnant la répression contre-révolutionnaire perpétrée contre les paysans et les Zematches par certains organes gouvernementaux. Ces publications ont demandé à ce que le gouvernement arme les paysans opprimés pour qu'ils puissent faire face à l'assaut de la réaction". Pour ce qui est de cette revendications du parti et de ses positions face à la proclamation portant renforcement des Associations Paysannes et notamment l'armement des milices.(1)

---

(1) Cf. plus haut

Alors que les positions ainsi exprimées par Democracia "seul organe habilité à parler au nom du parti sont aussi claires Les partisans de la Voix des Masses nous disent que le parti a qualifié la proclamation agraire de fasciste. Qu'armer les paysans est une mesure fasciste. Et lorsqu'on leur demande des preuves, ils nous citent non pas Democracia mais des publications des sections du mouvemnt étudiant...c'est ça le mensonge érigé en méthode de débat".

Les partisans de Democracia se "dissocient" donc des prises de position des "organisations de masse à l'étranger". Mais ni eux ni le parti qui affirme, lui aussi, que "seules les positions énoncées par son organe officiel peuvent être considérées comme étant celles du parti" ne franchissent le pas pour condamner les thèses ouvertement défendues par le mouvement de masse en question : la Fédération mondiale des étudiants éthiopiens. C'était pourtant l'une des questions qui a été posés aux partisans du parti, dans l'article "aquome Beye ferju" qui demandait à ce que "dans le cas où Democracia cherche à se dissocier des prises de position de la fédération, qu'il le dise clairement en condamnant sans appel cette organisation". Le parti ne le fera pas.

La deuxième critique sur les méthodes des partisans de la Voix des Masses est celle qui consiste à mettre dans le même sac les féodaux et le parti invoquant le fait que tous les deux avancent les mêmes renvendications ou mettent en avant les mêmes mots d'ordres :

"L'organe du parti, Democracia, a condamné sans équivoque les Menguesha, les Nega Tegegne, les Ali Mrah etc... Il a même accusé à plusieurs reprises le Dergue d'être responsable de leur fuite à l'étranger".

Il est vrai que les Menguesha et Nega Teguegne qualifient

117

le Dergue de "fasciste" et que Democracia traite aussi le régime fasciste. Mais dire que de ce fait les Menguesha et Democracia sont les mêmes, c'est une méthode d'argumentation qui prête à sourire."

Même si de telles argumentations utilisées par les partisans des deux protagonistes, donnaient au débat de ce printemps l'allure d'un "dialogue de mal-entendants" l'Abiyot Forum était très utile à plus d'un titre.

3. Un débat utile

Même si cela peut paraître paradoxal, un des mérites de ces débats était de démontrer que les deux organisations et au-delà d'elles toutes les forces progressistes du pays étaient à quelques nuances près, d'accord sur le caractère "nation démocratique" du processus révolutionnaires en cours. Plusieurs articles, sortis des plumes de militants des deux bord venaient populairser cette notion et les moyens à mettre en place pour y parvenir (libertés démocratiques sans restriction à toutes les forces anti-féodales et anti-impérialistes , nécessité de partis politiques, un front uni de tout ces partis sous la direction de la classe ouvrière etc) faisait l'objet d'un tel consensus que cet aspect de l'Abiyot Forum est passé inaperçu par beaucoup d'observateurs même si certains s'y sont référés pour souligner le caractère "fratricide" du conflit Meisone/PRPE.

Ce consensus sur la "révolution nationale démocratique" aura en tout cas deux effets majeurs dont le bénéficiaire sera, encore une fois, Meisone.

Face au PRPE d'abord, les précepts de la théorie de démocratie nouvelle sur les contradictions au sein d'une société "semi-féodale et semi-capitaliste, sur la nécessité d'une vaste alliance "anti-féodale et anti-impérialiste", les couches et classes appelées à former "un vaste front uni" etc... étaient assimilés par tous ceux qui, de près ou de loin, s'intérèssaient au débat en cours. La position de refus d'alliance et d'opposition totale préconisée par le parti

118

dès lors
était difficile à tenir par rapport à ces constructions théoriques, et de façon plus globale par rapport aux enseignements du marxisme.

En plus l'unanimité qui se dégageait autour de cette notion et éventuellement sur un programme politique qui s'inspirait d'elle était telle que lorsque "la plateforme commune" que constituait le "Programme de la révolution démocratique" sera rendu public en avril 1976 le parti ne trouvera rien à redire. Pris au dépourvu par ce document auquel il ne s'attendait pas du tout et qui, sur l'essentiel, ressemblait fort à son propre programme politique rendu public quelques mois plus tôt, le PRPE préférera décliner l'offre historique qui lui était faite d'engager la discussion et de s'allier aux autres forces progressistes qui se battaient désormai sur la base d'un programme commun. Ce refus marquera le début de la faillite politique du PRPE et ouvrira la voie à la "guerilla urbaine" qu'il déclenchera à peine cinq mois plus tard.

Face au Dergue ensuite, aussi important, si non plus, de ce consensus autour de la notion de "révolution nationale démocratique" est l'effet déterminant qu'il aura sur l'attitude du Dergue. Sans cette unanimité de toutes les forces de la gauche civile qui constituera une pression formidable sur le régime et un instrument décisif aux mains du POMOA dans ses négociations avec lui on peut légitement se demander si le programme démocratique aurait jamais vu la lumière du jour. Ceci d'autant plus qu'une majorité des membres du Dergue croyait sincèrement qu'une fois cette plate-forme proposée à toutes les forces progressistes du pays, le PRPE n'aurait plus de raison de s'enfermer dans une position d'opposition virulente Plus important peut-être, les membres du Dergue découvrent avec beaucoup d'autres personnes que, malgré les tentatives d'amalgame du PRPE, la polémique n'était pas du tout entre partisans inconditionnels et opposants résolus du Dergue. les partisans de "soutien critique" non seulement condamnaient la nature anti-démocratique du régime et fustigeaient ses "tergiversations petites-bourgeoise" et "sa tendance à frapper à gauche comme à droite" mais excluaient aussi toute idée d'alliance tant que

le régime ne cèdait pas aux revendications démocratiques des forces de gauche.

Dans l'intensité de la polémique, ils ne manquaient pas de remarquer que tous les protagonistes, de quelque bord qu'ils soient, étaient d'accord sur quelques notions de base : la révolution nationale démocratique, les références au marxisme, la nécessité des libertés démocratiques y compris le droit à organiser des partis politiques, le droit des nationalités à disposer d'elles-même, le combat contre l'impérialisme et pour l'indépendance nationale du pays etc...

Il ne restait qu'à expliquer aux membres du Dergue qui semblaient complètement dépassés, de quoi il s'agissait. C'était au demeurant la moindre des choses que, dans un contexte où tout le pays devenait un vaste forum de discussion et d'éducation politique, ceux qui se trouvaient aux postes de direction puissent au moins suivrent ce mouvement.

C'est Alemayeuh qui eut l'idée d'organiser des cours de marxisme à l'intention des membres du Dergue. Avec Mesfin Kassu, il mit sur pied un programme de formation politique. Chaque membre du secrétariat du POMOA était invité à préparer un exposé d'une heure environ sur un sujet faisant partie de ce "crash programme". Les sujets traités couvraient : la philosophie marxiste, le matéralisme historique, la dialectique, l'économie politique, l'impérialisme, la révolution nationale démocratique, le problème des nationalités etc...

Les cours avaient lieu le matin entre sept heures et neuf heures, tous les membres du Dergue présents à Addis Abeba y assistaient. L'ambiance était bon enfant. Les dirigeants du Dergue Menguistu, Alemayehu, Mogues comptaient beaucoup sur ces rencontres pour isoler d'autres ambitieux tels que Sisaye, dont le cheval de bataille était déjà l'anti-marxisme et qui ne voyait pas d'un bon oeil le fait que des intellectuels marxistes venaient prêter main forte à ses rivaux au sein du Dergue.

Menguistu, qui depuis quelques mois déjà semblait avoir lier

120

son sort à celui des intellectuels marxistes, étalait au grand jour ses nouvelles convictions qu'il cherchait à faire croire qu'ils étaient de longue date en venant à chaque conférence avec un livre marxiste traitant le sujet du jour et ne manquait pas de le placer bien en évidence. Comme il ne fallait pas qu'il donne l'impression de quelqu'un qui découvre toutes ces choses à la faveur de ces rencontres, il ne posait jamais de questions. Il ne manquait pas cependant de répondre à celles posées aux intellectuels ou de participer de façon partisane aux débats qui s'engageaient au cours de la deuxième partie des cours cons crés aux discussions libres sur le sujet déjà traité. Il arrivait que quelques membres du Dergue, agacés par les prétentions "marxistes et intellectuelles" d'un des leurs, les rappellaient à l'ordre et lui demandaient de s'asseoir, non sans souligner de façon agressive que leur question s'adressait "aux intellectuels" et pas à lui.

Atnafu venait pour apprendre. A l'époque il lisait beaucoup sur le marxisme et se posait beaucoup de questions. Celles-ci étaient simples, mais fondamentales et semblaient être celles que se posaient beaucoup de membres du conseil. C'es pourquoi sa contribution à ces discussions étaient appréciées de tous. Quelle était la différence entre un parti ouvrier et un syndicat ? La reconnaissance du droit à l'auto-détermination ne risquait-elle pas de remettre en cause l'unité du pays ? Les libertés démocratiques et le droit d'organiser des partis politiques n'allaient-il-pas mener à l'anarchie ? Quelques semaines plus tard, lors de la discussion sur les projets présentés par le POMOA, il sera parmi les voix les plus écoutés pour défendre les points controversés, y compris la question de l'auto-détermination des nationalités.

Sisaye Habté et quelques uns de ses amis venaient défendre leurs positions anti-marxistes en posant des questions plus ou moins subtiles. Mais ces questions seront très utiles à l'enrichissement du débat puisque, sorties tout droit de manuels anti-communistes, elles permettaient aux membres de POMOA de combattre ces clichés et d'a-

border des problèmes concrets du pays en s'appuyant sur l'analyse marxiste de la société éthiopienne et de l'avenir du processus révolutionnaire.

L'attaque contre le socialisme et l'Union soviétique d'abord : comment se faisait-il que le socialisme scientifique appliqué en U.R.S.S. depuis plus de 60 ans n'avait pas réussi à rendre ce "grand pays" auto-suffisant sur le plan alimentaire ? Comment expliquer que ce pays qui avait fourni des chars "comme des fourmis" à Amin Dada et d'autres armes sophistiquées à des groupes encore "à l'état de bandistisme" (il s'agit des mouvements de libération nationale de par le monde) refuse des fusils à notre gouvernement révolutionnaire ? Etc...

Ces questions seront mises à profit pour démontrer pourquoi et comment nous devions mener une politique indépendante des deux superpuissances "toutes les deux dangereuses pour l'indépendance nationale du pays et la révolution démocratique". Et de surprendre plus d'un membre du Dergue, qui, peu au fait des divergences au sein du mouvement communiste international et de la tradition historique du mouvement progressiste éthiopien qui n'avait rien de "pro-soviétique", considéraient tout partisan du socialisme comme un inconditionnel de Moscou.

Sur le marxisme et la question du patriotisme. "L'internationalisme prolétarien" et le reniement de toutes les valeurs traditionnelles de ce pays unique ne vont-ils pas dans le sens de la dissolution de l'identité éthiopienne ? Non. Etre marxiste ne signifiait être contre le patriotisme et n'impliquait pas une négation de l'héritage éthiopien. Nous sommes aussi patriotes que vous. Nous sommes fiers de notre pays et de son passé. C'est ce patriotisme qui nous a amené vers le marxisme qui nous permettra de bâtir une société éthiopienne démocratique et un pays fidèle à sa riche tradition d'indépendance nationale.

L'auto-détermination des nationalitésne constituait pas un

danger pour l'unité du pays mais était la seule garantie d'une Ethiopie "riche et fière de ses diversités dont l'unité et la fraternité de ses nationalités sera plus solide que l'acier puisqu'elles seront bâties sur la démocratie et l'égalité de tous" comme l'affirmait Hailé Fida à plusieurs reprises. Non nous ne sommes pas des croyants mais notre révolution démocratique n'a rien contre la religion. On peut-être bon chrétien ou musulman et révolutionnaire. Non nous ne combattons pas l'impérialisme américain pour ouvrir la voie à l'emprise soviétique sur notre pays. Non, notre marxisme s'oppose à une politique de nationalisation de "tout ce qui bouge". Notre révolution n'est pas anti-capitaliste. Il faut au contraire encourager le secteur privé de façon à ce que les entrepreneurs éthiopiens puissent contribuer eux aussi au développement économique de notre pays.

Le bilan ? On a beaucoup ironisé sur l'efficacité de ce "crash programme" destiné à faire, en un mois, des marxistes convaincus de ces soldats et officiers à l'anti-communisme à fleur de peau. Mais ce n'était pas là le but recherché. Il ne s'agissait pas de se lancer dans des discours très sophistiqués sur le marxisme mais plutôt de démontrer que "les intellectuels marxistes" partageaient les valeurs de patriotisme, d'indépendance nationale, de progrès, d'égalité etc... que professaient la majorité des membres du Dergue. Ce faisant le POMOA voulait préparer le terrain à l'acceptation par les membres du Dergue des deux textes fondamentaux qu'il avait déjà prépara et présenté à la Haute Commission. Considéré sous cet angle on peut affirmer que ce programme avait atteint les ojectifs qui lui étaient assignés.

CHAPITRE XII : LA PLATE-FORME DE L'ALLIANCE PROGRESSISTE/DERGUE

C'est dans une ambiance toujours marquée par le débat public auquel les membres du Dergue assistaient avec beaucoup d'intérêt et après les cours de "conscientisation" qu'ils avaient suivis que le POMOA présenta au conseil militaire les trois textes fin prêts dès la fin janvier. Il s'agissait du Programme de la Révolution Nationale Démocratique (PRND) du projet de loi relatif à l'exercice des libertés démocratiques et du statut du "Bureau provisoire pour les affaires organisationnelles des masses" (POMOA).

Ils étaient tous préalablement soumis à la Haute Commission et approuvés par cette dernière. Mais le débat avec l'Assemblée Générale du Dergue n'était pas pour autant une simple formalité.

Côté POMOA, Hailé fida, Mesfin Kassu et Negedé Gobezie étaient mandatés par le secrétariat pour défendre ces textes. Ils avaient des consignes de la part de la direction de Meisone quant à la manière dont ils devaient conduire les débats. Il fallait, dès le début, souligner le fait que cette participation au POMOA dépendait de l'acceptation par le gouvernement de ces projets même si on était prêt à accepter quelques amendements, qui ne pouvaient pas toucher à l'essentiel. On devait saisir toutes les occasions pour démontrer qu'il n'était pas question de servir de "caution progressiste" à une politique anti-démocratique du Dergue.

On insistera donc sur ces arguments chaque fois que les discussions, sur un point particulier, semblaient traîner. Ce véritable "chantage à la rupture" sera permanent, mais il ne sera jamais aussi brutal comme au moment, où lors d'une impasse sur la discussion portant sur le problème des nationalités, Mesfin Kassu, avec le franc parler qu'on lui connaissait, lance à l'assemblée : "si vous n'acceptez pas ce droit à l'auto-détermination, non seulement nous estimons que les combattants érythréens ou ceux d'autres nationalités ont le droit de vous combattre, mais je vous dit aussi que je n'hésiterais pas à les rejoindre dans l'intérêt de la révolution et des peuples d'Ethiopie".

On n'avait pas à utiliser de tels arguments tout le temps

d'autant plus que, très souvent, les dirigeants en vue du Dergue prenaient eux-mêmes position pour défendre les thèses du POMOA. La majorité du Dergue, soumise comme elle était à une pression impressionnante, n'intervenait pas très souvent et lrosqu'elle le faisait c'était pour exprimer quelques "inquiétudes" ou pour demander des éclaicissements sur tel ou tel aspect des textes plutôt que pour s'y opposer de façon frontale.

Comme il fallait s'y attendre, ces points d'inquiétude et d'interrogations portaient sur le problème des libertés démocratiques et sur la question des nationalités.

Sur cette dernière question, une bonne partie du Dergue était hostile à toute idée de reconnaissance de droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes. Menguistu, Alemayehu, Mogues etc... avaient beau voler au secours des représentants du POMOA, leurs arguments n'avaient aucun poids puisque de toute façon ils étaient tous les trois déjà catalogués comme des "partisans aveugles" de tous ce que disaient "les intellectuels". Après deux jours entiers de débat sur ce problème, l'intervention d'Atnafu Abate, plus crédible parce que moins catalogué et considéré en tous cas comme plus "nationaliste et responsable" que les autres, sera décisive.

Son argument était le suivant : "il faut, il faudra à tout prix sauvegarder l'unité et l'intégrité territoriale de la mère patrie. Les intellectuels ici présents ne peuvent pas être considérés comme étant moins patriotes que nous-même. Ce qu'ils proposent c'est de bâtir l'unité de notre Ethiopie sur des bases nouvelles d'égalité même si nous ne devons pas renoncer à l'utilisation de la force pour combattre ceux qui refusent cette idée d'unité dans l'égalité de tous et prennent les armes contre nous. Il faut oser poposer un nouveau départ à tous les peuples d'Ethiopie, de l'Ogaden à l'Erythrée". C'est à la suite de cette intervention que l'article du programme reconnaissent le droit de toutes les nationalités d'Ethiopie à l'auto-détermination et préconisant l'unité du pays basée sur leur volonté de vivre ensemble

sera adopté presque à l'unanimité.

Mais alors que toutes les provisions des trois textes (y compris les libertés démocratiques et le droit d'organiser des partis politiques) étaient acceptées telles quelles, la formulation de celle touchant à cette question des nationalités connaîtra par la suite une modification imortante.(1)

I. Les trois textes du POMOA

Les trois textes étaient conçus pour former un tout cohérent. Le PRND se voulait une "plate-forme de combat" dont le succès dépendait de l'exercice des libertés démocratiques par toutes les forces appellées à participer à l'édification d'une société démocratique phase de transition obligée vers le socialisme . Le projet de loi relatif à l'exercice des libertés n'était qu'un simple texte jurdique règlant les modalités d'application de ces mêmes droits dont le caractère indispensable et urgent était souligné par le programme. La proclamation portant statut du POMOA n'était enfin qu'une simple mise sur pied d'une structure chargée de garantir l'application de ces libertés et de favoriser la marche de la société vers la réalisation des objectifs du programme.

1. Le programme de la Révolution Nationale Démocratique

"Les forces progressistes éthiopiennes n'ont pas attendu ce mois d'avril 1976 pour se rassembler autour et pourlutter sous la bannière d'un tel programme. Depuis plusieurs années déjà, les étudiants éthiopiens qui se trouvaient à l'avant-garde de la lutte révolutionnaire ont choisi d'inscrire leur combat dans la perspective de la Révolution Nationale Démocratique. Au-delà du mouvement étudiant, toutes les organisations existantes à ce jour ont démontré que partout où les forces progressistes du pays se sont regroupées sur des bases claires, c'est justement ce type de programme qui leur a servi de plate-forme(2).

---

(1) voir plus loin

(2) Abyotawite Ethiopia n°2 guenbote 15, 1968

A cette revendication de paternité, le journal du POMOA aurait pu ajouter que ce document n'avait rien d'original par rapport à toute autre plate-forme de toute autre organisation s'inscrivant dans la perspective de la théorie de la "démocratie nouvelle" d'inspiration maoïste.

Sur le plan politique, l'objectif du programme était la création d'une "République Ethiopienne Démocratique et Populaire sous la direction de la classe ouvrière alliée à la paysannerie et avec le soutien de la petite-bourgeoisie et d'autres forces anti-féodales et anti-impérialistes".

Pour permettre l'édification d'une économie nationale indépendante le programme optait pour une économie planifiée où tous les secteurs clés seraient nationalisés, même si le secteur privé, reconnu pour la première fois comme étant utile et participant à part entière au développement du pays, se voyait promettre non seulement une existence légale et reconnue mais aussi et surtout "aide et encouragement".

Sur une des questions fondamentale de la révolution démocratique, la question des nationalités, le programme déclarait :

"Le droit à l'auto-détermination sera reconnu à toute nationalité en Ethiopie. L'histoire, l'identité, la culture, les traditions, la religion et le droit de chacune seront respectés sur une base d'égalité dans l'esprit du socialisme". Quant à l'unité des peuples d'Ethiopie, elle sera désormais basée sur une double exigence :

"L'unité des nationalités sera fondée sur l'exigence d'unir leurs forces dans le combat commun contre le féodalisme, l'impérialisme, le capitalisme bureaucratique et d'autres forces réactionnaires qui sont leurs ennemis communs et sur celle de l'instauration d'une vie nouvelle basée sur l'égalité, l'entraide, la fraternité et la volonté de vire ensemble".

Vient ensuite la fameuse phrase sur l'autonomie régionale qui est proposée comme la formule apte à résoudre le problème des nationa-

lités et présentée comme la solution "des contradictions entre les nationalités dans la situation concrète de l'Ethiopie d'aujourd'hui". (1)

Dans le texte original approuvé par le Dergue il n'y avait aucune mention d'un quelconque "Autonomie régionale" même si sur ce point, le POMOA lui même était divisé. Senaye Likké et Shewandagne Belete, tous deux membres de la ligue prolétarienne, insistaient par une telle formule soit incluse dans le programme. Après d'âpres débats l'idée était rejettée par une majorité au secrétariat. Elle est revenue par la suite lors des discussions avec le Dergue. Hailé, Mesfin et Negede repoussèrent cette notion en avançant les arguements déjà utilisés lors de la préparation du texte au POMOA : la formule qui permettrait aux peuples d'Ethiopie de vivre ensemble et les structures administratives qui seront mises sur pied étaient à définir une fois les conditions démocratiques réunies et les structures constitutionnelles votées par les représentants élus des peuples de ce pays. Le programme que nous étions en train de proposer aux forces progressistes et au peuple éthiopien était un programme de transition. Ce gouvernement étant "provisoire" il n'avait pas à proposer quoi que ce soit sur l'organisation pratique de l'Ethiopie de demain. Ceci d'autant plus que la section IV du programme laissait la difinition des structures consitutionnelles de l'Ethiopie démocratique aux soins d'une assemblée consituante. Ils relevèrent enfin la contradiction entre la reconnaissance de ce droit à l'auto-détermination et le fait d'imposer et de se prononcer en avance en faveur d'une seule formule à l'exclusion de toutes les autres qui pouvaient éventuellement avoir la faveur des populations (telle que la formule fédérale par exemple).

Ces argument finiront par prévaloir et l'article sur l'autonomie régionale sera rejeté par le Dergue.

C'est seulement au mois d'avril, quelques jours avant la proclamation du programme que les partisans de l'inclusion de la provision "autonomie régionale" reviendront à la charge.

---

(1) Citation des critiques de Meisone dans le n° 40 du VMP

Senaye Likké et Mgues partisans tous deux de la formule reviennent d'une mission gouvernementale en Chine populaire réconfortés dans leur position et décidés à relancer le débat déjà clos sur cette question.

Les chinois ayant averti que les concessions dans ce domaine sensible doivent être très prudentes et que ce problème avait été résolu chez-eux par la formule "autonomie régionale" le débat est relancé alors que le texte du programme était sur le point d'être envoyer à l'imprimeur et que des équipes étaient sur le point de partir aux quatre coins du monde pour expliquer son contenu aux ambassades et aux autres éthiopiens résidant à l'étranger.

Le débat était on ne peut plus houleux et l'impasse se profilait à l'horizon. Les arguments (en plus de la "caution chinoise" très largement utilisée) étaient ceux déjà avancés et qui consitueront les thèmes centraux de la position de la "Ligue Prolétarienne" pendant les moins à venir : "Le programme est présenté par un gouvernement. Il faut que ce dernier propose (puisqu'il se trouve à la direction du pays et de la révolution) ce qui lui semble la meilleur formule apte à résoudre le problème des nationalités dans le pays".

Les membres du Dergue, non entièrement acquis à l'idée même du droit à l'auto-détermination, sauteront sur l'occasion d'autant plus que les Menguistu et Mogues se rangent eux aussi de leur côté. Ils avaient la conscience tranquille puisqu'il s'agissait là d'une position "plus marxiste" que celle proposée par "nos intellectuels marxistes qui nous ont trompé".

Certains dirigeants de Meisone préconisèrent la rupture puisque cette question de nationalités était parmi les problèmes clés de la révolution éthiopienne et toute concession sur ce point équivalait à l'abandon des principes démocratiques. L'alliance semblait déjà avorter avant même d'avoir vu le jour. Ceux qui participaient au POMOA proposent un examen plus approfondi du programme dans son ensemble et qu'on tienne compte de toutes les concessions consenties par le

conseil militaire notamment sur la question des libertés démocratiques.

Les partisans du POMOA sortiront vainqueurs de ce débat très animé au sein de la direction de Meisone. A deux conditions : il fallait tout faire pour inclure une phrase qui stipulait que cette formule" sera appliquée de façon démocratique". C'est-à-dire elle ne sera pas imposée si les nationalités en question ou leurs représentants optent pour une autre formule d'unité. Il fallait ensuite et surtout faire savoir au conseil militaire que Meisone n'était pas du tout d'accord avec cette idée et qu'il rendra public ses réserves sur ce point dès que le programme sera publié. La formule "de façon démocratique" était incluse dans le programme. Dès que ce dernier sera rendu public Meisone fera effectivement une analyse critique du NDRP où il affirme que l'organisation avait des réserves sérieuses sur la tentative d'imposition de la formule d'autonomie régionale.(1)

Une provision qui passera presque inaperçue au moment de la proclamation, puisqu'elle allait de soi, mais qui par la suite fera l'objet d'un des revirements les plus spectaculaires de la politique du Dergue, était celle qui fixait la politique extérieure de l'Ethiopie nouvelle. Il n'y avait aucun débat sur le point de savoir si oui ou non il fallait s'en tenir au principes de non-alignement qui dans l'esprit de tous signifiait une "politique de défense des intérêts du pays, de son honneur, de son indépendance nationale et du refus de s'aligner sur l'une ou l'autre superpuissance". Dans la partie traitant la question de solidarité il n'était même pas question des pays socialistes et encore moins de l'internationalisme prolétarien. "L'Ethiopie démocratique sera solidaire avec l'Afrique, l'Asie, l'Amérique latine et d'autres pays frères, les mouvements de libération nationale et d'autres organisations progressistes dans leur combat contre l'impérialisme, le colonialisme et le racisme".

On a souvent invoqué la similitude de ce document "avec n'importe quel programme de révolution nationale démocratique au monde"

---

(1) VMP n° 40

pour souligner le "manque d'originalité et d'imagination" de ses auteurs. Sans être original, deux aspects du programme faisaient de document un pas en avant considérable sur la voie d'une Ethiopie, démocratique, unie et indépendante. Retrospectivement on peut même ajouter (vu le programme du parti des travailleurs d'Ethiopie et la constitution de la République Ethiopienne démocratique et populaire) qu'il constituait à ce jour le document officiel, le plus démocratique jamais proposé au peuple éthiopien.

D'abord le fait même que le document s'en tenait aux préceptes classiques de la révolution national démocratique impliquait toute une série de changement tant au niveau des objectifs que celui des moyens du combat révolutionnaire par rapport à ce que préconisait le "socialisme éthiopien" du régime militaire.

Dans son numéro consacré à l'analyse critique du programme Meisone saluait "cette avancée considérable par rapport à tous les autres documents proposés jusqu'ici par le Dergue que ce soit la philosophie "Etiopia Tikdeme" ou celle du socialisme éthiopien".

Il est vrai qu'à l'époque beaucoup ironisaient sur ce "retour en arrière du socialisme à la démcoratie". Mais c'est justement cet aspect que Meisone mettait en avant pour justifier son jugement positif et pour considérer le programme comme une avancée considérable :

"Il rejette l'idée iréaliste selon laquelle il serait possible de construire le socialisme dans un pays qui n'a pas encore fait une révolution démocratique. Au lieu de cela, c'est un programme qui cherche à ouvrir la voie et à jeter les bases pour la transition vers le vrai socialisme".

L'abandon par le Dergue de son "socialisme éthiopien" n'était pas en effet une simple question d'intérêt théorique. C'était un "retour à la démocratie" politique et économique mis en évidence dès les premiers articles consacrés aux objectifs du programme :

"Détruire le féodalisme, le capitalisme bureaucratique et l'impérialisme en Ethiopie et avec le concours de toutes les forces

anti-féodales et anti-impérialistes du pays construire la nouvelle Ethiopie populaire et jeter les bases solides pour la transition vers le socialisme :

"Pour atteindre cet objectif, établir une république démocratique et populaire sous la direction de la classe ouvrière alliée à la paysannerie et avec le soutien de la petite bourgeoisie et d'autres forces anti-féodales et anti-impérialistes..."

Une formule apparement peu novatrice mais qui consacrait en fait une politique d'ouverture vers toutes les composantes de la société éthiopienne à l'exception, comme le notera Abiyotawite Etiopia, "des forces anti-populaires qui ne constituent même pas une poignée". (1)

Cet élargissement du camp révolutionnaire pour inclure "la petite bourgeoisie et les autres forces anti-féodales et anti-impérialeistes du pays" consituait un pas considérable dans le processus de rassemblement des peuples d'Ethiopie.

Le "socialisme éthiopien" excluait du camp de la révolution toute une série de forces politiques et économiques qui n'avaient pas de place dans ce processus qui se voulait "anti-capitaliste". La politique économique de l'Ethiopie "socialiste" ne se distinguait pas simplement par la place exiguë qu'elle reconnaissait au secteur privé. La classe petite bourgeoisie et les capitalistes nationaux étaient éga lement exlus de la vie politique du pays puisque le "grand parti national" n'avait pas de place pour eux. Comme le déclara Menguistu :

"Sur le plan politique le gouvernement populaire qui sera constitué dans l'avenir sera dirigé par un parti progressiste basé sur notre philosophie. Ce parti sera composé des seuls ouvriers et paysans. Les dirigeants du gouvernement seront les membres des associations paysannes et ouvrières composant ce parti". (2)

Vu sous cet angle, le PRND constituait une double rupture par rapport au socialisme éthiopien.

---

(1) AE n°2

(2) VMP n°29 du 17 novembre 1967

Sur le plan économique d'abord. Les entrepreneurs nationaux et les promoteurs du secteur privé étaient pour la première fois clairement inclus dans le camp de la révolution. L'article 3 (c) du programme stipulait :

"Les commerçants et industriels éthiopiens ainsi que d'autres entrepreneurs nationaux engagés dans des secteurs d'activité privé utiles au pays auront l'aide et l'encouragement qui leur permettront, conformément à la politique définie par le gouvernement, de contribuer avec la part qui leur revient dans le développement du pays tout en travaillant pour leurs bénéfices personels".

Cette aide et l'encouragement ainsi promis ne se limitaient pas au seul domaine économique. La rupture avec le socialisme éthiopien et sa proposition de parti unique étaient en effet plus spectaculaire sur le plan politique. Les forces anti-féodales et anti-impérialistes autre que les classes ouvrières et paysannes, qui étaient appellées à participer au gouvernement de la république se voient reconnaître le droit de s'organiser en "parti démocratique". Cette ouverture politique était soulignée de façon claire dans la section III du programme consacrée aux "tâches urgentes du moment". Et on en vient au deuxième aspect important du programme. Il ne se limitait pas, comme le faisaient souvent d'autres plate-formes politiques du genre, à l'énoncé d'objectifs plus ou moins lointains. Le POMOA cherchait un engagement précis de la part du gouvernement concernant les moyens à mettre sur pied pour la réalisationdu programme et sur le processus d'instauration de la République. D'où l'importance accordée aux sections III et IV qui traitaient justement de ces questions.

La section III était essentiellement consacrée aux problèmes des libertés démocratiques et d'organisation.

Conformément aux positions affirmées de longue date par l'ensemble de la gauche éthiopienne, le programme reconnaissait le droit à toutes les forces anti-féodales et anti-impérialistes du pays de s'organiser en partis et organisations politiques "chacune de leur côté"

et les invitait à se regrouper ensuite en un "front populaire révolutionnaire". Pour cela, la reconnaissance et l'exercice des libertés démocratiques telles que la liberté d'expression, de la presse, d'organisation etc étaient décrites comme des "tâches urgentes".

Etant donné que la victoire de la révolution ne pourrait être assurée que "si un parti ouvrier, fort et bien organisé, parvient à s'affirmer par la lutte comme dirigeant de ce front", le gouvernement promettait un appui spécial aux "individus et groupes révolutionnaires" qui oeuvraient pour la création d'un tel parti.

Mais puisque d'autres forces démocratiques qui, elles, n'avaient aucune prétention marxiste, étaient invitées à s'organiser et à rejoindre ce front populaire "tout en gardant leur indépendance organisationnelle" le gouvernement promettait également "un soutien moral et matériel nécessaire pour permettre aux autres partis démocratiques, organisations de masses et forces progressistes de se consolider et de soutenir le combat révolutionnaire".

Dans un éditorial intitulé "un front commun" l'organe du POMOA revenait longuement sur ce problème clé de la constitution et du fonctionnement de ce front.(1)

Ce dernier était censé réunir "plus de 90% du peuple éthiopien" même si les forces qui le comoseraient "sont hétérogènes et n'ont pas toujours les mêmes intérêts". D'où le double objectif assigné au front : les partis et organisations qui le composent rejoignent le front pour "défendre les intérêts particuliers qui leurs sont propres et pour coordonner la lutte commune". Abiyotawit Etiopia plaidait ensuite pour la création de partis et d'organisations démocratiques et représentatifs comme préalable à la formation du front uni "le front que nous mettrons sur pied sera fort et aura une orientation claire seulement dans la mesure où les diverses organisations qui le composent sont elles-même fortes et constituées sur des bases claires. Il ne sera démocratique que si les organisations en son sein fonctionnent el-

(1) Abiyotawit Etiopia n°3

les-mêmes de façon démocratique. Il ne pourra mobiliser le peuple éthiopien que si ce dernier se reconnaît dans ces organisations".

Cette prise de position n'était pas du tout innocente. Elle est à replacer dans le contexte du débat discret entre Menguistu d'une part et les membres de Meisone se trouvant au POMOA d'autre part. Menguistu et le petit groupe de fidèles autour de lui, Alemyehu, Mogous, etc... étaient très pressés. Ils voulaient aller vite vers la création du front en regroupant les organisations de masse déjà existantes, quitte à inviter d'autres groupes politiques à rejoindre le front en cours de route. Meisone estimait qu'il fallait au préalable non seulement consolider les organisations déjà existantes mais aussi permettre à d'autres de s'organiser librement pour que des bases solides pour la constitution d'un front "capable de mobiliser vraiment des millions de gens" soient jetées. Kebede Menguesha insistait pour que le POMOA clarifie sa position en insistant sur la nature longue et ardue de ce travail de mobilisation et d'organisation qui devait précéder la constitution d'un front digne de ce nom. Il demanda à ce qu'on "freine l'ardeur anti-démocratique de ces petits-bourgeois".

C'est pourquoi, le journal POMOA plaidait pour la constitution d'un front "qui ne peut-être un front populaire authentique s i se limite aux seules élites des classes et couches sociales" appelées à participer au front. Le journal enfonçait clou en déclarant que les forces populaires devaient "créer, chacune de leur côté, leurs organisations fortes et démocratiques avant de commencer des pourparlers pour la constitution du front commun". C'est seulement après avoir accompli ces tâches et avoir ainsi jeté les bases solides que l'on pourra envisager la création de ce front.

"Après avoir ainsi jeté les bases pour la constitution du front populaire révolutionnaire, les partis, les syndicats et organisations seront invités à envoyer leurs représentants à un congrès constitutif. C'est ainsi qu'un front populaire révolutionnaire dont les structures, le programme et la tactique de lutte seront le fruit des

délibérations de ce congrès représentant l'ensemble du peuple éthiopien et capable de donner une direction à la lutte, sera constitué".

Menguistu se plaindra par la suite auprès d'Hailé Fida et de Mesfin Kassu de tentatives d'Abiotawite Etiopia et de son responsable éditeur Negede qui cherchaient à retarder "le processus révolutionnaire".

La mise sur pied de ce front était en tout cas considérée comme une étape très importante, sur la voie de la création de la République dont le processus est décrit dans la quatrième et dernière partie du programme :

"Dès que le front populaire révolutionnaire sera constitué le programme prévoit la tenue d'élections libres qui permetteront au peuple éthiopien d'élire ses députés "parmi les candidats qui seront présentés par les partis et organisations politiques membres du front". Le SHENGO ainsi élu sera une assemblée constituante. C'est sur la base de la constitution des structures et de la répartitions des pouvoirs définie par ce SHENGO que sera créée "la République Démocratique et Populaire d'Ethiopie sous la direction du parti de la classe ouvrière".

Le deuxième texte préparé par le POMOA et qui est relatif à l'exercice des libertés démocratiques n'apporte rien de particulièrement nouveau par rapport au contenu du PRND. Il s'agissait d'un simple texte d'application règlant les modalités d'exercice de ces libertés dont la proclamation est annoncée comme iminente par le programme.

2. Le projet de loi portant exercice des libertés démocratiques

Le préambule dont les thèmes principaux sont repris de la section III du PRND, justifie la proclamation en des termes qui soulignent le caractère "outil de combat" que les auteurs du projet ont voulu lui conférer :

"Attendu que la conscientisation et l'organisation du peuple ne peuvent être réalisées que si ses partisans ont la possibilité de le conscientiser et de l'organiser et d'être conscientisés et de s'organiser eux-même et de s'exprimer par divers moyens :

"Attendu que les conditions aptes à favoriser la poursuite et le succès de ce combat ne peuvent être réunies que si les libertés démocratiques sont reconnues et appliquées.

"Les libertés d'organisation, d'expression, de la presse, de réunion et de manifestation sont reconnues à toutes les forces anti-féodales, anti-impérialistes et anti-capitalistes bureaucratiques".

L'objectif du combat politique assigné à l'exercice de ces libertés est à tel point dominant que dans la partie consacrée, selon la tradition anglo-saxone, aux "définitions", même le terme "s'organiser" (Medrajette) en partis et oranisations politiques ou en associations est décrit comme étant le fait de "se mettre ensemble au sein d'un groupement pour participer à la lutte contre le féodalisme, l'impérialisme et le capitalisme bureaucratique".

Il ne saurait dès lors être difficile de comprendre les limites que le projet impose tant au niveau des bénéficiaires de ces libertés qu'à celui des modalités de leur exercice.

Puisque ces libertés sont reconnues à ceux qui se trouvent dans le camp populaire et eux seul, le projet procède à une série de définitions des concepts clès tels que "les masses populaires", anti-féodale" etc... Ces termes sont définis de façon à inclure la quasi totalité du peuple éthiopien.

C'est ainsi que dans le terme "masses populaire" (Sefiw Hizbe) entrent "les ouvriers, les paysans, la classe petite-bourgeoise et d'autres couches ou individus qui sont anti-féodaux, anti-impérialistes et anti-capitalistes bureaucratiques".

Est décrit comme "anti-féodal" tout individu qui "s'oppose par des actes et prises de position à la lutte menée par la classe des propriétaires féodaux qui tentent restaurer le régime féodal et reprendre le pouvoir afin d'exploiter et d'opprimer le peuple". C'est la même définition très large qui est utilisée pour définir le terme "anti-impérialiste" dans lequel est inclu tout éthiopien qui "s'oppose

aux forces extérieures qui tentent d'exploiter l'Ethiopie sur le plan économique, l'asservir politiquement et socialement et l'agressent sur le plan culturel et qui soutient par ses actes et ses prises de position, d'autres pays, peuples et forces progressistes dans leur combat contre le colonialisme, le néo-colonialisme, le racisme et le fascisme".

De façon plus précise, le projet dans un souci d'éviter à ce que des forces et individus faisant partie normalement du camp populaire ne soient arbitrairement exclu de l'exercice de leurs droits légitimes, tente d'établir un inventaire des groupes ou personnes auxquels ces libertés ne sont pas reconnues. L'article 11 du projet qui traite de la création de partis politiques donne une liste de ces "groupes ou personnes" qui, pour être exhaustive ne touche qu'une infime minorité d'éthiopiens. Ne peuvent créer de partis ou d'organisations politiques :

a) "Les piliers et bénéficiaires notoires du régime féodal déchu tels les membres de la famille royale, de la noblesse, les princes et autres dignitaires, les grands propriétaires terriens et les dignitaires religieux;

b) Les ministres, ambassadeurs généraux et d'autres personnalités politiques du régime d'avant février 1974 à l'exception toutefois de ceux parmi eux qui ont, par des actes concrets, démontré leur soutien à la révolution;

c) Les bourgeois compradors tels que les managers des entreprises dépendantes ou créées par des captiaux étrangers;

d) Ceux qui possèdaient plus de 10 hectares de terres rurales et les citadins disposant de plus de 500m2 de terres urbaines et des loyers supérieurs à 100 birr ont vu leur propriété confisquée".

C'est donc dans ce cadre que les libertés de la presse, de parole, d'assemblée, de manifestation, de droit de s'organiser en partis et en organisations politiques et en d'autres association sont reconnues par les articles 3 à 11 du projet. Le fait que Meisone, PRPE

et toute la gauche éthiopienne faisait campagne sous le mot d'ordre "les libertés démocratiques aux masses populaires sans restrictions aucune" n'impliquait évidemment pas une absence de limites et de restrictions à l'exercice de ces droits.

L'exercice de ces libertés est d'abord assorti de restrictions normales telles que les exigences de l'ordre public, de bonnes moeurs, de sauvegarde de la liberté et des intérêts légitimes d'autrui. Le projet prévoit donc diverses mesures pour prévenir ou sanctionner tout acte considéré comme étant contraire à ces exigences. Si de tels gardes fous sont pour ainsi dire dans la nature des choses et se trouvent même inclus même pour d'autres provisions de sauvegarde qui, elles, sont dictées par des considérables purement politiques.

En ce qui concerne la liberté de la presse par exemple, l'article 4 prévoit que "tout individu a le droit de s'exprimer librement sur des questions politiques, économiques, sociales ou sur tout autre sujet". L'article 4 (2) énonce les conditions et les restrictions qu'il convient d'apporter à l'exercice de cette liberté fondamentale :

"S'il s'avère que le contenu contrarie la lutte anti-féodale, anti-impérialiste et anti-bureaucratique capitaliste et se trouve ainsi être de nature contre-révolutionnaire, ou s'il nuit aux intérêts légitimes d'autrui ou de la collectivité, ou s'il est contraire à l'ordre public ou aux bonnes moeurs, l'autorité de tutelle ou les responsables des journaux ou magazine en question (qu'ils soient privés ou gouvernementaux) ou les éditeurs concernés peuvent interdire la publication de l'oeuvre en question. "Dans les cas ou l'ouvrage qui a outre passé les limites ainsi définies serait déjà publié "des actions en justice peuvent être introduites contre l'auteur et l'éditeur responsable d'une telle publication".

Toutes les libertés reconnues aux"forces du camp populaire" sont ainsi assorties de telles restrictions. L'article reconnaissant le droit de créer des partis et organisations politique (article 11) va encore plus loin dans la définition des critères politiques qui con-

ditionnement son existence. L'article 11 stipule que "tout individu anti-féodal, anti-impérialiste et enti-bureaucratique capitaliste et faisant partie des masses populaires a le droit de créer un parti politique Alors que l'article 11 (3) dresse, comme nous l'avons déjà indiqué, une liste exhaustive de "groupes et individus" exclus de l'exercice de ce droit, l'alénea 2 définit les conditions au programme de la révolution nationale démocratique soutenir ce dernier et oeuvrer pour faovriser sa réalisation".

Il est vrai que le projet prévoit la possibilité de créer des associations qui "n'ont pas de caractère politique" mais ceci ne change rien au fait que toutes les libertés reconnues sont au service d'un objectif majeur : la poursuite du combat révolutionnaire en cours.

Comme l'autorité chargée de leur bonne application, le POMOA, elles sont donc conçues comme des arrangements de transition destinés à accompagner la lutte contre le féodalisme et l'impérialisme. Dans l'esprit de ses promoteurs, ce projet ne constituait qu'une simple mesure d'accompagnement des proclamations révolutionnaires et n'avait rien de définitif. L'élaboration d'une constitution et des structures de l'Ethiopie démocratique était laissée à l'Assemblée Constituante dont les modalités d'élection et les tâches sont définies dans la section IV du PRND.

Rétrospectivement, on peut dire que ce projet, qui n'a jamais vu le jour, même s'il était accepté tel quel par le gouvernement et dont le refus de promulgation sera une des causes de la rupture Meisone/Dergue d'août 1977, aurait consituter unpas considérable dans la voie de la démocratisation de la société éthiopienne. On peut affirmer sans craindre d'être accusés d'exagération, que dans le combat pour une Ethiopie démocratique son application intégrale aurait pu avoir une importance aussi considérable que celle qu'a eue la proclamation agraire de mars 1975.

3. La proclamation portant création du POMOA

Les discusions visant l'élaboration du statut du POMOA portaient naturellement sur la définition des tâches qui détermineront tous les autres aspects du statut y compris la durée du bureau, l'appelation qu'il conviendrait de lui donner etc...

La Haute Commission pour l'organisation du peuple concevait ce bureau comme un "Hizbe Aderaji" ou organisateur du peuple. Meisone rejettait une telle conception. Avec la majorité des membres du secretariat la définition retenue est celle d'un bureau dont la tâche consiste à "aider le peuple à s'organiser lui-même". Aux yeux de tous cette nuance n'était pas théorique. Un exemple concret soulevé lors des discussions : le cas de l'école politique à mettre su pied. Faut-il y accueillir des militants choisis par les soins du bureau ou des responsables de l'école ou faut-il au contraire laisser ce choix aux organisations de masse, aux entreprises et départements gouvernementaux qui doivent être invités à y envoyer leurs propre élus qui retourneront sur leur terrain local une fois les connaissances théoriques et techniques acquises.

C'est dans ce contexte que le concept "Hizbe Aderaji" est rejeté au profit d'une appelation aux ambitions modestes et somme toute plus démocratique : on l'appelera "Office pour les affaires d'organisation des masses". Ce souci d'éviter toute tentation de se mettre à la place du peuple se traduit dans la proclamation qui, sans son préambule, parlera de la nécessité d'un tel bureau dont l'une des tâches serait "d'aider le peuple à être conscient et à s'organiser".

Il fallait ensuite règler la question de la durée du bureau qui dépendra , elle aussi, des tâches qu'on assignera à l'organisme. Le POMOA est conçu comme un organisme de transition créé pour soutenir l'effort d'organisation de toutes les forces démocratiques du pays en partis et organisations politiques qui se regrouperont par la suite en un Front Commun. C'est pourquoi le bureau s'était déclaré "provisoire" avec l'article 13 du statut stipulant qu'il sera mis fin à ses travaux

"dès que les masses organisées formeront un Front Politique révolutionnaire".

C'est enpartant de ces considérations que les animateurs du bureau optèrent pour une appelation censée reflèter l'idée qu'ils se faisaient de leur mission et le sens de leur coopération avec le gouvernement : Provisional Office For Masse Organisational Affairs (POMOA).

Cecidit, au-delà des questions d'appelation, le statut du POMOA était défini de façon à permettre au bureau de s'acquitter des deux missions considérées par tous es animateurs comme capitales pour la poursuite duprocessus révolutionnaire : faciliter et aider le rassemblement de toutes les forces progressistes du pays autour d'un Programme de Révolution Nationale Démocratique et, pour ce faire, garantir l'exercice des libertés démocratiques qui permetteront à leur tour ce rassemblement.

Ces préoccupations se trouvent affirmées de façon claire dans le préambule de la proclamation :

"Attendu qu'un Programme de Révolution Nationale Démocratique estproclamé pour permettre aux classes opprimées et aux forces progressistes d'Ethiopie de mener la lutte en créant des partis et organisations politiques et en formant un Front Commun et que l'exercice des libertés démocratiques sera reconnue à toutes les forces anti-féodales, anti-impérialistes et anti-capitalistes bureaucratiques du pays.

"Attendu qu'il est du devoir du Conseil Militaire d'Administration Provisoir de soutenir moralement et matériellement ces forces qui s'organisent autour du Programme exerçant leurs droits démocratiques.

Attendu qu'il est nécessaire de créer un POMOA dans le but d'aider les masses populaires à développer leur conscience politique et à s'organiser et afin de garantir l'exercice des droits démocratiques ..."

En partant de ces principes généraux, l'article 8 du statut du POMOA défini les fonctions de ce dernier en ces termes :

1. Préparer une proclamation permettant l'exercice des libertés démocratiques;
2. Garantir l'application de cette proclamation et d'eninterprèter son contenu;
3. Suivre l'application effective du PRND;
4. Préparer et diffuser du matériel et des directives relatifs à l'idéologie socialiste et ce dans les langues des diverses nationalités du pays;
5. Soutenir l'effort visant à préparer la voie à l'avénement d'une République Démocratique et Populaire garantissant la suprématie du peuple;
6. Proposer les moyens de réformer la fonction publique afin que dans cette phase de transition, l'appareil bureaucratique ne soit pas un obstacle à la marche de la révolution (à revoir);
7. Superviser le fonctionnement de l'école politique;
8. Préparer un programme de formation des cadres politiques à l'intérieur du pays aussi bien qu'à l'étranger afin de soutenir l'effort d'organisation du peuple;
9. Etudier les moyens de résoudre les problèmes économiques et sociaux qui peuvent surgir dans cette phase de transition.

Quant à ses structures, le POMOA est animé par une commission composée de quinze membres qui élisent démocratiquement un président, un vice-président et un secrétaire général. La Commission est divisée en quatre comités chargés de l'information et de la diffusion de l'idéologie, de l'éducation politique, des affaires courantes et d'organisation. Elle est habilitée à créer des branches régionales et à nommer les responsables au niveau de régions administratives.

La Commission et ses branches régionales sont indépendantes

de toutes les instances gouvernementales à quelques niveaux qu'elles soient, de toute organisation ou groupement politique et n'est tenue à rendre compte de ses activités qu'à la Haute Commission d'Organisation du peuple à laquelle elle soumet des rapports trimestriels.

Par contre, d'après l'article 11, tous les département gouvernementaux sont tenus à lui apporter leurs concours dans son travail "visant à traduire dans les faits la proclamation protant exercice des libertés démcratiques".

La mise sur pied des structures

Dès les premières réunions, les membres du bureau appartenant à des organisations politiques (Meisone, Waz et Itchate) décident de créer un "comité de coordination" qui se réunit en dehors des heures de travail pour définir les grandes orientation des activités du POMOA, et pour en assurer le bon fonctionnement au jour le jour. Par ailleurs, les membres de Meisone tenaient leurs réunions à eux pour préparer les positions communes au sein de ce comité de coordination et du POMOA dans son ensemble.

Les élections des membres du Comité Eexécutif et des présidents des divers comités se déroulera sans problèmes et les tâches seront réparties comme suit :

- HAILE FIDA : Président (Meisone);
- SENAYE LIKKE : Vice-président (Waz);
- MESFIN KASSU : Secrétaire général (Meisone);
- BARO TUMSA : Président du Comité "Organisation" (Itchate);
- FIKRE MERID : Président du Comité "affaires courantes" (Meisone);
- NEGEDE GOBEZIE : Président du Comité information idéologie (Meisone);
- ESHETU CHOLE : Président du Comité éducation politique.

Ce dernier abandonnera le POMOA quelques trois mois après sa création et partira en exil à Djibouti, mais pour revenir au pays quelquels semaines plus tard. Il ne rejoindra plus jamais le POMOA et le

Comité d'éducation politique sera rattaché à celui de l'information.

Lors des nominations des responsables régionaux, l'importance que le POMOA accordait au travail parmi les paysans l'amenait à porter ses choix enpriorité sur les fonctionnaires du Ministère de la Réforme Agraire déjà en place dans les régions administratives. La plupart de ces responsables avaient l'avantage supplémentaire de connaître les conditions locales (langue, coutumes etc...), ce qui était, dès le début, érigé en critère primordial dans la politique de recrutement de cadres.

Sur les quatorze offices régionaux (Addis Abeba sera constitué en région alors qu'il n'y aura jamais de branche du POMOA en Erythérée) onze seront dirigés par des membres de Meisone.

1. Docteur KEBEDE MENGESHA : Addis Abeba;
2. KEBEDE DIRIBA : Région administrative de Shoa;
3. HAILU GERBABA : Région administrative de Wollega;
4. Docteur KEDIR MOHAMED : Région administrative d'Illubabore;
5. TEFERRA DENBERU : Région administrative de Kaffa;
6. ESHETU ARARSO : Région administrative de Sidamo;
7. TADESSE BEZABEHE : Région administrative du Tigrai;
8. ABDOULAHI YOUSOUF : Région administrative de Harargué;
9. MELAKU KEBEDE : Région administrative de Gojjame;
10. HAILE TEDLA : Région administrative de Gondar;
11. ZEKARIAS MOHAMED : Région administrative de Balé.

Les trois autres régions auront pour responsables AYALEW KEBEDE, transfuge du PRPE et proche de Meisone et qui, avec d'autres militants, formera par la suite le MALERIDE , et sera nommé pour le Wollo. ARSSI et GAMO GOFFA auront pour esponsables KINFE MICHAEL HINDESSA et ASSEFA CHEBO membres tous les deux de l'organisation ITCHATE. La Ligue prolétarienne n'aura au début aucun responsable régional. Un an après la création du POMOA ZEKARIAS sera relevé de ses fonctions et son poste sera repris par un militant porposé par SENAYE LIKKE.

Evidemment tous ces responsables ne seront pas nommés en même temps. Les premiers à partir seront les militants des régions du Sud

alors que la nomination pour la région de Gondar (dernière région à être pourvue) n'interviendra qu'au mois de mai 1976.

Les bureaux régionaux, qui avaient entière liberté dans l'organisation et le recrutement de leurs cadres mettront plus ou moins longtemps pour s'implanter. WOLLEGA et HARAGRUE, avec à leur tête HAILU GERBABA et ABDULAHI YOUSOUF respectivement, seront les premières à remplir tous les postes à pourvoir jusqu'au niveau des WOREDAS.

En ce qui concerne la composition par origine ethnique, appartenance organisationnelle etprovenance on peut citer, à titre indicatif, le cas de la région de Kaffa dont le responsable, TEFFERA DINBERU, nous a fourni des renseignements concernant l'ensemble de l'organisation et le fonctionnement du bureau régional.

Le travail du POMOA dans la région de Kaffa commence au mois d'avril 1976. Le responsable en second était DEMEKE HAREGUE VOOYENE, ancien dirigeant régional du PRPE et qui sera assassiné au mois de novembre de la même année par les hommes de main du parti.

Comme partout, la politique de recrutement tenait compte non seulement du niveau de conscience politique du militant en question mais aussi de sa connaissance des conditions locales et notamment de la langue de la localité où il sera éventuellement affecté. Sur la cinquantaine de militants travaillant dans la région un an après la création du POMOA, l'étude de TEFFERA DEBERU montrait que les cadres politiques étaient repartis comme suit :

1. PROVENANCE DES MILITANTS

Ministère de la Réforme Agraire	: 2%;
Enseignants	: 20%;
Transfuges du PRPE	: 8%;
Anciens Zematches,élèves et étudiants	: 70%.

2. ORIGINE PAR NATIONALITE

Oromos	: 32%;
Autres nationalités dans la région	: 38%;

Amhara : 26%;
Tigrai : 4%.

3. APPARTENANCE ORGANISATIONNELLE

Membres de Meisone : 46%;
Membres de Waz : 4%;
Membres de Maleride : 4%;
Sans appartenance organisationnelle : 46% (parmi ces éléments).

Tefera classe 96% comme étant sympathisant de Meisone

Le recrutement des cadres se heurtait à plusieurs problèmes dont le plus important était celui de trouver des militants à la fois politiquement optes et parlant les langues pratiquées dans les localités où ils seront appellées à travailler. Comme c'était le cas pour les autres régions, la branche de Kaffa essaie de résoudre ce problème en utilisant à fond les possibilités de formation de cadres offertes par l'école politique qui commence à fonctionner au mois de mai 1976. Des jeunes originaires de la région administrative et quelques paysans particulièrement actifs étaient envoyés dans cette école pour acquérir les connaissances de base du marxisme et des techniques d'organisation. En plus des jeunes militants parlant la langue Oromo venaient de Volega et de Haragué qui étaient dès le début des région "excedentaires", en nombre de militants par rapport aux autres régions.

II. Ambiguités, contradictions et sectarisme

En soulignant l'avancée et l'ouverture démocratique qu'annonce le PRND, on peut difficlement résister à la tentation de faire un saut de quelques années et de comparer ce document avec la constitution de la RDPE qui, sur l'essentiel constitue une trahison de tout ce que le PRND avait de démocratique, de rassembleur et de patriotique.

Le dérapage vers l'internationalisme prolétarien, promu comme un des principes de base de la politique extérieure du pays (art.28) est un des aspects de cett évolution négative que beaucoup n'ont pas manqué de remarquer. Mais les revirements sur d'autres points majeurs

du programme ne sont pas moins spectaculaires. On peut même affirmer que ce sont les glissements sur les question d'organisation politique et économique de l'Ethiopie nouvelle qui ont permis cet abandon de la souveraineté nationale et sont en tous cas les reniements les plus lourds de conséquences pour le peuple et le mouvement démocratique éthiopien.

L'ouverture vers la classe petite-bourgeoise et les autres forces anti-féodales et anti-impérialistes du pays est complètement abandonnée puisque l'article 1 de la constitution fait de la République "un gouvernement des classes laborieuses basé sur l'alliance des ouvriers et des paysans et avec la participation des intellectuels, de l'armée révolutionnaire, des artisans et d'autres couches démocratiques de la société". Il n'y a aucune mention des commerçants, industriels et encore moins d'une politique d'encouragement que PRND leur promettait.

La trahison la plus flagrante est cependant celle portant sur les problèmes d'organisation. Au lieu et à la place du droit reconnu à toutes les forces anti-féodales et anti-impérialistes de s'organiser en partis et organisations politiques, la constitution instaure un régime à parti unique. Elle ne reonnaît aucun parti autre que "le parti des travailleurs d'Ethiopie" qui s'arroge le droit d'être seul à bord en tant que "force dirigeante de l'Etat et de la société toute entière".

Les cheminements de la trahison du Dergue seront analysés plus loin. Mais on peut se demander ici s'il n'y a pas d'autres facteurs, dont la responsabilité incombe aux forces de gauche elles-même, qui ont facilité ce glissement progressif vers une dictature militaire.

Il y a d'abord les ambiguités et les contradictions contenues dans le programme lui-même et leur répercussions sur l'action du POMOA et de Meisone. Il y a ensuite le sectarisme du PRPE qui n'acceptera jamais le programme sans en dire les raisons alors que ce document était fondamentalement le même que le programme politique du parti

lui-même et conforme aux aspirations de toute une génération de militants.

1. Les ambiguités et contradictions

Même si à l'époque personne ne releva ces défauts, le programme n'apportait pas de réponses adéquates aux deux problèmes fondamentaux du processus révolutionnaire : il n'était pas clair sur la question des structures économiques et contradictoire sur celle qui touchait au multipartisme, sans lequel une telle économie ne pouvait être envisagée.

Sans opter clairement pour un système d'économie mixte le document envisageait "l'encouragement" du secteur privé appellé à jouer un rôle important dans le développement du pays et dans le processus qui consistait à jetter des "bases solides pour la transition vers le socialisme". Les garanties démocratiques censées permettent aux promoteurs du secteur privé de particper dans le processus politique et de défendre ainsi leurs intérêts étaient incorporées dans le texte puisqu'il reconnaissait leur droit à s'organiser en partis politiques. Mais ces garanties ne seront pas crédibles.

La partie consacrée aux problèmes d'organisation se perd dans des incohérences qui empêcheront en fin de compte à ce secteur de se développer en toute confiance. On en vient là au défaut majeur du programme. Il ne se prononce pas de façon claire, c'est le moins que l'on puisse dire, en faveur du multipartisme, sans lequel le pluralisme envisagé dans le domaine économique serait pour le moins illusoire.

Il est vrai que toute la gauche éthiopienne rejettait sans ambiguité aucune l'instauration d'un régime à parti unique. Le programme se prononçait donc pour la reconnaissance de la liberté d'association et la possibilité pour les forces démocratiques de s'organiser en partis politiques. Mais pour avoir droit à l'existence, les partis devaient soutenir le PRND, c'es-à-dire la consturction à terme d'une société socialiste et accepter dans l'immédiat, le leadership

du parti de la classe ouvrière.

En plus, même s'il n'était pas explicitement affirmé que ces partis devaient être tous membres du Front Populaire Révolutionnaire on ne voit pas comment, sans cela, ils auraient pu participer à la vie politique du pays, puisque les élections à l'Assemblée Constituante se feront "parmi les candidats présentés par les partis et organisations membre du Front Populaire Révolutionnaire".

Dans la partie consacrée aux "définitions" le projet de loi portant sur l'exercice des libertés démocratiques, le terme "parti politique" est défini comme "une organisation de défense des intérêts d'une classe donnée qui, sur la base d'un programme politique détaillé, se bat pour la prise du pouvoir gouvernemental". Mais cette éventualité de la prise du pouvoir par un parti autre que celui de la classe ouvrière est écartée d'avance puisque le PRND a pour objectif déclaré l'instauration d'une République Démocratique et Populaire sous la direction du parti de la classe ouvrière.

Personne à l'époque ne semblait envisager le cas de figure où les représentants des partis autres que ceux des ouvriers et des paysans puissent s'assurer la majorité au sein d'une Assemblée librement élue. Il est vrai que dans un contexte où la société toute entière semblait basculer à gauche l'issue victorieuse des forces de gauche qui se voulaient les "représentants authentiques de l'alliance ouvrier/paysan" ne faisait aucun doute. Et de toute façon le dogme de la "direction de la classe ouvrière" était tellement ancré dans le bagage théorique de cette génération de militants que personne n'envisageait une autre issue à moins de s'inscrire dans une perspective de défaite de la révolution.

Il n'en reste pas moins que l'incohérence était là. On peut raisonnablement affirmer que l'application intégrale du PRND et surtout la proclamation deslibertés démocratiques aurait déclanché une dynamique apte à ouvrir la voie à une société pluraliste et démocratique. Mais ces contradictions et incohérences auront des répercussions graves

sur l'action du POMOA et de Meisone, et seront en partie responsables de l'échec du programme.

La perception de Meisone et de toute la gauche éthiopienne, qui ne voyait dans la bourgeoisie et lapetite-bourgeoisie que des "forces d'appoint" dans le processus révolutionnaire, n'était pas de nature à l'amener à travailler en direction de ces couches. Toute l'action de l'organisation était axée sur la consolidation de l'alliance ouvrier/paysan. Dans un contexte où beaucoup pensaient qu'il y avait "assez de démocratie" pour accomplir cette tâche en organisant et consolidant les associations paysannes et les syndicats de travailleurs, le combat pour la reconnaissance des libertés démocratiques n'était pas considéré comme une tâche prioritaire.

Il est vrai qu'à partir de l'été 1976, il y avait une certaine agitation autour de la question de la proclamation des libertés publiques. Mais face à une résistance d'une partie du Dergue et au refus de traduire dans les faits le projet de loi préparé par le POMOA et accepté par le gouvernement, Meisone aurait pu et surtout aurait dû rendre public le contenu de ce projet et mobiliser la société pour obliger le Dergue à honorer ses engagements.

On peut dire aujourd'hui que ce manquement a été une erreur très grave et lourde de conséquences pour le destin de la révolution.

Le manque de clarté et les contradictions contenues dans le programme auront d'autres conséquences néfastes sur l'approfondissement du processus révolutionnaires et l'ancrage de la démocratie dans la société. Les thèmes de propagande contre les Kebertes (les bourgeois) contredisaient l'acceptation de ces derniers dans le camp de la révolution. Le processus de "méfaince mutuelle" déjà signalé (entre la bourgeoisie et la révolution) était encouragé par une propagande "gauchiste" qui dénonçait en bloc les bourgeois, les bureaucrates, les propriétaires terriens etc... On était loin, très loin, des intentions déclarées de Meisone de réunir toutes les forces vives de la nation, sauf "une petite poignée d'ennemis du peuple" comme le proclamait le

journal du POMOA. L'isolement de la révolution ainsi créé par ceux qui avaient justement une mission de rassembler la société autour d'une plate-forme démocratique sera en partie à l'origine de la défaite qui a suivi.

Seulement en partie puisque l'acceptation par le PRPE de ce programme et un travail commun des deux organisations pour son application intégrale aurait permis de barrer la route à la trahison du Dergue qui restait tout de même la cause principale de l'échec du mouvement démocratique .

2. Le PRPE ou un sectarisme mortel

Le PRPE n'acceptera jamais ce programme mais il ne dira jamais pourquoi. Et pour cause, puisque ce document était fondamentalement le même que son propre programme rendu public quelques mois plutôt. De tous les évènements qui entouraient la proclamation du PRND, le parti ne retiendra que l'appel de Menguistu à la formation immédiate d'un Front révolutionnaire.

C'est pourquoi le numéro de Democracia qui suit la proclamation du programme semble vouloir ignorer ce document pour ne se prononcer que sur cet appel de Menguistu. Le titre est à cet égard éloquant : "notre position concernant l'appel à la constitution d'un front uni". (1)

Le parti accepte en principe l'invitation à former ce front uni. Mais il fait savoir, en une seule phrase, que le programme de la révolution démocratique rendu public par le gouvernement ne peut-être accepté comme base de constitution de ce front uni.

A voir les cinq principes de base présentés comme "éléments constitutifs d'un vrai front uni", les neuf "points fondamentaux" et les six "points supplémentaires" qui doivent être inclus dans tout propogramme de révolution démocratique pour que le parti daigne à l'acce-

(1) Democracia vol. III n°

pter, et les cinq conditions sine qua non que le gouvernement doit publiquement accepter pour "commencer toute discussion", il est clair que le parti ne cherchait pas à entamer les discussions sur le roblème de l'unité des forces progressistes.

Le PRPE était extrêmement gêné par le fait que pour la première fois depuis la réforme agraire, un pas considérable en avant avait été fait et en dehors de lui. Il l'était d'autant plus qu'il ne pouvait pas proèder à une analyse critique du contenu du PRND pour condamner de cernier. Il ne pouvait pas non plus, sans se discréditer aux yeux des forces progressistes du pays, refuser l'appel à l'union des forces de gauche.

Pris au dépourvu, le parti tentera de contourner ces problèmes en faisant d'abord semblant de "reprendre" l'intitiative. En répétant presque mot à mot, les idées déjà énoncées dans le PRND, mais en faisant comme si elles étaient toutes inventées par lui, le parti commence par enfoncer une série de protes grandes ouvertes.

Sans dire où et comment sa conception de front uni diffère de celle déjà proposée par le programme, Democracia délcare d'entrée de jeu que pour être accepté par le parti ce front "doit rassembler, sous la directionde la classe ouvrière, la paysannerie, la petite-bourgeoisie et les autres couches opprimées de la société". En des termes qui semblent être repris de l'éditorial d'Abiotawit Etiopia déjà cité, Democracia déclare haut et fort que pour être crédible et étant donné qu'il est composé des forces et couches sociales dont les intérêts ne sont pas forcement toujours les mêmes, le Front doit être "non seulement une organisation de lutte contre le féodalisme et l'impérialisme mais aussi une organisation au sein de laquelle chacun peut lutter pour faire valoir ses intérêts légitimes".

Donc un front "d'unité et de combat" dit Democracia. Une bonne idée. Il s'agissait là à coup sûr d'une précision importante mais qui était déjà affirmée dans le programme lui-même qui parlait de la nécessité pour chaque organisation membre du front de sauvergar-

der "son indépendance organisationnelle" et sur laquelle, on l'a déjà vu, l'organe du POMOA Abiyotawit Etiopia croyait utile d'insister quelques jours seulement après la proclamation du programme".

Il y avait par contre du nouveau en ce qui conernait "les partis et organisations déjà existants qui doivent faire partie de ce Front Uni". La liste que dresse le parti, sans être exhaustive il est vrai, prête à sourire. Faisant semblant d'oublier Meisone, Waz, Itchate etc... le parti demande que les organisations suivantes soient membres de ce front :

1. Le PRPE;
2. Bilusuma et d'autres organisations politiques;
3. L'O.L.F., le F.P.L.T., le Mouvement de Libération Nationale Afar, le Front de Libération Nationale d'Ethiopie etc...;
4. Parmi les organisations de masses la CELU, l'Association des Enseignants d'Ethiopie, les Kebekes, le Comité de Coordination des Femmes d'Ehtiopie, l'Association des Zematches d'Ethiopie etc...;
5. Parmi les mouvements de masse, le Mouvement Etudiant, le Mouvement des forces Armées etc...

Une liste d'organisations légales aussi bien que clandestines bien sûr mais dont certaines peuvent être qualifiées de vraiment "confidentielles" dans la mesure où leur existence même n'était connues que d'une minorité d'initiés. Une liste sectaire surtout puisqu'à l'exception des mouvements des nationalités (O.L.F. et F.P.L.T.) notamment, toutes ces "organisations" étaient très proches et parfois étaient des créations du parti lui-même.

Quant au contenu du programme commun, le parti affirmait qu'il devait être le fruit de discussions entre organisations qui constitueront le Front. Sans dire pourquoi le PRND ne pourrait même pas être considérer comme "document de travail. Sans proposer des amendements qu'il conviendrait d'y apporter. Democracia faisait état de "neuf points fondamentaux" qui devaient figurer dans tout pro-

programme digne de ce nom et, à ce titre, faisant déjà partie "du programme politique du parti rendu public au mois d'août 1975".

L'Abiyotawite précisait justement que, ce front uni, pour être dynamique et crédible et pour prétendre à une large représentativité devait être conçu de façon à permettre aux divers éléments qui le composaient "non seulement de coordonner la lutte commune contre les ennemis communs mais de défendre chacun ses intérêts légitimes".

Le premier point "fondamental" concernait l'objectif du programme qui devait être, "de détruire le système féodal et impérialiste et de le remplacer par une république démocratique et populaire". Les autres objectifs étant de créer "un système politique progressistes", de bâtir une économie nationale planifiée et indépendante de toute emprise étrangère, de reconnaître sans "limite aucune" le droit des nationalités à disposer d'elles-même, d'instaurer un système de santé et d'éducation au service des masses populaires, de créer une armée populaire au service du pays et des masses populaires, d'assurer l'égalité des sexes et de poursuivre une politique étrangère qui s'inspire des principes de non-alignement et de solidarité avec toutes les forces qui se battent pour la paix, la démocratie et le socialisme".

Voilà pour les "points fondamentaux". Puisque le parti était en pleine revendication de paternité, Democracia oublie de préciser que tous ces points, sauf le droit "sans limites" des nationalités et la solidarité avec les forces qui se battent pour le socialisme, se trouvaient affirmés en des termes presque identique dans le PRND.

Les "six points supplémentaires" allaient de l'abrogation des traités contraires à la souveraineté et aux intérêts du pays et notamment de ceux liant l'Ethiopie à l'Israël, aux Etats-unis et à l'Allemagne fédérale jusquà l'instauration "avac la participation des organisations membres du front uni d'un gouvernement provisoire populaire

en passant par la "destruction de la bureaucratie civile et militaire", la reconnaissance du droit des Erythréens à l'auto-détermination jusquà et y compris le droit à la séparation, le droit de toutes les organisations à faire un travail politique au sein des forces armées et l'armement des ouvriers et des paysans.

Le parti aurait pu venir à la table de négociation avec tous les points. Mais il pose cinq conditions préalables "qui doivent être obligatoirement remplies avant le début de toutes discussions". Il s'agissait de la proclamation des libertés démocratiques "à toutes les forces anti-féodales, anti-impérialistes et anti-capitalistes bureaucratiques", l'arrêt de la campagne de mobilisation contre l'Erythrée, l'arrêt des "massacres des masses populaires", la libération de tous les révolutionnaires emprisonnés et enfin une déclaration publique du gouvernement militaire faisant état de l'acceptation par ce der nier de toutes ces conditions.

Tout ceci était somme toute raisonnable sauf évidemment où le parti exigeait une délaration publique du gouvernement comme quoi ce dernier renonçait désormais "aux massacres des masses populaires", reconnaissait le droit des Erythréens à l'indépendance et faisait état de son intention d'abdiquer en faveur d'un gouvernement provisoire populaire...

Il devenait en tout cas clair que le PRPE, qui n'avait visiblement rien compris aux rapports de forces politiques dans le pays, été décidé à faire cavalier seul. La direction du parti ne s'attendant évidement pas, à ce que le gouvernement optempère à cette véritable somation et surtout accepte pas plus ajourd'hui qu'hier, la demande d'un gouvernement provisoire populaire. Democracia terminait par un appel à "toutes les forces démocratiques et révolutionnaires du pays pour accomplir leur tâche historique en créant un front uni sans la participation du gouvernement au cas où ce dernier refuserait des négociations en rejettant ces conditions préalables".

Quelques jours après ces somations et puisque rien n'était

venu du côté gouvernemental pour satisfaire les revendications du parti, ce dernier s'installe dans sa position d'opposition sans nuance et revient à la charge avec un uméro de Democracia qui dénonce le fascisme. Cet aveuglement sectaire coûtera très cher non seulement au parti lui-même mais aussi à toute l'intelligentsia, à la jeunesse et au peuple éthiopien tout entier.